
U d'/of OTTAWA
39003002734290


J.B. ROLLAND & FILS
Libraires,
RUE SAINT VINCENT,
MONTREAL.



Antoine[illegible]

Monte[illegible]

18[illegible]

BIBLIOTHÈQUE

DE LA

JEUNESSE CHRÉTIENNE

APPROUVÉE

PAR MGR L'ARCHEVÊQUE DE TOURS

—

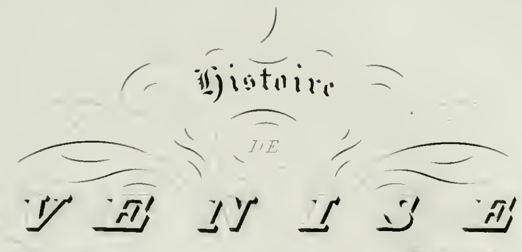
2e SÉRIE IN-12





Entrée des Français à [illegible]





Histoire de Venise

Par F. Valentin

Auteur de l'Histoire des Croisades, &c

Tours

ÉDITEURS



HISTOIRE

DE

VENISE

PAR

F. VALENTIN

AUTEUR DE L'HISTOIRE DES CROISADES, ETC.

ONZIÈME ÉDITION



TOURS

ALFRED MAME ET FILS, ÉDITEURS

M DCCC LXX



HISTOIRE

ABRÉGÉE

DE VENISE

CHAPITRE I

État de la Vénétie sous les Romains. — Invasion des barbares. — Fondation de Venise en 421. — Création du dogat. — Premiers doges. — Translation du corps de saint Marc d'Alexandrie à Venise. — (400-830).

Le nom célèbre de Vénétie ou *Venetia* désignait, avant l'irruption des barbares, une vaste et fertile province de l'Italie septentrionale, s'étendant depuis les frontières de la Pannonie jusqu'à la rivière de l'Adda, et depuis le Pô jusqu'aux Alpes Juliennes. Les habitants de ce territoire, dont l'origine est tout à fait incertaine, portaient le nom de Vénètes. Pendant dix siècles on ne retrouve quelques traces de leur histoire qu'autant qu'elle se lie à celle des Romains. Ainsi on les voit, soit comme alliés, soit comme tributaires, marcher, lors de l'invasion des Gaulois, à la délivrance de la capitale du peuple-roi, opérer, à la demande du sénat, une irruption sur le territoire des Boïens et des Insubres, et fournir

un contingent à l'armée opposée à Annibal. Ce ne fut que vers la fin du VIIe siècle de Rome que la Vénétie fut décidément réduite en province romaine, et soumise au gouvernement d'un préteur.

Dans cette nouvelle condition, elle partagea les destinées de Rome; ses villes furent admises au rang des villes municipales, et plusieurs, entre autres Padoue, Aquilée et Vérone, se remplirent de superbes monuments qui les ornent encore aujourd'hui. Lorsque le siége de l'empire fut transféré en Orient, la Vénétie se trouva exposée sans défense aux irruptions chaque jour plus fréquentes et plus dangereuses des barbares. Vers l'an 400 de l'ère chrétienne, elle fut entièrement ravagée par les Goths, peuple septentrional sorti de la Suède, qui avait envahi l'Italie sous la conduite de son roi, Alaric. La crainte d'une nouvelle irruption décida quelques habitants du pays à chercher un humble mais sûr asile dans les petites îles de l'embouchure de la Brenta, séparées du continent par des eaux fort basses, et défendues contre les vagues par la pente du terrain. Jusqu'alors ces îles étaient restées sans culture et presque désertes; une d'elles seulement, Rialto, servait de port et d'entrepôt au commerce de Padoue. Ce fut sur ces tristes plages que les Vénètes fugitifs transportèrent leurs familles et les débris de leurs richesses.

Les mœurs, les arts et le gouvernement des Vénètes prirent peu à peu une forme régulière dans leurs nouvelles habitations. En 421, un incendie dévora vingt-quatre maisons à Rialto. Cet événement

fut l'occasion d'un vœu d'après lequel on bâtit une église qui fut dédiée à saint Jacques. Les Vénètes avaient embrassé le christianisme, pour ainsi dire, à sa naissance; leurs malheurs les attachèrent encore à cette religion consolatrice. En envoyant douze magistrats annuels dans la nouvelle colonie, le sénat de Padoue décréta la construction d'une ville à Rialto : cette mesure avait pour but de réunir tous les habitants répandus sur les autres îles, afin qu'ils pussent se défendre avec plus d'avantage. Tels furent les commencements de cette superbe Venise, de cette république qui ranima en Europe, dans le siècle de la féodalité, l'esprit du commerce et de l'industrie.

Le farouche Attila, roi des Huns, sorti du fond de la Scythie, et qui, dans son orgueil sauvage, disait que l'herbe ne croissait jamais où son cheval avait passé, contraignit bientôt les citoyens d'Aquilée, de Concordia et de Padoue à aller grossir le nombre des réfugiés de Rialto. Ces hommes, rassemblés par le malheur, organisèrent leur société. Chaque île se donna un magistrat annuel, chargé, sous le nom de tribun, de l'administration et de l'autorité judiciaire, mais comptable de sa gestion à l'assemblée générale de la colonie, qui avait seule le droit de juger en dernier ressort les affaires de la communauté. La pauvreté d'un peuple qui n'avait d'autres ressources que la pêche et le commerce du sel fit disparaître les distinctions et amena la simplicité des mœurs. On voit que le premier gouvernement de Venise fut la démocratie pure.

Dans leur isolement, les Vénètes furent presque étrangers aux révolutions qui agitèrent l'Italie vers la fin du ve siècle. Le sceptre de l'empire d'Occident passa des mains d'Augustule, assassiné, dans celles de Théodoric, roi des Ostrogoths, sans que leur indépendance reçût la moindre atteinte. Chaque jour de nouveaux citoyens arrivaient à la république naissante. Elle comptait à peine cent ans d'existence, et déjà son commerce, son industrie et la sagesse de ses institutions lui avaient acquis l'estime de ses voisins. Elle eut bientôt l'occasion d'exercer sa puissance et ses forces : menacée sur son propre élément par les Esclavons, qui s'étaient répandus sur les côtes de l'Adriatique, où ils se livraient à toutes sortes de brigandages, elle arma des vaisseaux et parvint à se débarrasser de voisins si incommodes. Cette guerre la mit en état de repousser par la suite des ennemis plus dangereux.

Vers le milieu du vi^e^ siècle, les Ostrogoths furent chassés de l'Italie. Cette révolution fut l'œuvre de Bélisaire et de Narsès. Le second de ces deux grands capitaines, arrivé devant Aquilée, voulut faire transporter son armée à Ravenne par mer; il demanda à cet effet des vaisseaux aux Vénitiens, qui s'empressèrent de les lui fournir. Le général passa par Rialto. Pendant son séjour il reçut une députation des Padouans, qui se plaignaient de ce que les insulaires leur avaient interdit la navigation de leur lagune, et qui demandaient à être remis en possession de leur ancien droit de souveraineté sur ces îles. Afin de ne pas mécontenter un peuple qui venait de lui

rendre un service signalé, Narsès évita de se prononcer : il se borna à exhorter les deux parties à la paix, ou à porter leur différend à la cour de Constantinople. Les choses en restèrent là, et nous verrons bientôt les Padouans eux-mêmes venir demander un asile à ceux qu'ils regardaient comme leurs tributaires.

Narsès, outrageusement dépouillé de son commandement en Italie par une cour corrompue et soupçonneuse, jura, sans songer à sa gloire passée, d'en tirer vengeance. Il licencia la plus grande partie de ses troupes, ne laissa à son successeur qu'une armée en désordre, et livra l'entrée de l'empire à Alboin, roi des Lombards. Ces peuples, sortis de la Pannonie, commencèrent leurs ravages par la Vénétie du continent. Ce torrent dévastateur chassa devant lui les habitants d'Altino, de Concordia et de Padoue, qui allèrent accroître la population de la république insulaire. Les Padouans, qui avaient vu leur ville renaître de ses ruines depuis l'invasion d'Attila, durent cette fois lui dire un éternel adieu. Les Lombards s'établirent dans les pays qu'ils avaient envahis, et, comme ils persécutaient la religion catholique, plusieurs évêques allèrent s'établir dans les îles qui environnaient Rialto. Le patriarche d'Aquilée se réfugia à Grado ; mais Alb in ne voulut pas que cette ville restât sans prélat ; il nomma un successeur à celui qui s'était enfui, ce qui produisit un schisme et fit naître entre les deux populations une haine qui devait durer plus de six cents ans.

Cependant l'accroissement de la nation, en créant des intérêts divers, avait ouvert la carrière aux passions. Il avait aussi augmenté la puissance des tribuns qui administraient les affaires de l'État depuis près de trois siècles. L'abus que ceux-ci firent de leur autorité provoqua le mécontentement public. Afin d'éloigner le danger qui menaçait la république, une assemblée nationale fut convoquée à Héraclée. Il y fut décidé que la forme du gouvernement serait changée. Christophe, patriarche de Grado, proposa de concentrer le pouvoir dans les mains d'un seul magistrat, qui prendrait le titre de doge ou duc. Cet avis fut adopté avec enthousiasme, et l'on procéda immédiatement à l'élection de ce chef. Paul-Luc Anafesto réunit tous les suffrages (697). Le doge était élu à vie, et prenait le titre de prince; il avait des conseillers, mais choisis par lui; il avait le droit de pourvoir à toutes les charges de l'État et de décider seul de la paix et de la guerre. Ainsi, en un seul jour, Venise passa de l'État de république démocratique à celui de monarchie élective.

Anafesto parvint à apaiser les divisions qui commençaient à déchirer la république. Il établit sa résidence à Héraclée, fit construire des vaisseaux pour écarter les pirates, et conclut avec le roi des Lombards un traité qui assura aux Vénitiens une entière sécurité du côté du continent. Enfin il fit bâtir des forts à l'embouchure de la grande et de la petite Piave, et, après un règne de vingt ans, il laissa tranquille et florissant l'État qu'il avait administré (717).

Après la mort d'Anafesto, le dogat fut décerné à

Marcel Tegagliano, dont aucun événement mémorable ne signala l'administration, et qui laissa le trône ducal à Orso, d'un caractère entreprenant et belliqueux. Ce nouveau doge eut bientôt l'occasion de faire l'essai des forces de la république. L'exarque Eutychius, chassé de Ravenne, où il commandait pour l'empereur d'Orient, par Luitprand, roi des Lombards, se réfugia à Venise. Orso l'y accueillit; et le pape, désirant arrêter les progrès des Lombards, qui professaient l'arianisme, écrivit au doge pour réclamer sa protection en faveur de l'illustre exilé. Malgré le traité récemment conclu avec leurs voisins de la terre ferme, la crainte de les voir augmenter leur puissance décida les Vénitiens à prendre la lettre du pape en considération. Orso arma promptement une flotte, et, tandis que Luitprand était occupé ailleurs, il alla jeter l'ancre à la vue de Ravenne. Le débarquement de ses troupes plongea les Lombards dans la stupeur. Profitant de cette surprise, les Vénitiens appliquèrent leurs échelles contre les murailles, enfoncèrent une porte voisine de la mer, tuèrent un des chefs ennemis, firent l'autre prisonnier, et rétablirent l'exarque dans son gouvernement.

Cette victoire enfla tellement l'orgueil du doge, qu'il souleva les esprits par sa hauteur et ses caprices. Assailli dans son palais par le peuple révolté, il fut égorgé après un règne de onze ans (737). L'expérience qu'on venait de faire de la puissance ducale à vie décida les Vénitiens à en limiter la durée; il fut résolu que le chef de l'État serait renouvelé tous

les ans, et prendrait le titre de *maître de la milice*, en remplacement de ceux de tribun ou de duc, devenus également odieux.

Ces magistratures temporaires, nécessitant de fréquentes élections, n'étaient guère propres à calmer les factions. De son vivant, Orso s'était formé un parti qui conservait une grande influence dans Héraclée. Ce parti, après avoir obtenu la déposition de Jean Fabriciatio, cinquième maître de la milice, à qui les furieux crevèrent les yeux, réussit à faire rétablir l'autorité ducale, et à en faire investir Théodat Orso, fils du duc assassiné (742). Le nouveau doge jouit, pendant treize ans, d'un règne assez tranquille ; mais une circonstance qui n'avait rien en soi de remarquable vint tout à coup réveiller les factions endormies. Théodat avait ordonné d'élever une forte tour dans l'île de Brondolo, pour faire respecter la partie des côtes qui s'étendait jusqu'à l'Adige, et que le traité conclu avec les Lombards avait donnée aux Vénitiens. Ses ennemis prétendirent que cette fortification n'était construite que dans le but d'opprimer les citoyens. Cette imputation trouva créance parmi le peuple. Un jour que Théodat venait de visiter les travaux, un factieux nommé Galla, conduisant une troupe de bandits armés, se jeta sur lui et lui fit subir le sort de Fabriciatio. Après son crime, cet homme inspira assez de terreur pour se faire déférer la dignité ducale ; mais il usa de son pouvoir avec tant d'insolence, qu'il devint bientôt insupportable. Il y avait à peine un an qu'il régnait, lorsqu'il fut déposé;

la cécité et l'exil furent la récompense de sa tyrannie.

Dominique Monegario, qui fut élu doge après Galla (756), était un homme cruel; persuadé qu'il est de l'essence d'un prince d'être absolu, il affecta le plus grand mépris pour les conseils des deux tribuns qu'on lui avait adjoints afin de tempérer son autorité. Après huit ans du plus odieux despotisme, il lassa enfin la patience des Vénitiens : on s'en délivra en lui faisant crever les yeux, supplice lâche et cruel, emprunté de Byzance, et qui fut longtemps en usage chez les Vénitiens.

Monegario eut pour successeur un de ces hommes qui apparaissent à de rares intervalles et qui semblent nés pour le bonheur des peuples : ce fut Maurice Galbaio, recommandable par sa modération, la douceur de ses mœurs et la sagesse de son administration. Sous son règne, la colonie fut tranquille et heureuse; elle obtint même place dans un traité conclu entre Pepin et l'empereur d'Orient, traité qui la déclarait indépendante de l'un et de l'autre de ces princes. Les Vénitiens furent redevables à Galbaio de plusieurs fondations pieuses, entre autres de l'érection d'un siége épiscopal dans la petite île d'Olivolo.

Jean Galbaio, qui succéda à son père (787), ne marcha pas sur ses traces. Avide, violent, et livré aux plus infâmes débauches, il trouva le moyen de rendre sa tyrannie encore plus insupportable en demandant à la partager avec son fils. Telle était la terreur qu'il inspirait, que les Vénitiens n'osèrent

s'opposer à une association qui tendait à rendre héréditaire l'autorité ducale dans une même famille. Ces deux maîtres rivalisèrent d'infamie et de cruautés. L'évêché d'Olivolo étant venu à vaquer, Jean choisit un Grec pour remplir ce siége. Sur le refus du patriarche de Grado de sacrer le nouvel évêque, qu'il regardait comme un intrus, le doge, courroucé, chargea son fils du soin de sa vengeance. Le jeune Maurice se rendit à Grado, fit précipiter le vénérable prélat du haut d'une tour et donna le patriarcat à Fortunat, son neveu. Celui-ci, en acceptant la succession de son oncle, ne renonça pas à sa vengeance. De concert avec le tribun Obelerio, il conspira contre le doge et son fils; mais la conspiration fut découverte, et ses deux chefs furent obligés de se réfugier, Obelerio à Trévise, d'où il pouvait entretenir des correspondances avec les mécontents, et Fortunat à la cour de Charlemagne, où il s'efforça d'indisposer ce monarque contre Venise. A l'aide des manœuvres qu'ils pratiquèrent, un nouveau complot se forma. Les partisans d'Obelerio le proclamèrent doge. Ce fut le signal d'un soulèvement général. Jean et Maurice n'eurent que le temps de prendre la fuite et se réfugièrent à Mantoue (804).

Obelerio, rentré dans sa patrie pour la gouverner, se convainquit bientôt combien il est dangereux d'appeler l'étranger pour venger une injure personnelle. Pepin, fils de Charlemagne, assis depuis peu sur le trône des rois lombards, avait, par suite des intrigues de Fortunat et d'Obelerio, pris les armes contre la république pour punir Jean et Maurice de

leurs crimes. Après la révolution qui donna la souveraineté à Obelerio, le jeune guerrier voulut pousser ses conquêtes vers la Dalmatie, et se crut en droit de réclamer la coopération des Vénitiens. Ceux-ci, obéissant à une sage politique, qui leur conseillait de ne pas favoriser sur la rive orientale de l'Adriatique les progrès d'un conquérant qui en occupait déjà la rive occidentale, refusèrent en donnant des excuses. Ils furent alors traités tout à fait en ennemis. Pepin attaqua et enleva d'assaut les villes d'Héraclée et d'Equilo, qu'il livra aux flammes. Ce ne fut qu'après les plus vives sollicitations de la part d'Obelerio qu'il consentit à retirer ses troupes. Mais une nouvelle occasion lui fut bientôt offerte de reprendre les hostilités. Lorsque Maurice Galbaio s'était vu menacé par le fils de Charlemagne, il avait demandé des secours à l'empereur d'Orient. Nicéphore, qui occupait alors le trône de Constantinople, sentant combien il lui importait d'arrêter les progrès des nouveaux maîtres de l'Italie, envoya une flotte dans l'Adriatique sous les ordres de Nicétas. Obelerio ne put empêcher la république de joindre ses vaisseaux à cet armement. Arrivé dans le golfe, le général grec dirigea contre Comacchio une attaque qui fut vigoureusement repoussée par la garnison. Il fut alors obligé de se rembarquer, et se retira avec sa flotte à Malamocco. On apprit bientôt que le roi des Lombards, irrité, rassemblait à Ravenne des troupes et des vaisseaux. Obelerio, afin de conjurer l'orage, eut la faiblesse de conseiller à ses concitoyens de se soumettre. Les Vénitiens ne virent plus en lui qu'un

traître. Ils le chassèrent en l'accablant d'outrages, et, pour lui ôter tout moyen de nouer de nouvelles intrigues à la cour de Charlemagne, on le conduisit à Constantinople.

Cependant les soldats de Pepin avançaient. Maîtres des îles de Chiozza et de Palestrine, il ne leur restait plus qu'un étroit canal à franchir pour s'emparer de Malamocco, capitale des Vénitiens. Dans ce moment de crise et en l'absence de tout chef, un de ces hommes auquel il appartient de prendre une généreuse initiative, Ange Particiaco, proposa de transporter la population de Malamocco à Rialto, séparé de l'ennemi par un canal plus large et de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité. Cette résolution fut adoptée. Pepin entra dans Malamocco, qu'il trouva déserte ; mais il lui fut impossible de pénétrer jusqu'à Rialto. Ses vaisseaux, trop lourds pour naviguer dans les bas-fonds des lagunes, ne purent soutenir la lutte contre les vaisseaux beaucoup plus légers des Vénitiens ; plusieurs même furent embrasés par des matières enflammées. Il fut forcé de regagner le continent ; mais, en se retirant, il se vengea du mauvais succès de son entreprise par la dévastation de toutes les îles dont il s'était emparé.

Particiaco venait de sauver son pays par sa fermeté. Pour reconnaître un tel service, un décret solennel l'éleva à la dignité ducale. Délivré des soins de la guerre, le nouveau doge s'occupa avec activité d'ajouter à la splendeur et à la sûreté de sa patrie. L'expérience venait de démontrer que le

siége du gouvernement était mal placé à Malamocco. On le transféra à Rialto, qui avait été l'asile de la liberté, et qui se trouvait placé au milieu d'une soixantaine de petites îles, que l'on joignit l'une à l'autre par des ponts (1). Ces îles se couvrirent bientôt de maisons, et on les environna d'une enceinte. Les descendants de cette peuplade de fugitifs donnèrent à la ville qu'ils venaient de bâtir au milieu d'un marais le nom de *Venetia*, en mémoire des belles contrées que leurs pères avaient été obligés d'abandonner. Particiaco fit construire un palais ducal. L'embellissement de la capitale ne fixa pas seul son attention : Malamocco, Chiozza, Palestrine, que la guerre avait détruites, furent rebâties par ses soins ; Héraclée, sa patrie, sortie de ses ruines, prit le nom de *Città-Nuova*.

Deux événements troublèrent seuls la tranquillité de ce règne. Le premier fut une descente faite à Grado par le patriarche d'Aquilée, et victorieusement repoussée par l'armée vénitienne ; le second, une conspiration tramée contre le doge, découverte et punie avec une juste sévérité.

Particiaco, si louable d'ailleurs, ne put cependant se défendre de l'ambition de perpétuer le dogat dans sa famille. Il s'adjoignit successivement

(1) Un grand canal divise Venise en deux parties égales; d'autres canaux, bordés de maisons, forment ses rues. Le mouvement continuel des eaux de la mer neutralise la mauvaise influence des exhalaisons qui s'élèvent des lagunes. Le sol sablonneux de Venise, formé d'alluvions, ne recèle aucune source : l'eau qu'on y boit se conserve dans des citernes.

ses deux fils, et à sa mort, en 827, il laissa le trône à Justinien, l'aîné, prince d'un caractère faible et d'une santé débile. Ce fut sous le règne de ce doge obscur que s'opéra la translation du corps de saint Marc à Venise. Ces précieux restes avaient été recueillis et embarqués secrètement à Alexandrie par deux pieux Vénitiens (1), Bon de Malamocco et Rustic de Torcello, à l'époque où l'église du saint, entièrement bâtie de marbres rares, fut démolie par ordre des princes sarrasins, pour servir à la construction d'un palais. L'arrivée du vaisseau qui portait les saintes reliques fut une occasion de fête et de prières générales à Venise. On se rappelait une ancienne tradition qui rapportait que saint Marc, pendant sa vie, naviguant sur la mer Adriatique, avait eu une vision céleste qui lui avait prédit que ses os reposeraient un jour sur le bord de cette mer. Le clergé, accompagné de tout le peuple, alla au-devant du corps en chantant des hymnes et en faisant fumer l'encens. Les Vénitiens, dans leur enthousiasme, se placèrent sous la protection du saint, qui fut dès lors invoqué comme le patron de la république. Le doge Justinien Particiaco, qui mourut peu de temps après, laissa par son testament une somme destinée à bâtir une église sous l'invocation de saint Marc.

(1) Cette circonstance prouve que, déjà à cette époque, les Vénitiens commerçaient dans le Levant; l'habitude qu'ils avaient de fréquenter la capitale de l'empire d'Orient et les côtes occupées par les Sarrasins d'Orient, explique aussi le goût qu'ils montraient pour les arts et pour les édifices somptueux.

CHAPITRE II

Lutte des partis. — Invasion et défaite des Hungres. — Réunion de la Dalmatie à la république. — Première et deuxième croisade. — Changement de constitution. — Démêlés entre le pape Alexandre III et l'empereur Barberousse. Troisième croisade. — (830-1178).

Jean Particiaco, resté seul en possession de l'autorité ducale après la mort de son frère (830), eut à repousser une invasion de l'ancien doge Obelerio, qui avait rompu son ban. Après l'avoir défait, il se saisit de sa personne et lui fit trancher la tête par la main du bourreau, pour satisfaire le ressentiment de la multitude, qui prodigua les derniers outrages au cadavre du vaincu. Particiaco éprouva bientôt lui-même l'inconstance de la faveur populaire. Attaqué dans son palais par des conjurés qui avaient pour chef un certain Carossio, il n'eut que le temps de s'enfuir, et se retira en France. Carossio se fit décerner le souverain pouvoir, mais ne l'exerça pas longtemps. Les principaux de la république, revenus de la stupeur que leur avait causée une révolution si subite, s'emparèrent de l'usurpateur, lui firent crever les yeux et l'exilèrent. Particiaco, rappelé, ne se montra pas corrigé par le malheur. L'abus qu'il fit de son pouvoir souleva

de nouveau les esprits contre lui. Un jour qu'il assistait à l'office divin dans la cathédrale, il fut enlevé par ses ennemis, qui le reléguèrent dans un monastère. Pierre Gradenigo, de Pola, fut élu à sa place (836).

Sous le long règne de ce doge, les revers que les Sarrasins et les Narentins firent essuyer aux armes vénitiennes, amenèrent des dissensions intestines. Les factions, à la tête desquelles se placèrent les chefs de plusieurs familles considérables, ensanglantèrent souvent les rues de la capitale par leurs rixes continuelles. Gradenigo, manquant de fermeté et de résolution, laissa le mal s'accroître, et finit par être victime de sa faiblesse. Il fut massacré par des furieux, en se rendant à l'église, au milieu même du cortége qui l'accompagnait.

Après cet attentat, Orso Particiaco, digne émule de son ancêtre, exerça l'autorité ducale (864). De concert avec l'empereur Charles le Chauve, il arrêta les progrès des Sarrasins en Italie, et repoussa les corsaires dalmates ; mais son plus beau titre à la reconnaissance des Vénitiens fut d'avoir ramené le calme dans la république en imposant aux factions par une sage fermeté.

Le règne de Jean Particiaco, son fils, qui se montra assez peu ambitieux pour abdiquer deux fois le pouvoir, que ses concitoyens l'avaient sollicité d'accepter, et celui de Pierre Candiano, qui trouva la mort en combattant les pirates de Nera, remplirent un intervalle de huit ans. Après toutes les agitations qu'elle venait d'essuyer, Venise avait

besoin d'un homme qui sût à la fois fermer ses plaies par une sage administration intérieure, et rétablir l'honneur de ses armes par son génie guerrier. Elle trouva cet homme dans le nouveau doge, Pierre Tribuno. Pendant les quinze premières années de ce règne, qui furent quinze années d'une paix profonde, elle put étendre son commerce, réparer ses pertes et sa marine, et s'entourer de nombreuses fortifications. Tous ces ouvrages la mirent en état de combattre avec succès un nouvel essaim de barbares qui envahit son riche territoire vers l'an 900 : c'étaient les Hungres, sortis comme les autres barbares, de la Pannonie. Le doge attaqua avec une flotte parfaitement organisée ces hommes qui n'avaient que l'instinct du pillage et qui étaient tout à fait étrangers à l'art de la navigation, les défit complétement et les força de se retirer en laissant la mer couverte de leurs débris. Peu de temps après cette victoire, Tribuno mourut, emportant les regrets et la reconnaissance de ses concitoyens.

Orso Particiaco, septième doge de son nom, sembla continuer le règne de son prédécesseur. Pendant les vingt ans qu'il administra les affaires de la république, il se montra prudent, modéré et plein de piété. Après son abdication, qui eut lieu vers l'an 932, le trône ducal fut rempli par Pierre Candiano II. Comme son père, il combattit avec courage les Narentins, les plus constants ennemis de la république, et les força à la soumission. Il mourut après sept ans d'exercice, et eut pour successeur Pierre Badoer, fils d'Orso Particiaco, dont l'admi-

nistration ne fut marquée par aucun événement mémorable.

A Pierre Badoer succéda Pierre Candiano III, qui fit oublier sur le trône les écarts d'une jeunesse orageuse. Ce nouveau doge eut la douleur de voir son fils, qu'il avait appelé au partage de son pouvoir, déshonorer son nom par les plus honteux excès. Les tentatives criminelles de cet indigne fils contre l'autorité paternelle et contre la puissance publique soulevèrent l'indignation générale ; il fut arrêté, jugé et condamné à avoir la tête tranchée. Les larmes de son père obtinrent cependant la commutation de sa peine en un bannissement perpétuel. Retiré à Ravenne, il n'y put rester en repos. Il poussa l'oubli de sa dignité et de ses devoirs jusqu'à se livrer au métier de corsaire contre les vaisseaux de sa patrie. Ce dernier coup porté à la tendresse de son père le fit mourir de chagrin.

Par une bizarrerie qu'on ne peut s'expliquer, cet homme si odieux, que tous les Vénitiens avaient déclaré incapable de posséder aucune charge de la république, fut choisi pour occuper le trône ducal. Pendant vingt-cinq ans il fit peser sur ses concitoyens l'administration la plus tyrannique. Craignant les suites du mécontentement qu'il avait fait naître, il se créa une garde particulière. Cette marque de défiance porta l'exaspération au comble. Un jour, la populace furieuse se précipita sur son palais. Repoussée par sa garde, elle mit le feu à tous les bâtiments qui environnaient la résidence ducale. Lorsque Candiano vit l'incendie près de l'atteindre,

et toutes les issues fermées, il prit dans ses bras un de ses fils encore enfant, et se présenta à la multitude en implorant sa pitié, sinon pour lui, au moins pour l'innocente créature qu'il lui montrait. Ses supplications ne furent point écoutées : on les massacra impitoyablement, lui et son fils ; leurs corps furent jetés à la voirie (976).

Pierre Orseolo, qui succéda à Pierre Candiano IV, sembla destiné à réparer les maux causés par son prédécesseur. C'était un homme pieux et plein de libéralité. Il consacra une partie de son immense fortune à faire rebâtir l'église Saint-Marc et le palais ducal, détruits dans la dernière sédition (1). Après deux ans de la plus sage administration, dégoûté d'une dignité qu'il n'avait acceptée qu'avec répugnance, il se déroba à l'amour de son peuple pour embrasser la vie monastique. Il fut plus tard placé au rang des saints.

L'élection de Vital Candiano, malgré la haine qu'inspirait son nom, est une nouvelle preuve de la puissance des factions. Le nouveau doge, dont rien ne rendit le règne remarquable, ayant été atteint d'une maladie qui mit ses jours en danger, suivit

(1) Le palais ducal, dont la bizarre façade regarde la mer, était la demeure du doge et l'enceinte où siégeaient les redoutables inquisiteurs d'Etat. On y admire encore aujourd'hui les chefs-d'œuvre des principaux maîtres de l'école italienne et plusieurs belles statues antiques. L'église Saint-Marc est hérissée à l'extérieur de pyramides et de statues, et son intérieur est orné du grand autel enlevé à l'église Sainte-Sophie à Constantinople.

l'exemple de son prédécesseur : il abdiqua et se retira dans un monastère.

Le successeur de Vital Candiano fut Memmo, personnage d'une incapacité absolue, et qui ne se recommandait que par sa fortune. Le règne de ce doge fut très-orageux, parce que, au lieu de s'attacher à faire cesser les inimitiés qui déchiraient la république, il favorisa l'une après l'autre deux factions dès lors puissantes, celle des Morosini et celle des Caloprini. Les Morosini ayant triomphé de leurs adversaires, ceux-ci se réfugièrent sur le continent et allèrent implorer la protection d'Othon II, empereur d'Occident. Ils furent accueillis par ce monarque : cédant à leurs perfides conseils, il réduisit Venise aux abois en la bloquant si étroitement, qu'elle n'eut plus aucune communication avec les ports qui fournissaient à sa consommation. Les Vénitiens, pressés par la faim, tentèrent vainement de fléchir l'Empereur; mais la mort sembla se charger du soin de les venger : Othon fut attaqué d'une fièvre aiguë qui l'enleva. Le blocus fut alors levé, et les Caloprini, sur les instances de la veuve de l'Empereur, obtinrent de rentrer dans leur patrie. Leur retour fut le signal de nouvelles divisions. Trois d'entre eux furent un jour assassinés par la faction Morosini. La vue de leurs cadavres portés dans les rues par leurs partisans souleva le peuple contre le doge, dont la faiblesse semblait autoriser ces scènes sanglantes : Memmo, pour satisfaire à la multitude, signa son abdication, et se retira dans un couvent (991).

Jusqu'ici nous avons vu Venise, contente d'un mode sage d'administration intérieure, se borner à prendre les armes pour repousser les pirates ou pour défendre son indépendance. Maintenant nous allons la voir, dominée par l'ambition des richesses, consacrer ses efforts à étendre au loin, à tout prix, les relations de son commerce. Le nouveau maître qu'elle venait de se donner, Pierre Orseolo, réunissait toutes les qualités propres à seconder cet amour des entreprises lointaines et hasardeuses. Il joignait à beaucoup de courage et d'activité une grande prudence et une grande modération. Touché du malheur des peuples établis le long des côtes de l'Adriatique, qu'inquiétaient les courses continuelles des Narentins, il résolut de les délivrer de leurs ennemis et de châtier ces pirates, auxquels Venise elle-même était obligée de payer un tribut annuel. Il fit donc un armement considérable, et, après avoir reçu des mains de l'évêque l'étendard de la république, il se mit en mer. Il prit d'abord possession de Parenzo, de Pola, de Capo d'Istria, de Pirano, d'Isola et de Zara, villes qui sollicitèrent la faveur d'être adoptées par la république, et dont il reçut le serment. Il alla ensuite assiéger Lesina, place très-forte, dont les Narentins avaient fait leur repaire; mais la garnison de cette ville ne put résister à l'impétuosité des Vénitiens; elle ne dut la vie qu'à la générosité du doge, qui empêcha ses soldats de la massacrer. La prise de Lesina laissa le golfe de Narenta sans défense : aussi les Vénitiens eurent-ils bon marché des habitants du pays : tous ceux

qui échappèrent au carnage vinrent se livrer au vainqueur. Orseolo leur imposa des conditions qui devaient les mettre à jamais hors d'état de rien entreprendre contre Venise. Cette victoire mit fin à la lutte qui durait depuis plus de cent cinquante ans entre les Narentins et Venise, et procura à la république deux belles provinces : l'Istrie et la Dalmatie. Chacun de ces deux pays fut administré par un magistrat qui prit le nom de podestat.

Au retour de cette expédition, Orseolo fut reçu à Venise avec des transports de joie. Cet homme généreux employa les loisirs de la paix à rendre de nouveaux services à sa patrie. A l'exemple de son père, il consacra sa fortune à élever des monuments publics : Grado, entre autres, lui dut la reconstruction de sa métropole. L'empereur Othon III, guidé par un sentiment de curiosité, étant venu visiter Venise, le doge voulut que ce séjour profitât à la république : il obtint de l'illustre visiteur de nouvelles franchises pour le commerce. Telle était la considération dont il jouissait au dehors, que les empereurs d'Orient Basile et Constantin regardèrent comme un honneur d'accorder à un de ses fils la main de leur nièce. Mais il eut la douleur de voir ce fils, que ses concitoyens lui avaient adjoint pour partager son autorité, enlevé par la peste horrible qui vint dévaster Venise, et dans laquelle il eut encore l'occasion de signaler son courage. Enfin il termina sa vie par un acte de bienfaisance : il voulut que les deux tiers de sa fortune fussent employés à subvenir aux besoins de l'État (1006).

Othon, l'aîné de ses fils, qui avait eu pour parrain l'empereur d'Occident, fut élevé au dogat par les suffrages unanimes de la nation. Ce jeune prince, héritier des vertus de son père, voulut continuer son ouvrage. Il chassa les habitants d'Adria du territoire de Loredo, qui appartenait à la république et sur lequel ceux-ci faisaient valoir des prétentions, délivra la Dalmatie de l'invasion des Croates, et gagna partout les cœurs par son affabilité. Il ne put cependant échapper à la haine des méchants : des factieux, à la tête desquels se trouvait Dominique Flabenigo, l'accusèrent de tyrannie; ils le surprirent dans son palais, lui rasèrent la barbe et les cheveux, et le forcèrent à s'exiler (1026).

La couronne ducale fut alors déférée à Pierre Centranigo, de la famille des Barbolani, accoutumée à se montrer dans les factions. Ni sa modération, ni la fermeté avec laquelle il réprima les entreprises du patriarche d'Aquilée sur Grado, ne purent détruire les préventions des Vénitiens contre lui. Les partisans d'Othon parvinrent à exciter une sédition, dans laquelle on prononça sa déchéance : il fut revêtu d'un froc et jeté dans un monastère. Cette révolution et les vœux de la république rappelèrent Othon au trône. On envoya des ambassadeurs pour le ramener de Constantinople, où il s'était retiré; mais les ambassadeurs le trouvèrent mort. A cette nouvelle, Dominique Orseolo, son troisième frère, sans daigner s'autoriser du consentement de la nation, s'empara du dogat comme d'un patri-

moine. Une pareille audace souleva l'indignation générale. Le peuple en masse marcha contre le palais ducal. Dominique voulut d'abord se défendre; mais, lorsqu'il vit la gravité du danger qui le menaçait, il prit la fuite et se retira à Ravenne, où il mourut peu de temps après.

Dominique Flabenigo, ce factieux précédemment banni à cause de la haine qu'il portait aux derniers doges, fut alors installé sur le trône ducal. La loi fondamentale qui interdisait toute désignation de successeur avant la mort du doge régnant, et la proscription éternelle prononcée contre la famille entière des Orseolo, dont le nom rappelait de si glorieux souvenirs et de si importants services rendus à la patrie, sont les deux seuls monuments qui nous soient restés de ce règne, qui dura à peu près dix ans.

Après la mort de Flabenigo, les suffrages se portèrent sur Dominique Contarino, recommandable par la sagesse de son caractère (1041). Pendant son règne, qui fut de vingt-sept ans, il eut à réprimer les tentatives à main armée du patriarche d'Aquilée contre le territoire de Grado, et soumit la ville de Zara, qui avait essayé de secouer le joug de la république.

Contarino eut pour successeur Silvio, qui, de concert avec l'empereur Alexis Commène, fit la guerre aux Normands ou Danois récemment établis dans la Pouille, la Sicile et la Calabre. Une défaite que sa flotte essuya devant Durazzo provoqua l'indignation des Vénitiens, accoutumés jusqu'ici à voir leurs armes victorieuses. Ils accusèrent le doge d'être

l'auteur du désastre, le déposèrent, et élurent à sa place Vital Faliero (1084).

Le nouveau doge continua la guerre contre les Normands sans obtenir plus de succès que son prédécesseur, et renouvela avec Alexis Commène le traité d'alliance qui accordait aux vaisseaux vénitiens la libre entrée dans tous les ports de l'empire d'Orient. La possession de l'Adriatique ne suffisait déjà plus à l'ambition de la république; c'était au fond de la Méditerranée qu'elle méditait de fonder de nouveaux établissements. Un événement extraordinaire vint seconder ses plans de domination et de conquête. L'Europe entière, poussée par le zèle religieux qu'avait enflammé le pape Urbain II, se précipitait en armes sur l'Asie pour délivrer le tombeau du Sauveur, profané par les Sarrasins. Venise s'associa à cet enthousiasme général. En 1098 le doge Vital Michieli, qui avait succédé à Faliero, arma une flotte de deux cents bâtiments, dont le commandement fut confié à son fils. Un pieux personnage, l'évêque de Castello, voulut faire partie de l'expédition. Dans la traversée, les pèlerins vénitiens enlevèrent aux caloyers grecs les reliques de saint Nicolas, sur la petite île de ce nom. Ce ne fut qu'après avoir saccagé la ville de Smyrne que la flotte vint bloquer le port de Jaffa, assiégé du côté de la terre par les troupes de Godefroy de Bouillon, chef des croisés. La place fut emportée. La campagne suivante, les vaisseaux de la république contribuèrent encore à la prise d'Ascalon et de Caïpha.

Enfin, en 1104, sous le règne du doge Ordelafe Faliero, successeur de Vital Michieli, les Vénitiens avaient rendu de si grands services aux chrétiens d'Orient, que, pour les en récompenser, Baudouin, roi de Jérusalem, leur abandonna un quartier de Ptolémaïs (Saint-Jean-d'Acre), avec le privilége de commercer en toute franchise dans toute l'étendue du nouveau royaume chrétien. Les Génois, non moins vigilants pour leurs intérêts, réclamèrent les mêmes avantages : de là des rivalités et des haines qui devaient donner naissance à des guerres longues et sanglantes.

Le développement de la puissance maritime de Venise ne pouvait manquer d'exciter la jalousie des autres peuples de l'Italie ; les Padouans surtout ne voyaient pas sans un secret dépit un État florissant élevé sur ces lagunes qui leur avaient anciennement appartenu. Aussi, profitant de l'absence de la flotte vénitienne, ils envahirent le littoral qui appartenait à la république. Le doge, à la tête des troupes, marcha à la défense de ce territoire, battit complétement les Padouans (1110), et les força à demander merci. Quelques années après il remporta une victoire signalée sur les Hongrois, auxquels il reprit Zara, toujours rebelle, qui leur avait ouvert ses portes. Faliero finit par être victime de son courage : dans une seconde action contre les Hongrois, la victoire se montra indécise ; il se précipita lui-même au milieu de la mêlée, pour entraîner les siens par son exemple. Il tomba percé de mille coups ; son armée, restée sans chef, fut presque entièrement

détruite ; à peine quelques faibles débris purent-ils regagner les vaisseaux. Venise, consternée, demanda la paix au roi de Hongrie, qui ne voulut lui accorder qu'une trève de cinq ans.

Dominique Michieli, successeur d'Ordelafe Faliero, avait à peine pris possession du trône ducal, lorsque parvinrent en Europe les nouvelles les plus affligeantes sur la situation des chrétiens d'Orient : ils étaient pressés de tous côtés par les infidèles, et Beaudouin II, roi de Jérusalem, avait été fait prisonnier. Le pape Calixte II s'adressa alors à tous les princes de la chrétienté, pour les exhorter à concourir à la délivrance des derniers défenseurs de la foi en Palestine. Le doge, plein d'une ardeur sainte et martiale tout à la fois, après avoir lu à ses concitoyens assemblés la lettre du saint-siége, prononça un discours si entraînant, que tout le monde voulut prendre la croix; le doge lui-même se mit à la tête de l'armée. Une flotte de deux cents vaisseaux, équipée comme par enchantement, fit voile pour Jaffa. Arrivée devant cette ville, elle rencontra la flotte sarrasine, qui croisait dans ces parages : l'attaquer et la mettre en déroute fut pour les Vénitiens l'affaire d'un moment. Cette victoire leur ouvrit le port de Jaffa (1124).

De Jaffa le doge se rendit à Jérusalem, où il reçut de la part de ceux qui dirigeaient les affaires pendant la captivité du roi, l'accueil dû à un allié triomphant. Avant de rien entreprendre, il stipula de nouveaux priviléges pour le commerce de la république ; on décida ensuite qu'on profiterait de

l'enthousiasme causé par la destruction de la flotte des infidèles pour aller assiéger Tyr, place importante, qui appartenait en commun aux soudans d'Égypte et de Damas. La flotte vénitienne la bloqua du côté de la mer, tandis que les troupes de Beaudouin l'assiégeaient du côté de la terre. Pendant cinq mois la garnison des infidèles repoussa vaillamment toutes les attaques des chrétiens; elle ne capitula que lorsqu'elle eut la certitude de ne pouvoir être secourue par le sultan de Damas. La ville d'Ascalon, assiégée immédiatement après, fut aussi forcée de se rendre.

Avant de revenir dans sa patrie, le doge eut à tirer vengeance de la conduite déloyale de l'empereur de Constantinople, qui, jaloux des succès des croisés et inquiet de leur établissement dans la Palestine, avait ordonné à ses vaisseaux de courir sus à tous les bâtiments de commerce vénitiens qu'ils rencontreraient. Michieli parcourut l'Archipel et mit plusieurs îles à feu et à sang, enlevant les enfants des deux sexes pour les vendre comme esclaves ou pour rançonner les parents. Remontant ensuite l'Adriatique, il châtia sur la route plusieurs villes de la Dalmatie qui s'étaient révoltées, fit disparaître Zara du sol, et rentra dans Venise, où il mourut en 1130.

Aucune action éclatante ne signala le règne de Pierre Polano, gendre et successeur de Dominique Michieli. Immédiatement après son avénement, il soutint contre les Pisans, toujours jaloux de la prospérité de Venise, une lutte que termina la mé-

diation du pape. En 1143 il battit les Padouans, qui avaient entrepris de rendre la Brenta inaccessible aux vaisseaux de la république, et cinq ans plus tard il s'allia à l'empereur grec, Manuel Comnène, contre Roger, roi de Sicile, prince normand, aussi ambitieux et aussi brave que son oncle Robert Guiscard. Ce fut la flotte vénitienne qui reprit Corfou sur les Siciliens. La récompense de ce service fut la liberté accordée à la république de fréquenter les îles de Crète et de Chypre, où il lui fut permis dès lors d'ajouter aux riches cargaisons que ses vaisseaux ramenaient des contrées du Levant, les vins généreux qui rendent ces îles si célèbres.

Après Pierre Polano régna, pendant huit ans, Dominique Morosini, qui n'eut qu'à réprimer les courses des pirates d'Ancône et la révolte de quelques villes d'Istrie. Il eut pour successeur Vital Michieli II, dont l'administration fut marquée par de grands revers. L'empereur Manuel Comnène, ayant de nouveau sollicité la république de s'unir avec lui contre le roi de Sicile, n'en reçut qu'un refus qui le blessa. Aussitôt ordre fut donné de saisir les vaisseaux vénitiens qui se trouvaient dans les ports de la Grèce, et tous les sujets de la république établis sur le territoire de l'empire furent jetés dans les fers. A la nouvelle d'une pareille violation du droit des gens, ce ne fut qu'un cri de vengeance contre Manuel. En moins de cent jours une flotte de cent vingt vaisseaux fut prête à prendre la mer; elle partit sous les ordres du doge lui-même, auquel se joignirent les plus anciennes et les plus illustres familles. Vital

Michieli reconquit d'abord en passant plusieurs places de la Dalmatie dont les Grecs s'étaient emparés, entre autres Raguse, qu'il réduisit presque en cendres; il alla ensuite attaquer l'île de Négrepont, dans l'Archipel. Manuel envoya une flotte nombreuse à la recherche de la flotte vénitienne. Le doge, dont l'armée était tourmentée par la peste, n'osa pas attendre l'ennemi; il s'enfuit, poursuivi sans relâche par les Grecs, qui lui enlevèrent plusieurs vaisseaux, et ne rapporta dans sa patrie que le germe de cette affreuse maladie qui avait moissonné ses équipages. Le peuple, furieux, toujours injuste envers ceux à qui sont confiées ses destinées, quand la fortune les abandonne, accusa Vital Michieli de trahison. Il s'assembla devant le palais, et massacra impitoyablement celui auquel on pouvait tout au plus reprocher son irrésolution (1172). L'empereur Manuel, pressé par les mouvements des Sarrasins en Asie, consentit à écouter les propositions des Vénitiens; il leur accorda la paix et leur rendit tous les priviléges dont ils jouissaient à Constantinople.

Ce fut à cette époque que les principaux citoyens, dans le but de prévenir le retour si fréquent des révolutions, que fomentaient les haines ou encourageaient les factions, sentirent le besoin d'imposer des règles à l'exercice de l'autorité souveraine. Jusqu'alors les doges avaient régné avec un pouvoir tout à fait absolu; le peuple élisait par acclamation celui qui lui paraissait le plus digne; mais le doge agissait en véritable monarque; il était in-

dépendant de son conseil, et ne rendait compte à personne de son administration. Nous avons même vu plusieurs doges pousser l'abus du pouvoir jusqu'à désigner leurs frères ou leurs fils pour leurs collègues et pour leurs successeurs. Après l'assassinat de Vital Michieli, les familles les plus puissantes résolurent de mettre un terme à un état de choses qui les assujettissait à la fois aux caprices du prince et à ceux de la multitude; elles choisirent onze citoyens recommandables par leur probité qui, s'étant réunis dans l'église Saint-Marc, créèrent un conseil entièrement indépendant, et duquel devaient être désormais tirés, par élection, les électeurs chargés de choisir le doge. Toutefois, comme il eût été imprudent de se dispenser entièrement de consulter le peuple, qu'on dépouillait de sa prérogative, on lui laissa le droit de créer douze tribuns qui devaient contrôler tous les actes du doge. Ces tribuns, au nombre de deux pour chacun des six quartiers de la ville, furent en même temps chargés de choisir tous les ans, sur la masse des citoyens, les quatre cent soixante-dix personnes qui devaient former le grand conseil récemment établi. Le premier doge élu sous l'empire de ces nouveaux règlements fut Sébastien Ziani, qui en jura la fidèle observation.

Sébastien Ziani manquait d'énergie, et se souciait peu de la gloire des armes; aussi le vit-on laisser sans vengeance la conduite atroce de l'empereur d'Orient, qui, à la suite du désastre éprouvé par la flotte vénitienne, avait fait crever les yeux avec un

fer chaud à l'ambassadeur de la république (1). Il ne montra pas plus de courage à l'égard des pirates d'Ancône, qui insultaient journellement les vaisseaux vénitiens sur l'Adriatique. Ce fut seulement par la munificence qu'il voulut gagner l'affection de ses concitoyens : il embellit et enrichit l'église du patron de la république, fonda de ses deniers un monastère destiné à servir d'asile aux jeunes filles de sang patricien nées sans fortune, et agrandit la place Saint-Marc, sur laquelle il fit dresser deux colonnes de granit, trouvées, depuis plus de cinquante ans, dans une île de l'Archipel.

Cependant, malgré son état de faiblesse, Venise ne put se dispenser de prendre part aux scènes de guerres et de révolutions qui désolaient l'Italie à cette époque. L'empereur d'Allemagne Frédéric I[er], surnommé Barberousse, prince fier et intraitable, à la suite de longs démêlés avec le saint-siége, qui s'opposait à ses prétentions sur l'Italie, voulut empiéter sur le pouvoir pontifical en convoquant un concile et en faisant élire un anti pape, et il fut excommunié par le pape Alexandre III. Le schisme causé par cette audacieuse usurpation fut le signal de la division en Europe. Les peuples de l'Allemagne reconnurent l'antipape Victor IV, et les Italiens se déclarèrent pour Alexandre. Frédéric, irrité de voir son choix désapprouvé dans un pays où il avait

(1) Cet ambassadeur était le célèbre Henri Dandolo, auquel étaient réservées les plus brillantes destinées, et qui devait venger en personne son outrage aux lieux mêmes où il l'avait reçu.

l'ambition de dominer seul, s'avança avec une armée formidable. Les Italiens coururent aux armes. Les troupes impériales furent surprises et battues près de Lodi; mais Frédéric rétablit son armée, et vint mettre le siége devant Milan, que son esprit d'indépendance avait désigné à la vengeance impériale. Cette malheureuse ville ayant été forcée de se rendre, l'Empereur condamna les habitants à la servitude, fit raser les murs et les maisons, et sema du sel sur les ruines. Gênes fut saccagée, Bologne pillée, Rome et Venise menacées. L'antipape Victor étant mort, Frédéric en fit élire un autre, et, celui-ci mort, il en fit nommer un troisième. Le pape Alexandre, sans cesser d'opposer aux menaces de son adversaire un de ces caractères nobles et fermes dont aucun revers ne peut changer les résolutions, chercha un asile en France. Les villes d'Italie se liguèrent de nouveau ponr le maintien de leur indépendance; Rome et Venise étaient à la tête de cette coalition. Les Milanais, reprenant courage, détruisirent à Côme l'armée allemande, et la flotte vénitienne défit complétement les vaisseaux commandés par le fils de l'Empereur (1176). Dans la situation critique où il se trouva réduit, Frédéric fut contraint de demander la paix à celui qu'il avait pendant vingt ans poursuivi d'asile en asile. Venise, où Alexandre III s'était réfugié en dernier lieu, eut l'honneur de voir opérer dans son sein la réconciliation. L'Empereur, tous les seigneurs, tous les prélats de l'Italie se rendirent dans cette ville, qui leur parut une des merveilles du monde (1177). Frédéric reconnut

Alexandre comme pape légitime; il s'engagea à restituer tout ce qui appartenait au saint-siége. Cette paix glorieuse pour l'Église rendit aux villes liguées leurs libertés. Le pape rentra dans Rome, où il eut la satisfaction de voir son compétiteur abjurer le schisme à ses pieds. Pour reconnaître ce qu'il devait aux Vénitiens dans cette circonstance, il accorda à leur ville le titre de fille aînée du saint-siége; puis, comme s'il eut pressenti toute la gloire qui attendait la république, il donna au doge un anneau d'or, en lui disant : « Recevez-le comme une marque de l'empire de la mer, afin que la postérité sache que la mer vous appartient par la puissance de la victoire, et doit être soumise à la république comme l'épouse à l'époux. »

Le doge Ziani, qui avait accompagné le pape à Rome, mourut peu de temps après son retour (1178). Il eut pour successeur Orio Mastropetro, élu par le grand conseil. C'est sous son règne qu'eut lieu la troisième croisade[1], commandée par Philippe-Auguste, roi de France, et par Richard Cœur-de-Lion, roi d'Angleterre. Venise, toujours jalouse d'étendre son commerce, voulut contribuer au succès de cette expédition en envoyant une flotte assiéger Ptolémaïs. Cette ville, que Guy de Lusignan, roi de Jérusalem, bloquait étroitement du côté de la terre, ne se rendit, par capitulation, qu'après trois ans du siége le plus meurtrier. Les Vénitiens rentrèrent en possession du quartier qui leur avait été précédemment accordé, et leurs vaisseaux revinrent en Europe.

Aucun autre événement digne d'être rapporté ne

signala l'administration d'Orio Mastropetro. Dégoûté d'une autorité dont il avait été revêtu sans la désirer, il abdiqua pour se consacrer à la vie monastique. Son successeur fut Henri Dandolo, celui que l'empereur de Byzance avait privé de la vue.

CHAPITRE III

Henri Dandolo. — Quatrième croisade. — Conquête de Constantinople. — Révolte des Candiotes. — Commencement des guerres contre Gênes.—Venise se proclame souveraine de l'Adriatique.—Établissement du saint-office.—Premiers sequins frappés à Venise. — (1178-1289).

Le nouveau doge, après avoir vengé une insulte faite au pavillon de la république par les Pisans, qui voyaient avec jalousie l'extension du commerce de leurs rivaux, eut bientôt l'occasion de signaler l'activité de son administration et la vigueur de son caractère. L'ardeur des croisades, entretenue par le saint-siége, ne faisait qu'augmenter de jour en jour. Baudouin, comte de Flandre, venait de se mettre à la tête d'une nouvelle entreprise en faveur des chrétiens d'Orient qui ne comptait pas moins de quatre mille chevaliers, neuf mille écuyers et vingt mille hommes de pied, commandés par les principaux seigneurs de France et d'Allemagne. Il fallait des vaisseaux pour transporter une armée si nombreuse en terre sainte. On s'adressa à Venise, qui, appuyant son commerce par la guerre, était seule en état d'équiper une flotte, qu'aucun des

princes croisés n'aurait pu fournir. Des seigneurs français furent chargés de cette négociation. Dans l'impatience d'accomplir leur vœu, ils se montrèrent peu difficiles sur les conditions du traité : Venise consentit à fournir les vaisseaux nécessaires moyennant une somme de quatre-vingt mille marcs d'argent (environ quatre millions et demi de notre monnaie). Henri Dandolo ne voulut cependant pas entreprendre une expédition si lointaine sans avoir consulté préalablement ses concitoyens : il assembla le peuple, fit célébrer l'office divin, et les députés des croisés parurent devant la foule immense qui remplissait l'église et la place Saint-Marc. Geoffroy de Villehardouin, maréchal de Champagne, qui se fit plus tard l'historien de cette croisade, harangua l'assemblée; il dit que les plus hauts et les plus puissants barons de France conjuraient les Vénitiens de prendre pitié de la terre sainte, et de les accompagner pour venger la cause de Jésus-Christ; puis les députés s'agenouillèrent en pleurant, et déclarèrent qu'ils ne se releveraient que lorsqu'on leur aurait octroyé leur demande. Alors le doge et tous les assistants s'écrièrent : « Nous vous l'octroyons! nous vous l'octroyons! » Le traité fut signé le lendemain, on en jura l'observation sur les saints Évangiles, et on le soumit à l'approbation du pape, pour lui donner plus de solennité (1221).

Lorsque les vaisseaux furent prêts, des obstacles imprévus retardèrent l'exécution du traité. La somme nécessaire au payement du fret et de l'armement dépassait de beaucoup les richesses réunies de tous

les pèlerins assemblés à Venise; après qu'ils eurent fait généreusement le sacrifice de leur vaisselle plate, il manquait encore aux chefs de l'expédition trente mille marcs d'argent pour remplir leur engagement. La politique et le patriotisme de Dandolo levèrent cette difficulté : il proposa aux barons de se joindre à la république pour faire rentrer dans son obéissance quelques villes de la Dalmatie révoltées, promettant de leur rendre la revanche dans la Palestine. Les barons montrèrent d'abord quelque répugnance pour cette nouvelle convention; mais la crainte de voir échouer leur entreprise triompha de leurs scrupules. Déjà ils avaient élu le marquis de Montferrat pour commander l'armée; il ne s'agissait plus que de donner un chef à la flotte. Dandolo, malgré ses quatre-vingts ans passés et sa cécité, n'hésita pas à se charger d'un commandement qu'un homme dans la vigueur de l'âge n'eût acceptée qu'avec défiance. Ce fut un spectacle attendrissant de voir ce noble vieillard faire attacher la croix sur son bonnet ducal, déployer l'étendard de Saint-Marc, et partir à la tête d'une flotte de cinq cents voiles, qui portait une armée de quarante mille hommes et la fleur de la noblesse européenne. Son fils, Renier Dandolo, fut choisi pour le suppléer pendant son absence.

Les premières hostilités furent dirigées contre Zara, qui avait abandonné les Vénitiens et s'était mise sous la protection du roi de Hongrie. Les croisés rompirent la chaîne de fer qui défendait le port et forcèrent la ville de se rendre à discrétion. On

épargna le sang des habitants; mais on pilla leurs maisons et on démolit leurs fortifications. Pendant le séjour des confédérés à Zara, le jeune Alexis, fils d'Isaac Lange, empereur de Byzance, vint implorer leurs secours en faveur de son père, récemment détrôné et emprisonné par son frère Alexis. Il promettait, pour reconnaître le service qu'on lui rendrait, de replacer l'Église d'Orient sous la dépendance de l'Église romaine et de payer deux cent mille marcs d'argent. La recommandation de Philippe de Souabe, roi des Romains, la présence et les prières du jeune Grec excitèrent la compassion des pèlerins. Les Vénitiens acceptèrent pour leur compte les conditions du traité, et persuadèrent aux comtes de Blois, de Flandre et de Saint-Pol de s'associer à l'honneur de replacer un souverain sur son trône. Le pape Innocent III, qui déjà avait menacé les croisés de l'excommunication pour les détourner de l'expédition de Zara, où il s'agissait de verser le sang chrétien, refusa de donner son consentement à la nouvelle entreprise : il ordonna de dédaigner les trésors d'argent qui étaient offerts, et de partir immédiatement pour la terre sainte. Ces ordres furent suivis par quelques-uns des pèlerins; mais la majorité les transgressa. Les Vénitiens pressèrent vivement le départ; on mit à la voile à la fin d'avril 1203; à la fin de juin, la flotte se présenta à l'entrée du canal des Dardanelles, et jeta l'ancre devant le faubourg de Chalcédoine. Jusque-là l'usurpateur Alexis, plein de dédain pour les alliés de son neveu, n'avait pas songé à se dé-

fendre; cependant, lorsqu'il vit leur flotte rangée devant le port de Chrysopolis, le voile qui couvrait ses yeux tomba : il arma vingt galères, sortit avec quelques troupes rassemblées à la hâte et voulut s'opposer au débarquemant des croisés; mais ses galères étaient sans agrès et sans matelots, ses soldats sans courage. Le 8 juillet, au soleil levant, après la célébration du saint sacrifice de la messe, l'armée latine débarqua au son des trompettes en face des troupes impériales, qui ne firent que de faibles efforts pour l'arrêter. Le méprisable Alexis donna l'exemple de la lâcheté : il prit la fuite, et ses soldats le suivirent.

Les Latins voulurent profiter de la première terreur des ennemis pour forcer l'entrée du port; les Français emportèrent d'assaut la tour de Galata, située dans le faubourg de Péra, tandis que les Vénitiens entreprenaient la tâche plus difficile de briser la chaîne tendue depuis la tour jusqu'au pied des murs de la ville. Leur persévérance en vint à bout, et leur flotte victorieuse jeta l'ancre dans le port de Constantinople; on résolut ensuite de donner l'assaut par mer et par terre en même temps. Après dix jours de travaux, les assiégeants furent à même de former régulièrement leur attaque; à la première apparence d'une brèche, les Français plantèrent leurs échelles et y montèrent avec impétuosité; mais le nombre l'emporta sur la valeur; ils furent repoussés. Les Vénitiens furent plus heureux du côté du port : encouragés par les instances et les promesses de leur vieux doge, qui se te-

nait debout sur le pont de sa galère, ils sautèrent sur le rivage, et dressèrent aussitôt leurs échelles. Tout à coup une main inconnue planta sur le rempart l'étendard de Saint-Marc. A cette vue l'enthousiasme des assaillants redoubla ; en un instant ils s'emparèrent de vingt-cinq tours, et eurent recours à l'incendie pour chasser les Grecs du quartier où ils s'étaient établis.

Au milieu de sa victoire, le doge, ayant appris la situation critique des Français, rappela ses troupes et courut au secours de ses alliés ; il les trouva aux prises avec les nombreux bataillons d'Alexis, que la honte et le désespoir avaient déterminé à faire une dernière tentative. Lorsque cet homme sans courage vit la contenance ferme des Latins, il disparut, et, abandonnant lâchement son trône, son épouse et ses sujets, il quitta Byzance à la faveur de l'obscurité. Alors s'opéra une révolution dans cette malheureuse ville, ébranlée par un assaut et dévorée par l'incendie. Isaac fut tiré du cachot où il gémissait privé de la vue, et replacé sur son trône. Au point du jour on suspendit les hostilités, et un ambassadeur vint annoncer aux Latins que le souverain légitime était impatient de leur témoigner sa reconnaissance et d'embrasser son fils ; mais les chefs des croisés, à qui la foi si décriée des Grecs était connue, ne voulurent point relâcher leur otage avant d'avoir obtenu de son père la confirmation des promesses qui leur avaient été faites. Isaac s'engagea sans hésiter et sans délai à les remplir. Aussitôt les barons montèrent à cheval et accompagnèrent l'héritier du trône

jusque dans son palais ; il fut couronné avec son père dans l'église Sainte-Sophie, aux acclamations du peuple et des soldats.

Les princes croisés s'engagèrent à aller camper au delà du golfe pour attendre le printemps, et, afin de ne pas rester dans l'inaction jusqu'à leur départ pour la terre sainte, ils conseillèrent au jeune empereur d'employer ce temps à rétablir son autorité dans les provinces d'Europe et à poursuivre son oncle. Alexis partit avec eux. Après quelques succès, il revint à Constantinople, où sa conduite imprudente lui attira la haine de sa nation. Charmé de la société des Latins et surtout de la gaieté française, il passait sa vie avec eux, oubliant qu'il était empereur. On le lui fit observer, et, passant tout à coup d'une extrémité à une autre, il déploya une fierté arrogante à l'égard de ses bienfaiteurs et se livra entièrement aux Grecs.

Au nombre des grands qui se distinguaient le plus par leur haine contre les Latins figurait un seigneur de la maison de Ducas, oncle du jeune Alexis, et surnommé *Murtzulphe* (à cause de l'épaisseur de ses sourcils). Dévoré d'une ambition sans bornes, il usa de son ascendant sur l'esprit de son neveu pour fomenter de nouveaux troubles dont il espérait profiter. Les croisés touchaient au moment qu'ils avaient fixé pour leur départ, et n'étaient pas encore payés des sommes qui leur avaient été promises. Fatigués des délais sans fin qu'on leur opposait de jour en jour, ils envoyèrent auprès des empereurs des députés qui furent très-mal accueillis. Dès ce

moment les hostilités commencèrent. Les Grecs furent à plusieurs reprises battus sur terre et sur mer. Découragé par ces mauvais succès, Alexis songea à se réconcilier avec les Latins. Il leur envoya Murtzulphe, dont les perfides conseils causaient son embarras et ses malheurs, et leur fit dire que c'était le peuple de Constantinople qui leur faisait la guerre et lui refusait les moyens de s'acquitter envers eux; que, pour se les procurer et se mettre lui-même en sûreté, il leur livrerait le château fortifié de Blaquernes. Cette nouvelle, répandue par les soins de Murtzulphe, produisit l'effet qu'il s'était promis. Le peuple, furieux, s'assembla en tumulte autour de l'église Sainte-Sophie, demandant à grands cris qu'on le délivrât d'un vieillard imbécile et d'un traître. On proclama malgré lui un fantôme d'empereur, Nicolas Canabe, qui fut bientôt abandonné. Murtzulphe, profitant du désordre et du silence de la nuit, courut à l'appartement du jeune Alexis, qu'il réveilla par des cris d'effroi, et, sous prétexte de le sauver, le fit sortir par un escalier dérobé; des hommes apostés se saisirent du prince et le jetèrent dans un cachot, où il fut étranglé. Isaac, en apprenant cette révolution, mourut de désespoir. Alors Murtzulphe, sans tenir compte de l'élection de Canabe, se fit proclamer par ses partisans (1204).

La mort des empereurs et l'usurpation de Murtzulphe changèrent la nature de la querelle. Les Français et les Vénitiens oublièrent leurs griefs contre Alexis, et jurèrent de venger sa mort. De son

côté, l'usurpateur se prépara à la guerre avec activité ; cependant, avant de la commencer, il voulut négocier. Quelque répugnance que les Latins eussent à traiter avec lui, ils écoutèrent ses propositions. On tomba d'accord sur tous les points, excepté sur l'obéissance à l'Église romaine, que l'usurpateur ne voulut jamais jurer. La conférence fut rompue, et l'on se disposa de part et d'autre à une lutte plus décisive. Les croisés, décidés à donner l'assaut et ne doutant pas du succès, réglèrent d'avance les suites de leur conquête pour prévenir tout sujet de querelle.

La ville ne fut attaquée que du côté de la mer. Un premier assaut fut sans succès ; après deux jours de repos, on en livra un second. Il était déjà midi, et les Grecs avaient repoussé toutes les attaques, lorsque le vent, qui soufflait du nord, poussa contre une tour deux navires latins montés par les évêques de Troyes et de Soissons. L'échelle d'un de ces bâtiments atteignit le rempart. Aussitôt deux vaillants hommes, le Français André d'Urboise et le Vénitien Pierre Alberti, s'élancèrent et parvinrent au haut de la tour. La bannière des évêques fut la première plantée sur la muraille, qui fut bientôt couverte de Latins. Au même instant trois portes cédèrent aux coups du bélier, et toute l'armée se précipita dans la ville. Murtzulphe, désespérant de sa cause, se jeta pendant la nuit sur un vaisseau, et s'enfuit vers la Thrace.

Le lendemain, au point du jour, les chefs des croisés abandonnèrent la ville à l'avidité et à la licence de leurs soldats, en recommandant d'épar-

gner la vie des vaincus et l'honneur des femmes : recommandation qui ne fut guère écoutée, car des excès de tous les genres signalèrent l'irruption des vainqueurs. Après le partage du butin, on s'occupa du choix d'un souverain ; le respect et la reconnaissance réunirent d'abord tous les suffrages en faveur de Dandolo, que son grand âge et son patriotisme empêchèrent d'accepter une distinction si honorable. Sur son refus, les électeurs désignèrent Baudouin, comte de Flandre, âgé de trente-deux ans seulement, mais plein de valeur et de piété. Il fut aussitôt élevé sur un bouclier et transporté dans l'église Sainte-Sophie, où on lui chaussa le cothurne impérial. Le nouveau souverain s'empressa de placer son empire sous la protection du pontife romain, et Pierre Morosini, élu patriarche de Sainte-Sophie, fut chargé de rétablir l'autorité du saint-siége en Orient.

On procéda ensuite au partage des provinces. Des possessions furent concédées aux principaux barons, avec des titres inconnus jusqu'alors en Orient : il y eut des ducs, des comtes et des maréchaux. La listes des pays qui échurent aux Vénitiens serait sans fin; nous nous contenterons de citer Lazi, Nicopolis, Héraclée, Andrinople, Patras, Égine, et toutes les îles depuis Zanthe jusqu'à Corfou ; enfin l'île de Candie, qu'ils acquirent du marquis de Montferrat, et presque le quart des maisons de Constantinople. Après un tel accroissement de puissance, le doge chaussa les brodequins rouges, qui faisaient partie des insignes

de la dignité impériale, et ajouta à ses titres celui de « maître du quart et demi de l'empire romain. » Comme on le voit, le résultat de cette grande entreprise, dont ils avaient été les promoteurs, fut immense pour les Vénitiens : elle assurait la splendeur de la république, en lui donnant l'empire des mers.

Cependant il restait beaucoup de princes de la famille impériale de Comnène, qui ne perdirent point courage après la destruction de leur empire. Un d'eux, Théodore Lascaris, secondé par le sultan d'Iconium, reprit Nicée, et s'établit dans la Bithynie, où il prit le titre d'empereur. D'autres Grecs, en haine de leurs nouveaux maîtres, eurent recours à leurs anciens ennemis, les Bulgares; une révolte éclata dans toutes les provinces en même temps. Baudouin partit aussitôt de Constantinople avec peu de monde, pour aller faire le siége d'Andrinople, dont les rebelles s'étaient emparés; le vieux doge, toujours infatigable, se mit aussi en marche. Les croisés, s'étant laissé entraîner à la poursuite d'un corps de cavalerie ennemie qui fuyait à dessein pour les attirer, furent complétement défaits; Baudouin lui-même tomba entre les mains des Bulgares. Ce malheureux prince eut à subir les traitements les plus atroces; on lui coupa les bras et les jambes, et on le fit mourir en le livrant aux bêtes féroces. Dandolo eut la triste mission de ramener à Constantinople, à travers mille dangers, les débris de l'armée chrétienne; peu de temps après, il fut atteint d'une maladie mortelle, et termina sa longue

et glorieuse carrière. On l'enterra dans l'église Sainte-Sophie (1205).

Il fallait deux successeurs à Dandolo, l'un pour exercer le dogat à Venise, l'autre pour représenter la république à Constantinople. Le premier fut Pierre Ziani, fils de l'ancien doge de ce nom, et le second, Marin Zeno, qui reçut le titre de podestat. Le premier soin du nouveau doge fut d'assurer à la république la possession des îles qu'elle venait d'acquérir dans le Levant; la flotte destinée à cette expédition, enleva d'abord l'île de Corfou, possédée par les princes normands établis dans la Pouille, jeta des garnisons dans les places de Modon et de Coron, sur la côte du Péloponèse, puis se dirigea vers Candie, dont elle s'empara sans éprouver de résistance. Mais l'aversion des Génois pour les rivaux de leur commerce ne permit pas à la république de jouir paisiblement de sa conquête. A leur instigation, les Candiotes, sous la conduite des comtes de Malte et de Naxos, se révoltèrent. Pendant plus de cinquante ans, ce fut de part et d'autre une suite non interrompue d'efforts pour repousser la servitude et pour l'établir. Les Candiotes, écrasés par la force, reprenaient les armes dès que leurs oppresseurs avaient disparu. Enfin, pour étouffer cet esprit de révolte, le sénat de Venise décréta la fusion des deux peuples : cinq à six cents familles vénitiennes transportèrent leur résidence sur l'île de Candie, et furent mises en possession de la moitié des terres des révoltés. Cette mesure, contraire aux

lois de la morale et de l'humanité, ne procura qu'un calme momentané.

Il y avait vingt-cinq ans que Pierre Ziani occupait le trône ducal, lorsqu'il fut atteint d'une maladie qui le conduisit au tombeau. Son successeur fut Jacques Tiepolo. Sous ce règne la république eut à réprimer deux nouvelles insurrections des Candiotes soutenus par Valace, empereur de Nicée : elle envoya au secours de Jean de Brienne, empereur latin de Constantinople, une flotte qui détruisit l'escadre de l'empereur grec ; un de ses concitoyens, Nicolas Querini, se fit le prêteur du souverain de Byzance, en recevant pour gage la sainte couronne d'épines, encore teinte du sang de Notre-Seigneur (1). A cette époque, Venise possédait tant de provinces exigeant une protection constante, qu'il n'y avait plus de proportion entre la métropole et ses colonies. Il fut même question d'abandonner les lagunes, et de transporter le siége de la souveraineté dans une des îles de la Méditerranée. Cette mesure. solennellement discutée dans le grand conseil des nobles, ne fut rejetée qu'à une faible majorité. On se borna à envoyer de nouvelles colonies à Candie et à Corfou.

Les luttes des Guelfes et des Gibelins occupaient

(1) Cette précieuse relique, envoyée à Venise par Querini, fut dégagée par le roi de France Louis IX, qui remboursa la somme qu'elle garantissait. Lorsqu'il l'eut rendue à l'empereur Baudouin, celui-ci lui en fit présent ; le pieux monarque la fit déposer avec plusieurs autres reliques dans l'église de la Sainte-Chapelle à Paris.

alors l'Italie. Le pape, qui soutenait les Guelfes, le parti national, contre les Gibelins, tenant pour l'Empereur, entraîna les Vénitiens dans ce parti. La république arma une flotte qui, sous le commandement de Pierre Tiepolo, fils du doge, alla croiser dans les mers de Naples, et fut obligée de fuir devant la flotte impériale sans avoir combattu. Le jeune Tiepolo, honteux du blâme que lui attira cette retraite, alla se mettre à la tête des Milanais, dont le courage luttait avec opiniâtreté contre le destructeur de leur liberté. Vaincu par un des partisans de Frédéric, il fut fait prisonnier, et paya de sa tête son dévouement à la cause du saint-siége. Le doge, déjà accablé d'années, ressentit un tel chagrin de la mort si malheureuse de son fils, qu'il résigna le pouvoir : c'était un savant jurisconsulte, qui, avec la coopération de plusieurs hommes de mérite, avait réformé le code de sa patrie (1249).

Marin Morosini, successeur de Tiepolo, ne régna que deux ans. Après sa mort, les électeurs firent choix de Renier Zeno, dont le règne fut rempli par une guerre continue de onze ans contre les Génois. Cette guerre, comme nous l'avons vu, prenait sa source dans la jalousie du commerce. Vers 1256, la haine entre les deux peuples éclata avec plus de violence que jamais, au sujet d'une église qu'ils avaient en commun dans la ville de Saint-Jean-d'Acre. Les Génois en réclamaient la possession exclusive ; les Vénitiens voulaient que les choses restassent comme par le passé. Le pape donna raison à ces derniers. Alors les Génois s'emparèrent

de l'église et chassèrent tous les Vénitiens de la ville. Une telle insulte ne pouvait rester sans vengeance. Venise arma aussitôt treize galères qui forcèrent l'entrée du port de Saint-Jean-d'Acre, et brûlèrent tous les bâtiments ennemis qui s'y trouvaient; les Génois furent à leur tour chassés de la ville, puis de Tyr, où ils s'étaient réfugiés. Ces hostilités n'étaient que le prélude de combats plus sérieux. Les deux républiques se hâtèrent de consacrer toutes leurs ressources à de nombreux armements. Le 25 juin 1258, leurs flottes, animées d'une ardeur égale, se rencontrèrent entre Tyr et Saint-Jean-d'Acre, et s'attaquèrent avec fureur. Le combat fut long et opiniâtre. La victoire se décida enfin en faveur des Vénitiens. Les Génois perdirent plus de deux mille hommes et vingt galères. Toutefois ces implacables adversaires ne se tinrent pas pour vaincus : la haine qui les animait était si profonde, qu'ils ne craignirent pas de braver l'excommunication du pape pour s'allier avec l'empereur schismatique de Constantinople Michel Paléologue, qui venait de conquérir le trône de ses ancêtres sur les Latins, et contre lequel Venise soutenait une guerre opiniâtre pour la conservation de ses possessions sur les rives du Bosphore. Pour prix de leurs services, l'empereur abandonna aux Génois l'île de Scio avec le palais appartenant à la colonie vénitienne de Constantinople. Mais la victoire semblait attachée au pavillon de Saint-Marc. La sanglante bataille de Trapani, sur la côte de Sicile, rendit à Venise tous les avantages qu'elle avait

perdus dans le Levant. Les Génois, malgré des prodiges de valeur, virent tous leurs vaisseaux pris, brûlés ou coulés à fond. Michel Paléologue abandonna ses alliés et conclut avec Venise une trêve de cinq ans.

Gênes trouva de nouvelles ressources dans son patriotisme : trois ou quatre campagnes non moins meurtrières que les précédentes laissèrent indécis de quel côté il y avait plus d'animosité ; mais cette espèce de guerre civile entre les deux républiques, à la vue, pour ainsi dire, des Sarrasins, rendait extrêmement critique la situation des fidèles d'Orient. Les princes de la chrétienté crurent donc devoir s'interposer pour faire cesser un tel état de choses. Par la médiation du roi de France Philippe le Hardi, les deux rivales signèrent une trêve de quelques années.

Pour subvenir aux frais d'une guerre longue et ruineuse, le gouvernement vénitien avait eu recours à de nouveaux impôts. La taxe mise sur les farines amena le renchérissement du pain, et par suite le mécontentement de la multitude, peu sensible à la gloire des armes lorsqu'elle a faim. Les murmures dégénérèrent bientôt en une révolte ouverte. Les séditieux se portèrent en foule devant le palais ducal, et demandèrent à grands cris la suppression du nouvel impôt. Le doge voulut les haranguer ; mais sa voix fut couverte par les huées et les menaces. Alors cette populace se répandit dans toute la ville, attaquant et pillant les maisons des nobles qui lui étaient suspects. Pendant plusieurs jours la confu-

sion fut épouvantable et mit la république en danger. Quelques troupes accourues des garnisons voisines suffirent cependant pour mettre un terme à ces scènes d'anarchie. Le sénat ordonna l'exécution des chefs de l'insurrection. Mais cette révolte dut faire faire à la noblesse de sérieuses réflexions : elle était un indice de la haine que le peuple nourrissait contre elle à cause de ses richesses et de ses priviléges (1268).

Le calme était à peine rendu à Venise, lorsque le doge Renier Zeno mourut. Son règne, assez glorieux du reste, fut signalé par un grand revers pour la chrétienté, la chute du royaume latin de Constantinople. Le successeur de Zeno fut Laurent Tiepolo, qui, dix ans auparavant, avait battu les Génois sur la côte de Syrie. On créa en même temps une charge importante, celle de grand chancelier de la république. Une disette causée par le manque de récolte dans la Sicile et dans la Pouille, d'où Venise tirait ordinairement les grains qui servaient à la consommation de ses nombreux habitants, signala la première année du règne de Laurent Tiepolo. Telle était la jalousie qu'excitait la république chez ses voisins, qu'elle demanda vainement aux villes de Padoue, Trévise et Ferrare, à partager l'abondance dont elles jouissaient : elle fut obligée de recourir à la Dalmatie, qui fit chèrement payer le peu dont elle pouvait disposer. On créa une magistrature pour prévenir le retour d'un pareil malheur. Afin de tirer vengeance des mauvais procédés de ses voisins à son égard, Venise conçut

le hardi projet d'établir un droit de navigation dans l'Adriatique, c'est-à-dire d'assujettir tous les vaisseaux qui voudraient naviguer sur cette mer à se soumettre à une vérification et à payer le tribut. La plupart des peuples que cette mesure atteignait firent entendre de justes plaintes contre un pareil abus de la puissance ; ils ne furent pas écoutés et durent se soumettre. Les Bolonais et les Anconitains ayant voulu appuyer leurs réclamations par les armes, il s'en suivit une lutte qui ne servit qu'à mieux établir la supériorité de la république : les deux peuples furent vaincus et forcés de reconnaître les Vénitiens comme les seuls souverains du golfe (1275). Pour constater cette souveraineté, on établit une cérémonie destinée à en perpétuer le souvenir : tous les ans, le jour de l'Ascension, le doge sortait du port de Venise, s'avançait, monté sur une grande galère appelée le *Bucentaure* et entouré de la noblesse, jusqu'à l'embouchure du Lido, et là, au milieu des chants du clergé qui l'accompagnait, aux yeux de tous les ambassadeurs étrangers, qui semblaient, par leur présence, reconnaître cette prise de possession, il épousait la mer, en y jetant un anneau d'or et en prononçant ces paroles : « Nous t'épousons, notre mer, pour marque de la véritable et perpétuelle domination que nous avons sur toi. »

La mort de Laurent Tiepolo, arrivée en 1274, fut suivie d'un interrègne pendant lequel la république adopta plusieurs règlements intérieurs. Par l'un de ces règlements, qui avaient tous pour but

d'empêcher les citoyens d'acquérir au dehors du crédit et des richesses, il était défendu aux doges d'épouser ou de faire épouser à leurs fils des femmes étrangéres; un autre interdisait l'acceptation de fonctions publiques chez l'étranger, et un troisième proscrivait la possession d'immeubles hors du territoire de la république.

Le règne de Jacques Contarino, successeur de Laurent Tiepolo, fut marqué par une révolte en Istrie, dont le patriarche d'Aquilée était l'instigateur, et par l'acquisition de la ville d'Almissa en Dalmatie, et celle de Cervia en Romagne, première possession de Venise sur la terre ferme d'Italie. Après une administration de six ans, le doge, plus qu'octogénaire et accablé d'infirmités, se démit de ses fonctions. Il fut remplacé par Jean Dandolo, appartenant au parti opposé à l'aristocratie (1280). Sous ce nouveau règne, les Vénitiens, ayant refusé de prendre part à la croisade publiée par le pape en faveur du roi de Naples, Charles d'Anjou, virent l'interdit jeté sur leur ville. Cette privation des secours spirituels dura trois ans sans vaincre leur opiniâtreté. Enfin la république se réconcilia avec l'Église. L'établissement à Venise du saint office jugeant les crimes d'hérésie suivit cette réconciliation.

Jean Dandolo mourut en 1289; ce fut pendant son administration qu'on frappa pour la première fois à Venise des sequins (1) d'or, monnaie si

(1) Ce nom de sequins vient de *Zecca*, désignant l'atelier monétaire.

célèbre, qui devint plus tard comme l'histoire de la puissance ducale : le doge y fut d'abord représenté assis, ensuite debout, enfin à genoux, et recevant des mains de saint Marc l'étendard de la république.

CHAPITRE IV

Nouvelle révolution dans le gouvernement. — Le grand conseil déclaré permanent par Pierre Gradenigo.— Conspiration contre le doge. — Venise excommuniée par le pape. — Conseil des Dix. — Nouvelle guerre contre les Génois. Marino Faliero. — (1289-1355).

L'élection du successeur de Jean Dandolo fut la cause de graves désordres. Le parti populaire s'agita pour faire nommer un candidat de son choix ; mais le système de temporisation adopté par les électeurs donna le temps à cette effervescence de se calmer. Le nouveau doge fut choisi dans la classe des patriciens ; ce fut Pierre Gradenigo, gouverneur de Capo d'Istria, homme d'une capacité éprouvée, plein de courage et de vigueur. Les commencements de ce règne ne furent pas heureux ; la république vit le patriarche d'Aquilée, après avoir défait complétement l'armée chargée de défendre Trieste, venir déployer sa bannière devant Venise, sans qu'il lui fût possible d'en tirer vengeance ; et, ce qui lui fut

encore plus sensible, elle vit ses établissements sur la côte de Syrie complétement détruits par suite de la prise de Ptolémaïs et de la ruine totale des affaires des chrétiens en Orient (1291).

Cependant la trêve avec Gênes venait d'expirer; la haine des deux républiques, au lieu de s'être calmée, sembla, au contraire, avoir acquis une nouvelle force. De part et d'autre on fit des préparatifs formidables. Les Vénitiens prirent l'offensive; ils allèrent piller et incendier les établissements génois de Péra et de la mer Noire. Alors Lamba Doria vint attaquer les flottes de Venise dans cette même mer dont elle se disait souveraine; un combat long et opiniâtre se livra près de Curzola, une des îles de la Dalmatie; les Vénitiens essuyèrent une défaite telle, que l'histoire en offre peu de pareilles : soixante-cinq de leurs vaisseaux furent brûlés, dix-huit tombèrent au pouvoir du vainqueur, avec sept mille prisonniers, au nombre desquels était le célèbre voyageur Marco Polo (1) et l'amiral André Dandolo. Ce malheureux général, se voyant conduire à Gênes les mains liées derrière le dos, se brisa le crâne sur le bord de la galère où il était assis, pour dérober à la rivale de sa patrie le cruel plaisir de voir un amiral vénitien vaincu et chargé de chaînes. Dans la campagne suivante, la fortune ne fut pas plus favorable à Venise; sa flotte fut

(1) Marco Polo, le plus ancien des voyageurs vénitiens, prépara, par ses récits merveilleux sur les pays qu'il avait parcourus en Asie, la découverte du cap de Bonne-Espérance et du nouveau monde.

encore battue devant Gallipoli, à l'entrée des Dardanelles. Enfin, en 1299, les deux républiques, que déchiraient également des divisions intérieures, consentirent, sous la médiation du duc de Milan, à suspendre momentanément leur fureur : elles conclurent une trêve qui devait durer douze ans. Lorsque Venise n'eut plus Gênes à combattre, elle tourna ses armes contre l'empereur grec Andronic Paléologue, qui refusait d'acquitter une somme assez considérable due depuis longtemps à la république. L'amiral Bullet, de l'illustre famille des Justiniani, mit tout à feu et à sang depuis Péra jusqu'à Argyre, massacra impitoyablement les équipages des nombreux vaisseaux qu'il captura, et revint en triomphe à Venise, rapportant la somme que le faible empereur s'était empressé de lui faire compter pour arrêter ses dévastations.

A ces guerres succédèrent des événements bien plus graves et bien plus importants, qui amenèrent une nouvelle révolution dans le gouvernement de Venise. Le grand conseil, qui s'était peu à peu attribué toute l'autorité, avait depuis longtemps conçu le projet de concentrer et de perpétuer le pouvoir dans les principales familles. Pour atteindre ce but, il avait procédé lentement et avec persévérance : il avait d'abord proposé de n'admettre dans son sein que ceux qui y auraient déjà siégé, ou qui seraient parents d'anciens conseillers ; ensuite il demanda que le droit d'éligilité fût restreint à ceux qui faisaient partie de l'assemblée depuis quatre ans ; enfin, lorsque Pierre Gradenigo, dont

la fermeté méprisait les clameurs populaires, eut montré sans déguisement sa tendance à l'aristocratie, il fut décrété que le grand conseil serait permanent, et le droit d'y siéger devint héréditaire. Tout ce qui ne faisait pas partie du conseil pour le moment fut ainsi exclu de la souveraine puissance, et rentra dans les rangs du peuple. Les noms des conseillers furent inscrits sur un registre qu'on appela le *livre d'or*. Dès lors la situation fut nettement tranchée : il y eut la noblesse, investie des honneurs et des priviléges, et la classe populaire, condamnée à obéir. L'aristocratie était fondée.

La conséquence naturelle de cette usurpation de pouvoir fut le mécontentement des familles illustres qui se trouvaient exclues d'un gouvernement qu'elles avaient contribué à fonder. Certains nobles, ne pouvant se résigner à descendre à la condition de sujets lorsqu'ils croyaient avoir des droits égaux au partage de l'autorité, firent éclater hautement leur ressentiment. Marin Bocconico, un de ces hommes audacieux comme il s'en trouve toujours dans les grandes villes à l'époque des révolutions, et qui se prétendent appelés à réprimer tous les abus de l'autorité, profita de cette circonstance pour mettre à exécution le dessein qu'il avait conçu depuis longtemps. Par ses déclamations véhémentes il s'était fait une espèce de popularité : et lorsqu'il eut trouvé des complices, il conspira contre les jours du doge, qu'il regardait comme le plus dangereux ennemi de la liberté de son pays. Son projet était de forcer

les portes du palais ducal pour se saisir de la personne de Gradenigo ; mais la vigilance du gouvernement fit avorter l'entreprise. Les conjurés, parmi lesquels se trouvaient plusieurs nobles exclus du grand conseil furent arrêtés et pendus le lendemain. Cet exemple rigoureux arrêta momentanément les tentatives des mécontents.

Vers cette époque, Venise s'engagea dans une querelle où elle montra de nouveau qu'elle était toujours prête à tout sacrifier lorsqu'il s'agissait des intérêts de son commerce. Atzon d'Este, seigneur de Ferrare, était mort en laissant deux concurrents à son autorité, François son frère, et Frisque son fils naturel. Celui-ci, malgré son odieuse conduite envers son père, dont il était accusé d'avoir causé la mort par le poison, obtint la protection des Vénitiens en leur promettant la conservation des franchises et priviléges dont ils jouissaient dans Ferrare. Un corps de troupes de six mille hommes vint assiéger cette ville, qui tenait pour le frère d'Atzon, et s'en empara, après l'avoir incendiée en grande partie. Frisque n'ayant pu se maintenir sur un trône qu'il n'avait obtenu qu'au prix de la ruine de ses concitoyens, la république ne trouva rien de plus naturel que de s'approprier sa conquête ; mais les Ferrarais ne jugèrent pas de même ; ils s'adressèrent au pape Clément V, qui résidait alors à Avignon, et le supplièrent de les débarrasser de leurs oppresseurs. Clément envoya un de ses nonces pour exhorter les Vénitiens à se désister de leur usurpation. Les remontrances du pieux ambassadeur

ne furent point écoutées ; il dut même se hâter de quitter Venise, pour se dérober aux outrages et aux insultes dont il fut accablé par le peuple. A cette nouvelle, le pape fulmina une bulle d'excommunication contre la république, la menaçant de l'interdire si, dans le délai d'un mois, elle n'avait pas évacué Ferrare. Les Vénitiens, décidés à braver les armes spirituelles du saint-siége, persistèrent dans leur injuste prétention. Alors la menace pontificale reçut son exécution, tout le territoire de la république fut frappé d'interdiction ; une croisade fut prêchée, à la tête de laquelle se placèrent les Florentins, sous le commandement d'un cardinal. Les troupes papales et celles de la république se rencontrèrent à Francollino, près Ferrare. Après un combat meurtrier, les Vénitiens furent complétement défaits et forcés d'abandonner Ferrare, qui se donna à l'Église. Tout le fruit que la république retira de son injustice et de son obstination fut de se voir, pour ainsi dire, mise au ban des nations de l'Europe à cause de l'anathème qu'elle avait encouru (1309).

Cependant Gradenigo n'avait pas seulement excité la haine des nobles qu'il avait exclus de toute participation à la souveraine autorité; il était aussi devenu odieux à la multitude, toujours disposée à regarder les dépositaires du pouvoir comme les auteurs de ses souffrances. Le peuple de Venise lui reprochait les revers essuyés par les armes de la république, l'interdit lancé par le pape, et toutes les calamités publiques qui en avaient été la suite : la

privation des secours de la religion, la disette, la suspension du commerce. Trois patriciens, Marc Querini, Badoer et Boemont Tiepolo, qui avaient subi plusieurs mortifications de la part du doge, profitèrent de cette fermentation des esprits pour satisfaire leur vengeance. Bientôt tous ceux qui désiraient un nouvel ordre de choses se groupèrent autour de ces chefs illustres. Les conjurés, dans une assemblée secrète, firent l'énumération de leurs forces : il fut reconnu qu'avec l'appui des prolétaires que chacun comptait parmi ses clients, et le secours que Padoue, cette cité toujours jalouse de la prospérité de Venise, promettait d'envoyer, il serait facile d'attaquer le gouvernement à main armée. L'exécution du complot fut fixée au 15 juin 1310. La veille, Badoer se rendit à Padoue pour en amener le renfort promis; tous ceux qui devaient coopérer à cette grande entreprise glissèrent en silence par divers chemins dans les maisons où avaient été déposées les armes dont ils devaient se servir. Querini et Tiepolo, après avoir parcouru les rangs des conjurés en exaltant leur imagination par l'image de tout ce qui exerce le plus d'empire sur les hommes, la gloire, la vengeance, la paix et la liberté, se mirent en marche avant le jour. Arrivés sur la place du Rialto, les mécontents furent assaillis par un orage epouvantable, accompagné de pluie et de tonnerre, qui jeta pour un moment le désordre et la confusion parmi eux. Bientôt ils revinrent de leur frayeur et se mirent en marche. Querini déboucha le premier sur la place Saint-Marc; mais son éton-

nement fut extrême lorsqu'en arrivant sur cette place il la vit couverte d'hommes armés : ce n'était ni la troupe de Tiepolo, ni celle de Badoer : c'étaient des soldats de Gradenigo, dont la vigilance avait deviné la conspiration, et qui étaient prêts à lui faire face. Aussitôt on en vint aux mains avec toute la fureur qui caractérise les guerres civiles. Après un combat opiniâtre, les conjurés furent défaits, malgré l'arrivée de Badoer à la tête des Padouans. Le premier soin de Gradenigo après sa victoire fut de s'occuper de la punition des conspirateurs. Querini avait été trouvé parmi les morts; Tiepolo s'était réfugié hors du territoire de la république; Badoer, moins heureux, fut saisi et condamné à avoir la tête tranchée; la corde fit justice de tous les chefs subalternes pris les armes à la main.

Le grand conseil, sous l'impression de l'épouvante que lui avait causée le danger auquel il venait d'échapper, résolut d'assurer sa nonvelle puissance en créant une autorité dictatoriale armée de tous les moyens de force et de rigueur : un conseil de dix nobles fut nommé pour veiller à la sûreté de la république. Ce terrible tribunal, constitué d'abord pour dix jours seulement, atteignit, de prorogation en prorogation, un an d'existence. Sous le prétexte que la tranquillité publique n'était pas suffisamment rétablie, il se fit d'abord confirmer pour cinq autres années, puis pour dix ans encore; mais alors il avait acquis une si grande puissance, il s'était tellement immiscé dans toutes les branches de l'administration, que, malgré l'op-

position du grand couseil, il se déclara lui-même *perpétuel* (1).

Gradenigo ne survécut que deux mois à son triomphe. Il fut remplacé par Marin Giorgi, vieillard de quatre-vingts ans, qui, pendant un règne de quelques mois seulement, essaya vainement de réprimer la sixième révolte de Zara. Sous l'administration de Jean Soranzo, successeur de Marin Giorgi, la république comprit enfin combien il lui importait de se réconcilier avec le saint-siége. Elle envoya en conséquence François Dandolo auprès du pape pour implorer sa grâce. Le souverain pontif se montra touché du repentir des Vénitiens, et leva l'excommunication. Aussitôt après cette réconciliation, le commerce reprit son cours habituel et rouvrit les sources de la prospérité publique. Outre la révolte de Zara, qu'il apaisa sans effusion de sang, Jean Soranzo eut à réprimer une insurrection des Candiotes, toujours impatients du joug de la république. Il mourut en 1327, laissant une réputation de sagesse et de modération que tous les actes de sa vie avaient confirmée.

(1) Le conseil des Dix, établi seulement pour connaître des crimes de lèse-majesté publique, parvint, à force d'empiétements, à acquérir une autorité sans bornes. On le vit dans plusieurs occasions disposer des emplois publics, décider les questions de paix et de guerre, conclure des traités avec l'étranger, créer des impôts, et casser les délibérations du grand conseil. Cette magistrature soupçonneuse, affranchie de toutes les formalités protectrices des accusés, devait plus tard céder l'autorité à un autre tribunal tiré de son propre sein, et encore plus redoutable.

François Dandolo, dont les prières avaient désarmé le saint-siége, fut élevé au trône, à la satisfaction générale. Dès le début de ce règne, la guerre recommença avec Gênes. L'escadre vénitienne, commandée par Thomas Viani, fut battue par des forces de beaucoup inférieures aux siennes. L'inexpérience de cet officier fut punie par une détention perpétuelle. La république eut ensuite un démêlé avec le célèbre Martin de la Scala, seigneur de Vérone, protecteur des lettres et des sciences, et dont la cour était devenue le rendez-vous de tout ce qu'il y avait d'hommes de talent dans ce siècle peu éclairé. Ce prince, présumant trop de sa puissance, avait formé le projet d'arracher aux Vénitiens le monopole des salines des lagunes qui bordaient son territoire; pour y parvenir, il fit construire un fort à l'embouchure du Pô, et commença des travaux pour la fabrication du sel. En présence de ces actes hostiles, Venise n'hésita pas à soutenir par la force des armes un privilége que sa longue possession lui faisait regarder comme un droit. Elle se ligua avec presque tous les peuples du nord de l'Italie, dont l'agrandissement de la Scala avait provoqué la jalousie. La guerre, entreprise avec animosité, fut poussée avec vigueur. Le seigneur de Vérone, pressé de tous côtés, n'eut, après quatre campagnes malheureuses, d'autre ressource que la paix. Venise la lui accorda, mais à des conditions onéreuses : elle fit raser le fort construit dans les lagunes, s'appropria Trévise et Bassano, et accorda de nombreuses indemnités terri-

toriales à ses alliés. Le prince vaincu, pour témoigner de la sincérité de sa réconciliation, sollicita et obtint l'honneur de voir son nom inscrit sur le fameux livre d'or. La conduite de cette guerre avait été confiée à un étranger, Pierre de Rozzi, ancien seigneur de Parme. Cette innovation, qui par la suite se convertit en usage, était très-significative. C'était une preuve que la république se défiait des chefs nationaux, et qu'elle redoutait leur influence sur les armées.

François Dandolo mourut, en 1339, après avoir occupé le trône pendant onze ans. On choisit, pour lui succéder, Barthélemy Gradenigo, qui ne régna que trois ans. Après sa mort, la couronne ducale fut décernée à André Dandolo, un des plus savants hommes de son siècle, recommandable par sa sagesse et sa modération. Sous ce règne, le pape Clément VI, alarmé des progrès que faisaient les Ottomans dans la Grèce et dans l'Asie Mineure, conjura la république de prendre part à la croisade qu'il venait de décréter contre ces ennemis du nom chétien. A la voix du souverain pontife, Venise s'empressa de signaler son zèle pour la cause de la religion. Elle arma une flotte considérable qui, sous la conduite de Pierre Zeno, s'avança pour combattre les infidèles. Zéno était accompagné du légat du pape, des troupes auxiliaires de Chypre et de Rhodes, et du patriarche de Constantinople. Toutes ces forces réunies allèrent attaquer la ville de Smyrne, que son heureuse situation et la beauté de son port avaient rendue la proie des Ottomans, et

s'en emparèrent. Les chefs des croisés ne se contentèrent pas de cette victoire ; ils firent débarquer leurs troupes, et, s'étant trop avancés dans le pays, ils donnèrent dans les embuscades des musulmans, qui les taillèrent en pièces. Le légat du pape, Henri d'Asti, patriarche de Jérusalem, et Zeno, tombèrent l'un après l'autre percés de coups. Le légat célébrait la messe, et Zeno assistait au sacrifice, lorsque les Turcs les surprirent (1345). Ils n'interrompirent point une si sainte action, et joignirent ainsi le sacrifice de leurs vies à celui des autels. Quelques faibles débris de l'armée chrétienne purent à peine regagner les remparts de Smyrne. Après avoir vainement attendu pendant deux ans des secours d'Europe, ils obtinrent du pape la permission de signer une trêve avec les infidèles. Dans cette occasion, les Vénitiens donnèrent une nouvelle preuve de leur habileté et de l'esprit mercantile qui les dominait : ils conclurent avec l'émir d'Ionie un traité de commerce qui ouvrait à leurs vaisseaux tous les ports de l'Asie Mineure, de la Syrie et de l'Égypte, leur permettait d'avoir des comptoirs dans ces différents ports, et autorisait le séjour d'un consul vénitien à Alexandrie.

En 1346, Zara se révolta pour la septième fois. Justiniani assiégea d'abord cette place sans succès ; il se retira devant les troupes du roi de Hongrie, qui s'avançaient pour la délivrer. Marino Faliero, que nous verrons plus tard élevé à la dignité de doge, fut plus heureux : après avoir repoussé les Hongrois

de tous côtés, il força les rebelles à se rendre à discrétion : il usa de sa victoire avec la plus noble modération.

Deux grandes calamités publiques signalèrent l'année 1348 : ce fut d'abord un violent tremblement de terre, dont les secousses répétées pendant quinze jours renversèrent plusieurs édifices ; ensuite la peste, apportée par les Génois des bords de la mer Noire en Italie. Ce terrible fléau, décrit par Boccace dans son *Décaméron*, et connu dans l'histoire sous le nom de peste de Florence, enleva, dit-on, plus de la moitié de la population de l'Europe. A Venise, il fut si meurtrier, que le grand conseil se trouva réduit de douze cent cinquante patriciens à trois cent quatre-vingts.

Cependant, malgré les ravages de la contagion, l'animosité entre Venise et Gênes subsistait toujours aussi violente que jamais : ces deux villes se haïssaient comme autrefois Carthage et Rome. Les Vénitiens suivaient attentivement les projets ambitieux de leurs rivaux, qui venaient de fortifier Péra, et d'établir un droit de péage sur tous les vaisseaux qui voudraient pénétrer dans la mer Noire. Bientôt ils apprirent que leurs bâtiments naviguant sur cette mer avaient été capturés ; une telle insulte ne pouvait rester impunie. Marc Ruccinio, avec trente-cinq galères, courut à la rencontre de la flotte génoise, et la défit à la hauteur de Carito, dans l'Archipel (1349). La lutte était de nouveau engagée ; il était facile de prévoir qu'elle serait longue. Pour la soutenir avec plus d'avantage, les Vénitiens cherchèrent

des alliés. Le roi d'Aragon disputait depuis longtemps à Gênes la possession de la Sardaigne et de la Corse ; ils lui proposèrent de s'allier à eux contre cette ville. L'empereur grec Cantacuzène, humilié dans sa propre capitale par les Génois, entra aussi dans l'alliance formée contre ces hardis républicains.

Pendant que ses ennemis se concertaient, Gênes ne restait pas dans l'inaction : un de ses amiraux, avec dix galères, se présenta devant l'île de Négrepont, et prit de vive force sur les Vénitiens la capitale de cette île. Ceux-ci voulurent avoir leur revanche : Nicolas Pisani, un des plus habiles marins de l'époque, joignit sa flotte à celle du roi d'Aragon ; mais la campagne n'amena pas d'heureux résultats. L'année suivante (1352), il y eut un combat sanglant dans le canal même du Bosphore. Les Génois, quoique seuls contre trois, furent vainqueurs. Pagano Doria, leur amiral, prit ou brûla quatorze vaisseaux vénitiens, dix aragonais et deux grecs; les autres bâtiments de Cantacuzène s'étaient dérobés au combat par la fuite. Mais Pisani et l'amiral aragonais, animés par le désir de venger leur défaite, suivirent de près Doria ramenant ses vaisseaux victorieux dans sa patrie. Ils l'atteignirent vers le cap de Cagliari, l'attaquèrent avec furie, et le mirent dans une déroute complète ; trente-une galères tombèrent au pouvoir des vainqueurs, qu déshonorèrent leur victoire en jetant à la mer les quatre mille cinq cents prisonniers qu'ils venaient de faire.

Quand la galère de l'amiral, seul débris d'une flotte naguère si belle, rentra dans le port de Gênes, la consternation fut extrême parmi les habitants. Dans leur désespoir, ces hommes, auparavant si fiers et si amis de leur liberté, ne trouvèrent de remède à leur malheur que dans la servitude : ils se donnèrent à Jean Visconti, archevêque de Milan, qui régnait sur la plus grande partie du Piémont. Celui-ci, trop circonspect pour s'engager témérairement dans une guerre avec des ennemis aussi redoutables que les Vénitiens, eut recours aux négociations : il envoya en ambassade auprès de la république le célèbre Pétrarque ; mais ses propositions furent rejetées, et la guerre fut déclarée à Visconti. Pisani, avec trente vaisseaux, alla croiser dans la mer de Gênes. Pagano Doria évita le combat, fit une contre-marche, et pénétra dans l'Adriatique ; mais il se retira, n'osant pas tenter une entreprise sérieuse contre une ville comme Venise, et craignant le retour de Pisani. Ces deux grands hommes de mer se rencontrèrent enfin près de Sapienza, petite île située à la pointe de la Morée (1354). Doria prit une revanche éclatante de sa défaite de Cagliari : il tua quatre mille hommes, fit cinq mille huit cent soixante-dix prisonniers, au nombre desquels se trouvait le redoutable Pisani. Venise se hâta alors de traiter avec Visconti : elle consentit à payer à Gênes 200,000 florins, et à interdire l'entrée de la mer Noire aux vaisseaux de ses marchands. Le premier soin des Génois, après avoir obtenu une paix glorieuse pour leurs

armes, fut de se débarrasser du maître qu'ils s'étaient donné.

André Dandolo ne vit point la fin de la guerre contre Gênes. Il était mort, laissant un nom révéré à ses compatriotes (1). Dans l'intervalle qui suivit son décès et l'installation de son successeur, l'organisation du conseil du doge subit de nouveaux changements : on en permit l'entrée aux trois présidents de la Quarantie criminelle, et aux six ministres ou juges chargés de la politique extérieure. Ce conseil, ainsi constitué, prit le titre de Sérénissime Seigneurie.

Les quarante électeurs donnèrent pour successeur à André Dandolo, Marino Faliero, vieillard de quatre-vingts ans, à qui ses richesses et les emplois qu'il avait déjà exercés assuraient un rang distingué parmi les premiers nobles de Venise. Marino venait de signer la paix avec Gênes et de promettre l'appui de la république au pape Innocent III contre les Visconti, sans cesse occupés des moyens d'empêcher le retour de la cour pontificale en Italie, lorsqu'il se laissa entraîner par des préoccupations fatales qui causèrent sa ruine. Il avait une femme

(1) André Dandolo, que son érudition avait fait rechercher de Pétrarque, éleva le premier monument littéraire de sa patrie : il écrivit en latin une histoire de Venise remarquable par son exactitude et sa simplicité. Le latin était la langue ordinaire des écrivains italiens de cette époque. Ce ne fut qu'après les brillants essais de Dante, de Pétrarque et de Boccace, qu'on s'enhardit à écrire dans la langue vulgaire.

jeune et belle dont il était jaloux. Un jeune patricien nommé Michel Stenio, qui avait à venger un affront que le doge lui avait fait dans une solennité publique, écrivit sur le dos de son siége, dans le grand conseil, des paroles injurieuses pour son honneur. Cette insulte devint publique. Faliero, ayant découvert son auteur, demanda qu'il fût jugé comme criminel d'État. Le conseil des Dix s'assembla; prenant en considération la jeunesse du coupable, il le condamna à deux mois de prison, et le bannit pour un an de Venise. Cette sentence, trop douce au gré de la colère du doge, alluma toute sa fureur : il fit entendre des plaintes contre les juges. Sur ces entrefaites, le chef des patrons de l'arsenal, Israello Bertuccio, ayant été frappé par un gentilhomme, vint tout ensanglanté demander justice au doge.

« Que voulez-vous que je fasse, répondit celui-ci, lorsque je ne puis pas obtenir justice pour moi-même ?

— Eh bien! repartit le chef des patrons, pourquoi ne pas nous délivrer de ces nobles insolents? Prêtez-moi votre appui, et bientôt nous serons vengés, et vous serez maître de Venise. »

Faliero, imprudent jusqu'à la démence, l'autorisa à organiser son plan de révolte; mais un certain Beltramo, de Bergame, qui était au service d'un patricien, découvrit le complot et le révéla à son maître; celui-ci convoqua aussitôt le conseil des Dix, les Avogadori, les chefs de la Quarantie criminelle, les officiers de nuit et les cinq juges de

paix. Lorsque tous furent réunis, il leur fit part de ce qu'il venait d'apprendre. Le premier moment d'étonnement et d'horreur passé, on fit arrêter les principaux conjurés, qui révélèrent que le signal devait être donné par les cloches de Saint-Marc, avec la permission du doge.

Lorsque le conseil des Dix vit que le doge était du nombre des conspirateurs, il résolut de s'associer vingt citoyens des plus recommandables pour délibérer sur le parti qu'il fallait adopter. Ce nouveau conseil fit comparaître devant lui Marino Faliero, arrêté dans son palais et encore revêtu des insignes de sa dignité. On lui fit subir un interrogatoire, et il avoua son crime. Le 16 avril 1353, on procéda à son jugement; on le condamna à avoir la tête tranchée sur le palier de l'escalier des Géants, où les doges prêtaient leur serment en entrant en charge. Le lendemain, les portes du palais étant fermées, il fut exécuté. Son bonnet de doge lui fut ôté lorsqu'il arriva au haut de l'escalier. L'exécution achevée, un membre du conseil des Dix s'avança sur le balcon du palais qui donne sur la place Saint-Marc, et montra au peuple la hache toute sanglante, en prononçant ces mots à haute voix : « Le traître a subi son jugement. » Aussitôt les portes s'ouvrirent et la foule se précipita dans le palais pour voir les restes de l'infortuné Marino. Dans la salle du grand conseil, où se trouvaient les portraits des doges, on mit à la place que devait occuper celui de Faliero un cadre recouvert d'un crêpe, et renfermant cette inscription : « Place de Marino Faliero, décapité

pour ses crimes. » Peu de jours après, Jean Gradenigo monta sur le trône encore teint du sang du doge parjure (1).

(1) Cet épisode de l'histoire de Venise a inspiré deux poëtes de nos jours, lord Byron et Casimir Delavigne.

CHAPITRE V

Perte de la Dalmatie. — Les Candiotes domptés. — François Carrare, seigneur de Padoue. — Ligue contre Venise. — Guerre de Chiozza. — Victor Pisani et Charles Zeno. — Nouvelle guerre contre les seigneurs de Padoue. — Accroissement de la puissance vénitienne. — (1335-1418.)

Jean Gradenigo ne régna que quinze mois. Il mourut laissant sa patrie aux prises avec le roi de Hongrie, toujours envieux de la puissance des Vénitiens et cherchant sans cesse à leur susciter des ennemis. Sous le règne de Jean Delfino, successeur de Jean Gradenigo, cette guerre continua avec désavantage pour la république. Elle se vit contrainte d'implorer la paix, et les conditions qu'on lui dicta furent onéreuses; le doge, en abandonnant les places de la Dalmatie, promit de renoncer pour toujours au titre de duc de cette province, et s'engagea à tenir constamment vingt-quatre galères à la disposition du roi de Hongrie. Le chagrin d'avoir attaché son nom à ce triste traité conduisit le doge au

tombeau. Il mourut, en 1361, au moment où la peste venait de s'étendre de nouveau sur Venise, où elle exerça cependant moins de ravages que celle de 1348.

Les guerres et les malheurs publics avaient épuisé le trésor. Pour le remplir, on eut recours aux lois somptuaires. Ces lois, qui réglaient la table, les habits et les principales dépenses des citoyens de tous les rangs, conservèrent leur empire jusqu'à la fin de la république. Une autre loi, empreinte de la plus grande sagesse, fut aussi rendue vers cette époque : nous voulons parler de celle qui interdisait le commerce aux patriciens : il était assez juste que ceux qui se réservaient exclusivement tous les emplois publics renonçassent au partage des profits de l'industrie. Mais ce règlement ne fut pas toujours rigoureusement observé ; on le vit même, après deux à trois siècles d'existence, tomber tout à fait en désuétude.

Vers l'an 1351, Pétrarque, que nous avons déjà vu ambassadeur de Visconti près la république, vint visiter Venise, qu'il regardait comme la merveille des cités. Pour s'acquitter de l'hospitalité bienveillante qu'il reçut, l'illustre poëte légua sa bibliothèque aux Vénitiens, à la condition que les livres n'en pourraient être jamais ni aliénés ni dispersés, et qu'on lui assignerait un local à l'abri du feu et de l'eau. Le conseil accepta avec reconnaissance cette donation d'un homme dont la plus grande passion était de propager les connaissances humaines. La collection devint le noyau de la biblio-

thèque de Saint-Marc (1). Ce don du poëte est un témoignage irrécusable qu'il y avait à Venise des hommes capables de l'apprécier, et lave cette ville du reproche d'ignorance que lui adressaient les ennemis de sa gloire et de sa prospérité.

Laurent Celso venait de succéder à Jean Delfino, lorsqu'on apprit qu'une nouvelle insurrection avait éclaté dans l'île de Candie. Cette fois ce ne furent pas seulement les indigènes, ce fut aussi toute la population vénitienne de l'île qui courut aux armes; ces anciennes familles, transportées dans la colonie, n'avaient pu sans murmurer se voir exclues de tous les emplois de la métropole; une taxe qu'on leur imposa pour la réparation du port servit de prétexte à leur soulèvement. Cette scission ne fut pas seulement politique, elle fut aussi religieuse: les révoltés embrassèrent le schisme des Grecs. Plusieurs personnages considérables envoyés successivement par la république pour calmer cette effervescence par la persuasion, échouèrent dans leur entreprise : on ne répondit à leurs exhortations que par des insultes. Il fallut alors avoir recours à la force : on fit partir un armement formidable sous la conduite du Véronais Luchino dal Verme, homme de résolution, qui s'empara de Candie par un coup de main : un grand nombre de rebelles perdirent la vie sur l'échafaud; les autres cherchèrent un refuge

(1) La bibliothèque de Venise se compose de 650,000 volumes et de 5,000 manuscrits; on y voit avec intérêt la célèbre mappemonde de *Frà Mauro*, dessinée en 1460, et le précieux manuscrit des lois lombardes.

dans les montagnes. Deux ans plus tard, sous le règne de Marc Cornaro, ces hommes, vaincus mais non domptés, essayèrent encore de secouer le joug. Cette levée de boucliers fut, comme les précédentes, étouffée dans le sang. Ce fut le dernier effort des Candiotes pour recouvrer leur indépendance. Hors d'état de rien entreprendre, ils durent désormais se résigner à obéir à des maîtres superbes, séparés d'eux par de vastes mers. La nouvelle de leur soumission, transmise à Venise par le provéditeur Lorédan, y fut reçue avec des transports de joie, et donna lieu à de nombreuses fêtes publiques.

Marc Cornaro eut pour successeur André Contarino, à la volonté duquel on fit violence pour lui faire accepter la couronne, en vertu du nouveau règlement qui statuait que le doge élu ne pourrait refuser d'entrer en charge que du consentement de ses conseillers. On voit par là dans quelle dépendance les deux premiers corps de l'État cherchaient à tenir le doge. A peine l'île de Candie était-elle pacifiée, que Venise eut à s'occuper de la répression d'une autre révolte (1367) survenue à Trieste, où l'étendard de Saint-Marc avait été mis en pièces. Il fallut deux ans d'efforts et le blocus le plus rigoureux pour forcer cette place à capituler. Les chefs de la rébellion furent punis du dernier supplice, et une citadelle formidable, élevée par les vainqueurs, répondit désormais de la fidélité des Triestins.

A cette époque, Venise avait un voisin non moins

inquiétant dans François Carrare, seigneur de Padoue. Cet homme sans foi, oubliant qu'il ne devait son existence comme prince qu'à la protection des Vénitiens, cherchait par des empiétements continuels à reculer les limites qui séparaient son domaine du territoire de la république. Depuis longtemps Venise lui gardait rancune pour l'appui qu'il avait prêté au roi de Hongrie, et ne différait sa vengeance que parce que sa force armée n'était pas disponible. Pour conjurer l'orage, Carrare ne recula devant aucun moyen. A l'aide des intelligences qu'il s'était ménagées, il introduisit dans Venise une foule de ces hommes perdus, toujours prêts à satisfaire la haine de ceux qui les payent : meurtre, incendie, poison, ils avaient ordre de tout employer pour exciter de la confusion et du désordre. Le conseil des Dix fut heureusement informé de ces odieuses menées. Les émissaires de Carrare furent arrêtés et livrés au supplice avec ses complices, en tête desquels figuraient plusieurs patriciens. Venise ne crut pas devoir retarder davantage la punition du principal coupable. Une armée, sous les ordres de Thaddée Justiniani, envahit le territoire de Padoue. On apprit bientôt que le roi de Hongrie envoyait un corps de troupes au secours de son ancien allié. Justiniani marcha bravement à la rencontre de ces nouveaux ennemis; mais, hors d'état de tenir tête à des forces numériquement supérieures aux siennes, il fut battu et fait prisonnier. Cet échec ne découragea point la république; elle leva de nouvelles troupes dans les provinces turques, reprit l'offensive

et battit à son tour les Hongrois, qui, pour éviter leur entière destruction, jugèrent à propos d'abandonner leur allié. François Carrare, réduit à ses propres forces ne voulut pas continuer une lutte désormais inégale : trop heureux d'obtenir la paix, il accepta toutes les conditions que la république voulut lui imposer. Les principales étaient qu'il payerait une contribution de deux cent cinquante mille ducats, et démolirait les forts qu'il avait élevés sur les frontières de la république; mais la plus humiliante était celle qui l'astreignait à venir en personne ou à envoyer son fils pour demander pardon et jurer fidélité à la république. Cette dernière clause du traité reçut son exécution; pour les autres, elles furent modifiées trois à quatre ans plus tard, par l'intervention du duc d'Autriche, que Carrare était parvenu à gagner à ses intérêts, et qui, après avoir envahi le territoire de la république, la menaçait d'une guerre désastreuse si elle ne se départait de sa rigueur. Ce fut dans la guerre contre le seigneur de Padoue que les Vénitiens firent pour la première fois usage du canon (1376).

Mais Carrare devait être un des ennemis les plus constants de la république. La paix avec le duc d'Autriche était à peine signée, qu'il fit un nouvel appel aux haines et aux ambitions étrangères. Il parvint en peu de temps à former une ligue formidable, contre laquelle Venise, animée de la plus noble des passions, le patriotisme, déploya une énergie digne des peuples les plus célèbres de l'antiquité. Cette ligue se composait des Génois, toujours

prêts, lorsqu'il s'agissait de nuire à leurs rivaux ; du roi de Hongrie, désireux de s'assurer la tranquille possession de la Dalmatie, récemment conquise par lui ; du patriarche d'Aquilée, du seigneur de Padoue et de tous les princes riverains de l'Adriatique, qui voulaient s'affranchir de la domination vénitienne sur cette mer. Pour faire face à tant d'ennemis, Venise n'avait qu'un allié : c'était le duc de Milan, qui pouvait disposer de quatre cents lances et de deux mille fantassins. La déclaration de guerre eut lieu en 1378. De part et d'autre, les puissances engagées dans cette lutte, ne pouvant disposer de troupes nationales suffisantes, prirent à leur solde des mercenaires. Sur le continent, les Vénitiens se défendirent avec assez de succès ; mais ce fut sur mer qu'ils déployèrent leurs plus grands efforts. Leur flotte, commandée par Victor Pisani, rencontra pour la première fois la flotte génoise, aux ordres de l'amiral Louis de Fiesque, à l'embouchure du Tibre, près du promontoire d'Antium, où les anciens avaient élevé un temple à la Fortune. Après une mêlée sanglante, que rendit encore plus horrible un orage violent qui dura tout le temps du combat, les Vénitiens furent vainqueurs. Des neuf galères génoises qui avaient pris part à l'action, trois seulement purent se sauver ; mais, au lieu de chercher un refuge dans un port voisin, elles tournèrent la pointe de l'Italie, et entrèrent dans l'Adriatique pour se venger de leur défaite sur le commerce vénitien. Elles formèrent le noyau d'une flotte qui s'éleva bientôt à vingt-deux voiles, et

dont Lucien Doria vint prendre le commandement.

A la vue de l'orage qui la menaçait directement, Venise rappela ses vaisseaux alors occupés à expulser les Génois de l'île de Chypre. Charles Zeno eut ordre de quitter le commandement de l'armée de terre dans le Trévisan pour servir sur mer, et aller protéger le commerce de la république dans la Méditerranée. Victor Pisani, avec vingt-cinq voiles, se porta sur les côtes de la Dalmatie; il s'empara d'abord des ports de Cattaro et de Sebenigo; mais deux attaques dirigées contre Trau furent infructueuses. L'amiral, obéissant aux ordres du sénat, se retira alors dans la rade de Pola, afin de s'opposer aux entreprises de l'ennemi sur la côte d'Istrie. A la fin de mai 1379, Lucien Doria vint le provoquer dans cette station et le forcer au combat. Mal servi par les siens, Pisani, malgré son intrépidité, fut battu : quinze galères et dix-neuf cents prisonniers tombèrent au pouvoir des Génois. L'amiral malheureux fut rappelé; Venise se montra impitoyable à son égard. Ni son noble caractère, ni ses victoires passées ne purent le protéger contre la clameur générale; il fut jeté dans un cachot et déclaré incapable d'exercer aucune fonction publique pendant cinq ans.

Les Génois poursuivirent leurs succès. Après avoir réuni toutes leurs forces, ils vinrent assiéger la ville de Chiozza, séparée de Venise par un canal de vingt-quatre kilomètres seulement. Qu'on juge de l'effroi de cette capitale et de l'agitation qui régna dans les

esprits, lorsque du haut de leurs maisons les habitants aperçurent les galères génoises manœuvrer dans les lagunes et sonder les passes ! Un spectacle plus affligeant encore fut celui du pavillon de la république renversé sur les tours de Chiozza, et annonçant que cette ville était au pouvoir des ennemis. Le tocsin de Saint-Marc ne cessa alors de sonner l'alarme et d'appeler toute la population aux armes. Dans cette extrême détresse, le conseil songea à sauver Venise en demandant la paix : il envoya des négociateurs auprès de l'amiral génois et auprès de François Carrare, qu'il qualifiait d'Altesse, après l'avoir traité jusqu'alors avec le dernier mépris. Les négociateurs furent reçus avec fierté et arrogance. Pierre Doria répondit à l'offre qu'on lui faisait de lui rendre les prisonniers de sa nation, qu'il saurait bien aller les délivrer lui-même ; et le seigneur de Padoue signifia qu'il n'écouterait aucune proposition avant d'avoir mis un frein dans la bouche des chevaux qui ornaient le portail de Saint-Marc (1).

L'espoir d'obtenir la paix s'étant évanoui, il fallut bien se résigner à courir la chance des combats. Des citoyens de toutes les classes furent employés, les

(1) Ces chevaux, ouvrage des Grecs, selon les uns, et des Romains du temps de Néron, selon les autres, avaient été transportés de Rome à Byzance sous Théodose. Ils en furent enlevés en 1204 par les Vénitiens, sous les ordres de Dandolo. Vers la fin du siècle dernier, le général Bonaparte les envoya à Paris. Après avoir, pendant plus de quinze ans, servi d'ornement à l'arc de triomphe du Carrousel, ils retournèrent en 1814 à Venise, où ils reprirent leur place à la tribune extérieure de l'église.

uns aux travaux de l'arsenal, les autres aux manœuvres des galères. Mais il fallait un homme pour diriger les efforts et soutenir l'enthousiasme de ces soldats improvisés. Il était plus que douteux que l'ordre qu'on avait expédié à Zeno de revenir sans délai pût lui parvenir. Dans cette anxiété, la multitude, toujours si mobile dans ses affections, fit entendre le nom de Pisani, et demanda à grands cris que cet amiral, seul capable de sauver la patrie, fût rendu à la liberté et à sa charge. Le conseil des Dix, peu habitué à s'entendre dicter des lois, ne crut cependant pas devoir méconnaître la voix du peuple dans cette circonstance solennelle : le cachot de Pisani fut ouvert.

Dès que ce grand citoyen se vit débarrassé de ses fers, son premier soin avant de quitter sa prison fut de rendre grâces à Dieu pour sa délivrance, et de se préparer par la pénitence et la communion aux honneurs qu'il allait recouvrer. A la nouvelle de sa mise en liberté, la population entière accourut et le porta en triomphe jusqu'à la porte du conseil, où plusieurs patriciens vinrent le recevoir. Introduit devant la seigneurie, il dit avec noblesse et modestie qu'il ne conservait aucun souvenir du passé, et qu'il s'estimait amplement dédommagé de l'injure qu'il avait reçue par l'honneur que lui faisait la république en lui confiant sa défense. Le doge et les sénateurs l'embrassèrent en pleurant, un décret solennel lui confia le titre de généralissime des forces de mer.

Lorsqu'on vit à la tête de la résistance l'homme

sur qui se réunissaient toutes les espérances, tous les sentiments qui constituent le patriotisme firent explosion. Déterminés à s'ensevelir sous les ruines de la capitale, les Vénitiens de tous les rangs firent les plus généreux sacrifices avec enthousiasme. Le doge et le clergé donnèrent l'exemple : le doge envoya sa vaisselle au trésor, et tous les religieux valides, après avoir engagé leurs revenus, prirent les armes. Les marchands et les artisans ne furent pas les derniers à faire inscrire leurs noms sur la liste des dons volontaires : on vit plusieurs citoyens de ces deux classes fournir individuellement un vaisseau, et se charger de l'entretien de cent, deux cents, et même mille soldats.

Après quatre mois de préparatifs, pendant lesquels Venise était parvenue à armer jusqu'à trente-quatre galères, Pisani conçut le plus hardi projet qui puisse se présenter à l'esprit d'un homme de guerre : il entreprit de bloquer les assiégeants et de forcer la flotte génoise à se rendre sans la combattre ! il s'agissait pour cela de l'enfermer dans les lagunes, en lui opposant à chacune des issues un obstacle insurmontable. Le moyen qu'il employa fut de couler à fond plusieurs gros bâtiments qu'il joignit l'un à l'autre par une forte estacade ; après quoi faisant le tour des îles, il alla se placer avec des galères en dehors des passes, pour interdire aux ennemis tout espoir de les franchir. Mais les équipages vénitiens se rebutèrent bientôt du pénible service qu'ils étaient obligés de faire, et du poste dangereux qu'ils occupaient près de Chiozza. Ils étaient

sur le point d'abandonner les lignes du blocus, lorsque Pisani essaya de les retenir en les haranguant. N'ayant pu y réussir, il se borna à leur demander une faveur : c'était d'attendre encore quarante-huit heures pour donner à Zeno le temps d'arriver avec sa flotte : il s'engagea solennellement à lever la station après ce délai, si le secours attendu n'était pas arrivé.

Le 1er janvier 1384, jour fixé au hasard par Pisani, arriva enfin. L'atmosphère s'éclaircit, et tous les regards se fixèrent avidement sur la mer, cherchant à découvrir la flotte qui devait sauver la patrie. Tout à coup dix-huit voiles parurent à l'horizon. Était-ce un renfort pour les Génois? étaient-ce les vaisseaux de Zeno? Vingt bâtiments légers furent aussitôt envoyés à la découverte. Leur prompt retour dissipa bientôt toutes les inquiétudes : ils avaient reconnu les couleurs de Saint-Marc ; c'était la flotte de Zeno.

A peine arrivé, cet intrépide marin se rendit à bord de la galère ducale pour rendre compte au doge de tout ce qui lui était arrivé depuis son départ de Venise. Le doge lui répondit que tout ce qu'il avait fait était approuvé, et qu'il ne fallait parler que de délivrer la patrie. Le lendemain, Zeno, quoique non encore remis des blessures qu'il avait reçues dans les mers du Levant et sur la côte de Sicile, attaqua une division de Génois, et reçut un coup de flèche qui lui traversa la gorge ; on arracha le fer de sa blessure, et on voulut le descendre à terre pour le soigner : il déclara qu'il ne quitterait pas

son bord, et qu'il attendrait patiemment la mort sur sa galère. Le 6 janvier, Pisani remporta de son côté un avantage considérable. Pierre Doria fut tué, et remplacé par Napoléon Grimaldi. Celui-ci, se voyant tous les jours de plus en plus resserré par les Vénitiens, voulut modifier le système militaire de son prédécesseur; Pisani et Zeno redoublèrent alors d'activité, de courage et de prévision. Pendant six mois, ils tinrent la flotte génoise si étroitement bloquée dans le port de Chiozza, que les assiégés, privés d'eau potable, réduits à faire bouillir dans une eau saumâtre de vieux cuirs, leur dernière nourriture, se rendirent à discrétion. Dix-neuf galères et quatre mille six cents prisonniers furent le fruit de cette victoire, qui tenait, pour ainsi dire, du prodige.

Venise se montra reconnaissante envers ceux dont les généreux efforts venaient d'assurer son salut. Trente chefs de familles plébéiennes furent admis au grand conseil, et formèrent la souche de plusieurs familles qui rendirent dans la suite leurs noms illustres. Victor Pisani ne survécut pas longtemps à son triomphe : chargé de donner la chasse à une nouvelle flotte génoise, entrée dans l'Adriatique sous les ordres de Mattheo Maruffo, il mourut sur sa capitane, après une courte maladie. Charles Zeno, son digne successeur dans le commandement, essaya vainement de reprendre Zara, et de s'emparer de Marano, place située dans les marais que forment les bouches du Tagliamento. L'état de détresse auquel se trouvaient réduits ses équipages

par suite des longues privations qu'ils avaient endurées, lui faisant redouter une insurrection, il ramena ses vaisseaux devant Venise. Ce retour, qui n'avait point été autorisé, fut le sujet d'une vive altercation entre le sénat et le chef d'escadre; ce ne fut que lorsque le peuple se fut déclaré pour ce dernier qu'il obtint de descendre à terre.

Après tant d'efforts, qui avaient considérablement affaibli les forces des parties belligérantes, on entama enfin des négociations pour la paix. Venise, hors d'état d'élever la voix dans les conférences, n'obtint que des conditions défavorables. La plus dure fut celle qui lui imposait l'obligation de se dessaisir de l'unique possession qui lui restât en terre ferme, la marche Trévisane. Comme elle ne redoutait rien tant que l'agrandissement du seigneur de Padoue, qui élevait des prétentions sur cette province, elle aima mieux la céder au duc d'Autriche. Elle fut en outre assujettie à payer au roi de Hongrie un tribut annuel de sept mille ducats. Quant aux arrangements avec Gênes, il fut stipulé que chacune des deux républiques garderait les prises qu'elle avait faites, et que, pour éviter tout sujet de discorde, elles renonceraient au commerce de l'embouchure du Tanaïs. Les choses restèrent avec le patriarche d'Aquilée sur le même pied qu'auparavant.

Le doge André Contarino mourut peu de temps après avoir vu la délivrance de sa patrie, dont il avait bien mérité, en partageant, malgré son grand âge, toutes les fatigues de l'expédition contre la flotte

génoise (juin 1382). La voix publique désignait pour lui succéder le brave Zeno; mais le conclave des électeurs lui préféra Michel Morosini, qui pendant la guerre avait su, par ses spéculations, amasser de grandes richesses. Le nouveau doge ne régna que quatre mois; il mourut de la peste qui ravagea Venise à cette époque, et fut remplacé par Antoine Renier, sous-gouverneur de Candie.

Carrare n'avait pu voir sans un profond dépit la marche Trévisane passer en des mains étrangères; aussi imagina-t-il toutes sortes de prétextes pour que les troupes qu'il avait dans les diverses forteresses de ce pays ne cédassent la place que le plus tard possible aux soldats du duc d'Autriche. Lorsqu'il n'eut plus de délai à opposer, il proposa de traiter de la vente de la province. Celui-ci, dont les finances étaient épuisées, la lui céda moyennant quatre-vingt mille ducats. Les Vénitiens, à qui il importait d'affaiblir par tous les moyens la puissance de leur turbulent voisin, lui suscitèrent d'abord un ennemi auquel ils prêtèrent leur appui : ce fut le seigneur de Vérone, dont les armées furent deux fois battues complétement. Carrare recommença alors ses intrigues dans Venise même, et corrompit dans les conseils de la république plusieurs personnages considérables, qui lui révélaient les secrets du gouvernement. La découverte de ces odieuses manœuvres le détermina à chercher un soutien contre le ressentiment de la république; il s'allia avec Galéas Visconti, seigneur de Milan; mais celui-ci le trompa, et s'empara des États du seigneur de

Vérone (1387). Les Vénitiens recherchèrent alors l'alliance du duc de Milan. Un traité fut conclu par lequel les deux parties se partagèrent à l'avance la dépouille du seigneur de Padoue. La guerre contre ce dernier fut poussée avec une extrême vigueur; les Milanais s'emparèrent de Padoue. Peu de temps après, les Vénitiens forcèrent Trévise à se rendre, et rentrèrent en possession de la marche Trévisane (1388).

Venise était délivrée d'un ennemi irréconciliable; mais tout lui faisait présumer qu'elle n'aurait pas un voisin moins inquiétant dans Galéas Visconti, dont elle avait eu l'occasion d'apprécier le manque de foi. Elle résolut donc de s'en débarrasser en favorisant les efforts du fils de Carrare pour recouvrer les États de son père. Ce jeune homme, après avoir erré pendant longtemps sans pouvoir trouver un asile, était parvenu à intéresser en sa faveur non-seulement Venise, mais encore l'électeur de Bavière et les républiques de Florence et de Bologne. Avec les secours qu'il en obtint, il surprit Padoue pendant la nuit, en chassa la garnison milanaise, et reprit possession du domaine paternel. Il se rendit ensuite à Venise pour témoigner sa reconnaissance à la Seigneurie, et cimenta ses protestations de dévouement par une alliance offensive et défensive.

Vers cette époque, l'empire d'Orient, envahi de toutes parts par les musulmans, touchait au terme de son existence; il ne fallait plus qu'un souffle pour renverser à jamais le trône de Constantin. A la veille de s'en voir honteusement précipiter, l'em-

pereur Manuel Paléologue sollicita les secours des princes chrétiens de l'Occident. Le pape Boniface fit publier une croisade à laquelle prirent part la France, la Hongrie, le grand maître de Rhodes, plusieurs princes d'Italie, et surtout Venise, spépécialement intéressée à empêcher les progrès des Ottomans, à cause des acquisitions importantes qu'elle avait récemment faites sur les côtes de l'ancienne Grèce. Dix mille Français, sous les ordres du jeune duc de Nevers, fils du duc de Bourgogne, allèrent se joindre à l'armée hongroise, forte de cent dix mille hommes, tandis qu'une flotte composée de vaisseaux français et vénitiens vint prendre position à l'embouchure du Danube dans la mer Noire, pour être à portée de seconder les opérations de l'armée de terre. Le fameux Bajazet, quatrième sultan des Turcs, qui, dans l'orgueil sauvage que lui inspiraient ses précédentes victoires sur les chrétiens, proclamait qu'il irait bientôt faire manger l'avoine à son cheval sur l'autel de Saint-Pierre, s'avança contre les croisés, et les rencontra près de Nicopolis, sur les frontières de la Valachie (1396).

Ayant examiné leur contenance, il reconnut qu'il avait affaire à des hommes pleins d'audace et de présomption; il les attira dans une embuscade, leur laissa d'abord remporter un faible avantage, puis, tombant sur eux avec une impétuosité digne de son surnom (1), il en fit un horrible carnage. Tous les seigneurs français, à l'exception du duc de

(1) Bajazet était surnommé *Ildérim*, qui signifie *l'Éclair*.

Nevers et du maréchal de Boucicault, tombèrent sous le cimeterre des musulmans. Sigismond, roi de Hongrie, et le grand maître de Rhodes se jetèrent dans une barque qui descendit le Danube, et les transporta à Constantinople. La flotte combinée, instruite par eux de l'issue de cette funeste journée, se hâta de quitter une station où elle ne pouvait être désormais d'aucune utilité, et revint dans la mer d'Italie.

L'empereur grec, pour se délivrer de l'oppression où il se voyait réduit par les armes victorieuses de Bajazet, eut recours à Timour ou Tamerlan, empereur des Tartares-Mongols. Ce barbare, qui après la bataille avait l'horrible habitude d'élever une pyramide avec les têtes de ses ennemis vaincus, saisit avidement l'occasion d'étendre ses conquêtes. Il s'avança contre Bajazet, et lui livra bataille dans les plaines d'Angora (l'ancienne Ancyre), là même où les armées de Pompée et de Mithridate s'étaient rencontrées quinze siècles auparavant. Bajazet ne put tenir contre les troupes innombrables de son adversaire; il fut vaincu et fait prisonnier. Constantinople alors fut, pour quelque temps, délivrée de la crainte des Turcs.

Depuis la guerre de Chiozza, Venise et Gênes avaient eu le temps de réparer leurs pertes. Cet état prospère présageait une nouvelle collision entre les deux rivales. La cause de la rupture fut l'attaque dirigée par le maréchal de Boucicault, commandant d'une escadre génoise, contre le port de Béryte, sur la côte de Syrie, où les Vénitiens avaient un comp-

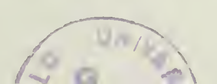
toir considérable. Pour comprendre la présence d'un général français à la tête des forces de la république de Gênes, il faut savoir que ce pays n'existait plus comme puissance indépendante ; il s'était depuis peu donné au roi de France. Le maréchal, dans son ardeur plutôt chevaleresque qu'éclairée, ne distinguait pas les Vénitiens établis en Syrie des infidèles qu'il avait mission de combattre. Charles Zeno, commandant de la flotte vénitienne, demanda vainement réparation de l'insulte de Béryte. Il fallut l'obtenir par la force. Les deux escadres se rencontrèrent sur les côtes de la Morée, près de la rade de Sapienza. Zeno se souvint de l'échec essuyé dans ces parages par les armes de sa patrie, cinquante ans auparavant, et résolut de le venger. Après un combat opiniâtre, les Vénitiens furent vainqueurs. Les Génois, redoutant les suites de plus longues hostilités, se hâtèrent de demander la paix. Ils l'obtinrent en payant une indemnité aux Vénitiens qui avaient été ruinés dans le pillage de Béryte (1403).

Le doge Antoine Renier mourut vers la fin du XIVe siècle, laissant une réputation d'homme intègre. La condamnation qu'il prononça contre son propre fils pour avoir outragé la femme d'un patricien, témoigne de son austérité et de son respect pour la justice. Sous son règne on augmenta le nombre des règlements qui tendaient à restreindre les prérogatives du doge ; quelques Juifs obtinrent l'autorisation de résider à Venise et d'y établir une banque pour prêter à intérêt. Michel Steno fut choisi pour succéder à Antoine Renier.

Jean Galéas Visconti, duc de Milan, qui aspirait à la gloire de régner sur toute l'Italie, mourut de la peste, le 3 septembre 1403, laissant deux fils en bas âge. Cette mort rendit le courage à Florence et à François Carrare, qui avait résisté avec la valeur la plus héroïque aux envahissements du seigneur de Milan. Lorsqu'il ne s'agit plus que d'attaquer la famille du tyran, Carrare et les Florentins rencontrèrent partout des auxiliaires. Le marquis d'Este, seigneur de Vérone, dépouillé de ses États quelques années auparavant, et le pape leur offrirent leur alliance. Les Vénitiens, qui ne pensaient qu'à se défaire de François Carrare depuis qu'ils ne redoutaient plus Galéas, se déclarèrent pour les Milanais : ils mirent en campagne une armée de trente mille mercenaires, commandée par Charles Malatesta, et ayant Zeno pour provéditeur.

Vérone, défendue par un des fils de Carrare, fut investie, attaquée et prise par le célèbre Jacques del Verme. Padoue fut assiégée par une armée combinée milanaise et vénitienne. Les paysans du Padouan, avec leurs récoltes, leurs meubles, leurs bestiaux et leurs enfants, s'étaient réfugiés dans la place, qui avait été bientôt ravagée par une maladie contagieuse; Jacques del Verme somma François Carrare de se rendre. Il allait accepter des conditions honorables, lorsqu'il reçut un avis qui lui annonçait de prochains secours de la part des Florentins. Sa confiance dans cette promesse fut la cause de sa perte. Les négociations entamées furent rompues, et les assiégeants résolurent de ne pas lui

laisser le temps d'être secouru. Le 2 novembre 1405, les Vénitiens donnèrent un assaut général, qui fut vaillamment repoussé. Quinze jours après, des traitres leur ouvrirent une porte et leur livrèrent la première enceinte. Il restait un second rempart à défendre. François Carrare y appela ses gardes les plus dévoués; mais la fortune ne seconda pas les efforts généreux d'un prince qui défendait pied à pied sa capitale, au milieu des horreurs de la peste et de la famine. Abandonné de tous, Carrare fut contraint de demander un armistice et un sauf-conduit pour se rendre au camp des provéditeurs de la république et négocier. Se confiant au noble caractère de Galéas de Mantoue, qui commandait le siége, il stipula seulement, en lui remettant la ville, que, dans le cas où les négociations ne réussiraient pas, on la lui rendrait dans l'état où il la laissait. Galéas le lui promit sur sa parole de général; mais, peu de temps après, sous un prétexte frivole, des émissaires gagés entrèrent à Padoue en criant : « Vive Saint-Marc! Mort aux Carrare! » Des hommes de la classe la plus infime applaudirent à ce cri, et introduisirent les troupes vénitiennes, malgré Galéas de Mantoue. En vain Carrare insista pour rentrer dans sa citadelle; il n'était plus temps. Galéas offrit alors de l'accompagner à Venise pour témoigner de sa promesse; mais on ne l'écouta pas quand il parla de son engagement; on se contenta de lui prodiguer des honneurs et d'inscrire son nom sur le livre d'or. Le lendemain de leur arrivée, Carrare et son fils aîné, amenés en présence de la Sei-



gneurie, se jetèrent à genoux pour implorer la clémence de la république. Dans cette posture, le doge les apostropha en termes amers, et reprocha au père son ingratitude. Carrare garda le silence. On le conduisit avec son fils dans la prison où Jacques Carrare, son second fils, était renfermé depuis la prise de Vérone. Peu de temps après, on nomma une commission de cinq membres pour instruire ce qu'on appelait le procès de la maison de Carrare. Plusieurs avis partagèrent les commissaires. Pour mettre fin aux discussions, le conseil des Dix évoqua l'affaire. Dès ce moment on ne trouve plus de traces de procédure. Le 16 janvier 1406, on répandit dans la ville que les trois princes venaient de mourir de mort subite; mais l'opinion publique ne pouvait longtemps prendre le change sur cet accident peu vraisemblable. On connaissait la manière de procéder du plus vindicatif des gouvernements. On eut bientôt la certitude que les malheureux prisonniers avaient été étranglés dans leurs cachots. A la suite de cette triple exécution, les Vénitiens prirent possession de Bellune, de Feltre, de Vicence, de Vérone, de Padoue et de Rovigo, c'est-à-dire de tout le pays renfermé entre la Piave, les montagnes, le lac de Garde, le Pô et les lagunes.

Cette atroce procédure fut suivie d'un procès non moins injuste. Charles Zeno avait prêté quatre cents ducats à François Carrare dans le temps que ce prince était fugitif. Le reçu du remboursement de cette somme trouvé dans ses papiers servit de pré-

texte à une accusation odieuse contre le plus honnête homme de son siècle. Malgré ses dénégations, qui devaient faire cesser tous les doutes; malgré sa gloire et les services par lui rendus à sa patrie, il fut condamné à deux ans de prison et dépouillé de toutes ses charges, en vertu de la loi qui défendait à tout Vénitien de recevoir d'un prince étranger ni gratification, ni pension, ni salaire.

A peu près vers cette époque, un événement imprévu répandit la joie parmi le peuple de Venise. Le pape Innocent VII étant mort, un cardinal vénitien, Ange Carrario, fut élevé au pontificat, et prit le nom de Grégoire XII (1406). Cette illustration, nouvelle pour la république, fut accueillie par les applaudissements de tous les citoyens. Mais le trône de Saint-Pierre était alors entouré de dangers et de tribulations : c'était le temps où un schisme déplorable partageait la chrétienté entre plusieurs papes incertains. Grégoire XII fut obligé de déposer la tiare trois ans après l'avoir reçue.

La guerre que les Vénitiens venaient de soutenir sur le continent ne leur avait pas fait négliger leurs intérêts dans le Levant. Ils avaient augmenté leurs établissements sur la presqu'île de l'ancienne Grèce en acquérant Lépante et Patras des légitimes possesseurs de ces villes, qui ne pouvaient plus les défendre contre les infidèles. On les vit alors, dominés par la crainte que leur inspirait le voisinage des Turcs, ne pas faire difficulté de conclure un traité avec l'empereur Soliman. Ce prince, moyennant un tribut annuel de 1,600 ducats, s'engagea à les lais-

ser jouir en paix de tous les pays qui leur étaient soumis (1412).

L'acquisition de Guastalla, Brescello et Casal-Maggiore sur le Pô, des complots à Padoue et à Vérone pour y établir l'autorité des maisons de Carrare et de Scala, le pillage de l'établissement vénitien à Tana, au fond de la mer Noire; enfin une guerre entreprise contre le roi de Hongrie et terminée à l'avantage de la république, signalèrent les dernières années du règne de Michel Steno. Ce prince mourut pendant que la peste, dont le retour devait être nécessairement fréquent chez un peuple en communication continuelle avec l'Orient, moissonnait de nouveau la population vénitienne. Il fut remplacé par Thomas Mocenigo, alors ambassadeur près le roi de Hongrie (1414).

Arrêtons un moment nos regards sur la carrière qu'avait parcourue Venise depuis l'époque où elle avait été réduite à disputer les passes de ses ports aux vaisseaux de Doria, c'est-à-dire depuis environ quarante ans. Sans rivaux sur les mers, parce que la marine de Gênes ne pouvait plus soutenir la concurrence, elle avait acquis ou recouvré de nombreuses colonies, et ses usurpations lui avaient assuré la possession de plusieurs provinces de l'Italie. Maîtresse de Zara, qui était rentrée pour la huitième fois sous son obéissance; de Corfou, qui avait secoué le joug des rois de Sicile pour se donner à elle, elle eut un moment la faculté de joindre à tant de possessions la ville d'Ancône, qui voulait se soustraire à la domination de l'Église; mais le conseil

des Dix, respectant l'autorité papale, refusa d'accéder à la demande des Ancônitains. Les armes de la république éprouvèrent cependant quelques échecs dans le Levant. Le soudan de Babylone ruina leurs comptoirs à Damas; les Turcs ravagèrent l'île de Négrepont, le sultan Mahomet menaça Candie. Pierre Loredan fut envoyé dans l'Archipel avec une flotte qui portait des troupes de débarquement. Les Turcs commencèrent eux-mêmes les hostilités. Après une longue et sanglante bataille navale, les Vénitiens furent vainqueurs; mais Loredan souilla son triomphe par un système de vengeance digne des nations les plus barbares : il fit passer au fil de l'épée tous les chrétiens qu'il trouva à bord des vaisseaux turcs : c'étaient des Génois, des Catalans, des Siciliens et des Provençaux. Quant aux Candiotes, comme ils étaient sujets de la république, ils furent écartelés, et l'on suspendit leurs membres à la poupe des galères.

Après avoir forcé les Turcs à faire la paix, et obtenu du prince de Morée, toujours effrayé de l'accroissement de la puissance ottomane, la cession de l'importante ville de Corinthe, Venise tourna ses armes contre le roi de Hongrie, auquel s'était allié le patriarche d'Aquilée : il s'agissait, comme toujours de la restitution des places de la Dalmatie, vivement sollicitée par la république, et opiniâtrément refusée par Sigismond. Deux campagnes heureuses pour les armes vénitiennes, et signalées de part et d'autre par d'affreux ravages et d'horribles représailles, assurèrent à la république la posses-

sion du Frioul, du Feltre, de Bellune et de Cataro. L'acquisition de cette dernière forteresse rendait Venise souveraine absolue de l'Adriatique, puisqu'elle en possédait tous les rivages, depuis les bouches du Pô jusqu'à Corfou. En paix alors sur terre et sur mer, elle voulut se coutempler dans sa grandeur; elle ordonna un dénombrement de sa population : il en résulta qu'elle possédait 190,000 citoyens, et mille nobles possédant depuis 1,000 jusqu'à 70,000 ducats de revenu. Trois mille vaisseaux de commerce, de cent et de deux cents tonneaux, et trois cents gros bâtiments, occupaient 25,000 matelots; quarante-cinq galères étaient montées par 11,000 hommes de débarquement. Son atelier monétaire frappait annuellement en ducats d'or, en pièces d'argent et en sous, la représentation de dix-huit millions de notre monnaie.

L'année 1418 vit s'éteindre une des illustrations les plus pures de la république. Charles Zeno, malgré les quarante blessures dont son corps était couvert, avait atteint sa quatre-vingt-quatrième année; il venait même de faire un pèlerinage en terre sainte, digne complément de sa longue et glorieuse carrière, lorsqu'il fut atteint d'une maladie cruelle qui le conduisit au tombeau. Les plus grands honneurs funèbres lui furent rendus. Le doge et le sénat en corps accompagnèrent sa dépouille mortelle, portée à sa dernière demeure par les marins qui avaient servi sous ses ordres. Léonard Justiniani prononça son oraison funèbre en grec et en latin.

CHAPITRE VI

Guerre contre le duc de Milan. — François Carmagnola. — François Sforza. — Puissance de Venise sur le continent. — Prise de Constantinople par Mahomet II. — Les deux Foscari. — Établissement des trois inquisiteurs d'État. — (1418-1457).

Rassurée contre l'inimitié du roi de Hongrie, qu'elle venait de forcer à faire la paix en lui enlevant une partie de ses États, Venise fixa son attention sur les progrès du duc de Milan, et résolut d'y mettre obstacle. Philippe-Marie Visconti était devenu si puissant, que les Florentins, en guerre depuis longtemps avec lui, tremblèrent pour leur indépendance, et proposèrent aux Vénitiens de s'allier à eux contre un ennemi aussi redoutable. Cette proposition, combattue par le doge Mocenigo, fut vivement soutenue dans le grand conseil par François Foscari, l'un des *savi* (juges) et procurateurs, dont l'éloquence ne parvint cependant pas à la faire adopter. Les Florentins, réduits à combattre

5*

seuls leur agresseur, essuyèrent une défaite. Ils renouvelèrent alors leur demande. Mocenigo se montra inflexible; mais ce grave personnage mourut peu de temps après, laissant le champ libre aux partisans de la guerre. Dès qu'il eut fermé les yeux, une foule de concurrents, en tête desquels se remarquaient François Foscari et Loredan, le vainqueur des Turcs, se disputèrent son héritage. Foscari l'emporta dans le conclave des électeurs. Son élection au trône ranima les espérances des Florentins; mais malgré l'appui que leur prêtait le nouveau doge, ils virent encore leurs sollicitations rejetées, parce que la Seigneurie hésitait à rompre la convention qui la liait au duc de Milan. Ce ne fut qu'en 1426 qu'ils obtinrent le traité qu'ils demandaient. Le terrible fléau de la peste, contre lequel les Vénitiens eurent encore à se débattre, et la brouillerie survenue avec l'empereur des Turcs au sujet du port de Salonique, empêchèrent la république de commencer immédiatement la guerre : il fallut, pour la décider à une rupture ouverte, l'arrivée dans sa capitale d'un de ces hommes extraordinaires que la fortune se plaît à tirer des dernières classes de la société pour les conduire au faîte des grandeurs : nous voulons parler du célèbre Carmagnola, qui, d'abord soldat dans les troupes milanaises, était parvenu par sa bravoure au grade de général, et avait obtenu en récompense de ses services la main de la fille de Visconti. Sa haute faveur et son mérite excitèrent la jalousie des courtisans. Devenu suspect à son beau-père, il fut banni, et vint demander un

asile à Venise. Ce héros outragé, admis dans le conseil des Dix, y parla avec tant d'entraînement de l'ambition et des vices de l'homme qui s'était montré si ingrat envers lui, que les scrupules de la Seigneurie disparurent : une armée de mercenaires fut levée et placée sous le commandement de l'illustre proscrit.

Venise et Florence ne furent pas seules à se liguer contre un prince qu'on accusait d'aspirer à la souveraineté de l'Italie entière. Le roi d'Aragon, le duc de Savoie, les seigneurs de Ferrare et de Mantoue, la ville de Sienne et les familles génoises qui n'avaient pas voulu subir le joug qu'il venait d'imposer à leur patrie accédèrent à cette alliance, Le duc de Milan, ainsi menacé par tous ses voisins, confia la défense de ses États à quatre de ses fameux *condottieri* (chefs de bandits disciplinés) qui louaient leurs services aux princes italiens : c'était Ange de la Pergola, Nicolas Piccinino, Guido Torello et François Sforza, fils d'un paysan de Cotignola, dont le nom était destiné à une si grande célébrité (1). Les armées confédérées, qui devaient attaquer ces généraux, se réunirent en Romagne et sur la frontière orientale de la Lombardie. De part et d'autre on se procura une grande quantité de

(1) Ces bandes ou compagnies se composaient principalement de cavaliers couverts de fer. La plupart de ces cavaliers étaient des Allemands qui trouvaient leur compte à servir en Italie, où la multitude des principautés et des factions leur assurait constamment de l'emploi, et où la fertilité du sol leur promettait de grandes richesses.

canons, dont l'usage était encore peu perfectionné, et qui firent renoncer à l'emploi du *carroccio*, grand char vénéré autour duquel la plupart des peuples italiens avaient l'habitude de combattre. Après plusieurs batailles, après la prise de la ville de Brescia par les Vénitiens, les avantages remportés sur Visconti furent tels, qu'il proposa la paix. On la lui accorda; mais il ne tarda pas à la rompre, et reprit les armes en 1427. Ses troupes reçurent un échec désastreux près du village de Macalo, dans le Crémonais. Carmagnola fut vainqueur et fit un grand nombre de prisonniers. A côté des scènes barbares qui caractérisaient le moyen âge, il est consolant d'avoir à placer ici un trait qui fait honneur à l'humanité. Le vainqueur de Macalo rendit la liberté à tous les soldats ennemis qu'il venait de faire prisonniers, et dont la plupart avaient précédemment servi sous ses ordres. Les commissaires vénitiens, qui suivaient l'armée pour surveiller la conduite d'un chef étranger, regardèrent cette mesure comme imprudente et en firent reproche au général; mais le conseil des Dix n'en témoigna aucun ressentiment; il redoubla même de prévenance à l'égard de Carmagnola, dont il commençait à se défier. Un autre événement affligea les Vénitiens et les Florentins : le duc de Milan était parvenu à détacher de la ligue formée contre lui le roi d'Aragon et le duc de Savoie, en abandonnant au premier des places sur la côte de Gênes, et Verceil au second. On fit encore une fois la paix : elle fut signée le 18 avril 1428; les Vénitiens gardèrent les provinces de Brescia et de



Bergame. Carmagnola obtint la restitution de tous ses biens. Lorsqu'il revint à Venise, le doge, la Seigneurie et un nombreux cortége de patriciens allèrent au devant de lui et le conduisirent au palais qui lui était destiné. Il alla ensuite en grande pompe déposer dans l'église Saint-Marc l'étendard que la république lui avait confié.

Visconti avait trop à cœur l'humiliation de ses armes et la perte d'une partie de ses États pour ne pas chercher à se venger. Trois ans étaient à peine écoulés depuis la paix, qu'il fut convaincu de fournir secrètement des secours aux Lucquois, alors en guerre avec les Florentins. Cette conduite fut regardée comme une violation de la neutralité qu'il avait promis d'observer. Les mêmes puissances, à l'exception du duc de Savoie, se liguèrent de nouveau contre lui, et les hostilités recommencèrent. Carmagnola fut encore chargé de la direction de cette guerre; mais ce général, plus imprudent que jamais, ne soignait même plus sa réputation militaire. Après avoir essuyé une déroute qui lui coûta plus de deux mille de ses gendarmes, en donnant dans une embuscade que lui avaient dressée les généraux de Visconti, il causa par son inaction la perte de presque toute la flotte vénitienne, qui avait remonté le Pô, et qui fut écrasée près de Pavie par l'escadre milanaise. Il fut dès lors démontré que, s'il ne trahissait pas, il était au moins frappé d'incapacité. Le conseil des Dix, qui ne se contentait pas de renvoyer les généraux de la république lorsqu'ils n'avaient plus sa confiance, chargea Loredan de tenir la flotte

ennemie en échec, et rappela Carmagnola à Venise, sous prétexte de conférer avec lui sur le plan de la campagne prochaine. Arrivé aux portes de la ville, il trouva un cortége de nobles qui l'accompagna jusqu'au palais ducal. Dès qu'il y fut entré, on ferma les portes, et l'on fit dire à ceux qui l'avaient suivi qu'ils pouvaient se retirer parce que sa conférence avec le doge serait longue. Mais l'infortuné général ne fut pas même admis devant Foscari, qui prétexta une indisposition pour ne pas le recevoir. Carmagnola se disposait alors à retourner chez lui. Comme il traversait la cour du palais, des sbires guidés par un patricien se jetèrent sur lui, et le poussèrent dans un couloir qui conduisait à un cachot. Le 11 avril 1432, amené devant les commissaires du conseil des Dix, dans la chambre des tortures, et appliqué à la question, il ne voulut rien avouer. Vingt-cinq jours après, il fut conduit entre les deux colonnes de la place Saint-Marc, avec un bâillon dans la bouche : un échafaud l'y attendait; sa tête, ombragée par le drapeau de Saint-Marc, qu'il avait si glorieusement défendu, tomba sous trois coups de hache.

La nouvelle de ce châtiment inutile fut une victoire pour le duc de Milan; cependant il ne sut point tirer parti des succès obtenus par ses armes; au lieu de les poursuivre, il accepta des propositions de paix. Venise trouva le moyen d'agrandir son territoire, même après des revers : par le traité qui fut signé au mois d'avril 1433, elle acquit sur la rive gauche de l'Adda quelques districts qui reculaient ses limites jusqu'à trois à quatre myriamètres de Milan : elle

devenait insensiblement puissance prépondérante sur le continent. A la suite de ce traité, François Foscari, qui avait été le plus ardent promoteur de la guerre, voyant que ces expéditions annuelles trouvaient beaucoup d'adversaires à Venise, voulut se décharger de la responsabilité des événements : il offrit de se démettre de sa dignité. Cette abdication ne fut point acceptée.

La paix, ou plutôt la suspension d'armes, conclue à Ferrare, dura jusqu'en 1437. Pendant ce temps, Visconti, n'osant pas attaquer ouvertement les Vénitiens, s'attacha à leur susciter des embarras : d'abord il poussa le patriarche d'Aquilée à réclamer la restitution de ses États du Frioul, dont il avait été dépossédé par la république. Cette réclamation n'ayant été suivie d'aucun effet, il fit reparaître en Italie le fils de François Carrare II, réfugié en Allemagne depuis trente ans, auquel il fit entrevoir la possibilité de ressaisir la principauté de Padoue. Ce malheureux ne revit sa terre natale que pour être arrêté et conduit à Venise, où le conseil des Dix se hâta de faire disparaître ce dernier rejeton d'une race ennemie.

Ces actes de déloyauté soulevèrent l'indignation des Vénitiens, qui résolurent de s'en venger par les armes. Ils déclarèrent pour la quatrième fois la guerre à Visconti. Leurs troupes, commandées par François de Gonzague, seigneur de Mantoue, général sans capacité et sans fidélité, furent d'abord battues sur la rive droite de l'Adda par Piccinino, homme de guerre de la plus haute réputation. La

trahison du marquis de Mantoue, la marche hardie de Gatta-Meluta autour du lac de Garde, pour dérober son armée à une perte inévitable, et le siége de la place de Brescia, dont les défenseurs s'immortalisèrent par leur belle résistance, furent les principaux événements de la campagne de 1438. Venise avait perdu les provinces de Vicence, de Vérone, de Brescia et de Bergame. Dans cette situation, elle porta ses regards sur François Sforza, fils naturel de l'aventurier illustre dont le nom est déjà connu, et qui, après avoir commandé avec éclat les armées milanaises, avait abandonné le service du duc parce qu'il n'avait pas tenu les brillantes promesses qu'il lui avait faites, celle entre autres de la main de sa fille et de cent mille ducats. L'ambition, le désir de la gloire et les offres les plus magnifiques déterminèrent Sforza à se charger du commandement de l'armée de la république; le pape, Florence et Gênes, qui venait de secouer le joug de Visconti, se réunirent à Venise contre l'ennemi commun.

Sforza commença à inquiéter Piccinino; ensuite il l'attaqua, ravitailla Brescia, et remporta une victoire éclatante près du château de Ten, qui défendait l'entrée d'un défilé sur le bord du lac de Garde. Piccinino, séparé des siens, courait le risque d'être fait prisonnier, lorsqu'il conçut l'audacieux projet de traverser tout le champ de bataille et les postes même des vainqueurs. Par son ordre, un robuste valet allemand le mit dans un sac, le chargea sur ses épaules et le transporta, pendant la nuit qui suivit le combat, sur les bords du lac, où un bateau

le reçut et le conduisit à Peschiera. Le lendemain, à la tête de quelques troupes réunies à la hâte, il escaladait les remparts de Vérone et surprenait cette place, tandis que Sforza le croyait encore errant dans la montagne, et qu'à Venise le bruit des cloches et du canon annonçait pompeusement sa défaite.

Mais Piccinino avait affaire à un rival non moins audacieux que lui. A peine Sforza fut-il instruit de la prise de Vérone, qu'il partit sans se donner le temps de prendre des vivres, franchit en trois jours de marche les montagnes couvertes de neige, et arriva sous les murs de Vérone. Cette apparition subite effraya à leur tour les Milanais, qui évacuèrent la place après une faible résistance. Au printemps de 1440, Visconti, espérant éloigner Sforza du théâtre actuel de la guerre, ordonna à Piccinino d'opérer une invasion en Toscane; mais Sforza, qui de prime abord calcula toute la portée d'une pareille faute, se garda bien de l'y suivre. Pendant que son adversaire ravageait la Toscane, il passa l'Oglio, battit l'armée milanaise commandée par le marquis de Mantoue, s'empara de Peschiera, s'assura de la possession du lac de Garde et délivra Brescia; enfin il était sur le point de franchir l'Adda, dernière barrière du Milanais, lorsque Piccinino, rappelé par Philippe-Marie, reparut en deçà des Apennins. L'armée qu'il ramenait étant trop affaiblie pour se mesurer avec les Vénitiens, le duc de Milan ne vit plus de salut que dans la négociation; il proposa à Sforza, dont il tentait de se rapprocher, de se rendre mé-

diateur de la paix. Sforza reçut ses ouvertures, et se rendit à Venise pour en faire part au sénat ; mais il n'en obtint qu'un ordre de retourner à son armée.

Pendant son absence, Piccinino avait recruté ses troupes ; quand Sforza reparut à la tête des siens, il trouva son adversaire maître du Crémonais et du Mantouan. Ne prenant conseil que de son courage, il courut aussitôt à sa rencontre, et l'attaqua avec impétuosité. Cette fois la fortune lui fut défavorable ; la position dans laquelle Piccinino se trouvait retranché était si avantageuse, qu'il ne put l'y forcer ; il franchit alors l'Oglio, et vint mettre le siége devant la forte place de Martinengo. A peine était-il établi dans son camp, qu'il se vit enveloppé par l'armée de Piccinino. Il allait succomber et devenir son prisonnier, lorsque Philippe-Marie, par une bizarrerie incompréhensible, lui envoya secrètement un émissaire pour lui déclarer qu'il pardonnait tout, qu'il lui accordait la main de sa fille, avec la ville de Crémone pour dot, et qu'il le laissait le maître de terminer la guerre aux conditions qu'il jugerait les plus justes. Sforza n'avait point de pouvoir pour traiter ; mais il prit sur lui d'entamer des conférences et de régler des préliminaires, qui eurent l'approbation du sénat vénitien. La paix, signée à Cavriano, rendit pour un moment le calme à l'Italie, et Sforza devint le gendre de Philippe-Marie (1441).

C'était toujours au détriment de son commerce au delà des mers que la république augmentait ses acquisitions sur le continent. Pendant qu'elle usur-

pait Ravenne sur le jeune seigneur de cette principauté parce qu'il avait favorisé le duc de Milan dans la dernière guerre, des pirates infestaient l'Adriatique ; l'absence de flottes considérables sur la côte d'Égypte avait enhardi le soudan à chasser les Vénitiens établis dans les ports d'Alexandrie, de Béryte, de Damas, et à confisquer tout ce qu'ils possédaient en Syrie. Toutes ses ressources étant absorbées par la guerre continentale, Venise était hors d'état de venger l'injure de ses sujets ; elle ne put même fournir que dix galères à la flotte chrétienne chargée de seconder les opérations d'une croisade entreprise en faveur de l'Église grecque, qui s'était réunie à l'Église latine. La sanglante bataille gagnée par le sultan Amurat ouvrit aux infidèles la route de Constantinople, dont la chute était désormais inévitable (1444).

Après plusieurs alternatives d'union et de ruptures entre le duc de Milan et son gendre, pendant lesquelles on vit Sforza tour à tour l'ennemi déclaré ou l'allié de son beau-père, tantôt vainqueur, tantôt insulté dans sa ville de Crémone, Philippe-Marie, redoutant les Vénitiens en raison du mal qu'il leur avait fait et de celui qu'il voulait leur faire, forma avec le pape et Alphonse V d'Aragon, roi de Naples, une nouvelle ligue dans laquelle il chercha même à entraîner le roi de France, Charles VII (1446). Sforza accepta le commandement des troupes chargées de sauver les États de son beau-père. Mais la mort de ce dernier changea la face des événements.

Philippe-Marie était le dernier prince non pas du

nom, mais de la branche des Visconti, qui régnaient sur le Milanais depuis cent cinquante-deux ans. A peine eut-il rendu le dernier soupir, qu'une foule de prétendants se disputèrent sa succession. Outre ceux qui étaient désignés dans ses quatre testaments, c'est-à-dire Antoine et Jacques Visconti, ses parents; Blanche, sa fille, femme de François Sforza, et Alphonse d'Aragon, il y avait encore l'empereur Frédéric, qui réclamait le Milanais comme fief de l'Empire; le roi de France, qui soutenait les prétentions de Valentine Visconti, épouse de l'infortuné duc d'Orléans; enfin l'ambitieuse république de Venise, qui mettait en avant le droit de conquête. Mais la ville de Milan conçut la résolution de repousser toutes ces prétentions rivales; elle arbora l'étendard de l'indépendance et se proclama souveraine de toutes les autres villes de la Lombardie. Le souverain de Crémone, Sforza, résolut de comprimer cette tentative d'émancipation, et se fit l'allié des Milanais en attendant qu'il pût devenir leur maître. Pendant près de deux ans que dura cette alliance, il déploya contre les Vénitiens les plus grands talents militaires : il détruisit leur flotte à Casal-Maggiore, et gagna la célèbre bataille de Caravaggio, qui les força à faire leur paix particulière avec lui. Le traité signé entre les deux parties révéla clairement les intentions de Sforza : il avait pour base le partage des États de la nouvelle république de Milan, et Venise s'engageait à aider Sforza de ses troupes et de ses subsides dans la conquête des provinces qui lui étaient dévolues.

Les Milanais, irrités de la défection de leur allié et déterminés à se sauver eux-mêmes, essayèrent à leur tour de rompre la ligue formée contre eux; ils y parvinrent en s'adressant secrètement par leurs ambassadeurs aux Vénitiens, qui, le danger passé, en étaient à regretter les concessions qu'ils avaient faites à Sforza. Ils commencèrent par lui signifier avec hauteur de réduire ses prétentions sur le territoire auquel il aspirait. L'âme élevée de Sforza s'indigna d'un pareil langage, et on fut obligé de recourir aux armes (1449).

Sforza commença aussitôt le blocus de Milan, et consacra toute son habileté à empêcher les Vénitiens d'en approcher. Au bout de deux mois la ville, réduite aux abois, lui ouvrit ses portes comme au gendre et au successeur du dernier duc. Le 20 mars 1450 il fit son entrée solennelle, accompagné de Blanche Visconti, sa femme, et de ses enfants, et montant son cheval de bataille. Il alla faire sa prière dans la cathédrale, prit sur l'autel la couronne du duc, le sceptre et l'épée, reçut le serment de fidélité de la noblesse et de la commune, et vit bientôt sa cour peuplée d'ambassadeurs.

Cette révolution ne termina pas la guerre. La Seigneurie s'occupa, au contraire, de reformer une ligue contre le nouveau duc de Milan; elle y entraîna le roi de Naples, le duc de Savoie et le marquis de Montferrat. La conduite de la guerre fut confiée à Gentile Leonissa, qui avait fait preuve de talents dans les campagnes précédentes. Sforza, pendant près d'une année, chercha par des ma-

nœuvres habiles à forcer l'ennemi d'accepter le combat ; il ne put y réussir : il conçut alors l'idée d'adresser un défi public à Leonissa (1452). Un trompette de l'armée milanaise vint présenter aux Vénitiens un gant ensanglanté avec une lettre qui proposait un combat général entre les deux armées, dans la plaine de Monte-Chiaro, afin que la victoire prononçât sur le différend. Les Vénitiens acceptèrent la proposition. Au jour marqué, Leonissa conduisit son armée sur les hauteurs de Monte-Chiaro ; Sforza avait déjà rangé la sienne en bataille ; mais, soit circonspection, soit obéissance à un ordre du conseil des Dix, l'armée de Venise ne fit aucun mouvement.

La guerre continua pendant les années 1453 et 1454 avec des succès variés. Le duc de Milan, qui avait obtenu l'alliance du roi de France par l'entremise de Côme de Médicis, duc de Florence, s'empara de la place de Ponte-Vico, que ses auxiliaires livrèrent au pillage. Les deux parties, fatiguées de la guerre, entamèrent enfin des négociations, et la paix fut signée à Lodi le 5 avril 1454. Par ce traité, Venise reconnaissait Sforza comme duc de Milan, et lui abandonnait toutes les places dont il s'était emparé entre l'Adda et l'Oglio ; de son côté, Sforza rendait à la république tout ce qu'il avait conquis dans les provinces de Brescia et de Bergame.

Sforza, affermi sur le trône de Milan, conçut la haute et heureuse pensée de répandre sur la belle Italie, après un siècle de combats, les douceurs de

la paix. Dans ce but, il proposa à Côme de Médicis, qui était capable d'apprécier le bienfait d'une résolution aussi généreuse, de former une confédération entre tous les États de cette contrée. Médicis embrassa ce projet avec ardeur. Venise, inquiète sur le sort de ses possessions dans le Levant, accéda à des vues qui servaient ses intérêts. Le roi de Naples, les ducs de Savoie et de Modène, en un mot, tous les petits princes de l'Italie donnèrent leur consentement ; et le pape, par sa bénédiction, mit le sceau à cette pacification générale.

La nouvelle d'un événement désastreux pour la chrétienté vint encore enlever tout prétexte à ceux qui auraient eu l'intention de continuer la guerre. Constantinople avait été prise d'assaut par Mahomet II, le 23 mai 1453, malgré les prodiges de valeur du Génois Jean Giustiniani, qui avait sous ses ordres deux mille étrangers enrégimentés, seul secours que le monde chrétien eût fourni à l'ancienne capitale de l'Orient. L'empereur Constantin XII, surnommé Dracosès, après une défense désespérée, avait été égorgé avec quarante mille de ses sujets. Un grand nombre de marchands chrétiens, et surtout vénitiens, qui résidaient à Péra, avaient perdu tous leurs biens par le pillage, et se trouvaient réduits en captivité. Après une telle catastrophe, nulle prévision ne pouvait calculer où s'arrêteraient les progrès des mahométans, et l'Europe entière semblait menacée de la domination du Croissant. La Seigneurie, consternée de ce désastre, ne vit de ressource que dans une prompte soumis-

sion au vainqueur. Après avoir payé la rançon de ses sujets, elle conclut avec Mahomet un traité qui, moyennant une redevance annuelle de deux cent trente-six mille ducats, lui accorda la liberté de commerce dans tous les ports de l'empire. Les chrétiens orientaux accoururent en foule en Italie. Venise surtout en reçut un si grand nombre, qu'elle compta un moment dans son sein plus d'étrangers que du sujets de la république.

Venise donna à cette époque, contre son premier magistrat, l'exemple d'une persécution cruelle. Pendant trente-quatre ans que François Foscari avait été à la tête de la république, il s'était montré profond, courageux et inébranlable, et avait communiqué aux conseils son propre caractère. Le conseil des Dix seul, redoublant de défiance envers le chef d'État à proportion qu'il le voyait plus fort par ses talents et sa popularité, veillait sans cesse sur lui pour le priver de son crédit et de sa gloire. L'occasion se présenta : un des membres du conseil fut assassiné. On accusa de ce crime Jacques Foscari, fils du doge. Après l'avoir soumis plusieurs fois à la torture pour le forcer à un aveu, on l'exila. Transporté à Candie, le malheureux jeune homme demanda inutilement à l'inflexible conseil la faveur de revoir sa patrie ; il n'en reçut aucune réponse. Il écrivit alors à son père pour obtenir au moins un adoucissement à ses peines ; le doge ne put que l'exhorter à respecter sans se plaindre l'arrêt qui l'avait frappé, et à attendre. Quelque temps après, on découvrit le véritable auteur du crime ; mais il

n'était plus temps, Jacques était mort de douleur sur la terre d'exil. Dès lors François Foscari, accablé d'années et de chagrins, ne recouvra plus la force de son corps ni de son âme : il lui fut impossible de remplir aucune des fonctions de sa dignité. A l'instigation de Jacques Loredano, chef du conseil des Dix et héritier de la haine de sa famille contre les Foscari, un inquisiteur d'État, Jérôme Barbarigo, proposa de soumettre le vieux doge à une nouvelle humiliation : il demanda qu'on le déposât. Le conseil des Dix, qui avait refusé par deux fois l'abdication de Foscari, parce que la constitution ne l'autorisait pas à la recevoir, hésita avant de se mettre en contradiction avec ses propres décrets. Les discussions se prolongèrent pendant huit jours. Les ennemis du doge l'ayant emporté, on osa lui demander d'abdiquer volontairement un emploi qu'il ne pouvait plus exercer. Le noble vieillard répondit avec fermeté qu'il ne cesserait de remplir les fonctions auxquelles sa patrie l'avait appelé que lorsqu'un ordre des conseils l'y contraindrait. Cet ordre ne se fit pas longtemps attendre : le lendemain même, une nouvelle délibération du conseil le délia de son serment ducal et lui ordonna de déposer les ornements de sa dignité. Cette sentence lui fut remise par Jacques Loredano. Il ne répondit qu'un mot : « J'obéirai. » Le 30 octobre 1457, Pascal Malipiero fut élu doge par les quarante-un électeurs définitifs. Foscari n'eut pas du moins l'humiliation de vivre là où il avait régné. En entendant le son des cloches qui annonçaient la nomination de son

successeur, il éprouva un saisissement et expira le jour même (1).

C'est ici le lieu de placer l'origine de l'institution des trois inquisiteurs d'État. Nous emprunterons à la savante histoire de M. Daru quelques notions concernant ce redoutable tribunal, dont tous les actes étaient enveloppés d'un si profond mystère. « Le grand conseil, considérant l'utilité de l'institution permanente du conseil des Dix, et la difficulté de le rassembler dans toutes les circonstances qui exigeaient son intervention, l'autorisa à choisir trois de ses membres pour exercer, sous le titre d'inquisiteurs d'État, la surveillance et la justice qui lui étaient déléguées à lui-même. La juridiction de cette magistrature s'étendait sur tous les individus quelconques, nobles, ecclésiastiques ou sujets, sans en excepter les membres du conseil des Dix. Son pouvoir allait jusqu'à infliger la mort, soit publique, soit secrète, pourvu que les voix des trois membres fussent unanimes. Ils pouvaient disposer des fonds de la caisse des Dix sans avoir à en rendre aucun compte, correspondre avec tous les recteurs, gouverneurs, généraux de terre et de mer, et leur donner des ordres. Enfin ils étaient autorisés à faire eux-mêmes leurs propres règlements, à les renouveler et à les modifier, selon qu'ils le jugeraient convenable. Ces règlements, contenant cent trois articles, étaient écrits de la main de l'un des inquisiteurs, inconnus

(1) Les malheurs de Foscari ont inspiré à lord Byron une de ses plus belles productions dramatiques.

même à leurs secrétaires, et serrés dans une cassette dont l'un des trois membres gardait la clef. Ce tribunal monstrueux, comme on le voit, avait une existence légale : sa durée était permanente, ses membres temporaires, leur pouvoir absolu, leurs formes arbitraires, leurs exécutions secrètes quand ils le jugeaient à propos, et leurs actes ne laissaient aucune trace, pas même celle du sang répandu. On savait que cette terrible magistrature existait sans savoir où elle siégeait, car elle pouvait exercer partout sa juridiction. On lisait des sentences, elles étaient signées d'un secrétaire. On voyait des exécutions, elles avaient été ordonnées par une justice invisible. On se sentait exposé à tout moment, dans les relations de la société, dans les épanchements de l'amitié, dans le tumulte des plaisirs, à se trouver en présence de ces hommes redoutables, qui ne dépouillaient jamais leur caractère de juges. Depuis la dernière tête de l'État jusqu'à celle qui portait la couronne ducale, tout était soumis non-seulement au despotisme de ce tribunal, mais à sa surveillance continuelle et à ses réprimandes, toujours effrayantes. »

A cette époque Venise se distinguait entre toutes les villes de l'Italie par les progrès qu'elle avait faits dans les arts. Plusieurs édifices, dont le lazaret peut être regardé comme le plus utile, attestèrent sa magnificence et son goût pour l'architecture. Le marbre remplaça le bois dans la construction des ponts qui traversaient les divers canaux. Plusieurs belles églises et le palais ducal furent décorés des

peintures d'artistes célèbres, entre autres de celles de Gentile et de Jean Bellini. Mais un art tout à fait nouveau vint ouvrir aux Vénitiens une nouvelle source de gloire et de richesses. L'imprimerie, qui devait avoir tant et de si grandes conséquences, était à peine découverte par l'immortel Gutenberg, lorsque le grand conseil attira à Venise Wendelin de Spire, qui publia ses premières éditions en 1469. Les œuvres des auteurs latins les plus renommés sortirent alors des presses vénitiennes. L'exécution typographique de ces chefs-d'œuvres de l'antiquité était déjà de beaucoup supérieure aux premiers essais des Allemands. Vingt ans plus tard, Alde Manuce, aussi savant qu'habile, commença ses importants travaux, et perfectionna les procédés de son art ; il fut la tige de plusieurs générations d'imprimeurs éclairés, laborieux et désintéressés (1). Avec le secours de l'imprimerie, la bibliothèque de Saint-Marc prit un grand accroissement : elle s'enrichit aussi de manuscrits précieux que lui donna le cardinal grec Bessarion, l'un des plus savants hommes de son siècle.

(1) Si Venise ne peut revendiquer l'honneur d'avoir découvert l'imprimerie, elle a à se glorifier de l'invention du papier, qui précéda d'un siècle environ celle des caractères typographiques.

CHAPITRE VII

Première guerre contre les Turcs. — Acquisition de l'île de Chypre. — Guerre contre Ferdinand d'Aragon, roi de Naples. — Les Français en Italie. — (1457-1497).

La grande révolution opérée en Orient par les victoires de Mahomet II avait effrayé les peuples de l'Occident. Venise surtout trembla pour ses établissements dans la mer de Grèce, lorsqu'elle vit les diverses principautés avoisinant Constantinople tomber sous les coups du terrible conquérant. Dans le but de repousser avec plus d'avantage l'agression qu'elle prévoyait devoir être bientôt dirigée contre ses possessions, elle jugea à propos de renouveler avec le soudan d'Égypte, qui redoutait lui-même l'invasion des Turcs dans ses États, le traité de commerce conclu vingt-cinq ans auparavant. La conclusion de ce traité fut le seul acte remarquable de l'administration de Pascal Malipiero. Il mourut en 1462, et fut remplacé sur le trône ducal par Christophe Moro, originaire de Candie.

Ce n'était pas sans raison que la république avait conçu des craintes sur les intentions pacifiques du conquérant de Constantinople. Un événement imprévu, mais non fortuit peut-être, ne tarda pas à justifier ses prévisions. Un esclave du pacha d'Athènes s'était enfui à Coron, emportant avec lui une somme de cent mille aspres, et avait trouvé asile chez un noble vénitien. Le pacha ayant réclamé son esclave, on refusa de le lui rendre, par la raison qu'il avait embrassé le christianisme. Le pacha de Morée, pour tirer vengeance de ce refus, marcha aussitôt sur Argos, dont il s'empara par la trahison d'un de ces prêtres grecs qui poussaient la passion du schisme jusqu'à préférer la domination des musulmans à celle des Latins (1463).

A la nouvelle de ces hostilités, Venise déclara la guerre aux Turcs. Louis Loredano fut nommé capitaine général des forces maritimes, et alla assiéger Argos, qu'il reprit et saccagea sans éprouver trop de résistance. A la prière des Grecs du Péloponèse et des Albanais insurgés, il releva les fortifications de l'isthme de Corinthe. En deux semaines il fit construire par son armée une muraille en pierres sèches, haute de quatre mètres, s'étendant d'une extrémité de l'isthme à l'autre, sur un espace d'environ huit kilomètres. Les Vénitiens allèrent ensuite assiéger Corinthe ; mais, lorsqu'ils furent informés de l'arrivée du begler-beg de la Grèce dans l'isthme, à la tête de plus de quatre-vingt mille hommes, ils levèrent précipitamment le siége et se replièrent sur Napoli di Romania, d'où ils repoussèrent la grande

armée turque qui était venue les y assiéger, après lui avoir fait éprouver une perte de cinq mille hommes.

Les Turcs, ayant levé le siége de Napoli di Romania, ravagèrent les environs de Modon et de Coron, qui appartenaient aux Vénitiens, et en emmenèrent cinq cents prisonniers. Ces malheureux furent envoyés au sultan Mahomet, qui saisit cette occasion de faire une expérience en grand de son supplice favori : il les fit tous scier ou couper en deux. Au commencement du printemps suivant (avril 1464), les Vénitiens investirent Metelino dans l'île de Lesbos; mais l'arrivée de la flotte turque, bien supérieure en nombre à la leur, les força de se retirer. Ils firent ensuite voile pour Gallipoli, remontèrent et redescendirent le canal des Dardanelles, sous les canons des forts, et conquirent les îles d'Imbros, de Thasos et de Samothrace; ils s'emparèrent même d'Athènes, qui avait déjà perdu son nom comme sa gloire, car les barbares l'appelaient Sénite; mais ne pouvant la conserver, ils durent l'abandonner de nouveau aux Turcs. C'est à ces courses sur mer que se bornèrent les exploits de la flotte de la république, trop faible pour tenter de plus sérieuses entreprises. Les espérances de la Seigneurie de trouver de puissants alliés dans les princes que le pape Pie II, touché des malheurs des chrétiens d'Orient, avait appelés à une nouvelle croisade contre les infidèles, avaient été déçues par la mort subite du souverain pontife. Cette expédition, que le doge Christophe Moro devait commander en personne, et qui devait avoir un immense dé-

veloppement, fut abandonnée presque immédiatement. La flotte vénitienne reprit la mer, non pour aller à la rencontre des Ottomans, mais pour aller punir les chevaliers de Rhodes d'une insulte qu'ils avaient faite récemment à son pavillon.

Cependant Venise, pour ne pas rester seule exposée à des forces pour lesquelles la fortune s'était si hautement déclarée, chercha des secours partout. N'ayant pu déterminer le roi de Hongrie à épouser sa querelle, parce que ce prince craignait d'attirer les Turcs de son côté, elle s'adressa au roi de Perse, Ussum-Cassan, et au prince de Caramanie, avec lesquels elle conclut une alliance offensive et défensive : elle se fit aussi un allié plus intrépide que puissant du fameux Scanderbeg, qui depuis plus de vingt-cinq ans défendait avec une héroïque persévérance le petit royaume d'Épire contre la puissance envahissante des Turcs. Ce prince, désespérant de sauver Croïa, sa capitale, la plaça, avant de mourir, sous la protection de la république. Mahomet, de son côté, instruit des sanglants démêlés qui avaient existé autrefois entre les Vénitiens et François Sforza, duc de Milan, envoya un ambassadeur à ce dernier pour l'engager à rompre avec ses anciens ennemis ; mais Sforza, affermi sur son trône et couvert de gloire, ne voulant pas d'ailleurs compromettre la tranquillité de ses derniers jours et la paix de l'Italie, son plus bel ouvrage, rejeta noblement les propositions du sultan : il mourut peu de temps après laissant un nom immortel et un État florissant.

Pendant que les Turcs parcouraient l'Esclavonie, la Carinthie et la Styrie, où ils se livraient à leur brigandage accoutumé, la flotte vénitienne, sous le commandement de Nicolas Canale, s'empara de plusieurs ports sur les côtes de Thrace et d'Ionie. Les Vénitiens ne commencèrent ces hostilités qu'après avoir tenté vainement d'en venir à un accommodement avec la Porte. Le Juif David, qui avait été envoyé à Constantinple afin d'obtenir un sauf-conduit pour Jean Capello, chargé d'entamer des négociations, ayant été renvoyé avec une réponse insultante, la Seigneurie résolut de continuer la guerre avec la plus grande vigueur. Trois ans se passèrent cependant sans que de part et d'autre on fît autre chose que de commettre d'inutiles ravages.

Au printemps de 1470, Mahomet, voulant enfin porter un coup décisif, fit sortir du port de Constantinople une flotte de cent galères et de deux cents navires ayant à bord soixante-dix mille combattants, et vint jeter l'ancre en face de Négrepont, qui appartenait aux Vénitiens. Depuis Xerxès, la mer Égée n'avait pas vu d'armement aussi considérable. Au lieu de chercher à arrêter les mouvements de l'ennemi, Nicolas Canale, attendant des renforts de Candie, resta tranquillement à l'ancre avec trente-cinq galères sous l'île de Salamine; il laissa les Turcs opérer leur débarquement dans l'île et commencer l'attaque contre la ville. Après cinq assauts terribles qui coûtèrent la vie à plus de cinquante mille Ottomans, Mahomet emporta enfin la place, vaillamment défendue par le baile Paul Erizzo. Ce

brave officier résista encore quelques jours dans le château; mais lorsqu'il vit Nicolas Canale rester dans l'inaction malgré ses signaux de détresse, et la garnison qu'il commandait diminuée de six mille hommes, il capitula, sous la condition d'avoir la vie sauve pour lui et pour ses troupes. Mahomet y souscrivit; mais, sacrifiant l'honneur de sa parole à la vengeance qu'il voulait tirer de la mort des siens, il fit périr les débris de la garnison dans les supplices les plus barbares; le malheureux Erizzo fut scié en deux. La nouvelle de ce revers causa à Venise une grande agitation. Tout le monde blâma la lâcheté ou du moins l'irrésolution de Canale. Conduit à Venise chargé de fers, cet homme faible se vit condamné à expier par un exil perpétuel la mort de tant de braves gens qu'il aurait pu sauver par une démonstration hardie.

La crainte de voir les Turcs, maîtres de toute la Grèce, étendre leurs progrès du côté de l'Italie et fermer l'entrée de l'Adriatique, fit naître une ligue à laquelle accédèrent successivement le pape, le roi de Naples, le roi de Milan et la république de Florence. Une flotte de quatre-vingt-cinq voiles, composée de dix-neuf galères du pape, de dix-sept galères de Naples et de quarante-sept galères vénitiennes, sous les ordres de Pierre Mocenigo, parut tout à coup dans l'Archipel. Après avoir échoué dans une attaque contre l'importante forteresse de Satalia, les croisés se dirigèrent sur Smyrne, célèbre non-seulement par son commerce, mais encore par son industrie et ses manufactures.

Cette ville, dépourvue de moyens de défense suffisants, fut enlevée après une faible résistance. Les Vénitiens la traitèrent à peu près comme les Ottomans avaient coutume de traiter les villes prises d'assaut : Mocenigo la livra aux flammes après l'avoir pillée, et paya un ducat d'or chaque tête de Turc que ses soldats lui apportèrent (1471).

La diversion du roi de Perse ne fut pas d'un grand secours aux Vénitiens. Ce prince, à qui la Seigneurie avait fourni des armes à feu, des munitions et des artilleurs, avait d'abord remporté plusieurs avantages sur les lieutenants de Mahomet; mais, attaqué à Terdjan par le sultan en personne, il fut défait et contraint de repasser l'Euphrate. Des troubles graves qui dégénérèrent en guerre civile, le rappelèrent bientôt dans ses États.

Lorsque Mahomet n'eut plus rien à craindre du côté de l'Asie, il fit attaquer Scutari, sur la côte d'Albanie. Cette ville, défendue par Antoine Loredano, opposa aux Turcs une résistance qu'ils n'avaient éprouvée dans aucun des pays qu'ils avaient ravagés jusqu'alors. Après un assaut terrible, qui dura huit heures, ils furent obligés de céder le terrain laissant sept mille morts sur la brèche et dans les fossés : ils se bornèrent alors à investir la place. Cependant, lorsque les vivres manquèrent, les habitants se mutinèrent, et parlèrent de se rendre. Loredano, pour faire face à ce nouveau danger, assembla les séditieux, et leur peignit avec les plus vives couleurs les maux et les horreurs de l'esclavage auxquels ils seraient condamnés si les

Turcs devenaient maîtres de la ville; puis, découvrant sa poitrine : « Que ceux qui ne peuvent supporter la faim, s'écria-t-il, se nourrissent de ma chair, je la leur abandonne. » Ces paroles produisirirent une profonde impression; on jura de mourir plutôt que de se rendre. Les Turcs se déterminèrent alors à lever le siége (1474). Pour laver la honte de cette défaite, quinze mille hommes de cavalerie légère qui s'étaient réunis devant Scutari, se mirent en marche avec ordre de ravager la Dalmatie et la Carniole, d'où ils ramenèrent près de vingt mille prisonniers.

La guerre contre les Turcs traînait en longueur et devenait ruineuse pour la république. Le gouvernement crut devoir entamer de nouvelles négociations avec Constantinople; mais la mauvaise foi du sultan fit bientôt évanouir toutes les espérances de paix. Dès lors Antoine Loredano, le défenseur de Scutari, qui avait le commandement de la flotte en station à Napoli di Romania, reçut ordre de recommencer les hostilités. Après avoir purgé la mer de la présence des Ottomans, il fit voile pour les côtes de l'Asie Mineure, y opéra plusieurs descentes, et ravagea le pays pendant une partie de l'été. L'année suivante (1477) il força le pacha qui avait investi Lépante avec quarante mille hommes, à lever le siége de cette place. Peu de temps après, il eut encore la gloire de délivrer la ville de Croïa en Albanie. Mais tandis que son amiral soutenait avec tant d'éclat l'honneur de son pavillon, Venise ellemême fut menacée par une invasion du pacha de

Bosnie dans le Frioul; le chef musulman passa le Lisonzo au mois d'octobre 1477, tailla en pièces les troupes établies à Gradisca et à Fogliana, et poussa ses ravages jusqu'à la Piave. Les Vénitiens, du haut de leurs tours, purent voir une immense mer de feu rouler ses flots sur les fermes, les forêts, les châteaux et les villes. Le doge se hâta de faire marcher toutes les forces disponibles et toutes les milices des provinces de la Lombardie. Le pacha de Bosnie, effrayé de la témérité de son entreprise et en redoutant les conséquences, repassa le Lisonzo, et eut bientôt évacué entièrement le Frioul; mais les monceaux de ruines qu'il laissa derrière lui n'attestèrent que trop son passage. Il laissa en se retirant un autre fléau, la peste, qui pénétra dans la capitale de la république et y exerça d'affreux ravages.

En 1478, Mahomet, qui avait juré de ne se donner de repos que lorsqu'il aurait entièrement chassé les Vénitiens de la Grèce, conduisit lui-même une armée en Albanie. Croïa, cernée depuis plus d'une année, fut obligée de se rendre après avoir consommé toute ses provisions et s'être vue réduite à manger la chair des animaux les plus immondes; ses habitants furent impitoyablement massacrés, malgré la capitulation, qui leur garantissait la vie sauve. Scutari, assiégée par le sultan en personne, soutint des assauts sans nombre, dont un seul dura deux jours et une nuit. Plus de cinquante mille Ottomans périrent au pied de ses murailles. Le provéditeur Antoine Legge, qui la défendait, n'y acquit pas moins de gloire que Loredano. Mahomet, déses-

pérant de l'emporter par la force, se retira la rage dans le cœur et se vengea par d'horribles cruautés sur les villes de Grivasto, de Sebenigo et d'Alessio.

Grâce à ces constants efforts, la république obtint enfin la paix, dont elle avait un si pressant besoin; elle fut signée, le 26 janvier 1479, par le secrétaire d'État Giovanni Dario. Par ce traité elle s'obligea à remettre immédiatement au sultan non-seulement la ville de Scutari, mais encore toutes les places qu'elle avait conquises dans le cours de la guerre, en stipulant toutefois que la garnison de chacune de ces places sortirait librement avec armes et bagages; elle s'engagea en outre à payer à la Sublime Porte, dans l'espace de deux ans, deux cent mille ducats en or pour avoir la liberté de naviguer dans la mer Noire. De son côté, Mahomet consentit à restituer à la république tout ce qu'elle possédait avant la guerre en Albanie, en Morée et en Dalmatie. Lorsqu'il s'agit de mettre le traité à exécution à l'égard de Scutari, Antoine Legge sortit de la place avec quatre cent cinquante hommes et cent cinquante femmes, les seuls qui eussent survécu au siége meurtrier qui venait d'avoir lieu. Pour tout autre peuple que les Ottomans, c'eût été un spectacle attendrissant que de voir ces malheureux emportant les reliques, les vases sacrés et ce qu'ils pouvaient encore posséder, abandonner leur patrie pour aller chercher un asile sur une terre étrangère.

Pendant la longue guerre que nous venons de raconter, plusieurs doges avaient été élevés sur le trône à des intervalles assez rapprochés. Christophe

Moro était mort en 1471 ; il avait été remplacé par Nicolas Trono, vieillard de soixante-quatorze ans, qui avait acquis une fortune considérable à Rhodes, où il avait commercé pendant quinze ans. Celui-ci n'avait régné que vingt mois, et avait eu pour successeur Nicolas Marcello, doge obscur, qui, après une administration de quelques mois, transmit la couronne à Pierre Mocenigo, que nous avons vu commander les flottes de la république dans l'Archipel. Une maladie contractée dans sa dernière campagne conduisit bientôt ce guerrier illustre au tombeau (1476). On élut à sa place André Vendramino, issu de l'une des familles admises au patriciat après la guerre de Chiozza. Vendramino vit la fin de la guerre contre les Turcs, et mourut de la peste apportée par eux en 1479. Son successeur fut Jean Mocenigo, qui occupait le trône à l'époque où nous sommes arrivés.

C'est ici le lieu de rapporter un événement important pour la république : nous voulons parler de l'acquisition qu'elle fit, à cette époque, du petit royaume de Chypre, au fond de la Méditerranée, de cette île fortunée que la fertilité de son climat, l'abondance et la variété de ses productions avaient fait regarder par l'antiquité comme le séjour des délices. Jacques de Lusignan, son dernier roi, qui avait épousé Catherine Cornaro, fille d'un patricien de Venise, était mort laissant sa veuve enceinte et sa couronne convoitée par divers prétendants. Le jeune prince auquel la reine donna le jour n'ayant pas tardé de suivre son père dans la tombe (1475);

le conseil des Dix déclara que Catherine Cornaro héritait de son fils, et que la république devait hériter de cette reine parce qu'elle avait été adoptée par elle et déclarée *fille de Saint-Marc*. Il s'agissait donc de l'empêcher de se remarier pour éviter que les droits d'un second mari ou de nouveaux enfants ne fussent un jour substitués aux prétendus droits de la république. George Cornaro, frère de la reine, fut chargé d'aller en Chypre pour obtenir de sa sœur une renonciation formelle à la couronne. Après une longue résistance et sur les représentations de son frère, qui lui déclara qu'on ne résistait jamais impunément aux volontés du conseil des Dix, la reine se soumit et partit de Nicosie, sa capitale, accompagnée des provéditeurs de la république. Aussitôt les amiraux vénitiens prirent possession de l'île de Chypre. Catherine Cornaro reçut en souveraineté et à titre de dédommagement le château d'Asolo, dans le Trévisan, avec un revenu de huit mille ducats. La nouvelle cour de la reine de Chypre acquit quelque célébrité dans les lettres par les dialogues du poëte Bembo, et la princesse oublia les peines et les soucis de la royauté dans les entretiens alors à la mode sur la métaphysique du sentiment.

Chypre, dont Venise venait de s'emparer avec si peu de ménagement pour la justice, était un fief relevant du soudan d'Égypte. Pour jouir de son usurpation, la Seigneurie n'hésita pas à se faire la vassale d'un prince musulman : elle s'engagea à payer au soudan un tribut annuel, et en reçut l'investiture qu'elle demandait. L'occupation du royaume de

Chypre produisit une révolution dans les mœurs de la métropole ; la jouissance de la mollesse, la facilité d'acquérir des richesses attiraient dans cette île une foule de patriciens, qui rapportaient ensuite dans leur patrie l'habitude de l'indolence et de la dépravation. Cet exemple eut les plus fâcheuses conséquence pour les mœurs de la population en général ; les vertus austères des premiers temps de la république disparurent une à une, et la corruption descendit jusque dans les dernières classes du peuple.

Venise, toujours tourmentée de la soif des conquêtes, réunit encore vers cette époque à ses domaines l'île de Veglia, située au fond du golfe de l'Adriatique, d'où le seigneur de Frangipani, qui la possédait, avait été chassé par les habitants révoltés, et Zante, dans la mer Ionienne, que la Porte lui concéda, pour ne pas la voir au pouvoir d'un prince grec qui s'en était emparé. Telle était alors la puissance des Vénitiens au dehors, qu'elle ne pouvait plus s'accroître. Voici d'ailleurs quelles étaient leurs possessions : sur la côte orientale de l'Adriatique, Zara, Spalatro et toutes les îles de la Dalmatie ; la côte d'Albanie ; dans la mer Ionienne, Zante et Corfou ; en Grèce, Lépaute et Patras ; dans la Morée, Modon, Coron, Napoli di Romania et Argos ; enfin le royaume de Chypre et la célèbre et fertile Candie.

Le roi de Naples, Ferdinand d'Aragon, et le pape Sixte IV, formèrent une ligue contre les Médicis, qui, à la faveur des troubles sanglants dont Flo-

rence venait d'être le théâtre, avaient frayé le chemin de la souveraineté à leur famille. Les Vénitiens, dans cette circonstance, se firent les alliés des Florentins; mais, après deux ans de succès balancés (1479), Laurent de Médicis, en homme habile, désarma par ses actes de soumission le pape et le roi de Naples, et fit alliance avec eux. Le premier soin de la république fut de désunir cette nouvelle confédération, dont elle était exclue et qui semblait la menacer. Dans le but de susciter des embarras à Ferdinand d'Aragon, elle appela en Italie et plaça à la tête de ses armées René de Lorraine, héritier de toutes les prétentions de la maison d'Anjou sur le royaume de Naples. Bientôt après elle se réconcilia avec Sixte IV, en appuyant le comte d'Imola, neveu du souverain pontife, qui venait de s'emparer de la principauté de Forli; elle conclut aussitôt avec Rome une alliance qui devait durer vingt-cinq ans; sa politique sut si bien changer la face des choses, qu'en peu de temps elle se trouva à la tête d'une ligue puissante, au lieu d'avoir à combattre celle des principaux États de l'Italie.

La guerre était imminente avec Ferdinand d'Aragon. Pour satisfaire sa haine et opérer une diversion puissante dans les forces de son ennemi, la Seigneurie envoya le sénateur Sébastien Gritti à Constantinople, avec ordre d'exciter le Grand Seigneur contre le roi de Naples. Gritti s'acquitta de sa mission avec habileté. L'ambitieux Mahomet adopta avec une sorte d'enthousiasme le conseil qui lui fut donné de ressaisir les villes de la Pouille et de la Calabre qui

avaient appartenu à l'empire d'Orient, et qui avaient été fondées par des colonies grecques. Aussitôt une flotte forte de cent voiles prit la mer, et vint jeter l'ancre dans la baie d'Otrante (juillet 1480). Cette place, n'étant pas en état d'opposer une longue résistance, fut emportée d'assaut. Les excès les plus déplorables signalèrent l'entrée des Turcs dans la ville; douze mille habitants furent impitoyablement massacrés; les autels furent mis en pièces et foulés aux pieds, les étendards sacrés traînés dans la boue, les images des saints brûlés, l'archevêque, les prêtres et le gouverneur sciés en deux.

Dans un si pressant danger, le roi de Naples fit un appel aux princes de l'Italie : tous y répondirent; Venise seule resta dans l'inaction, sous le prétexte que le traité qu'elle avait conclu avec Mahomet lui prescrivait de garder la plus rigoureuse neutralité. Toutefois la présence des Ottomans en Italie ne fut pas de longue durée : une attaque du roi de Perse nécessita leur prompt rappel, et la mort du sultan dissipa tout à fait les terreurs de Ferdinand. Mais celui-ci ne put pardonner aux Vénitiens leur indifférence pour son désastre; son indignation fut au comble quand il apprit que c'était à eux qu'il devait l'attribuer. Il jura de s'en venger, et leur suscita une guerre en Italie : le duc de Ferrare, son gendre, ayant, à son instigation, refusé de remplir quelques conditions assez dures imposées par les précédents traités, la Seigneurie regarda ce refus comme une déclaration de guerre. Le pape approuva le ressentiment des Vénitiens et promit de les secon-

der. Le roi de Naples, de son côté, envoya des secours à son gendre. Les hostilités commencèrent au mois de mai 1482. L'armée de terre de la république envahit la Polésine de Rovigo, et sa flotte fut envoyée sur les côtes de Naples. Une victoire fut remportée à Velletri sur les troupes napolitaines.

Sixte IV, qui ne voulait pas que la république, non contente d'une juste réparation, abusât du succès, offrit sa médiation aux belligérants, et engagea les Vénitiens à s'y soumettre. Non-seulement la république déclara qu'elle ne renoncerait à aucun de ses avantages, mais elle rappela l'ambassadeur qu'elle avait auprès du saint-siége. Le pape, ayant pris l'avis de son consistoire, eut recours à ses armes spirituelles : il lança une bulle d'excommunication (mai 1483). Le conseil des Dix, méconnaissant l'autorité du pape, empêcha que cette bulle ne pénétrât dans les États de Venise. Le sort des combats fut favorable à la république, et elle obligea ses adversaires à lui demander la paix. Elle fut signée le 7 août 1484. Le duc de Ferrare se vit dépouillé de la Polésine de Rovigo.

Venise eut encore quelques démêlés avec le saint-siége au sujet de la collation des bénéfices ecclésiastiques et de la vacance du patriarcat d'Aquilée; mais ces différends durèrent peu.

L'année 1480 vit mourir le doge Jean Mocenigo, qui fut remplacé par le procurateur Marc Barbarigo. Celui-ci, qui était d'un âge fort avancé, ne régna que quelques mois, et eut pour successeur son frère, avec lequel il avait vécu dans une contradic-

tion continuelle. L'établissement d'un troisième tribunal, connu sous le nom de Nouvelle-Quarantie civile, suivit de près l'élection du nouveau doge.

Jusqu'ici nous avons vu Venise, procédant avec une merveilleuse intelligence, avec une persévérante activité, atteindre insensiblement le plus haut degré de puissance où un peuple organisé en société puisse parvenir. Maintenant nous allons voir commencer sa période de décroissement. Cette décadence, elle la dut aux événements remarquables qui changèrent, pour ainsi dire, la face du monde vers cette époque : à la tentative hardie de Vasco de Gama, qui ouvrit une nouvelle route vers les Indes orientales en doublant le cap de Bonne-Espérance; à la découverte d'un nouveau continent par l'immortel Colomb, enfin à l'apparition des Français en Italie. Ce dernier événement exerça une influence marquée sur les destinées de Venise en particulier.

En 1493, une ligue qui avait pour but de diminuer l'influence du roi de Naples dans les affaires de la Péninsule, fut conclue entre le pape Alexandre VI, la république de Venise et le duc de Milan. Cette ligue offensive et défensive, à laquelle accédèrent le duc de Ferrare et les Florentins, devait durer vingt-cinq ans. Plusieurs des princes signataires du traité, entre autres Louis Sforza, surnommé *le More,* qui avait l'intention d'usurper le trône de Milan sur son neveu, conçurent le projet d'attirer les Français au delà des Alpes. Ils engagèrent Charles VIII à faire valoir sur le royaume de Naples les droits prétendus de la maison d'Anjou, qui avaient

été légués aux rois de France par le comte du Maine, héritier du roi René; ils lui promirent même de le seconder dans son entreprise. Le jeune roi, son conseil et ses courtisans accueillirent vivement les propositions des émissaires italiens. L'imagination chevaleresque du monarque ne s'en tint pas à la conquête de Naples, il rêvait aussi l'expulsion des Turcs de l'Europe et la prise de Constantinople. Vainement Ferdinand proposa de reconnaître la suzeraineté du roi de France, de lui payer tribut, de lui donner passage pour la croisade qu'il méditait; vainement le pape fit des représentations; vainement Pierre de Médicis s'allia avec le roi de Naples: la guerre fut résolue (1494). Charles VIII partit de Vienne en Dauphiné, le 25 août 1494, à la tête d'une armée formidable (1), marcha sur les villes de Turin et de Luze, où il fut reçu avec de grandes fêtes, et traversa le Milanais. A Pavie, il commença à entrer en défiance des mœurs et des intrigues italiennes; les Vénitiens et Louis le More, qui venait de consommer son usurpation en se débarrassant de son neveu par le poison, ne cherchèrent plus qu'à lui susciter des embarras; ils conseillèrent aux Florentins de se défendre; mais Pierre de Médicis, à l'approche de l'armée qui descendait l'Apennin, perdit tout à fait la tête : il courut au-devant des

(1) Cette armée, modèle des troupes modernes pour les armes, les costumes et l'ordre de bataille, se composait de plus de soixante mille hommes de pied et de trente-cinq à quarante mille chevaux.

Français et implora leur protection. Un cri d'indignation s'éleva à Florence contre tant de lâcheté, et au retour de Pierre la révolte éclata. Il s'enfuit à Venise, d'où il n'osa sortir, craignant plus les vengeances secrètes de son pays qu'il ne comptait sur l'appui du roi de France.

Charles entra à Florence en conquérant, et avec un appareil si terrible, que les habitants, un moment effrayés, l'accueillirent avec acclamation. Revenue de sa stupeur, la république demanda à traiter. Charles voulut parler en maître : il dicta des conditions si dures, que la fierté des commissaires florentins s'en indigna; ils s'écrièrent : « Eh bien ! sonnez vos trompettes; nous allons sonner nos cloches. » Cette fermeté détermina le roi à se montrer moins intraitable; Florence rentra dans l'alliance de la France moyennant un tribut de 120,000 ducats.

Charles se remit en marche et se dirigea sur Rome. Cette ville, menacée par soixante mille hommes qui avaient de bons capitaines, ne pouvait songer à se défendre. Alexandre VI essaya d'abord d'arrêter les Français par des négociations; mais lorsque Charles et son conseil lui eurent promis de respecter son autorité, il leur laissa libre l'entrée de sa capitale et se retira dans le château Saint-Ange. Le roi fit son entrée dans Rome « en bel et furieux ordre de bataille, dit Brantôme, marchant la lance sur la cuisse, comme s'il eût voulu aller à la charge. » Un mois se passa en pourparlers avec le souverain pontife; enfin le pape fut contraint de promettre de donner l'investiture de Naples à Charles, de lui livrer trois

forteresses et la personne de Djem ou Zizim, frère du sultan Bajazet, qui, après avoir disputé le trône à celui-ci, s'était enfui en Europe.

Bientôt Charles s'avança vers Naples. Alphonse II, nouveau roi de ce pays, qui avait contre lui la noblesse et le peuple, donna au monde l'exemple d'une lâcheté nouvelle. A l'approche des Français il abdiqua en faveur de son fils Ferdinand, et s'enfuit secrètement à Messine, où il mourut. Ferdinand, malgré son activité, ne put rétablir les affaires que son père avait laissées désespérées. Abandonné bientôt des Napolitains, il se retira dans la petite île d'Ischia, située à quelque distance de Naples.

Charles, maître du royaume et arbitre de l'Italie, entra en triomphe à Naples sans avoir presque combattu (1495). La population le reçut avec des transports de joie, et le salua comme un libérateur et un souverain légitime. Son premier soin fut de se faire couronner et de prendre les titres d'auguste et d'empereur; mais pendant qu'il s'abandonnait à l'enivrement de ses succès, presque toute l'Europe travaillait à lui faire perdre la couronne qu'il venait de conquérir. Venise n'avait pu voir sans effroi la révolution qui établissait en Italie une puissance supérieure à la sienne. D'ailleurs cette république, constamment occupée de ses intérêts particuliers, espérait obtenir la cession des ports de la Pouille pour prix des secours qu'elle fournirait à la maison d'Aragon, et se voir ainsi maîtresse des deux rives de l'Adriatique. Elle accueillit les plaintes de tous les ennemis de la domination française. Le

pape, le duc de Milan, l'empereur Maximilien, les souverains d'Espagne, Ferdinand et Isabelle, envoyèrent des ambassadeurs à la Seigneurie. Après des négociations tenues le plus secrètement possible, toutes ces puissances signèrent une ligue défensive, par laquelle elles s'engageaient à entretenir trente-quatre mille chevaux et vingt mille fantassins. Charles n'avait pas prévu cette coalition, et lorsqu'il en fut prévenu par Commines, son ambassadeur à Venise, il se détermina aussitôt à repartir pour la France. Tel fut son mépris pour les Napolitains, qu'il ne laissa que quatre à cinq mille Français, sous les ordres du comte de Montpensier, prince du sang, pour conserver sa conquête.

Dans sa retraite, auprès de Plaisance, vers le village de Fornovo, que nous nommons Fornoue, il rencontra l'armée des confédérés, forte d'environ trente-quatre mille hommes. Il n'en avait que sept mille à leur opposer. On put voir alors ce qu'il eût fait dans cette expédition, si la prudence avait secondé son courage. A peine eut-il aperçu l'ennemi, qu'il se précipita sur lui à la tête de sa noblesse. La mêlée ne dura qu'une demi-heure. Les Italiens ne tinrent pas longtemps devant la furie française. Ils furent taillés en pièces et poursuivis jusque dans leur camp, laissant près de quatre mille morts sur le champ de bataille. Les Français ne perdirent que deux cents hommes. Les Vénitiens comptèrent pour une victoire d'avoir, dans ce com-

bat, pillé les bagages de Charles, qui les avait abandonnés pour ne pas ralentir sa marche. La tente royale fut portée à Venise, où elle excita des transports de joie.

Charles ne sembla avoir vaincu que pour retourner en France. Arrivé à Asti, il abandonna encore la moitié de sa petite armée pour secourir le duc d'Orléans, enveloppé par cinquante mille hommes dans la ville de Novare; et lorsqu'il eut quitté l'Italie, il fut aussi peu soucieux de conserver ses conquêtes qu'il avait été ardent à les entreprendre. Frédéric, fils de Ferdinand, que nous avons vu chassé du trône de Naples, devenu roi titulaire après la mort de son père, reprit en un mois tout son royaume, de concert avec le célèbre Gonsalve de Cordoue, surnommé *le Grand Capitaine*, que Ferdinand d'Aragon avait envoyé à son secours. Le duc d'Orléans, qui régna bientôt après sous le nom de Louis XII, fut trop heureux qu'on le laissât sortir de Novare avec les débris d'une garnison exténuée de misère et de faim. Enfin, de ce torrent dévastateur qui avait inondé l'Italie, il ne resta bientôt aucun vestige, et Charles VIII, dont la gloire avait été si éphémère, mourut à l'âge de vingt-huit ans (1497), laissant à son successeur ses fautes à réparer. Cette mort naturelle délivrait les Vénitiens d'un ennemi redoutable; mais nous devons dire, à l'honneur du conseil des Dix, que, dès le commencement de la campagne, il avait repoussé avec indignation l'odieuse proposition qui lui avait été faite

par un seigneur du Frioul de se débarrasser du roi de France par le poison.

Le cardinal Bembo, historiographe de la république, a écrit l'histoire de cette époque dans la langue de Cicéron. Son livre est un modèle de belle latinité. L'invasion de Charles VIII et les malheurs qui en furent la suite enflammèrent quelques années plus tard le patriotisme du poëte Trissino, et lui suggérèrent l'idée d'un poëme allégorique, connu sous le nom de *L'Italie délivrée des Goths*.

CHAPITRE VIII

Deuxième guerre contre les Turcs. — Alliance des Vénitiens avec le roi de France Louis XII, contre Louis le More, duc de Milan. — Deuxième invasion du royaume de Naples. — Guerre de la république contre l'Autriche. — Ligue de Cambrai. — Le pape Jules II. — Guerre de la Sainte-Ligue. — Gaston de Foix. — (1497-1516.)

Après la reddition de Novare, Louis le More avait fait la paix avec le roi de France, sans s'occuper des intérêts des Vénitiens. Ceux-ci, pour se venger d'un voisin sans foi, s'occupèrent à former d'autres alliances. Pendant trois ans ils soutinrent de leur argent et de leurs troupes les Pisans, qui s'efforçaient de secouer le joug de Florence. Le duc de Milan, le roi de Naples et les Florentins, persuadés que cette protection de la Seigneurie n'était pas désintéressée, et qu'elle espérait établir sa domination en Toscane, résolurent de lui créer des embarras ailleurs. Poussé en secret par les agents de ces puissances, le sultan Bajazet rompit tout à coup

la paix conclue par son prédécesseur avec la république, et fit investir la ville de Lépante par terre et par mer (1499). Pour repousser cette agression, Venise n'avait dans la mer de Grèce que quelques vaisseaux commandés par Antoine Grimani, général sans résolution et jaloux de la gloire de son lieutenant André Loredano. Les flottes ottomanes et vénitienne se livrèrent, près de l'île de Sapienza, au sud-ouest de la Morée, un combat qui se termina à l'avantage de l'escadre musulmane. Grimani, découragé par ce premier revers, n'osa pas secourir Lépante; et le commandant, se voyant abandonné, crut devoir rendre la citadelle dès qu'il vit la flotte vénitienne s'éloigner. La république punit de l'exil l'inactivité et l'irrésolution de son amiral.

Les Vénitiens se vengèrent de la perte de Lépante en s'emparant de l'île de Céphalonie, que Mahomet II avait conquise vers la fin de son règne. Modon, Navarin et Coron tombèrent au pouvoir des Osmanlis (1500), mais Napoli de Malvoisie, défendue par le brave Paul Contarino, résista à tous les efforts de Bajazet. Venise, craignant de ne pouvoir à elle seule arrêter le progrès des armes musulmanes, implora le secours des puissances chrétiennes, dont la plupart répondirent favorablement à ses instances. Une ligue offensive et défensive se forma entre la république, le pape et le roi de Hongrie. La France et l'Espagne fournirent une flotte qui se réunit aux forces navales hongroises et vénitiennes. L'amiral Benedetto Pesaro surprit l'escadre otto-

mane près de Voïssa, captura onze galères et brûla la douzième; et tandis que Gonsalve de Cordoue, à la tête des vaisseaux espagnols, ravageait les côtes de l'Asie Mineure, les forces navales du pape dévastaient les possessions turques de l'Archipel jusqu'à l'entrée des Dardanelles. En même temps l'amiral français Ravenstein, avec vingt-deux bâtiments, faibles commencements de notre marine, effectuait une descente dans l'île de Mitylène, dont il assiégea la capitale; mais à l'approche des forces ottomanes il leva l'ancre, et sa flotte, surprise à la hauteur de Cerigo par un ouragan violent, périt tout entière (1501).

En 1502, Pesaro, par un hardi coup de main, pénétra dans le port de Prevesa, y brûla huit galères turques, enleva l'île de Santa-Maura, et parcourut l'Archipel en vainqueur. Cette guerre avec Venise et la Hongrie se prolongeant et devenant dangereuse pour lui, Bajazet, qui avait en même temps à repousser les attaques des Persans sur ses frontières orientales, se détermina à faire la paix. Venise, occupée en Italie d'affaires beaucoup plus importantes pour elle, accepta ses propositions. Un traité fut conclu en vertu duquel la république garda Céphalonie, et céda à Bajazet Santa-Maura, Modon, Coron et Lépante. Cette négociation fut conduite par le patricien André Gritti, alors à Constantinople pour ses affaires commerciales, et destiné à rendre plus tard à sa patrie d'éminents services dans la guerre, dans la captivité et sur le trône.

Depuis que Venise était devenue puissance territoriale en Italie, sa politique se réduisit à chercher les moyens de s'agrandir. Par ses intrigues ou par ses armes elle était parvenue successivement à faire disparaître les Scala à Vérone, les Carrare à Padoue, à dépouiller les princes de Ferrare et de Ravenne d'une partie de leurs États, à enlever le Frioul au patriarche d'Aquilée, et à chasser les Visconti de Milan, en s'appropriant la moitié de leur duché. Maintenant c'était contre les Sforza, possesseurs de ce duché morcelé, qu'était dirigée son inimitié. Il est vrai que le duc actuel, Louis le More, ne méritait guère qu'on usât de ménagement à son égard. Ce prince, dont toute la conduite rappelait la versatilité commune aux princes italiens de cette époque, changeait continuellement d'amis et d'ennemis. Après avoir attiré sur son pays le fléau d'une armée française, qu'il avait ensuite combattue avec acharnement, il songeait de nouveau à réclamer le secours de cette puissance contre les Vénitiens, qui lui causaient des inquiétudes. La Seigneurie instruite de son projet résolut de le prévenir.

Louis XII, successeur de Charles VIII, prétendait non-seulement au royaume de Naples, mais encore au duché de Milan dont il se croyait légitime seigneur, comme petit-fils de Valentine Visconti. Ce prince conclut d'abord avec le pape une alliance, à laquelle accédèrent bientôt Venise et Florence. Il traita ensuite avec les Suisses, dont il prit un corps à sa solde, et avec le duc de Savoie, qui lui livra

le passage des Alpes. Les Vénitiens convinrent d'attaquer le Milanais à l'est, et de fournir six mille hommes. Louis le More ne conserva d'allié que le roi de Naples, qui n'avait pas de trop de toutes ses forces pour défendre son propre royaume.

Dès que l'armée française, forte de seize cents lances, de huit mille hommes d'infanterie nationale et de six mille Suisses, eut passé les Alpes, toutes les villes de la Lombardie se rendirent ; rien ne résista à ce que les Italiens appelaient la *furia francese* (l'impétuosité française). Louis le More, trahi par les seigneurs qui commandaient son armée, haï de ses sujets à cause des impôts excessifs qu'il faisait peser sur eux, se sauva dans le Tyrol, adressant aux ambassadeurs vénitiens, en quittant sa capitale, ces paroles prophétiques : « Vous m'avez amené les Français à dîner, soyez certains qu'ils iront souper chez vous. » L'armée française entra dans Milan sans obstacle. Louis XII accourut, prit possession du duché, lui donna une bonne administration, disposa tout pour une campagne prochaine contre le royaume de Naples, et retourna en France, laissant le gouvernement de sa conquête à Trivulzio, général milanais, qui avait, quelques années auparavant, quitté le service de Naples pour celui de France.

Trivulzio, esprit fier et hautain, exerça son autorité avec passion, et réduisit les Milanais à regretter Louis Sforza. Celui-ci, averti par ses partisans de la disposition des esprits, accourut avec vingt mille

aventuriers, qu'il était parvenu à réunir. Tout se souleva en sa faveur; les garnisons françaises furent massacrées; Trivulzio, attaqué dans Milan par les habitants, se retira sur Novare en combattant sans cesse; Sforza rentra dans sa capitale. Louis XII fit alors un nouvel effort; la Trémoille fut chargé de réparer les fautes de Trivulzio. Les Suisses, qui depuis Charles VIII vendaient leurs services à qui voulait les payer, étaient à la fois en grand nombre dans l'armée française et dans l'armée milanaise. Quelques capitaines de cette nation flétrirent sa gloire par l'amour de l'or et du pillage; ils gardaient dans Novare Louis le More, qui leur avait confié la garde de sa personne; mais, loin de mériter cette confiance, ils firent accord avec les Français (1500). Sforza, se voyant trahi, voulut se rendre; ces mercenaires le retinrent de force. Tout ce qu'il put en obtenir, ce fut de sortir avec eux déguisé en soldat; mais ceux qui l'avaient vendu le firent bientôt reconnaître. Il fut pris et transféré en France, où il mourut accablé de chagrin, après avoir été enfermé pendant dix ans dans le château de Loches en Touraine. Milan obtint sa grâce moyennant quelques supplices et d'énormes contributions, et tout le pays rentra sous la domination française. Venise reçut le prix de son alliance : Louis XII lui abandonna Crémone et tout le pays qu'elle avait conquis le long de l'Adda.

Ce fut au milieu de ces événements que mourut le doge Augustin Barbarigo, qui par la fermeté de

son caractère avait su reconquérir les prérogatives dont le sénat avait dépouillé ses prédécesseurs. Il eut pour successeur Léonard Loredano.

Louis XII, maître du Milanais et de Gênes, annonça hautement ses prétentions sur Naples; mais il redoutait ce même Ferdinand d'Espagne qui en avait déjà chassé les Français. Au lieu d'accéder à la proposition de Frédéric, successeur de Ferdinand II, qui lui offrait de se reconnaître son feudataire, il conclut un traité secret avec le roi d'Espagne, par lequel il était convenu que les deux rois feraient ensemble la conquête de Naples et se partageraient ce royaume. Le roi catholique envoya une seconde fois Gonsalve de Cordoue à Naples sous prétexte de défendre son parent, mais, en effet, pour l'accabler; les Français arrivèrent par mer et par terre. Le malheureux Frédéric, trahi par son parent, pressé par les armes françaises, dénué de toute ressource, fut obligé de se rendre a discrétion, il fut conduit en France, où il mourut en captivité. Les vainqueurs se partagèrent son royaume (1501).

Les Français et les Espagnols étaient à peine en possession du royaume de Naples, que des querelles éclatèrent entre eux au sujet de la fixation des limites. Tous les pourparlers furent inutiles et une guerre de surprises et d'escarmouches commença. Les français, sous les ordres du duc de Nemours, eurent d'abord l'avantage; mais Gonsalve, ayant reçu des renforts et de l'argent d'Espagne, reprit bientôt l'offensive: il battit plusieurs fois ses adver-

saires, entre autres à Cerignola dans la Pouille, où Nemours fut tué avec quatre mille français (1503). En vain le brave chevalier Bayard soutint seul sur un pont étroit le choc de deux cents ennemis; cet effort de valeur fut glorieux, mais inutile. Toutes les places furent prises l'une après l'autre; Naples elle-même se rendit, et les débris de l'armée française se renfermèrent dans Gaëte.

Une nouvelle armée, sous les ordres du duc de la Trémoille, passa les Alpes et s'avança vers Rome, pour s'opposer aux projets de César Borgia, duc de Valentinois, sur Florence et la Romagne. Tout à coup la mort d'Alexandre VI vint changer la face des affaires; les barons romains que César avait subjugués, les Colonne, les Ursins, se soulevèrent contre lui, et le forcèrent à se placer sous la protection des Français. Le premier ministre de Louis XII, le cardinal d'Amboise, archevêque de Rouen, accourut, et fit séjourner pendant six semaines l'armée française aux portes de Rome, espérant emporter par son appui la tiare, qu'il désirait depuis longtemps. Mais son espérance fut trompée, ce fut le cardinal de la Rovère qu'on élut, sous le nom de Jules II. Le premier soin du nouveau pape fut de faire arrêter César et de le dépouiller du reste de sa puissance.

L'armée de la Trémoille se mit en route pour les frontières de Naples, et arriva sur le Garigliano, défendu par Gonsalve. Ce général, après avoir laissé ses ennemis pendant deux mois se morfondre dans

les marais par des pluies effroyables, passa le fleuve, et mit ces bandes malheureuses en pleine déroute. Les débris se réfugièrent une seconde fois dans Gaëte, où ils capitulèrent à condition qu'on leur laisserait la retraite libre. Le royaume de Naples fut dès lors perdu pour la France, et passa pour deux cents ans à la maison d'Espagne.

Louis XII, dégoûté de l'Italie et désireux de terminer cette triste guerre, conclut d'abord une trêve de trois ans avec Ferdinand le Catholique. Cette trêve fut suivie de l'incroyable traité de Blois entre la France, l'empereur Maximilien et l'archiduc d'Autriche. Par ce traité, le roi donnait la seule fille qu'il eût d'Anne de Bretagne à Charles d'Autriche, petit-fils de l'Empereur, en lui assurant pour dot, mais seulement après sa mort, Milan, Gênes, la Bretagne et la Bourgogne entière. A ce traité les trois monarques, pressés par les légats du pape, en joignirent un autre, par lequel ils s'engagèrent à arracher aux Vénitiens les places de la Romagne, que ceux-ci avaient occupées sous prétexte de défendre Borgia, et qu'ils s'obstinaient à conserver malgré les instances du pape. Les Vénitiens avertis de la ligue préparée contre eux, n'eurent plus qu'une pensée, celle de désunir cette ligue. Une circonstance imprévue, la maladie du roi de France, fit naître un nouvel état de choses; le cardinal d'Amboise, n'envisageant qu'avec effroi un traité qui imposait de si rudes sacrifices à la France, en fit demander la rupture par les états généraux assem-

blés. Le roi déclara qu'il se rendrait au vœu de la nation, et, comme il se croyait alors près de sa fin, il voulut que sa fille fût fiancée au jeune comte d'Angoulême, qui fut depuis François Ier. L'Empereur n'osa réclamer, mais il se prépara à la guerre (1506).

La république turbulente de Gênes haïssait la domination française. Elle se révolta à l'instigation des Vénitiens, et se plaça sous la protection de l'Empereur. Cette révolte attira Louis XII au delà des monts avec une armée de cinquante mille hommes. Gênes fut obligée de se rendre à discrétion, et le roi de France la traita avec la dernière sévérité.

Cette expédition rapide alarma les ennemis de la puissance française. Les Vénitiens et le roi d'Aragon, craignant de voir encore une fois Louis XII devenir maître de l'Italie, lui envoyèrent des ambassades de félicitation. L'Empereur seul se montra toujours disposé à la guerre et continua ses préparatifs. Après avoir annoncé hautement son intention d'aller se faire couronner à Rome, et de rendre à l'Allemagne la domination de l'Italie, il demanda aux Vénitiens le passage à travers leurs États, et leur proposa le partage du Milanais. La Seigneurie, voulant s'en faire un mérite aux yeux du roi de France, refusa le passage aux troupes impériales (1508). L'Empereur, furieux de voir sa demande rejetée, fit marcher ses troupes sur le Frioul, arriva lui-même en grande pompe à Trente, et attaqua les frontières vénitiennes ; mais il y trouva les troupes de la république appuyées d'un corps de six mille français.

L'argent lui ayant manqué dès le début de la campagne, il quitta son armée, livrée à la misère et à la désertion, se rendit à Insprack pour y vendre ses pierreries, et courut ensuite par toute l'Allemagne pour presser les contingents des divers princes de l'Empire. Pendant son absence, les Vénitiens lui prirent plusieurs places sur l'Adriatique, et voulurent attaquer Trente; mais, les Français ayant refusé leur coopération, ils conclurent séparément une trêve de trois ans avec l'Empereur. Louis XII s'irrita de cette trêve, qu'il regarda comme un outrage, et, repassant dans son esprit tous les griefs de la France contre la république, il n'attendit qu'une occasion favorable pour se venger. Bientôt Maximilien, mobile dans ses idées comme dans sa conduite, indigné d'ailleurs des réjouissances insultantes par lesquelles Venise avait célébré sa défaite, proposa au roi de France de mettre à exécution l'ancien traité de Blois contre la Seigneurie, c'est-à-dire de se liguer pour conquérir et partager toutes ses possessions. Le roi de France accueillit cette proposition avec joie. Le roi d'Aragon et de Naples, qui voulait rentrer dans les cinq ports que les Vénitiens occupaient sur ses côtes, et le pape Jules II accédèrent à la guerre. Le 10 décembre 1508, les plénipotentiaires de ces puissances signèrent le traité connu dans l'histoire sous le nom de *Ligue de Cambrai,* du nom de cette ville, qu'ils avaient choisie pour tenir leurs conférences.

Il fut convenu que le roi d'Aragon et de Naples et le roi de France entreraient les premiers en campagne, et que le pape fulminerait contre les Vénitiens une bulle qui leur enjoindrait de restituer toutes leurs usurpations dans quarante jours, sous peine d'interdit. Ce délai expiré, Maximilien était tenu de châtier un peuple qui aurait encouru les censures ecclésiastiques.

Le conseil des Dix résista. Jules II, qui, dans cette affaire, n'avait en vue qu'un acte de justice, voulut d'abord négocier avec Venise, en lui demandant la restitution des villes de la Romagne; mais il la trouva inébranlable. Confiante dans ses armées bien payées, dans ses arsenaux bien fournis, et surtout dans la discorde qui ne tarderait pas d'éclater contre ses ennemis, elle se prépara à la guerre. Elle prit à sa solde Orsini, comte de Petigliano, et Barthélemy Orsini d'Alviano, illustres seigneurs romains, alors ennemis du pape.

Le roi de France, avec vingt mille fantassins et dix mille cavaliers, s'avança rapidement sur l'Adda, qu'il franchit sans obstacle. A quelque distance de ce fleuve il rencontra l'armée ennemie, forte de plus de quarante mille hommes, qui s'était fortifiée dans le village d'Agnadel. Les Vénitiens firent d'abord bonne contenance; il y eut même un moment d'hésitation parmi les Français, pendant lequel la Trémoille cria aux Gascons, qui attaquaient une ligne avec mollesse : « Enfants, faites attention que le roi vous voit ! » Mais quand toute l'armée

française fut arrivée, et que Bayard et les autres chefs d'aventuriers eurent pris part à l'action, les Vénitiens furent culbutés; huit à dix mille d'entre eux restèrent sur le champ de bataille avec tous les bagages et l'artillerie. Le brave Alviano, commandant en second, dont les conseils hardis avaient été méprisés par Petigliano, fut renversé et fait prisonnier. Louis XII, le voyant grièvement blessé au visage, l'accueillit avec la plus généreuse bienveillance, et lui adressa des consolations et des louanges. Cette bataille, connue sous le nom de Vailla, de Chiara, d'Adda, ou d'Agnadel, fut livrée le 14 mai 1509.

Les débris de l'armée vénitienne ne purent trouver de refuge nulle part. Toutes les villes où ils se présentèrent, attendant l'arrivée du vainqueur pour se donner à lui, fermèrent leurs portes. Le malheureux Petigliano fut obligé de se replier sur Mestre, au bord des lagunes. Le roi de France, poursuivant ses succès, prit Bergame, Brescia et Crême. En moins de quinze jours il fut maître de tout le pays que le traité lui avait assigné. Voyant ces brillantes et rapides conquêtes, tous les ennemis de Venise se mirent en campagne. Les troupes du pape firent capituler les villes de la Romagne. Une flotte aragonaise reprit sans combattre les ports napolitains; les seigneurs de Ferrare et de Mantoue reconquirent sans peine les territoires dont ils avaient été dépouillés, et les soldats de Maximilien relevèrent le drapeau de la maison d'Autriche dans le Frioul et dans l'Istrie.

Au milieu de l'agitation que ces désastres répandirent parmi la population de Venise, le gouvernement sut conserver toute son autorité. A l'exemple des Romains, qui, après la bataille de Cannes, avaient envoyé des ambassadeurs à Varron pour le féliciter de n'avoir point désespéré du salut de la république, il dépêcha un message au comte de Petigliano pour le louer de sa constance. La république rappela ses garnisons, abandonna ses États de terre ferme, et, concentrant son armée dans ses lagunes inexpugnables, elle attendit l'effet de la discorde qui divisait déjà ses ennemis. Toutefois elle ne dédaigna pas la voie des négociations. Maximilien rejeta tout accommodement; Ferdinand d'Aragon résolut d'attendre; mais le pape accueillit la soumission des vaincus, et retira son interdit. Quant à Louis XII, il ramena ses troupes dans le Milanais et revint en France.

Maximilien, à qui le roi de France avait laissé sept à huit cents lances sous les ordres de la Palice et de Bayard, entra en campagne, et revint avec quatre-vingt mille hommes et deux cents canons, mettre le siége devant Padoue, dont les Vénitiens s'étaient emparés par surprise, et qu'ils avaient fortifiée et approvisionnée. Ce dernier boulevard de la république, défendu par Petigliano, par le provéditeur André Gritti et par toute la noblesse vénitienne, opposa une héroïque résistance. Plusieurs assauts meurtriers furent repoussés, et le seizième jour l'Empereur leva honteusement le siége, aban-

donnant son armée et ses bagages pour se sauver en Allemagne. Les Vénitiens, profitant de sa retraite, reprirent Vicence, et menacèrent Vérone, que les Français furent obligés de défendre. Ils allèrent ensuite assiéger Ferrare, pour se venger du souverain de cette ville. Cette entreprise ne fut pas heureuse : la flotte, qui avait remonté le Pô, sous le commandement de l'amiral Trevisani, fut foudroyée par l'artillerie des assiégés, et plus de deux mille hommes périrent dans l'action.

Cependant Maximilien, honteux de ses revers, abandonna à Louis XII les forts de Vérone, seule place qui lui restât, pour gage d'un prêt de soixante mille ducats. Avec cet argent et les troupes que le roi laissait à sa disposition, il entreprit une nouvelle campagne (1510). L'armée de la république, réduite à douze mille hommes, sous les ordres de Paul Baglione, qui avait succédé à Petigliano décédé, ne pouvait faire qu'une guerre défensive : aussi fut-elle obligée de se retirer devant l'armée combinée de l'Empereur et du roi de France, et d'abandonner Vicence. La prise de Legnano par les Français fut l'événement le plus remarquable de cette campagne.

Jules II, effrayé des conquêtes des Français, dont il redoutait encore plus la domination que celle des Allemands, avait depuis longtemps conçu la haute pensée de délivrer l'Italie de la présence des étrangers. Ce fut dans ce but qu'après sa réconciliation avec Venise, il suscita des adversaires à Louis XII. Il s'adressa d'abord aux Suisses, qui, ayant demandé

à la France une augmentation de subsides, n'en avaient reçu qu'un refus dédaigneux ; il leur envoya comme légat l'évêque de Sion, qui leur dit la gloire qu'il y aurait pour eux à se faire les défenseurs du saint-siége. Les Suisses écoutèrent la voix du prélat, et conclurent leur traité avec le pape et les Vénitiens. Jules II fit aussi entrer dans ses projets Ferdinand d'Aragon, en lui donnant l'investiture du royaume de Naples. Cette coalition laissa les Français sans autres alliés que l'Empereur et le duc de Ferrare.

Les premières entreprises de la nouvelle ligue eurent peu de succès : une flotte de onze galères vénitiennes, auxquelles une galère du pape s'était jointe, assiégea inutilement Gênes; six mille Suisses descendirent dans le Milanais; mais, vaincus par l'argent de la France, ils rentrèrent dans leurs montagnes sans avoir combattu; enfin les Vénitiens, ayant mis le siége devant Vérone, y trouvèrent une si vigoureuse résistance, qu'ils furent obligés de se retirer. Ces revers ne firent rien perdre au pape de son courage : il exigea des Vénitiens qu'ils fissent une nouvelle tentative sur Gênes; elle n'eut pas plus de succès que la première. Après ce second échec, Louis XII, fit proposer une sorte d'accommodement à Jules II; mais le saint-père le rejeta. Alors le roi convoqua à Tours une assemblée générale du clergé de France, qui prétendit l'autoriser à se soustraire à l'obédience de Jules. Il envoya cette décision à ses alliés, et les engagea à assembler un concile œcumé-

nique pour réformer, disait-il, l'Église dans son chef et dans ses membres. Jules II ne s'effraya point; il marcha en personne contre le duc de Ferrare. Chaumont d'Amboise, général de Louis XII, à l'instigation des Bentivoglio, seigneurs dépossédés de Bologne, accourut et menaça le saint-père, renfermé dans cette ville. Celui-ci se vit obligé d'entamer des négociations, mais il les interrompit à l'arrivée des troupes vénitiennes et napolitaines, qui forcèrent les Français à la retraite (1511); il reprit alors l'offensive, et se porta sur la Mirandole, qui appartenait à un seigneur allié de la France. Le vieux pontife pressa les travaux du siége, dirigea les batteries, et partagea toutes les fatigues comme tous les dangers. Après avoir pratiqué une large brèche, il se disposait à donner l'assaut, lorsque les assiégés demandèrent à capituler. Jules les reçut à discrétion, et entra dans la ville par la brèche, comme aurait pu le faire un jeune conquérant.

L'activité de Jules II laissait peu de choses à faire aux généraux vénitiens. Après la prise de la Mirandole, il marcha contre le duc de Ferrare, qui secondait les opérations des Français, et mit le siége devant les châteaux qui défendaient la capitale de ce prince; mais il fut battu par Bayard et forcé de se retirer sur Ravenne.

Maximilien, n'ayant d'autre but que de recouvrer les territoires qu'il réclamait de la république, ne se montrait pas éloigné d'accueillir les sollicitations du pape et de Ferdinand d'Aragon, qui le pressaient

d'entrer dans la ligue. Il convoqua à Mantoue un congrès ; mais Jules II, qui n'aimait pas les transactions momentanées, sources de guerre pour l'avenir, parvint à rendre ce congrés inutile. Louis XII alors ne garda plus de ménagement : il fit citer le pape au conciliabule qu'il venait de convoquer à Pise de concert avec l'Empereur, et où se rendirent seulement le clergé de France et quelques cardinaux ennemis du souverain pontife. Jules II neutralisa tout l'effet de cette mesure, contre laquelle s'éleva d'ailleurs l'opinion publique, en convoquant de son côté un concile à Saint-Jean-de-Latran, et en excommuniant l'assemblée de Pise.

Le 5 octobre 1511, le pape resserra par un nouveau traité les liens de la coalition qu'il était parvenu à former pour expulser les Français de l'Italie. Venise et Ferdinand s'engagèrent à mettre sur pied toutes leurs forces. Les Suisses descendirent de leurs montagnes au nombre de seize mille hommes. Cette armée combinée, qui reçut le nom d'armée de la Sainte-Ligue, fut placée sous le commandement de Raymond Cardonne, vice-roi de Naples. Le roi d'Angleterre, Henri VIII, accepta la place qui lui fut réservée dans le traité. Louis XII, déjà discrédité dans la chrétienté pour oser soutenir une guerre ouverte contre le pape, se trouva alors avec la moitié de l'Europe sur les bras, sans autre appui que l'alliance incertaine de Maximilien, et celle du duc de Ferrare, qui lui était presque inutile. La

ligue dont il avait été le promoteur s'était retournée contre lui.

Pour résister à toutes les forces de ses ennemis, Louis n'avait en Italie que treize cents lances et quatorze mille fantassins, sous les ordres de Gaston de Foix, duc de Nemours, son neveu, qui, à peine âgé de vingt-deux ans, rendit son nom immortel par sa valeur et son audace. Ce jeune général attaqua d'abord les Suisses, qui se dirigeaient sur Milan, leur coupa les vivres, les harcela par de petits combats, et les engagea à force d'argent à retourner dans leur pays, comme ils avaient fait précédemment. Il marcha ensuite au secours de Bologne, qui était assiégée par l'armée pontificale et espagnole, profita d'un temps affreux pour pénétrer dans la ville, et en fit lever le siége. Là il apprit que l'armée vénitienne, pour opérer une diversion, s'avançait dans la Lombardie, et que Brescia venait de lui ouvrir ses portes. Aussitôt, laissant une garnison dans Bologne, il se mit en route, et au bout de neuf jours, ayant fait une marche de plus de deux cents kilomètres, traversé plusieurs rivières, et détruit un corps vénitien qui gardait un passage de l'Adige, il se trouva devant la ville qu'il voulait reprendre (1512). L'attaque des Français fut impétueuse; ils avaient à cœur d'entrer dans Brescia, une des plus riches et des plus opulentes villes de l'Italie. La place fut emportée d'assaut, malgré la résistance des Vénitiens, dont on fit un horrible carnage: un très-petit nombre se sauvèrent; le provê-

diteur André Gritti fut fait prisonnier. Le pillage de Brescia récompensa la bravoure des vainqueurs, qui pendant sept jours s'abandonnèrent aux excès de tous les genres. Dans cette circonstance, le chevalier Bayard se rendit à jamais célèbre par sa belle conduite et par son désintéressement.

Mais la politique allait rendre inutile l'activité du jeune héros. Le roi d'Angleterre, Henri VIII, après avoir accédé à la Sainte-Ligue, avait envoyé dix mille hommes en Espagne pour s'emparer de la Guienne; les Suisses s'avançaient à la fois sur la Bourgogne et sur le Milanais, et Maximilien, pressé par les instances du pape et du roi d'Aragon, s'était déterminé à conclure une trêve de dix mois avec les Vénitiens, en se faisant payer une somme de cinquante mille florins. Louis XII, résolu de frapper un grand coup, envoya sur-le-champ à son neveu l'ordre de se porter sur la Romagne et de poursuivre à outrance l'armée de la Sainte-Ligue. Gaston quitta Modène, où il s'était retiré après la prise de Brescia, et marcha sur Ravenne. Le 11 avril, jour de Pâques, les deux armées se trouvèrent en présence. L'infanterie française fut d'abord repoussée par la terrible infanterie espagnole; alors Gaston fit tonner la redoutable artillerie du duc de Ferrare, la plus belle de l'Europe après celle de Venise. L'infanterie espagnole et la cavalerie pontificale, lassées de se voir hachées par les boulets, se retirèrent après un combat de dix heures; mais Gaston, déjà maître de la victoire, crut qu'elle serait incomplète s'il

n'anéantissait pas ces vaillants fantassins espagnols. A la tête d'un escadron de gendarmerie, il se mit à leur poursuite, pénétra au milieu des rangs et y trouva la mort. Il fut renversé par un soldat qui lui enfonça son épée dans le sein.

Ainsi périt le jeune et brillant Gaston, qu'une campagne de trois mois avait placé au dessus des capitaines les plus renommés. La bataille de Ravenne, la plus sanglante qu'on eût encore vue dans les guerres modernes de l'Italie, coûta aux vaincus douze mille hommes, leurs bagages, leur artillerie; aux vainqueurs, six mille hommes et une partie de leurs capitaines. Les prisonniers de distinction faits par les Français furent le fameux Fabrice Colonna, commandant de la cavalerie pontificale; l'Espagnol Pierre Navarre, inventeur du système des mines contre les villes assiégées; le cardinal Pierre de Médicis, légat près l'armée espagnole, et le marquis de Pescaire. Ces illustres captifs eurent l'humiliation de suivre à pied non pas le char de triomphe, mais le char funèbre de leur vainqueur.

La nouvelle du désastre de Ravenne et la crainte de voir bientôt les Français aux portes de Rome répandirent la consternation dans cette ville. Toute la cour du pape se jeta à ses pieds pour le supplier de renoncer à ses projets; mais rien ne put ébranler la constance de l'intrépide vieillard. D'ailleurs un événement important venait de relever ses espérances. L'Empereur, craignant que la victoire de Ravenne n'enflât trop l'orgueil et les prétentions des Fran-

çais, avait ordonné que tous les Allemands abandonnassent le service de Louis XII. Après cette défection, la Palice, successeur de Gaston, quitta la Romagne pour marcher au secours de Milan, menacée par vingt mille Suisses qui étaient descendus en Italie sous la conduite du cardinal de Sion. Ces dangereux ennemis se joignirent bientôt à dix mille Vénitiens. Contre des forces aussi imposantes, la défensive était difficile pour le général français, qui, depuis le départ des soldats de Maximilien, n'avait presque plus d'infanterie. Il opéra sa retraite, emmenant avec lui les prisonniers faits à Ravenne et les membres du conciliabule de Pise, qui ne tardèrent pas à se disperser. Toutes les villes qui avaient été prises, du fond de la Romagne aux confins de la Savoie, furent abandonnées l'une après l'autre. Il n'y eut que trois mois entre la victoire de Ravenne et l'entière expulsion des Français de l'Italie.

Après avoir vu les confédérés poursuivre avec acharnement les Français jusqu'au pied des Alpes, Jules II s'occupa de régler les destinées de l'Italie, dont il était le libérateur. La couronne de Milan fut rendue au jeune Maximilien Sforza. Le duc de Ferrare, protégé de Louis XII, fut dépouillé d'une partie de ses États; Gênes, qui s'était révoltée, recouvra son indépendance avec le dogat; et, pour punir Florence de son infidélité à la cause de l'Italie, on y rétablit les Médicis. Jules II songeait aussi à contenir les Vénitiens, qui commençaient à redevenir redoutables, ainsi que le roi d'Aragon et de Naples;

mais la mort le surprit au milieu de ses desseins. Son successeur fut le cardinal de Médicis, qui avait été fait prisonnier à la bataille de Ravenne. Ce nouveau pape, plein de talents et âgé seulement de trente-sept ans, prit le nom de Léon X, nom qui rappelle de si glorieux souvenirs.

Léon X hérita des vues de son prédécesseur, et, comme lui, ambitionna la gloire d'être le libérateur de l'Italie. La guerre continua; mais Louis XII, sentant le besoin d'une alliance qui lui permît de réparer ses désastres, entama des négociations avec les Vénitiens, pour la ruine desquels il avait commencé la guerre. Le sénat accueillit ses ouvertures, et le provéditeur André Gritti, prisonnier en France depuis la prise de Brescia, reçut des pouvoirs pour conclure un traité, qui fut signé le 14 mars 1513. Par ce traité la république garantissait au roi la possession du Milanais et s'engageait à lui fournir quatorze mille hommes, sous le commandement d'Alviano, rendu à la liberté.

Louis XII, au lieu de consacrer ses forces à la défense de son royaume, attaqué par les Anglais au nord, les Suisses à l'est, et les Espagnols au midi, ne songeait qu'à recouvrer le Milanais. La Trémoille envahit le duché avec dix-huit mille hommes; toutes les villes se rendirent les unes après les autres, et le jeune Sforza, qui s'était déjà attiré la haine des Milanais par son incapacité, se réfugia dans le camp des Suisses à Novare, dans le lieu même où son père avait été si indignement trahi treize ans auparavant.

Les Français l'y assiégèrent; mais cette fois les Suisses résistèrent glorieusement, et forcèrent la Trémoille à la retraite; le général français alla camper à trois kilomètres de Novare, vers un bourg appelé la Riotta. Les Suisses, animés d'une de ces résolutions qui révèlent l'audace des chefs et la confiance du soldat, se mirent à sa poursuite, et, sans canon ni cavalerie, l'attaquèrent à l'improviste. Rien ne put résister à ces terribles montagnards; la gendarmerie française, saisie d'une terreur panique, prit la fuite, et son exemple fit lâcher pied au reste de l'armée. Dix mille hommes restèrent sur le champ de bataille; l'artillerie et les bagages tombèrent au pouvoir des vainqueurs. Les Français se retirèrent d'abord sur Alexandrie, puis dans le Piémont, puis enfin repassèrent les Alpes, en abandonnant les Vénitiens, leurs alliés, malgré les instances du provéditeur Gritti; le Milanais rentra sous la domination de Sforza.

Cette bataille de la Riotta décida du sort de la campagne (1513). L'armée vénitienne, après avoir parcouru et ravagé impunément les provinces de la rive gauche de l'Adige, fut obligée de se retirer devant les Espagnols, qui étaient enfin sortis de leur inaction, et de se renfermer dans Trévise et dans Padoue. Cette dernière ville, assiégée par l'armée des confédérés, se défendit courageusement et força l'ennemi à lever le siége. Le général espagnol, Raymond Cardonne, irrité du mauvais succès de sa tentative, se mit à ravager le pays qui restait aux

Vénitiens. Il mit en cendres les villes de Mestre, de Marghera, de Lizza-Fusina ; livra au pillage les belles villas que les patriciens de Venise possédaient sur les bords de la Brenta, et promena impitoyablement le ravage jusque devant les lagunes. De la place Saint-Marc on entendait le canon de l'ennemi, et l'on voyait les flammes s'élever du sein des villages saccagés.

Alviano, renfermé dans Padoue, obtint l'autorisation d'en sortir pour venger la république de ces pillards. Il courut sur eux, les atteignit à trois kilomètres de Vicence, près du village de la Motta. Le combat s'engagea entre ses soldats et les Espagnols, exténués de fatigue et chargés de butin. Ceux-ci, animés par le courage du désespoir, firent si bonne contenance, que dès le premier choc les troupes vénitiennes lâchèrent pied et abandonnèrent leur artillerie et leurs chefs. Il s'ensuivit un horrible carnage : quatre mille hommes restèrent sur le champ de bataille; les deux provéditeurs qui accompagnaient l'armée, le premier, André Gritti, escalada les remparts de Vicence pour se sauver; le second, André Loredano, fut massacré. Paul Baglione fut fait prisonnier, et Alviano se jeta dans Trévise.

Ni ce sanglant revers, ni un incendie terrible qui consuma vers cette époque plus de deux mille maisons dans le quartier le plus populeux de la capitale, n'ébranlèrent la constance de la Seigneurie. Elle avait foi d'ailleurs dans le patriotisme de trois hommes supérieurs qui devaient assurer le salut de la république. Ces hommes étaient Rienzo da Ceri, gouver-

neur de Crême, seule place qui lui restât au delà de l'Adige; le comte de Savorgnano, opposé dans le Frioul aux soldats de Maximilien, qui avait fini par entrer ouvertement dans la Sainte-Ligue; et Alviano, qu'elle eut cette fois la sagesse de ne pas décourager en s'abstenant de lui imputer les revers de la république. Trois mois après le désastre de la Motta, Venise s'était créé une nouvelle armée, et était en état de braver tous les efforts de l'ennemi.

Louis XII, après avoir conclu la paix avec le roi d'Angleterre, et une trêve avec l'Empereur et le roi d'Aragon, reprit son projet favori, la conquête du Milanais. Léon X, effrayé du retour des Français en Italie, renouvela ses instances auprès des Vénitiens pour les détacher de l'alliance du roi et les engager à faire leur paix avec l'Empereur. Il chargea de cette négociation un littérateur distingué, Pierre Bembo, patricien de Venise, alors son secrétaire. Les conditions proposées ayant paru inadmissibles à la Seigneurie, les pourparlers furent rompus. Les Vénitiens envoyèrent alors des ambassadeurs pour resserrer les liens de l'alliance française, et pour complimenter Louis XII sur son mariage avec la jeune sœur du roi d'Angleterre; mais les ambassadeurs apprirent en route la mort du monarque. Il avait succombé le 1er janvier 1515.

Le nouveau roi, François Ier, jeune, beau, spirituel, brave, magnifique, et plein des idées romanesques de la chevalerie, résolut de venger les

humiliations des Français en Italie. A peine monté sur le trône, il se hâta de prendre le titre de duc de Milan, comme héritier de Valentine Visconti, sa bisaïeule; et, après avoir renouvelé l'alliance avec les Vénitiens, il leur fit savoir qu'il leur donnait rendez-vous dans quatre mois sur l'Adda. Il tint parole. Au mois d'août 1515, il se trouva au pied des Alpes avec quarante mille hommes d'infanterie et quatorze mille chevaux. A la nouvelle de ces préparatifs formidables, la Sainte-Ligue se mit en mouvement. Le pape, l'Empereur, le roi d'Espagne et les Suisses s'apprêtèrent à défendre le Milanais. Ces derniers, sous le commandement de Prosper Colonna, se placèrent derrière les Alpes pour en interdire le passage aux Français; mais François Ier tourna leurs positions en traversant des montagnes non franchies jusqu'alors. Ce passage merveilleux, aussi hardi que celui d'Annibal, jeta l'épouvante en Italie. Les Suisses se retirèrent sur Milan, l'armée pontificale suspendit sa marche, et l'Espagnol Cardonne, serré de près par le Vénitien Alviano, se renferma dans Plaisance.

François Ier, pour assurer sa jonction avec les Vénitiens et empêcher les Espagnols de franchir l'Adda, s'avança jusqu'à Marignan, à une égale distance de Milan, du Pô et de l'Adda. Les Suisses, excités par les prédications du cardinal de Sion, sortirent de Milan au nombre de quarante mille, et vinrent l'attaquer dans son camp (septembre 1515). Leur armée marchait au son des cornets redou-

tés d'Uri et d'Unterwald, qui ne se faisaient entendre que dans les jours de combats. La bataille dura deux jours ; le premier jour n'amena aucun résultat, malgré les charges brillantes faites par François Ier à la tête de sa vaillante noblesse. Les combattants passèrent la nuit à la place même où elle les avait surpris ; on n'alluma pas de feu, et les corps suisses et français se trouvèrent entremêlés ; le roi, accablé de fatigue, prit quelques instants de repos sur l'affût d'un canon, à cinquante pas d'un bataillon ennemi. Au point du jour le combat recommença avec une égale fureur; mais le connétable de Bourbon avait pris de si bonnes dispositions, que les Suisses finirent par reculer. Lorsqu'ils entendirent le cri de *Saint-Marc!* poussé par l'armée vénitienne, qui, guidée par le bruit du canon, avait marché toute la nuit pour venir au secours des Français, ils se retirèrent en bon ordre et rentrèrent dans Milan, laissant douze mille des leurs sur le champ de bataille. Après ce combat, qui fut appelé *le combat des Géants*, François Ier se fit armer chevalier par Bayard, le chevalier sans peur et sans reproche.

La défaite qu'ils venaient d'essuyer détermina les Suisses à reprendre le chemin de leurs montagnes. Maximilien Sforza, abandonné de ses défenseurs, signa bientôt une capitulation par laquelle il cédait tous ses droits au roi; il se retira en France, où il mourut sans inspirer aucun intérêt.

Afin de rendre sa conquête durable, François Ier

rechercha l'alliance du pape et des Suisses, l'âme et les bras de la Sainte-Ligue. Léon X, qui ne voyait plus d'obstacle à la marche des Français, conclut un traité de paix par lequel il rendit les villes de Parme et de Plaisance pour faire partie du duché de Milan. Après ces arrangements, François Ier repartit pour la France, ne laissant que sept cents lances et dix mille fantassins en Italie, sous les ordres du connétable de Bourbon.

Cependant les Vénitiens continuaient la guerre. Après la bataille de Marignan, Alviano, avec sa promptitude ordinaire, avait repris sur les Espagnols et les Allemands les villes que la république avait perdues ; mais cet intrépide guerrier fut bientôt arrêté au milieu de ses succès ; les fatigues de la dernière campagne avaient ruiné ses forces ; il mourut au moment où il venait de reconquérir Bergame et se disposait à assiéger Brescia. La république rendit de grands honneurs à sa mémoire.

Par une bizarrerie qui achèvera de faire connaître le caractère de Maximilien, ce prince attendit que tous ses alliés eussent traité avec la France pour sortir de l'inaction où il s'était obstiné à rester, lorsqu'un effort de sa part eût pu faire changer la fortune. Au commencement de 1516, il envahit en personne les États vénitiens avec une armée de trente-cinq mille aventuriers, moitié Suisses et moitié Allemands (1), et parvint jusqu'à Vérone sans

(1) Ces aventuriers portaient le nom de *landsknechte,* enfants du pays.

que Théodore Trivulzio, successeur d'Alviano, osât essayer d'arrêter sa marche. Après avoir franchi l'Adda à Rivolta, il envoya l'ordre aux Milanais de lui apporter les clefs de leur ville. Le duc de Bourbon, gouverneur du duché, voyait toutes les conquêtes des Français près de lui échapper, lorsque arriva un secours de dix mille Suisses, qu'il avait demandé aux cantons signataires du traité d'alliance avec la France. Ces Suisses, dont le capitaine se trouvait être un zélé partisan de la France, excitèrent à la désertion les Suisses de l'armée impériale. Maximilien, aussi prompt à abandonner ses projets qu'à les concevoir, craignant d'ailleurs d'être trahi par ses mercenaires, renonça tout à coup à ses conquêtes. Il laissa son armée, et, se voyant poursuivi par les Français, il se sauva plutôt qu'il ne se retira sur Trente. Aussitôt après ce départ, toutes les petites places ouvrirent leurs portes aux Vénitiens ; Lautrec et Trivulzio s'emparèrent de Brescia, que Venise avait perdue depuis sept ans. Ces deux généraux allèrent ensuite mettre le siége devant Vérone. La mésintelligence commençait à éclater entre les Français et les Vénitiens au sujet de la froideur que les premiers mettaient à seconder leurs alliés, lorsqu'on apprit que les rois de France et d'Espagne, fatigués de huit ans de guerre, venaient de signer à Noyon (13 août 1516) un traité de paix qui réglait les affaires de l'Italie. Maximilien, quoique n'ayant pas été consulté par son petit-fils, accéda à ce traité : il rendit à Venise tous ses États ;

mais cette république, déchue de son ancienne puissance, n'était plus capable de servir de barrière à l'Italie, ni d'être une alliée pour la France.

Telle fut l'issue de cette fameuse ligue de Cambrai, durant laquelle les Vénitiens, contre qui elle avait été formée, déployèrent une activité extraordinaire. Dans les conjonctures difficiles où il se trouva placé, le sénat parvint à créer d'immenses ressources pour réparer les désastres publics. Les dons volontaires faits par le clergé et les nobles n'ayant pas suffi aux besoins du trésor, il ouvrit des emprunts qui permirent à la république de rembourser les frais de la guerre. Cette guerre absorba la somme énorme pour ce temps-là de cinq millions de ducats d'or, représentant au moins cent soixante-dix millions de notre monnaie actuelle.

Nous rapporterons ici un fait honorable pour la république, et qui témoigne de sa sollicitude pour les savants et les artistes. Lorsqu'elle appela tous les citoyens aux armes et imposa des taxes extraordinaires, elle en excepta le Titien, né sur son territoire, et l'architecte florentin Jacopo Sansovino, à qui elle était redevable de plusieurs monuments, notamment de la bibliothèque de Saint-Marc et de l'hôtel de la monnaie.

CHAPITRE IX

Rivalité de Charles-Quint et de François Ier. — Ligue contre Charles-Quint. — Sac de Rome par les luthériens. — Troisième guerre contre les Turcs. — Venise en paix avec toute la chrétienté. — (1515-1567).

De nouvelles agitations ne tardèrent pas à suivre la pacification de l'Italie. L'empereur Maximilien étant mort au commencement de l'année 1519, deux concurrents se disputèrent sa succession : c'était Charles, roi d'Espagne, petit-fils de Maximilien, et François Ier, roi de France. Les Vénitiens favorisèrent ouvertement les prétentions de ce dernier, et resserrèrent les liens de l'alliance qu'ils avaient précédemment conclue avec la France. Cette ligue n'empêcha pas Charles de l'emporter : il fut proclamé empereur par la majorité des électeurs allemands réunis à Francfort, et prit le nom de Charles-Quint. Venise craignit alors de s'être attiré le ressentiment du prince dont elle avait traversé l'élection, et d'être

entraînée dans la lutte qui allait s'engager. Pour être prête à tout événement, elle s'empressa de renouveler les traités qui lui garantissaient la paix avec le Grand Seigneur.

L'année 1521 vit mourir le doge Léonard Loredano. Son successeur fut Antoine Grimani, qui, vingt ans auparavant, avait éprouvé la disgrâce de la république pour avoir laissé prendre Lépante par les Turcs sans combattre. Après l'arrêt qui le condamnait à un bannissement perpétuel, il s'était retiré à Rome, où, pendant la guerre de Cambrai, il fut à même de rendre quelques services à sa patrie pour les affaires qu'elle avait fréquemment auprès du saint-siége. Le sénat lui tint compte de son zèle, et le rappela de son exil. Réintégré successivement dans ses biens et dans son rang, Grimani était âgé de quatre-vingt-sept ans lorsqu'il fut élevé à la dignité ducale.

L'élection de Grimani était à peine terminée, qu'on apprit que le pape, sollicité par Charles Quint, venait de conclure avec ce prince une ligue pour chasser les Français de l'Italie, et pour rétablir comme duc de Milan François Sforza, second fils de Louis le More. Venise, dans la nécessité de prendre un parti, demeura attaché à l'alliance française. Une petite armée, sous les ordres de Théodore Trivulzio, fut mise à la disposition du maréchal de Lautrec, qui commandait dans le Milanais. Mais, dans cette guerre, les Vénitiens se montrèrent alliés de la France de nom seulement :

guidés par une politique versatile et timide, ils mirent constamment toute leur application à empêcher que leurs troupes ne prissent une part active aux opérations. Les Impériaux envahirent l'Italie, et réunis aux troupes de la ligue, c'est-à-dire du pape, des Florentins et du marquis de Mantoue, ils vinrent mettre le siége devant Parme. Lautrec délivra cette ville; mais la défection des Suisses affaiblit son armée; il laissa passer le Pô et l'Adda aux ennemis, et se retira à Milan avec les Vénitiens; il fut surpris par Pescaire; et, forcé de quitter la ville, dont les habitants ouvrirent les portes aux Impériaux, il se retira sur le territoire vénitien. En trois semaines tout le duché de Milan se trouva perdu (1521).

Sur ces entrefaites, Léon X mourut. Ce prince, qui avait jeté tant d'éclat sur le pontificat, et dont la fermeté avait éloigné les maux de la réforme qui menaçaient l'Église catholique, eut pour successeur un cardinal Hollandais de naissance, ancien précepteur de Charles-Quint, prêtre vertueux, esprit conciliant, qui n'avait jamais vu l'Italie. Adrien VI (nom que prit le nouveau pape), continua l'alliance du saint-siége avec l'Autriche.

Au printemps de 1522, Lautrec, qui avait reçu un renfort de dix mille Suisses, fit sa jonction avec l'armée vénitienne, passa l'Adda et menaça Milan, où François Sforza venait d'être proclamé. Pescaire le repoussa de cette ville. Alors il s'empara de Novare et se dirigea sur Monza pour recevoir l'argent qu'on lui envoyait de France. Mais l'armée des alliés

lui coupa le chemin à quatre heures de Milan, et se retrancha dans le parc du château de la Bicoque; Lautrec, pour apaiser les murmures des Suisses, qui, ennuyés de leurs marches continuelles, demandaient leur congé ou la bataille, se vit forcé d'attaquer l'ennemi dans cette position formidable. Les montagnards se précipitèrent sur les retranchements des alliés et firent d'héroïques mais inutiles efforts pour les franchir; ils furent écrasés et reculèrent; les autres attaques n'ayant pas eu plus de succès, toute l'armée se mit à faire retraite en bon ordre. Ce combat ruina entièrement les affaires des Français. Les Suisses, irrités de leur défaite, rentrèrent dans leurs montagnes; les Vénitiens se retirèrent sur leur frontière; la plupart des places se rendirent aux Impériaux; Gênes fut surprise, et toute la Lombardie évacuée.

Ces revers firent changer les dispositions de Venise à l'égard de l'armée française réfugiée sur son territoire, et qui désormais lui était à charge. Indignée de la frivolité insouciante de François Ier, qui laissait ses généraux dans la détresse, elle écouta les sollicitations de Charles, et se déclara contre la France. Un traité fut conclu avec l'Autriche le 28 juin 1523. L'adoption de ce parti fut vivement combattue par André Gritti, partisan de ce qu'on appelait le système français. Cette opposition n'empêcha cependant pas que Gritti, qui avait consacré toute sa vie à servir son pays, comme général, amiral, négociateur et provéditeur, ne fût

choisi pour remplacer le doge Antoine Grimani, qui mourut vers cette époque.

Le danger réveilla François Ier; il réunit dix-huit cents gendarmes et trente mille fantassins, qui passèrent les Alpes sous les ordres de l'amiral Bonnivet pour reconquérir la Lombardie (1524). Les alliés exigèrent alors que la république fournît son contingent, et elle fut obligée de faire marcher ses troupes contre ceux qu'elle soutenait l'année précédente. Mais les fautes de l'amiral Bonnivet rendirent sa coopération inutile. Les Français se laissèrent affamer, harceler par les Impériaux : leur retraite jusqu'à Ivrée fut un combat continuel; enfin ils repassèrent le mont Saint-Bernard. Ce fut en combattant à l'arrière-garde que le chevalier Bayard fut tué d'un coup d'arquebuse.

Les Impériaux passèrent les Alpes en même temps que les Français, entrèrent dans la Provence et mirent le siége devant Marseille; mais François Ier, arrivant avec huit mille chevaux, trente-quatre mille fantassins et une formidable artillerie, fondit sur ses ennemis, et les força à repasser les monts. Il ne put voir cette retraite précipitée sans désirer de reprendre le Milanais; malgré les instances de ses vieux généraux, il se jeta dans les Alpes, et sa marche fut si rapide qu'en peu de jours il se trouva à Verceil. A son approche, Venise, effrayée, rappela ses troupes sur l'Adige; puis, se rangeant du côté qu'elle croyait être celui de la fortune, elle passa tout à coup de l'alliance de

l'Empereur à celle de la France. Le nouveau pape, Clément VII, et Florence traitèrent aussi avec François Ier; mais ce prince ne sut pas profiter de la belle position que venait de lui faire son audace. Cédant aux conseils de Bonnivet, il s'amusa, au lieu de poursuivre ses ennemis découragés, à faire le siége de Pavie. Pescaire, qui avait rétabli son armée, s'avança pour délivrer la ville assiégée. Un combat s'engagea dans lequel les Français, inférieurs en nombre, furent vaincus et perdirent neuf mille hommes. *Le roi chevalier*, après s'être défendu vaillamment avec une épée brisée, fut fait prisonnier, ainsi que les principaux seigneurs de la France (février 1525).

A la nouvelle de ce désastre, les perplexités de Venise recommencèrent. Elle craignit le ressentiment du vainqueur, et comme sa défection n'avait pas été annoncée officiellement, elle fit féliciter Charles-Quint par son ambassadeur. Mais la conduite de l'Empereur lui fit bientôt abandonner son rôle de suppliante. Le traité de Madrid imposé au malheureux François Ier ne laissa plus de doutes sur les projets d'envahissement de la maison d'Autriche, et les alliés comprirent qu'il était nécessaire de s'y opposer. Tous les États de l'Italie, se voyant menacés par une armée victorieuse, désordonnée et ne vivant que de pillage, se laissèrent persuader par les Vénitiens, et formèrent une nouvelle ligue par laquelle ils se garantissaient mutuellement leur indépendance et s'engageaient à attaquer les

forces de l'Empereur en Italie. Les premiers soins du roi de France rendu à la liberté fut de confirmer ce traité qui fut signé le 22 mars 1526, et qu'on appela le traité de Cognac.

Les hostilités commencèrent aussitôt. L'armée des Vénitiens, commandée par le duc d'Urbin, et celle du pape, sous les ordres de l'historien Guicciardini, étaient très-supérieures en forces à celles des Impériaux; mais elles manquaient de cette vigueur dans l'exécution si nécessaire aux entreprises hardiment conçues. Milan fut prise par les Espagnols et livrée à toute la cupidité et à toute la barbarie des soldats. François Sforza, assiégé dans le château, capitula et se réfugia dans le camp des alliés. La ligue, désespérée de l'inaction du roi de France, ralentit ses efforts.

Pendant ce temps, de nouvelles troupes allemandes descendaient en Italie pour renforcer l'armée de l'Empereur. C'étaient principalement des pillards luthériens, qui dans leur farouche aveuglement s'avançaient, disaient-ils, pour prendre le pape. Ils débouchèrent par le Mantouan, sans que le duc d'Urbin arrêtât leur marche, et joignirent vers la Trebia le duc de Bourbon, qui avait abandonné traîtreusement sa patrie pour se mettre au service de Charles-Quint. Cette armée formidable passa le Pô, et vint couronner les montagnes voisines de Bologne. De là elle envoya une garnison à Ferrare, dont le duc s'était déclaré ennemi de la ligue. Puis, négligeant Florence parce qu'il fallait

combattre pour s'en emparer, Bourbon, pour obéir à ses soldats qui demandaient à grands cris qu'on les conduisît au pillage, marcha sur Rome, sans artillerie, sans magasins et sans équipages. Arrivé devant la ville éternelle avec quarante mille hommes, il hésita d'abord à consommer sa sacrilége entreprise; mais, entraîné par ses bandes indisciplinées, il donna l'assaut, et reçut dès le premier choc une blessure dont il mourut quelques heures après. Les soldats, furieux de la perte de leur général, franchirent le rempart, renversèrent les milices pontificales et se précipitèrent dans la ville. Jamais peut-être dans l'histoire du monde, dit M. Sismondi, une grande capitale ne fut abandonnée à un abus plus atroce de la victoire. Chaque maison, chaque famille fut torturée à son tour. L'avidité des soldats allemands ne respecta ni les tabernacles, ni les chefs-d'œuvre des arts. La bibliothèque du Vatican fut pillée, et les excès épouvantables de cette troupe effrénée, qui se commettaient même dans les basiliques de Saint-Paul et de Saint-Pierre, durèrent, sans se ralentir, pendant deux mois.

Le duc d'Urbin, qui, d'après les ordres de Venise, s'était avancé jusque sous les murs de Rome, ne fit rien pour sauver la capitale du monde chrétien, ni même pour empêcher tant de barbarie. Sous prétexte que ses troupes étaient insuffisantes, il se retira pour attendre des renforts. Mais cette conduite fut l'effet de la trahison ou de la lâcheté. Clément VII, assiégé dans le château Saint-Ange, où il s'était

réfugié et où il avait été réduit à se nourrir des plus vils aliments, capitula lors qu'il vit ses alliés l'abandonner. Avant de lui rendre la liberté, on exigea de lui quatre mille ducats d'or et la cession d'Ostie, de Cività-Vecchia, de Parme, de Plaisance et de Modène.

A la nouvelle du sac de Rome, il n'y eut qu'un cri d'indignation dans toute l'Europe. Charles-Quint, affectant une douleur hypocrite, désavoua les excès de ses soldats et fit faire des prières publiques pour la délivrance du souverain pontife; mais il n'ordonna pas à ses généraux d'abandonner leur proie, et maintint les conditions exorbitantes de la rançon du saint-père. Au mois d'août 1527, une nouvelle armée française descendit en Italie sous le commandement du maréchal de Lautrec. En un instant elle soumit Gênes et Alexandrie. Après avoir opéré sa jonction avec les troupes de Florence, de Venise et du duc de Milan, elle s'empara de Pavie et se dirigea sur Rome; mais avant qu'elle eût atteint cette ville, le pape avait recouvré sa liberté. Les impies qui avaient pillé sa capitale et l'avaient forcé de se racheter avec les pierreries de la tiare, diminués de moitié par leurs débauches et par la peste qu'ils avaient apportée, se réfugièrent dans le royaume de Naples. Lautrec les suivit emmenant avec lui trois mille Vénitiens. La conquête facile de plusieurs places le détermina à aller assiéger la capitale par terre, tandis que la flotte génoise, commandée par André Doria la bloquait par mer. Mais cet amiral, le plus grand homme de mer de son temps, ayant été

abreuvé de dégoûts par les alliés, passa au service de Charles-Quint, et vint lui-même ravitailler Naples. Cette décision fut un coup mortel pour la cause française. Lautrec mourut de la peste ; les débris de son armée, harcelés par les troupes hispano-allemandes, désolés par la peste et par la faim, opérèrent leur retraite, et, après avoir capitulé, furent ramenés à la frontière sans armes et sans drapeaux.

François Ier fit un nouvel effort pour rétablir ses affaires en Italie. Le comte de Saint-Pol, à la tête de mille lances et de dix mille fantassins arriva, dans le Milanais (1528). Ces troupes, réunies à celles du comte d'Urbin, reprirent Pavie, qui était retombée entre les mains des Impériaux. Une insurrection qui éclata à Gênes par suite de la défection de Doria, appela bientôt l'attention du comte de Saint-Pol ailleurs : il se mit en marche pour aller défendre la citadelle de cette ville, qui tenait encore, et essaya de décider les Vénitiens à le suivre. Ceux-ci, qui voulaient le rétablissement de Sforza sur le trône de Milan, refusèrent. La mésintelligence éclata entre les deux armées. Agissant séparément, les Français furent battus, et les Vénitiens restés seuls, n'osèrent rien entreprendre.

En 1529, Charles-Quint, ayant armé une flotte de deux cents voiles, débarqua lui-même en Italie pour achever la conquête de ces belles contrées que ses généraux avaient soumises. Dans cette conjoncture, Clément VII, reconnaissant l'impossibilité d'assurer l'indépendance de l'Italie, mécontent d'ailleurs de

ses alliés, qui l'avaient si mal secondé, se résigna à traiter avec son vainqueur. Il donna à Charles Quint l'investiture de Naples, et recouvra ses États. Peu de temps après, François I[er], las d'une guerre où il n'avait éprouvé que des désastres, entama des négociations avec son rival. Le 5 août 1529, un traité fut signé à Cambrai, par lequel, outre plusieurs autres conditions humiliantes, le roi de France renonçait à Milan, à Gênes et à Naples. Il stipula en même temps, sans avoir consulté Venise, que cette république rendrait au pape Cervia et Ravenne, et à l'Empereur les ports qu'elle occupait sur la côte de Naples. En apprenant cette stipulation, Venise déclara avec fermeté qu'elle ne reconnaissait pas à son allié le droit de traiter pour elle. En même temps elle chargea Gaspard Contarino de négocier une paix particulière avec Charles-Quint. Ce prince, pressé de retourner en Allemagne, où les Turcs assiégeaient Vienne et où l'hérésie de Luther faisait des progrès effrayants, accueillit les avances des Vénitiens et se montra généralement indulgent envers l'Italie. Sforza fut laissé en possession du duché de Milan, qui reçut des garnisons espagnoles et fut imposé à d'énormes sommes. Quant aux Vénitiens, ils furent obligés de rendre leurs conquêtes et de payer 300,000 ducats pour les frais de la guerre ; mais en même temps l'Empereur reconnut l'indépendance de leur territoire, et confirma toutes les franchises dont leur commerce jouissait auparavant sur la côte de Naples.

Après ce traité, signé à Bologne, où Charles-Quint s'était rendu pour se faire couronner empereur et roi d'Italie par le saint-père, la république mit tous ses soins pendant plusieurs années à se maintenir en paix avec l'Empereur et le roi de France. Son attention se porta aussi vers deux objets qui, à cette époque, fixaient les regards de l'Europe entière, les progrès de la domination musulmane et ceux du luthéranisme. Voulant conserver intacte la religion sous l'heureuse influence de laquelle elle avait vu sa puissance se développer, elle repoussa les novateurs et ne souffrit pas que l'hérésie pénétrât dans ses États. Quant aux Turcs, elle n'était pas sans inquiétude à leur égard, et la guerre acharnée que Soliman soutenait à ses portes contre Charles-Quint lui faisait présager qu'elle serait bientôt dans la nécessité de rompre la neutralité qu'elle s'était prescrite. Les avanies auxquelles son commerce était exposé journellement dans l'Archipel la déterminèrent à porter sa flotte à cent galères et à lever un corps de huit mille hommes pour renforcer les garnisons de ses colonies : elle voulait se tenir prête à tout événement et pouvoir soutenir la lutte avec avantage. Ses prévisions ne tardèrent pas à se réaliser. La rupture éclata en 1537. Quelques légères infractions des Vénitiens au traité précédemment conclu furent le prétexte mis en avant par Soliman pour légitimer ses hostilités ; mais il faut en chercher la principale cause dans les dispositions belliqueuse de l'amiral Barberousse, qui sut les faire

partager à son maître, et dans les efforts d'André Doria, commandant des forces navales de Charles-Quint, pour exciter Venise à sortir de sa neutralité.

Au mois de mai 1537, le sultan Soliman, à la tête de son armée, partit de Constantinople et vint à Valona, sur la côte d'Albanie, c'est-à-dire à quelques kilomètres de Corfou, tandis que le fameux corsaire Khaïr-Eddin (Barberousse), devenu capitan-pacha de toutes les forces navales ottomanes, faisait voile vers l'Adriatique. A la nouvelle de ces démonstrations, le sénat de Venise ordonna à son généralissime de rassembler ses forces, d'aller sur la côte d'Italie opérer sa jonction avec les flottes combinées de l'Empereur, du pape et de Malte, sous le commandement d'André Doria. La flotte chrétienne se disposait à risquer une action décisive, lorsqu'elle apprit avec étonnement que les Turcs avaient abandonné tous les points qu'ils avaient envahi. Barberousse s'était borné à ravager les côtes de la Pouille et à emmener en esclavage dix mille habitants. Après huit jours de siége et quatre assauts infructueux, le sultan, rebuté par l'invincible résistance des assiégés, avait fait rembarquer les troupes qu'il avait devant Corfou; quinze mille malheureux paysans enlevés dans l'île avaient partagé le sort des habitants de la Pouille.

Jusque-là la guerre n'avait pas été officiellement déclarée, et la retraite des Turcs faisait espérer une réconciliation. L'hiver de 1537 à 1538 se passa en délibérations sur le parti qu'il convenait à Venise

d'adopter. Deux opinions partageaient les membres du sénat : les uns voulaient qu'on renonçât à une guerre dont les succès auraient l'inconvénient d'augmenter la puissance de Charles-Quint: les autres, et c'était le plus grand nombre, demandaient qu'on opposât une fermeté courageuse aux exigences de la Porte, parce que les griefs qu'elle mettait en avant n'avaient été que l'effet d'accidents fortuits. Cet avis prévalut ; on entama alors avec le saint-siége des négociations à la suite desquelles une ligue fut signée entre le pape, l'Empereur, Venise et l'archiduc d'Autriche; cette alliance était offensive et défensive contre les Turcs. La flotte combinée devait être de deux cents galères et de cent bâtiments de transport; l'armée de terre de quatre mille cinq cents chevaux et de cinquante mille fantassins. Doria fut nommé généralissime de toutes ces forces; Vincent Capello, vieillard de soixante-treize ans, mais animé d'une ardeur toute juvénile, était l'amiral de la république; le patriarche d'Aquilée Grimani, celui des galères pontificales; la rade de Corfou fut désignée pour le rendez-vous de tous les vaisseaux de la coalition.

Cependant Barberousse parcourait l'Archipel et attaquait de toutes parts les colonies de la république, pillant les unes et rançonnant les autres. Ayant appris que la flotte des chrétiens se disposait à attaquer la place forte de Prevesa, située à l'entrée du golfe d'Arta, vis-à-vis du célèbre promontoire d'Actium, il se porta aussitôt avec cent vingt-

deux navires, vers le point menacé, et offrit la bataille à l'ennemi, qui ne paraissait pas vouloir prendre l'initiative (27 septembre 1538). Doria ayant fait un mouvement rétrograde, l'amiral vénitien, qui se trouvait à l'arrière-garde vira de bord et canonna vivement les vaisseaux ottomans, stationnés devant Prevesa ; un grand désordre commençait à se manifester dans les rangs des galères de Barberousse, qui se pressaient pour entrer dans le golfe, lorsque Doria donna le signal de la retraite. Le lendemain, les amiraux chétiens tinrent un conseil de guerre, dans lequel Doria proposa de ne pas attaquer; mais, son opinion n'ayant pas prévalu, les deux flottes se mesurèrent de nouveau. Les mouvements irrésolus de l'amiral génois, qui dans cette circonstance démentit la réputation qu'il avait précédemment acquise, ne purent lutter contre l'attaque franche et audacieuse de Barberousse; deux galères de Venise sautèrent en l'air, deux d'Espagne, une du pape et une de Venise furent prises, et leurs équipages massacrés.

Après la perte de la bataille de Prevesa, Doria donna une nouvelle preuve de son mauvais vouloir envers les alliés de Charles-Quint, en refusant de suivre l'avis de Capello et de Grimani, qui voulaient que la flotte entrât dans l'Archipel, et en proposant de s'enfoncer dans le golfe de Venise pour assiéger quelque place sur la côte d'Albanie. On suivit ses ordres, et l'on se dirigea vers les bouches du Cattaro, afin de s'emparer de Castel-Nuovo. Une violente

tempête assaillit Barberousse, qui se disposait à suivre les chrétiens; sa flotte fut dispersée, et il ne put rentrer dans le port de Valona qu'après avoir perdu plus de soixante navires. Castel-Nuovo fut emporté d'assaut : dix-sept cents prisonniers et un butin qui fut évalué à soixante-dix mille écus furent le prix de cette conquête. Quoiqu'elle dût être attribuée en grande partie aux Vénitiens, Doria prit possession de la forteresse et y mit une garnison espagnole : après quoi il ramena la flotte impériale en Sicile et laissa les Vénitiens seuls à Corfou.

Dans la conviction que l'Empereur n'avait voulu des alliés que pour ménager ses propres forces, le sénat de Venise entama des négociations à Constantinople pour obtenir une paix particulière. La reprise de Castel-Nuovo sur les Espagnols par Barberousse, et l'apparition d'une nouvelle flotte ottomane de cent cinquante voiles dans le golfe, rendirent la mission du négociateur Thomas Contarino assez difficile à remplir. Lorsque, conformément à ses instructions, il demanda la restitution de quelques villes, les vizirs le repoussèrent avec dédain, en réclamant, au contraire, la cession de Malvoisie et de Napoli di Romania. Contarino revint à Venise pour obtenir des pouvoirs plus étendus. Au printemps de 1540, un nouveau plénipotentiaire, Louis Badoer, fut chargé d'aller reprendre les négociations. Badoer partit avec des instructions doubles; le sénat lui avait prescrit de traiter, en stipulant que toutes choses seraient remises sur le pied

où elles étaient avant la guerre; mais le conseil des Dix, qui se croyait en droit d'étendre ses attributions toutes les fois que l'intérêt public l'exigeait, lui remit secrètement de plus amples pouvoirs, qui lui permettaient jusqu'à l'abandon des deux places exigées par la Porte. Lorsque Badoer voulut se renfermer dans les ordres stricts du sénat, le divan rejeta ses propositions, et déclara que la paix ne serait obtenue que par de plus grands sacrifices. Il fallut alors faire usage des instructions du conseil des Dix; après trois mois de pourparlers, un traité fut conclu qui coûta à la république Malvoisie et Napoli di Romania, les châteaux forts de Nadino et d'Urana, sur la côte de la Dalmatie, et toutes les petites îles dont Barberousse s'était emparé dans l'Archipel. Cette paix était peu glorieuse; mais elle tirait Venise d'un grand danger.

André Gritti ne vécut pas assez longtemps pour signer ce nouveau traité. Accablé d'années, il était mort quelques mois auparavant, et avait eu pour successeur Pierre Lando. Pendant ce règne, la république, éclairée par l'expérience, se contenta de rester tranquille spectatrice des démêlés sanglants de François Ier et de Charles-Quint. Elle mit un soin si exagéré à écarter toutes les occasions qui auraient pu la faire sortir du système de neutralité qu'elle s'était imposé, que, quoique amie du saint-siége, elle refusa de prêter son territoire pour la tenue du concile dont les progrès alarmants du luthéranisme réclamaient la convocation, et qui devint si célèbre

sous le nom de concile de Trente; elle se borna à y envoyer des ambassadeurs.

De l'année 1545, où mourut le doge Pierre Lando, à l'année 1570, Venise, en paix avec toute la chrétienté, jouit pour la première fois d'une de ces périodes de calme et de tranquillité malheureusement trop rares pour les peuples. Si les annalistes n'eurent pas à enregister des événements dignes d'occuper la postérité, ils eurent à constater les conquêtes de l'industrie et les progrès des arts, qui faisaient alors la gloire de l'Italie et embellissaient la capitale de la république. Sous le règne de François Donato, successeur de Pierre Lando, les statues colossales de Mars et de Neptune sortirent du ciseau de Jacques Sansovino, et les magnifiques palais élevés par Scamozzi et Palladio, sur les bords charmants de la Brenta, furent enrichis de peintures dues au pinceau du Titien, du Tintoret et de Paul Véronèse. Le palais ducal surtout fut décoré par ces artistes célèbres de chefs-d'œuvre qui retraçaient aux yeux des Vénitiens les plus beaux faits de leur histoire. A côté des anciens palais de marbre qui bordaient les canaux, et qui, par leur architecture plutôt asiatique qu'européenne, rappelaient les conquêtes de la république en Orient, s'élevèrent de nouveaux palais, chefs-d'œuvre de l'architecture moderne. Dans les sciences et dans les lettres, Venise ne resta pas en arrière des autres États italiens. Plusieurs hommes recommandables sortis de son sein eurent le mérite de contribuer

puissamment aux progrès de l'intelligence humaine.

A François Donato succéda Marc-Antoine Trevisani, qui ne fit que passer sur le trône, et fut remplacé par François Vanieri, mort à son tour deux ans après. Laurent Priuli, successeur de Vanieri, vit deux terribles fléaux, la peste et la famine, désoler Venise pendant son règne; il vit aussi la paix rendue à l'Europe par le traité de Cateau-Cambrésis, qui réconcilia la France, l'Empire, l'Espagne et l'Angleterre. Laurent Priuli mourut en 1559, et céda le trône à son frère Jérôme Priuli. Le règne de celui-ci fut marqué par un affreux tremblement de terre, qui renversa de fond en comble la ville de Cattaro, en Albanie. Le doge s'attacha à faire disparaître les traces de ce désastre et à réparer l'arsenal de Venise, précédemment endommagé. La mort le frappa en 1567, et son successeur fut Pierre Loredano.

CHAPITRE X

Guerre de Chypre. — Bataille de Lépante. — Paix de trente ans. — Expédition contre les Uscoques. — Guerre avec l'Autriche et l'Espagne. — Conjuration des Espagnols contre Venise. — (1567-1618).

Les Turcs, depuis leur établissement à l'orient de l'Europe, n'avaient cessé d'étendre leur puissance aux dépens de leurs voisins. Venise, pour sa part, n'avait pas peu contribué à l'agrandissement de leur empire. Les trois guerres qu'elle avait soutenues contre eux dans l'intervalle de moins d'un siècle s'étaient terminées par des cessions de territoire. Mais l'ambition de ce peuple conquérant n'était jamais satisfaite, et à l'époque où nous sommes arrivés, le sultan Sélim II nourrissait depuis longtemps le projet de soumettre l'île de Chypre : ce désir lui avait été suggéré par un juif portugais nommé Nassy, qui, devenu favori du prince, ne cessait, en lui prodiguant les ducats de Venise et le vin de Chypre, de lui représenter combien il lui

serait facile de se procurer en abondance cet or et cette précieuse liqueur par la conquête de l'île qui produisait l'un et l'autre. Un malheur survenu aux Vénitiens vint alors encourager Sélim dans ses projets hostiles. Au milieu de la nuit du 13 septembre 1569, une explosion épouvantable se fit entendre dans Venise. La population, éperdue, se précipita hors des maisons, et la lueur d'un incendie lui révéla bientôt la cause et l'étendue du désastre; l'arsenal était en feu, et un magasin à poudre avait sauté. Cet incendie, probablement allumé par les émissaires de Nassy, jeta autant de découragement dans la république que d'ardeur chez ses ennemis.

Sélim, poussé à la guerre non-seulement par ses courtisans, mais encore par son grand mufti, qui rendit un fetwa par lequel il émettait la doctrine que l'on n'était pas lié par des traités conclus avec les infidèles, envoya un interprète et un tschaousch à Venise, pour offrir au doge l'alternative de la cession de l'île de Chypre ou de la rupture de la paix. Un dilemme aussi impérieusement posé ne permettait pas de délibération au sénat : sa réponse fut négative, et la guerre décidée. Le peuple montra une telle exaspération, qu'on fut obligé de faire sortir le tschaousch du palais par une porte de derrière, pour que sa vie ne fût pas exposée. Le doge, Pierre Loredano, ne vit pas les hostilités commencer. Il mourut au mois de mai 1570, et eut pour successeur Louis Mocenigo, qui fut le quatrième de sa maison parvenu à la souveraineté.

Les Vénitiens demandèrent de toutes parts des secours. A force d'instances, ils parvinrent à décider le pape, le roi d'Espagne Philippe II, et les chevaliers de Malte à embrasser leur querelle : une ligue fut signée, en vertu de laquelle les flottes de ces trois puissances se réunirent à ses vaisseaux. L'amiral espagnol Jean-André Doria prit le commandement des escadres combinées et fit voile pour Candie.

Au mois d'août 1570, les Turcs dirigèrent leurs premiers efforts contre Nicosie, capitale de l'île de Chypre, au centre de laquelle elle s'élève sur une colline. Cette position en aurait fait une place presque inexpugnable, si la trop grande étendue de ses murailles n'en eût rendu la défense très-difficile. La ville entière avait été convertie en forteresse, et sa garnison s'élevait à dix mille hommes au plus, dont le plus grand nombre étaient sans aucune habitude du service, et portaient des hallebardes au lieu d'armes à feu. Elle repoussa néanmoins trois assauts avec un courage héroïque; Jacques de Nores, commandant de l'artillerie, le comte de Rocas, chef des milices, se firent tuer sur la brèche ; mais, l'armée des assiégeants ayant reçu un renfort de vingt mille hommes, Nicosie fut prise de vive force le 9 septembre 1570, et livrée pendant huit jours à toutes les horreurs du meurtre et du pillage. Pendant ce temps, la flotte combinée des chrétiens restait immobile dans les port de Candie, délibérant sur le parti qu'il fallait prendre, et craignant de s'approcher de l'ennemi.

Après s'être emparés de Baffa (*Paphos*), Limasol, Larcana et Corcyre, les Osmanlis se présentèrent devant Famagouste ; le siége commença immédiatement : mais bientôt la rigueur du froid et le départ de la flotte ottomane, qui alla hiverner à Constantinople, ralentirent les efforts des assiégeants ; ils convertirent le siége en blocus, et placèrent leur camp parmi les bois de cèdres et de citronniers qui embellissaient les environs de l'ancienne Amathonte. Le 23 janvier 1571, les assiégés reçurent un renfort de seize cents hommes et les approvisionnements que Marc-Antoine Quirini, commandant de douze galères vénitiennes, réussit à jeter dans la place en coulant bas quelques navires ennemis.

Au retour du printemps, l'escadre ottomane reparut devant Chypre, et les travaux recommencèrent avec une activité surprenante. Les assiégés, déterminés à une résistance désespérée, renvoyèrent huit mille habitants qui ne pouvaient être utiles à la défense de la ville, et que les Ottomans, plus humains que de coutume, laissèrent passer et se répandre dans les villages de l'île. La garnison de Famagouste ne se composait que de trois mille cinq cents hommes d'infanterie italienne et d'un pareil nombre de milices du pays ; son commandant en chef était Marc-Antoine Bragadino. Ce brave capitaine, mettant à profit les ressources que lui fournissait son esprit actif et entreprenant, inspira son ardeur à ses compagnons d'armes. Dans les premiers jours de mai, une mine creusée par les Ottomans

éclata tout à coup, ébranla toute la ville et renversa une partie de la muraille. Immédiatement après cette explosion, les assiégeants tentèrent un assaut : mais ils furent repoussés. Cinq autres attaques, qui eurent lieu dans l'espace de deux mois et demi, n'eurent pas plus de succès. Malheureusement la garnison eut bientôt à lutter avec un nouvel ennemi, contre lequel toute bravoure était impuissante : c'était la famine ; après avoir épuisé ses munitions et ses vivres, elle se résigna à capituler ; Moustafa-Pacha, qui commandait le siége, lui accorda les conditions les plus honorables et lui témoigna toute son admiration pour sa généreuse défense, mais ces trompeuses démonstrations ne durèrent pas longtemps. Le général turc, ayant exigé, contre la teneur du traité, qu'on lui laissât le jeune Antoine-Marc Quirini en otage, Bragadino s'indigna de ce manque de foi avec une vivacité que ne lui permettait pas sa position. Moustafa, cessant alors de dissimuler, le fit garrotter, ainsi que Baglioni, Martinengo et Quirini, qui commandaient sous lui, et ordonna de les traîner ainsi hors de sa tente ; les trois derniers furent à l'instant massacrés. Bragadino, témoin de leur mort, était réservé à de plus longs tourments ; on se contenta pour le moment de lui couper le nez et les oreilles. Ce ne fut que dix jours après que fut consommé son affreux supplice ; on le promena ignominieusement sur un âne dans les rues de cette ville qu'il avait défendue avec tant de gloire. Enfin, conduit sur la place publique,

il fut attaché à un poteau, puis couché à terre et écorché vif. Moustafa et le bourreau, s'adressant à l'héroïque patient, lui criaient en même temps : « Où donc est ton Christ? Que ne vient-il à ton secours. » Sans laisser échapper aucune plainte, Bragadino récita le *Miserere* au milieu de ces affreuses tortures, et en prononçant le douzième verset : *Accordez-moi, Seigneur, un cœur pur*, ce grand homme exhala son dernier soupir. Non content de ce supplice horrible et ignominieux, Moustafa, dans sa sauvage férocité, ordonna que le corps du héros fût écartelé, et que sa peau fût remplie de foin, pour être promenée dérisoirement sur une vache dans le camp et dans la ville. Cette noble dépouille fut ensuite pendue à la vergue d'une galère, et envoyée, avec sa tête et celle des autres chefs, au sultan (1). Le 15 septembre 1571, le barbare Osmanli, après avoir mis Vénitiens et Chypriens à la chiourme, et fait un butin immense, quitta l'île de Chypre, et alla à Constantinople recevoir la récompense d'une conquête qui avait coûté près de cinquante mille hommes à l'empire ottoman. Les outrages essuyés par les chrétiens réclamaient une vengeance éclatante : elle ne se fit pas attendre.

(1) Les restes de Bragadino furent exposés à Constantinople, dans le Bagne, à la vue des esclaves chrétiens. Plus tard, ils furent rendus à Venise et déposés dans une urne du Panthéon de l'église de *San-Giovanni e Paolo;* ses ossements, recueillis avec un soin religieux, furent inhumés dans l'église de San-Gregorio.

Après la prise de Nicosie et pendant le siége de Famagouste, le grand vizir, craignant que l'alliance des puissances chrétiennes ne fût fatale au pavillon ottoman, avait montré des dispositions à la paix dans ses conférences avec le baile de Venise, résidant à Constantinople. La république s'était aussitôt empressée d'accréditer un ambassadeur auprès de la Porte ; mais bientôt les hostilités recommencées en Dalmatie, les dévastations de l'île de Candie par les flottes ottomanes, et la reprise du siége de Famagouste, vinrent mettre un terme à l'indécision du sénat ; il renouvela avec le pape et l'Espagne la ligue qui avait pour objet d'abaisser la puissance musulmane, cette éternelle ennemie du nom chrétien. Au mois de septembre 1571, l'illustre don Juan d'Autriche, fils naturel de Charles-Quint, et généralissime de l'expédition, appareilla de Messine avec soixante-dix-neuf galères. A cette flotte se joignirent douze galères du pape sous les ordres de Marc-Antoine Colonna, et cent bâtiments vénitiens de diverses grandeurs commandés par l'amiral Sébastien Veniero. La flotte ottomane, forte de trois cents voiles, était stationnée dans le golfe de Lépante, non loin de cet ancien promontoire d'Actium si célèbre par la sanglante bataille navale qui s'y était livrée, seize siècles auparavant. Le 7 octobre, la flotte chrétienne arriva à la hauteur des cinq petites îles appelées autrefois par les Grecs *Echinæ* (Sangsues), et connues aujourd'hui sous le nom de Curzolari. Les vaisseaux ennemis ne tardèrent pas à se mon-

trer. Les deux armées navales se rangèrent en bataille et se considérèrent quelque temps avec une mutuelle admiration. Le soleil brillait dans tout son éclat. D'un côté, les casques, les cuirasses et les boucliers en acier poli des confédérés ; de l'autre, les couleurs vives et variées des vaisseaux et des équipages turcs, leurs fanaux d'or, leurs drapeaux de pourpre avec des inscriptions en lettres d'or et d'argent, formaient un spectacle tout à fait saisissant. Le silence fut enfin rompu par un coup de canon chargé à poudre, tiré par le vaisseau amiral ottoman, auquel don Juan répondit par un boulet de gros calibre ; ce fut le signal du combat. La lutte dura plus de cinq heures avec un acharnement terrible et sans que la victoire se décidât d'aucun côté. Plusieurs fois déjà les confédérés avaient tenté l'abordage, lorsque l'amiral ottoman tomba mortellement frappé par une balle. Les Espagnols sautèrent de nouveau à l'abordage, s'emparèrent de la capitane, en arrachèrent le pavillon turc, et y plantèrent l'étendard de la croix, qu'ils surmontèrent de la tête sanglante du capitan-pacha. Bientôt la déroute fut complète parmi les vaisseaux ennemis. La perte des Ottomans fut incalculable. Trente mille d'entre eux périrent ; deux cent vingt-quatre de leurs vaisseaux furent brûlés ou se brisèrent sur les côtes ; près de quatre cents canons, plus de trois mille prisonniers tombèrent au pouvoir des vainqueurs, et quinze mille esclaves chrétiens qui se trouvaient à bord de la flotte ottomane furent

délivrés. Ce triomphe éclatant coûta aux alliés quinze galères et huit mille hommes, parmi lesquels se trouvaient le provéditeur Barbarigo et vingt-neuf patriciens des premières familles vénitiennes. La victoire de Lépante, la plus mémorable qui eût été jusqu'alors remportée sur les infidèles, causa une sensation profonde chez les chrétiens. Le pape Pie V combla son amiral Marc-Antoine Colonna des plus grands honneurs, et l'Europe entière répéta l'ingénieux éloge que ce pontife fit de don Juan d'Autriche, en lui appliquant ces paroles de l'Évangile : *Fuit homo missus a Deo, cui nomen erat Joannes.* Venise institua une fête religieuse nationale à la date du 8 octobre, en commémoration de cette grande journée.

Le sultan Sélim, en apprenant l'anéantissement de sa flotte, en fut tellement atterré, qu'il resta trois jours sans vouloir prendre de nourriture; mais le courage lui revint bientôt, et il ne songea plus qu'à réparer ce désastre. Grâce aux éléments de force et de prospérité que l'empire avait en lui-même, une nouvelle flotte de deux cent cinquante voiles se mit en mer au mois de juin 1572 ; elle rencontra l'escadre chrétienne, d'abord près du promontoire de Matapan, et ensuite près de l'île de Cérigo, sans qu'il en résultât autre chose que quelques escarmouches. Pendant cette campagne, la mésintelligence éclata parmi les chefs chrétiens; et Venise, voyant qu'elle ne pouvait compter sur la coopération de ses alliés, se décida à traiter de la paix avec la

Porte. Sélim, quoique vaincu, ne voulut rien rabattre de ses prétentions. Par le traité qui fut signé le 7 mars 1573, la république recouvra les priviléges dont son commerce jouissait dans l'empire ottoman; mais elle céda l'île de Chypre, et se soumit à payer à la Porte une indemnité de trois cent mille ducats.

A cette guerre, qui arrachait à Venise un des plus beaux fleurons de sa couronne, succéda un nouveau calme de trente ans. Pendant cette période, la république ne négligea rien pour se maintenir au rang où elle s'était placée parmi les puissances de l'Europe. En 1574, Henri III, s'évadant du trône de Pologne pour aller prendre la couronne de France après la mort de son frère Charles IX, traversa l'Italie et s'arrêta quelques jours à Venise. Cette ville célébra la présence de l'auguste étranger dans ses murs par des fêtes comme elle seule savait en donner, et qui attestaient en même temps sa richesse et sa supériorité dans les arts. Au milieu d'une de ces fêtes célébrées à l'arsenal, le roi fut témoin d'un spectacle qui tenait en quelque sorte du merveilleux : les ouvriers commencèrent, construisirent et armèrent une galère en sa présence. Il fut si enchanté à la vue de la fabrique de glaces et des divers ouvrages en verre dont Venise seule à cette époque exploitait le commerce, qu'il anoblit tous les manufacturiers.

L'année 1575 fut signalée par une de ces pestes fréquentes, résultat de la communication habituelle avec les peuples orientaux; elle enleva à Venise plus

de quarante mille habitants ; le peintre Titien fut une de ses victimes les plus regrettables. De Venise, le terrible fléau gagna Milan, et fournit à saint Charles Borromée, archevêque de cette ville, l'occasion de faire briller sa charité évangélique. L'année suivante, le doge Mocenigo mourut et fut remplacé par Sébastien Venieri, qui avait si glorieusement contribué à la victoire de Lépante. L'intrépide marin n'occupa sa nouvelle dignité que deux ans : il mourut en 1578, et eut pour successeur Nicolas da Ponte, vieillard de quatre-vingt-huit ans. Ce nouveau choix montrait clairement que la république n'élisait pas ses doges pour la gouverner.

Quelques expéditions contre les Uscoques, peuplade albanaise que les invasions des Turcs avaient réduite à se réfugier dans les rochers et dans les îles du golfe de Quarnero, et à vivre de pirateries sur les côtes de l'Adriatique; l'achèvement de la place Saint-Marc, la reconstruction du palais ducal, dévoré quelques années auparavant par un incendie, celle du beau pont de Rialto, qui joint par une seule arche les deux rives du grand canal ; enfin la fondation de l'académie de Venise par une réunion d'hommes qui avaient consacré leur vie à l'étude des lettres, remplirent les huit années de la paisible administration de Nicolas da Ponte.

Ce doge mourut en 1585 et eut pour successeur Pascal Cicogna, noble de fraîche date, et descendant de l'apothicaire Marc Cicogna, élevé au patriciat pour le zèle qu'il avait montré dans la guerre de



Le Pont du Rialto

Chiozza. Sous ce règne, la république, malgré les efforts du roi d'Espagne et du pape, reconnut Henri IV comme roi de France avant son abjuration et sa réconciliation avec l'Église, et inscrivit la maison de Bourbon au livre d'or. Venise regarda comme un très-grand honneur l'adjonction de cette maison, la plus ancienne de l'Europe, à la liste des noms célèbres qui figuraient déjà parmi ses nobles.

En 1595, Pascal Cicogna fut remplacé sur le trône ducal par Marin Grimani. Sous cette administration, la république continua à jouir des avantages de la paix, c'est-à-dire qu'elle vit ses richesses s'accroître, son commerce fleurir, et qu'elle prit rang parmi les villes savantes de l'Europe; mais dans cet état de repos elle se déshabitua des vertus guerrières; cette exaltation patriotique, cette mâle vigueur, qui l'avaient soutenue dans ses revers, disparurent peu à peu, et à partir de cette époque sa décadence alla toujours croissant.

En 1605, Venise eut avec le saint-siége un grave démêlé. Le chanoine Scipion Saraceno de Vicence, accusé d'un crime odieux, avait été jeté dans les prisons de la Seigneurie pour être traduit devant le conseil des Dix. Paul V, qui occupait alors la chaire de saint Pierre, animé d'un zèle ardent pour le maintien de la juridiction ecclésiastique et pour l'indépendance de l'Église, demanda que le prisonnier fut remis entre les mains de l'évêque de Vicence, qui seul avait le droit d'instruire le procès et de prononcer la sentence. Venise rejeta la

réclamation du pape, sous prétexte que le délit imputé au prisonnier était purement temporel. Lorsque Paul V vit la résistance du sénat, il menaça la république des peines ecclésiastiques, c'est-à-dire de l'excommunication; mais rien ne put vaincre l'opiniâtreté des Vénitiens, alors Paul V publia son monitoire et lança l'interdit. La publication de la bulle causa une grande agitation à Venise. Une protestation véhémente fut rédigée immédiatement et affichée sur tous les murs, à la porte même du nonce du pape. Le clergé séculier, intimidé par les menaces du conseil des Dix, continua la célébration du service divin; mais les jésuites, les capucins et les théatins, obligés par les lettres qu'ils avaient reçus de leurs supérieurs de Rome, de garder l'interdit, se virent forcés de quitter la capitale le jour même, et de sortir des États de la république.

Le premier moment d'irritation passé, Venise réfléchit sur les suites de sa désobéissance et sur le scandale qu'elle donnait au monde. Elle appela à son secours la politique de tous les souverains, en tâchant de leur faire croire que sa cause était la leur, et qu'ils devaient s'unir à elle pour repousser les prétentions du saint-siége. Alors commença une longue négociation, dans laquelle les princes catholiques, notamment le roi de France et d'Espagne, consentirent à intervenir. Cette querelle donna lieu à une foule d'écrits parmi lesquels plusieurs se firent remarquer par la force de leur dialectique,

entre autres ceux des cardinaux Bellarmin, Colonne et Baronius. L'antagoniste de ces hommes graves fut le docteur Paul Sarpi, homme rempli de mauvaise foi, calviniste au fond du cœur; les conseils qu'il donnait au tribunal des Dix étaient loin de respirer la modération.

L'Espagne, dans son rôle de médiatrice, ne montra pas une grande loyauté : tandis que son ambassadeur à Venise parlait de concorde, celui qu'elle avait à Rome tenait des propos contraires. La conduite du roi de France fut, au contraire, pleine de noblesse; il offrit son intervention sans arrière-pensée. Paul V, affligé de la résistance inflexible que le sénat de Venise lui opposait, craignant d'ailleurs de voir la guerre s'allumer, consentit à un accommodement. Il fut convenu que le souverain pontife retirerait son excommunication, et que Venise, en rétractant sa protestation, livrerait au roi de France Saraceno et un autre ecclésiastique, arrêté en même temps. Ces affaires furent arrangées, avec les convenances réciproques, par les soins du cardinal de Joyeuse, ministre que Henri IV avait envoyé successivement à Rome et à Venise. La réconciliation eut lieu au mois d'avril 1607.

Le doge Marin Grimani était mort pendant cette querelle, et avait été remplacé par Léonard Donato, qui régna jusqu'en 1612, et laissa l'État dans une tranquillité profonde. Le successeur de Donato fut Marc-Antoine Memmo, qui vit la continuation des brigandages des Uscoques, et la contestation sur-

venue entre les maisons de Savoie et de Gonzague pour la possession du Montferrat.

Les Uscoques, que l'Autriche protégeait contre les Turcs, étaient devenus tellement redoutables, que la pêche, le cabotage, le commerce, les campagnes, tout était en proie à leurs rapines. Ils s'étaient même enhardis jusqu'à attaquer les vaisseaux armés, et, lorsqu'il s'agissait de satisfaire leur soif de pillage, Turcs et Vénitiens étaient la même chose à leurs yeux. En 1613, ils surprirent le provéditeur Jérôme Marcello sur la côte et l'emmenèrent dans leurs montagnes, où ils le transférèrent de caverne en caverne jusqu'à ce que l'Autriche les forçât de le relâcher. Quelque temps après, les îles du littoral de la Dalmatie, qui appartenaient à la république, furent horriblement ravagées par ces bandits. Venise, irritée de ces outrages, envoya pour leur donner la chasse une galère commandée par Christophe Vanerio. Cinq cents de ces hardits pirates, montés sur leurs barques, assaillirent le bâtiment de la république et l'enlevèrent à l'abordage. Le malheureux Vaniero, fait prisonnier, fut massacré, et, quelques jours après, sa tête fut placée sur une table, autour de laquelle ces cannibales célébrèrent leur victoire par une orgie.

A la nouvelle de cette atrocité, le peuple vénitien cria vengeance, et demanda l'extermination des pirates; mais le gouvernement, qui craignait une collision avec l'Autriche en attaquant ceux qu'elle

avait pris sous sa protection, se borna à faire serrer la côte par ses amiraux et à défendre toute communication avec les pays habités ou fréquentés par les Uscoques. Ceux-ci n'en continuèrent pas moins leurs ravages, et ce fut la partie vénitienne de l'Istrie qui eut le plus à souffrir de leurs irruptions. Venise s'étant adressée à l'Autriche pour obtenir une réparation, n'en reçut qu'une réponse évasive; elle se décida alors à se faire justice elle-même : elle brûla les villages qui renfermaient les provisions des Uscoques et détruisit une saline près de Trieste. Les sujets autrichiens qui vivaient du produit de cet établissement, se voyant ruinés, tombèrent sur les Vénitiens pendant qu'ils renversaient les digues, et en massacrèrent un grand nombre. Encouragés par ce premier succès, ces paysans s'avancèrent sur les terres de la république, où chacun de leurs pas fut marqué par le meurtre et l'incendie. Renforcés des Uscoques, qui s'étaient empressés de se joindre à eux pour avoir leur part du butin, ils soutinrent contre Venise une lutte où ils furent plus souvent vainqueurs que vaincus. La république, irritée des défaites honteuses essuyées par ses troupes, donna aux hostilités une marche plus régulière. Elle envoya en Istrie un provéditeur avec une nouvelle armée. Les paysans furent chassés de toutes les places dont ils s'étaient emparés; le comté de Goritz fut envahi, et la ville de Gradisca investie. Venise se trouvait ainsi, et pour ainsi dire malgré elle, en guerre ouverte avec l'Autriche.

Le pape, la France et l'Espagne voulurent intervenir dans cette affaire. Venise donna l'ordre à son armée de lever le siége de Gradisca et entama des négôciations; mais la proposition faite par l'Espagne de rendre tout ce qui avait été conquis du territoire de l'Autriche avant d'obtenir satisfaction sur les pirateries des Uscoques, était tellement impérieuse, que la république la rejeta. Son général, le Génois Pompée Justiniani, reprit alors la campagne : il se disposait à attaquer l'armée autrichienne qu'il fallait battre pour pouvoir reprendre les opérations du siége de Gradisca, lorsqu'il fut tué dans une reconnaissance. Son successeur, Jean de Médicis, fils naturel de Côme Ier, contint pendant toute la campagne de 1615 l'armée autrichienne, qui ne put repasser le Lisonzo. En même temps la guerre ravageait toute la côte de l'Adriatique. La forteresse de Serissa en Dalmatie, un des repaires des Uscoques, fut surprise ; tous les pirates qu'on y trouva furent livrés au bourreau.

Cependant Venise, redoutant les funestes conséquences d'une lutte contre l'Espagne et l'Autriche, appela les autres peuples à son secours. Elle entra dans l'alliance du duc de Savoie, alors en guerre avec l'Espagne au sujet de la possession du Montferrat; elle renforça son armée de quatre mille Suisses, qui, toujours nécessiteux, se laissèrent gagner par son ambassadeur annonçant qu'il avait cent mille sequins à distribuer. Ces alliés ne lui inspirant pas encore assez de sécurité, elle en cher-

cha de lointains; elle conclut avec la nouvelle république des Provinces-Unies, ennemie naturelle des Espagnols, une alliance offensive et défensive qui devait durer quinze ans; quatre mille Hollandais, commandés par Jean de Nassau, débarquèrent à Venise, pour qui leur présence et la vue de leurs vaisseaux furent un spectacle tout à fait nouveau.

Ces troupes furent immédiatement dirigées sur le Frioul. On reprit le siége de Gradisca, qui fut bientôt tellement resserrée et réduite à de telles privations, qu'elle était à la veille de se rendre. L'archiduc d'Autriche, pressé de terminer sa querelle avec les Vénitiens, afin de pouvoir porter son ambition ailleurs, songea alors à négocier. Le roi de France ayant été choisi pour arbitre par les puissances rivales, il s'ensuivit un traité portant que les Vénitiens restitueraient toutes les places qu'ils avaient conquises sur le territoire autrichien. Quant aux Uscoques, il fut stipulé que les plus turbulents seraient confinés dans l'intérieur des terres, et que leurs barques seraient brûlées. Ainsi fut dispersée cette peuplade sauvage, qui, soutenue par la duplicité de l'Autriche, avait, pendant près d'un siècle, inspiré de justes sujets d'inquiétude à Venise et à l'empire ottoman. Le même traité, auquel l'Espagne adhéra, délivra aussi l'Italie d'une guerre dont elle était le théâtre depuis plusieurs années : nous voulons parler de la guerre qu'avaient allumée les prétentions de Charles-Emmanuel de Savoie et du roi d'Espagne à la possession du Montferrat, et dans

laquelle Venise s'était trouvée entraînée comme alliée du duc de Savoie. Ce dernier, malgré sa valeur et sa fermeté, fut vaincu et obligé de recevoir la loi de son adversaire.

Le doge Marc-Antoine Memmo étant mort en 1615, la nomination de son successeur fut regardée comme un triomphe de l'ancienne noblesse sur la nouvelle : les électeurs choisirent Jean Bembo, dont l'origine remontait aux premiers temps de la république. Celui-ci fut remplacé en 1618 par Nicolas Donato, qui n'occupa le trône que pendant un mois, et le laissa à Antoine Priuli.

Malgré la conclusion de la paix, les hostilités continuaient entre Venise et Naples. La cour de Madrid avait rappelé ses vaisseaux ; mais le duc d'Ossone, qui exerçait la vice-royauté à Naples, n'avait pas craint de les retenir, et rendait interminable la restitution réciproque des prises, stipulée dans le traité. Quoiqu'il fût publiquement désavoué par l'Espagne, il était néanmoins évident qu'il n'agissait que d'après une autorisation secrète de son souverain. Cette conduite témoignait du mauvais vouloir des Espagnols à l'égard de la république, qu'ils regardaient comme un obstacle aux progrès de leur puissance en Italie. Les faits que nous allons rapporter en fourniront bientôt une nouvelle preuve.

Tandis que Venise reposait paisiblement sur la foi du droit des gens, le duc d'Ossone et Pierre de Tolède, gouverneur de Milan, d'accord avec D. Alphonse de la Cueva, ambassadeur d'Espagne à Ve-

nise, parurent concerter ensemble un plan d'attaque contre la république. S'il faut en croire les historiens, plus de cinq cents aventuriers étrangers, gagnés par l'or de l'Espagne, avaient formé le dessein de surprendre la ville, de l'incendier, et de faire périr, au moyen d'une mine, toute la Seigneurie pendant la tenue du grand conseil. Des troupes du Milanais devaient arriver par la terre ferme; des matelots devaient montrer le chemin à des barques chargées de soldats que le duc d'Ossone avait envoyées à quelques kilomètres de Venise. Un corsaire français, le capitaine Jacques Pierre, qui avait quitté le service du duc d'Ossone pour celui de la république, et qui commandait douze vaisseaux pour elle, s'était chargé de faire brûler ces vaisseaux et d'empêcher le reste de la flotte, qui se trouvait sur les côtes d'Istrie, de venir à temps au secours de la ville. Le secret d'un complot dont les agents étaient des étrangers de nations différentes ne pouvait être longtemps gardé : il fut révélé au sénat par un des conjurés, nommé Jaffier, qui recula, dit-on, devant les horreurs de l'entreprise dans laquelle il s'était engagé. Le conseil des Trois, toujours impénétrable et muet, ne daignant même pas donner une seule explication pour satisfaire l'opinion publique, ordonna l'arrestation de plusieurs misérables signalés par Jacques Pierre comme les agents de la conspiration ; les uns furent pendus au gibet sur la place Saint-Marc, les autres jetés dans les cachots du conseil des Dix, où ils moururent dans les tor-

tures (mai 1618). L'historien Botta rapporte que des recherches faites au palais de l'ambassadeur la Cueva, connu sous le nom de comte de Bedmar, amenèrent la découverte d'armes cachées. La Cueva, admis à l'audience du conseil des Dix pour donner des explications, ne put parler qu'avec une extrême émotion, et descendit aux plus humbles supplications pour obtenir des sénateurs la conservation de ses jours et leur protection contre la fureur populaire.

Il demeura établi que l'aventurier Jacques Pierre lui avait fait part des projets du duc d'Ossone contre Venise, et qu'il ne l'avait pas détourné d'y prendre part. On respecta néanmoins en lui le caractère d'ambassadeur, et on lui permit de sortir de la ville pendant la nuit.

Quelle qu'ait été la part des Espagnols dans cette conspiration, le conseil des Dix fit publier une relation circonstanciée des événements, et rendre à Dieu de solennelles actions de grâces pour la protection qu'il venait d'accorder à la république dans un danger si grand. « Les plus sensés, dit l'historien Galuzzi, regardèrent cette conjuration comme fausse. Le roi de France qui y était plus intéressé que personne, à cause du rôle qu'avaient joué dans cette affaire plusieurs de ses sujets, fut le premier à en prouver l'invraisemblance. Philippe III reprocha sévèrement à Gritti, ambassadeur de Venise à Madrid, la calomnie et le procédé odieux de la république, et souffrit que le duc d'Ossone continuât

à lui disputer le domaine du golfe. Les Vénitiens n'en ayant pas moins persisté à soutenir la vérité du complot et prétendu fournir les preuves nécessaires, la postérité est restée dans une incertitude complète sur cet événement. »

Par suite du parti qu'elle avait pris de mettre à mort tous ceux qui étaient impliqués dans cette affaire, Venise fit jeter à la mer le capitaine Jacques Pierre, qui était resté sur la flotte. Jaffier lui-même n'échappa point au supplice. Après avoir reçu quatre mille sequins pour prix de sa dénonciation, il fut arrêté à Brescia pour avoir eu des communications avec des officiers français, et ramené à Venise, où il fut aussi noyé. Peu de temps après, le duc d'Ossone, toujours remuant et ambitieux, ayant conçu le projet de s'emparer du trône de Naples, tomba dans la disgrâce. Il fut rappelé en Espagne et enfermé dans le château d'Almeda, où il mourut en 1624.

CHAPITRE XI

Guerre de la Valteline et du Mantouan. — Modifications dans les attributions du conseil des Dix. — Guerre de Crète. — Prise de Candie. — Conquête de la Morée. — François Morosini. — Paix de Carlowitz. — (1618-1709).

Les deux branches de la maison d'Autriche possédant, l'une le Tyrol, l'autre le Milanais, convoitaient depuis longtemps la petite vallée de la Valteline située sur le revers des Alpes, pour établir des communications faciles entre leurs États. Les habitants de ce pays, ne supportant qu'impatiemment le joug des Grisons, auxquels ils étaient soumis, et ennemis de la réforme, que leurs maîtres avaient embrassée avec chaleur, se soulevèrent grâce aux encouragements des deux cours. Le sénat de Venise, instruit des projets des Espagnols, fit alliance avec les Grisons. Pendant deux ans, la république se borna à aider ses alliés de son argent ; mais, lorsqu'elle les vit écrasés par les forces hispano-allemandes, lorsqu'elle vit la Valteline au

pouvoir de ses ennemis, elle ne se donna pas de repos qu'elle n'eût formé contre eux une ligue à laquelle accédèrent le roi de France et le duc de Savoie (1623).

Lorsque les troupes du roi eurent franchi les Alpes, au lieu de se diriger sur la Valteline pour seconder les efforts de leurs alliés, elles allèrent attaquer Gènes, placée sous la protection de l'Espagne; mais cette république, soutenue par l'ardent patriotisme d'un de ses citoyens, Jean-Jérôme, de l'illustre famille des Doria, opposa une résistance héroïque, et repoussa les étrangers (1625). Après cette tentative infructueuse, le corps d'armée français revint sur la Valteline, où la guerre continuait avec des succès divers; mais il ne lui était pas réservé de prendre part aux opérations : il n'était pas encore arrivé sur le théâtre des hostilités qu'on apprit que le ministre de France, sans consulter les alliés de son roi, et d'accord avec la cour d'Espagne, avait décidé du sort de la Valteline. Ce pays fut rendu à la république des Grisons, qui s'engagèrent à en démolir tous les forts et à n'y souffrir d'autre culte que celui de la religion catholique. Plus tard, la république des Grisons étant devenue l'alliée du duché de Milan (1631), la Valteline passa naturellement sous la protection et sous l'influence de l'Espagne. Devant un arrangement aussi injurieux, Venise, pour ne pas se brouiller avec les cours de France et d'Espagne en même temps, dut dissimuler son ressentiment et attendre.

L'affaire de la Valteline était à peine terminée, qu'une nouvelle occasion s'offrit à l'Espagne de montrer son désir de se rendre l'arbitre des destinées de l'Italie. Deux héritiers se disputaient le Mantouan et le Montferrat; l'Espagne, l'Empereur et le duc de Savoie envahirent les deux principautés en litige, qu'ils s'étaient partagées d'avance. Le jeune duc qu'on voulait dépouiller, montrant un courage au-dessus de son âge, rassembla toutes ses forces dans la capitale, et implora l'assistance des Vénitiens. Ceux-ci, après s'être assurés de l'appui de la France, intéressée à abaisser la puissance espagnole en Italie, écoutèrent la voix du courage malheureux. Ils firent avancer une armée de vingt mille hommes pour délivrer Mantoue, assiégée par les Espagnols et les Autrichiens réunis, tandis que Richelieu faisait envahir les États du duc de Savoie par les troupes françaises. Mais l'armée de la république fut battue par les Autrichiens près de Valesso, et s'enfuit en désordre. Cet échec, résultat d'une terreur panique et l'un des événements les plus honteux pour les armes vénitiennes (1630), livra Mantoue aux assiégeants. Cette ville fut saccagée. Le palais ducal, les objets les plus précieux de la galerie des Gonzague tombèrent dans les mains des vainqueurs. On renouvela les scènes du sac de Rome; la barbarie allemande n'épargna pas même les pierres; un palais élégant élevé par le célèbre Vignole fut livré aux flammes. L'empereur Ferdinand, vigoureusement pressé en Allemagne par le roi de Suède

Gustave-Adolphe, n'eut pas le temps d'assurer la possession de sa conquête. Forcé de voler à la défense de ses États, il se hâta de conclure avec la France un arrangement par lequel, au grand désappointement de l'Espagne, le duc détrôné recouvra ses principautés, moins la ville de Trino, qu'il abandonna au duc de Savoie. Ce traité, dans lequel Venise fut comprise, mit un terme momentané aux discordes de l'Italie.

De 1618 à 1634, le trône ducal vaqua plusieurs fois. En 1623, à la mort d'Antoine Priuli, il fut occupé par François Contarino; en 1625, par Jean Cornaro; en 1630, par Nicolas Contarino, et en 1632, par François Erizzo. Sous l'administration de Jean Cornaro, un événement qui intéressait vivement la politique intérieure appela toute l'attention du sénat. Renier Zeno, esprit ardent, d'une famille que distinguait sa haine contre la famille des Cornaro, avait été nommé membre des Dix. Il se trouvait à son tour chef du conseil, lorsqu'il jugea utile d'adresser au doge les plus graves reproches, parce qu'un de ses fils, Frédéric Cornaro, évêque de Bergame, avait été, contrairement à la constitution, élevé au cardinalat par le pape. Le doge dissimula son ressentiment, et répondit d'une manière générale que les intérêts de la république lui seraient toujours chers. Le lendemain, Renier Zeno, rentrant à son palais vers le soir, fut assailli par des assassins, qui le frappèrent de neuf coups de poignard et prirent la fuite. Zeno fut relevé mourant et reporté à sa de-

meure, au milieu de la stupeur générale. Le grand conseil s'assembla sur-le-champ; diverses circonstances, et la découverte d'une hache laissée sur la place par les assassins, firent reconnaître que les auteurs du crime avaient eu l'appui du doge. Deux factions se formèrent aussitôt, qui prirent les noms de *Zénistes* et de *Cornaristes*, et Venise fut menacée de la guerre civile. Les décemvirs eux-mêmes se partagèrent en deux camps. Les partisans de Zeno demandèrent qu'on poursuivît immédiatement les auteurs de l'assassinat ; ceux qui tenaient pour Cornaro ne jugèrent pas à propos de s'opposer à cette demande, d'autant plus qu'il était devenu certain que le coupable était Georges Cornaro, le plus jeune des trois fils du doge, déjà réfugié à Ferrare; mais ils profitèrent de la fermentation des esprits pour réclamer énergiquement la correction des abus qu'on reprochait au tribunal des Dix : ils s'appuyaient surtout sur l'exemple récent d'Antoine Foscarini, ancien ambassadeur en France. Ce malheureux, dénoncé par des observateurs du conseil comme entretenant des relations secrètes avec les étrangers, avait été condamné comme conspirateur, et pendu ; mais peu de temps après le supplice, son innocence avait été reconnue.

L'avis de nommer des *correcteurs* du tribunal des Dix fut accueilli par la majorité du grand conseil ; mais lorsque ces correcteurs firent leur rapport, la question de savoir quelles prérogatives seraient enlevées au terrible tribunal donna lieu à une discus-

sion très-orageuse, et réveilla toutes les passions. La plupart des orateurs s'élevèrent avec force contre l'autorité d'une magistrature qui évoquait la connaissance des fautes les plus légères, et qui les jugeait dans l'ombre avec une sévérité effrayante ; d'autres, au contraire, se firent les apologistes de l'institution, en la proclamant le frein nécessaire des ambitieux et la sauvegarde des lois et de la liberté. Enfin le sénateur Nani, par sa modération et l'autorité de sa parole, ramena les esprits ; on adopta les propositions des correcteurs, et l'on ôta aux Dix les saufs-conduits, le droit de grâce, la création des magistrats, le droit d'amendes pécuniaires, les impitoyables secrétaires perpétuels, auxquels on reprochait leurs traditions de cruauté, d'espionnage et de confiscation. L'adoption de ces corrections rétablit le calme dans Venise, et ses habitants, plus doucement gouvernés, portèrent leurs regards sur leurs intérêts extérieurs. Renier Zeno, remis de ses blessures, affecta de se faire suivre par ses partisans, qui formaient comme une garde autour de lui. Le grand conseil l'exila à Padoue.

Quelques démêlés de la république avec le saint-siége au sujet de nominations ecclésiastiques et de la souveraineté qu'elle s'était arrogée sur l'Adriatique, troublèrent seuls le calme dont Venise jouit jusqu'en 1637. Cette année, une escadre barbaresque, requise par le Grand Seigneur, alors en guerre avec la Perse, de protéger les vaisseaux turcs sur les côtes occidentales de l'empire, ravagea

le littoral de la Pouille, et s'empara d'un navire vénitien. L'amiral de la république, Marini Capello, poursuivit les pirates jusque dans Volona, port appartenant aux Ottomans. Après un mois de blocus, l'escadre barbaresque fut prise, par Capello, sous le canon même de la place. Le sultan Mourad, irrité de cet acte de vigueur, ordonna d'abord le massacre de tous les Vénitiens qui se trouvaient dans son empire; mais les représentations de ses conseillers firent commuer cette sentence barbare en un arrêt de captivité ; le baile Luigi Contarino fut enfermé dans le château des Sept-Tours. Les pertes innombrables faites par l'armée ottomane devant Bagdad ramenèrent bientôt le sultan à la modération ; il renoua des relations avec Venise, et se contenta du payement d'une somme pour réparation du dommage. Mais ce renouvellement de trêve ne fut qu'éphémère. La république allait bientôt commencer, malgré elle, avec les Osmanlis, une lutte corps à corps, qui devait durer vingt-cinq ans.

Un prétexte tout à fait futile amena la rupture entre les deux puissances. En 1644, les chevaliers de Malte attaquèrent une petite flotte ottomane que le sultan Ibrahim envoyait à la Mecque, et s'en emparèrent. Il y avait sur un des vaisseaux capturés une esclave avec un fils du sultan. Les chevaliers crurent qu'ils possédaient l'héritier présomptif du trône des Osmanlis : ils eurent pour lui les plus grands égards; mais, lorsqu'ils apprirent leur erreur, ils firent élever le jeune captif dans la

religion chrétienne, et le destinèrent à l'état monastique. L'escadre maltaise, après sa victoire, avait été obligée de relâcher à Candie, où les Vénitiens l'avaient très-bien accueillie ; ce fut là le prétexte dont le sultan Ibrahim se servit pour déclarer la guerre à la république.

Le vizir Mohammed profita de l'irritation de son maître pour lui proposer la conquête de Candie. Cette île, si célèbre dans l'antiquité sous le nom d'île de Crète, offrait, par sa fertilité et son étendue, une proie trop riche pour ne pas tenter l'ambition du Grand Seigneur. Le siége en fut résolu, et l'on fit des préparatifs immenses pour assurer le succès de l'entreprise. Comme la déclaration de guerre n'avait pas été officielle, la Seigneurie ne pouvait avoir que des soupçons sur le but de cet armement ; cependant elle fit armer à Candie une escadre de vingt-trois galères, et ordonna d'y rassembler les milices de l'île.

Le 4 avril 1645, la flotte ottomane, forte de plus de quatre cents voiles, et portant cinquante mille hommes de débarquement, sortit des Dardanelles. Après une navigation périlleuse, elle arriva le 24 juin dans la baie de Cogna, et le lendemain les cinquante mille hommes de débarquement prirent terre à la pointe occidentale de l'île, près de la Canée, l'une de ses principales villes. Les habitants furent saisis d'épouvante à l'aspect du danger qui les menaçait ; car la métropole avait mis dans ses préparatifs de défense une hésitation funeste. Aussi

le sort de cette ville fut-il bientôt décidé ; au bout de cinquante jours elle capitula. La faible garnison qui l'avait héroïquement défendue, et à laquelle s'était jointe toute la population, les prêtres, les femmes même, sortit avec tous les honneurs de la guerre, et alla se réunir dans le port de la Suda aux forces vénitiennes qui s'y trouvaient sous les ordres d'Antoine Capello. Aussitôt après l'entrée des vainqueurs dans la place, la cathédrale et deux autres églises furent converties en mosquées.

A la nouvelle de la reddition de la Canée, l'esprit national se manifesta à Venise par des sacrifices de tous les genres. Le clergé, stimulé par l'exemple du patriarche Morosini, s'unit à tous les autres ordres des citoyens pour seconder les efforts du gouvernement. Le sénat fit un appel à toutes les puissances étrangères pour sauver une île qui pouvait être regardée comme le boulevard de la chrétienté. Il n'y eut que le pape, le grand-duc de Toscane et l'ordre de Malte qui répondirent à cet appel ; vingt et une galères, fournies par ces auxiliaires, renforcèrent les forces navales de la république, qui furent placées sous le commandement de Jérôme Morosini.

La fin de l'année 1645 se passa sans combat. Morosini se borna à fortifier et à approvisionner les places qui restaient à la république dans l'île de Candie. Le peu de succès de cette campagne fit sentir le besoin d'augmenter la puissance du gouverneur en chef de l'île ; outre le commandement des troupes

de terre et de mer, on l'investit de l'autorité civile. Le doge régnant, François Erizzo, fut chargé de cette mission difficile ; en apprenant son élévation au commandement suprême, le vieux doge sentit son cœur se ranimer, et s'estima heureux de pouvoir consacrer le reste de ses forces au service de sa patrie ; mais, au moment où il allait s'embarquer, il succomba à sa vieillesse. Il fut remplacé dans le dogat par le procurateur François Molino, et dans son grade de capitaine général par Jean Capello.

Dès les premiers jours de l'année 1646, la flotte vénitienne s'avança pour fermer l'entrée des Dardanelles. Le sultan ordonna aussitôt à son capitan-pacha de forcer le détroit et d'aller mettre le siége devant Candie. Le pacha paya de sa tête l'hésitation qu'il mit dans l'exécution de l'ordre de son maître sous le prétexte que la mer n'était pas navigable pendant l'hiver, et que ce serait exposer ses vaisseaux à une perte inévitable. Au mois d'avril, Morosini, perdant l'espoir de refouler la flotte ottomane dans le détroit, leva sa croisière, et alla ravager Ténédos et la plaine de Troie. Un nouveau capitan-pacha partit de Constantinople et ouvrit la campagne. Les villes de Kisamos, de Cladissa et d'Apricorno tombèrent au pouvoir des Osmanlis ; quelques mois après (novembre 1646), ils s'emparèrent de Retimo, l'une des principales villes de l'île de Candie. Le siége dura quarante jours, et la garnison obtint la libre retraite et les honneurs de la guerre.

Tels furent les événements de cette campagne, pendant laquelle les Vénitiens n'entreprirent rien de décisif : ils avaient cependant reçu un renfort de neuf vaisseaux français, que le cardinal Mazarin s'était décidé à leur envoyer. Jean Capello, accusé d'inexpérience et d'irrésolution, fut rappelé, jugé et condamné à un an de prison. On lui donna pour successeur Baptiste Grimani. Sous ce nouveau chef, la marine vénitienne retrouva son ancienne vigueur. Quelques escarmouches où les Vénitiens eurent constamment l'avantage attestèrent l'habileté et la résolution de Grimani. Le capitan-pacha Mousa, s'étant laissé bloquer dans le port de Napoli di Romania, fut déposé; son successeur, Fazli-Pacha, gendre du sultan, ayant, à la faveur des sinuosités de l'Archipel, échappé aux escadres de la république, arriva dans l'île de Candie (septembre 1647), et débarqua dans la Canée un renfort de neuf mille hommes.

Pendant que ces événements se passaient dans l'île de Candie, une armée de vingt mille Ottomans attaquait les Vénitiens dans la Dalmatie; mais cette campagne en terre ferme se termina à l'avantage de la république; ses troupes s'emparèrent de plusieurs petites places, et appuyèrent l'insurrection des Morlaques, qui devinrent leurs auxiliaires après avoir secoué le joug des Ottomans.

Un désastre épouvantable marqua le commencement de la campagne de 1648; la flotte vénitienne fut anéantie, à Ipsara, par une violente tempête. Le

brave Grimani partagea le sort des équipages de vingt-huit de ses galères, qui périrent abîmés dans les flots. Après cette catastrophe, le capitan-pacha, trouvant la mer libre, se rapprocha de Candie et commença à dresser de nouvelles batteries et à ouvrir des tranchées devant la capitale de l'île. Mais le courage de Louis-Léonard Mocenigo, qui avait remplacé Grimani, rendit inutiles les efforts des Ottomans : en moins de six mois le pacha perdit plus de vingt mille hommes, et se vit réduit à se fortifier dans son camp pour y attendre des secours.

Si, à cette époque, Venise avait eu seulement vingt mille hommes à envoyer dans l'île de Candie, c'en était fait des restes de l'armée ottomane; mais le courage militaire des premiers temps ne subsistait plus que chez quelques citoyens généreux. Venise s'était accoutumée à sacrifier tout à l'argent, et elle en recueillit les tristes conséquences; les classes populaires même usèrent de l'autorisation que leur accordait la loi de convertir en une contribution pécuniaire le service personnel de la marine; il fut donc impossible de trouver des soldats. Dans cette disposition des esprits, le gouvernement conçut la pensée de mettre un terme à la guerre en abandonnant l'île de Candie. Cette proposition, portée devant le sénat, y provoqua un débat très-animé. Plusieurs membres, s'appuyant sur la ruine du commerce, occasionné par la guerre, furent d'avis de céder un pays qu'ils appelaient la partie gangrenée de la république; d'autres, mais en moindre nombre, gui-

dés par le sentiment de l'honneur national, firent entrevoir la honte dont allait se couvrir la république en achetant la paix à ce prix. Un événement imprévu vint faire cesser les incertitudes : le sultan Ibrahim, odieux à ses sujets à cause de ses vices et de ses caprices tyranniques, venait d'être déposé et étranglé ; son petit-fils Mohammed, âgé seulement de sept ans, avait été salué empereur aux acclamations générales.

A la nouvelle de ces événements, Venise crut que les orages continuels qui menaçaient un gouvernement exercé au nom d'un enfant de sept ans lui permettraient d'obtenir la paix sans renoncer à Candie. Un négociateur fut donc envoyé à Constantinople, avec ordre de prendre pour base du traité la restitution réciproque des places que les deux puissances s'étaient enlevées. Mais quand le grand vizir, chargé de l'administration de l'empire, connut les instructions de l'ambassadeur, il entra dans une telle fureur, qu'il fit étrangler sur-le-champ l'interprète qui lui transmettait les réponses du Vénitien, fit charger celui-ci de fers, ainsi que tous ceux qui l'accompagnaient, et les fit conduire dans le château des Sept-Tours. Après un tel outrage, il ne restait plus à la république que l'alternative de vaincre ou de succomber avec gloire.

Dans les premiers mois de 1649, une flotte ottomane forte de quatre-vingt-trois bâtiments sortit des Dardanelles pour aller porter des renforts et des munitions à l'armée qui assiégeait Candie. Des

vaisseaux turcs furent attaqués près de Phokia, l'ancienne Phocée, par l'amiral Riva, qui n'avait que vingt galères sous ses ordres. Telle était la supériorité de la marine vénitienne, que son artillerie foudroya les vaisseaux ottomans. Plusieurs furent incendiés, d'autres capturés, et le reste obligé de prendre la fuite. Cette bataille coûta sept mille hommes aux musulmans ; mais Riva commit une faute grave en les laissant sortir de la rade de Phokia : ils allèrent débarquer à la Canée des troupes destinées à augmenter le nombre des assiégeants. Toutefois, malgré l'arrivée de ce secours, les Ottomans gagnèrent peu de terrain pendant cette campagne ; toutes leurs attaques étaient vigoureusement repoussées par la garnison ; la flotte du capitan-pacha retourna hiverner à Constantinople, et l'amiral Riva établit un blocus rigoureux à l'entrée du détroit des Dardanelles.

Lorsque la saison le permit, la flotte ottomane essaya de franchir le détroit ; la croisière de Riva l'en empêcha (1650). Cette guerre si longue commençait à devenir impopulaire à Constantinople ; les janissaires murmurèrent et firent mettre en liberté l'ambassadeur de la république, qui partit aussitôt pour Venise ; le mufti, à qui l'on attribuait cette mesure violente, fut exilé.

En 1651, le capitan-pacha parvint cependant à forcer le passage ; le capitaine général Mocenigo courut à sa rencontre et l'attaqua près de l'Ile de Paros ; la flotte ottomane fut complétement battue ;

dix vaisseaux furent pris, cinq autres brûlés, et cinq mille hommes restèrent au pouvoir du vainqueur. Cette victoire rendit les Vénitiens maîtres de l'Archipel, et releva le courage des défenseurs de Candie. Cette même année, Venise, obéissant à la maxime qu'elle avait adoptée de ne pas laisser longtemps le commandement suprême dans les mêmes mains, rappela le vaillant Mocenigo, dont le nom occupe une place si brillante dans les fastes militaires de la république, et lui donna pour successeur Léonard Foscolo.

Les deux années de l'administration de Foscolo ne furent marquées par aucun événement important. Il eut seulement à réprimer une révolte d'Albanais auxiliaires, qui pour obtenir une augmentation de solde menaçaient de livrer à l'ennemi deux bastions dont la défense leur avait été confiée. Venise eut un moment l'espoir de voir les difficultés qui s'opposaient à la paix s'aplanir. Après la délivrance et le départ du baile, l'ambassadeur français avait continué les négociations que ce premier avait entamées auprès de la Porte. En 1653, ce même ambassadeur demanda au divan un passe-port pour l'envoyé extraordinaire Jean Capello, que Venise accrédita auprès du sultan. Mais comme ce plénipotentiaire n'était pas chargé de faire officiellement la cession de Candie, il fut arrêté en route et retenu dans une si dure captivité, qu'il succomba à ses souffrances et à son chagrin.

En 1654, Mocenigo revint prendre son poste de

capitaine général. Le capitan-pacha, après avoir forcé le passage des Dardanelles gardé par l'amiral Joseph Delfino, dispersa la flotte vénitienne, qui eut cinq de ses vaisseaux incendiés ou coulés à fond. Il ravagea ensuite l'île de Tino et fit voile pour Milo, où s'étaient réfugiés les vaincus. La flotte vénitienne sortit du port dans la nuit, passa à portée de canon de l'escadre ottomane, et se retira sans obstacle, après avoir échangé quelques boulets avec l'ennemi. Le capitan-pacha, dès qu'il eut ravitaillé la Canée, parcourut tout l'Archipel, et rentra à Constantinople, où il offrit cinq cents prisonniers au sultan. La défaite de la flotte vénitienne fit mourir Mocenigo de chagrin.

La longueur de cette guerre désespérait Venise. Reconnaissant l'impossibilité de triompher avec ses propres ressources, elle appela de nouveau à son secours l'Empereur, la France, le pape, l'Espagne et l'Angleterre. La plupart de ces puissances ne lui témoignèrent qu'un intérêt stérile; les plus voisines se bornèrent à lui fournir quelques galères. Le pape fut celui qui donna le plus d'extension à ses secours; ce service détermina le rappel des Jésuites dans les États vénitiens. Le doge François Molino mourut en 1655, et fut remplacé par Charles Contarino.

L'amiral Lazare Mocenigo reçut l'ordre d'aller fermer le passage des Dardanelles et de venger l'échec essuyé par la flotte de Delfino. Dans un premier combat, il prit trois vaisseaux turcs, en brûla

onze et en coula neuf à fond. Ce premier avantage ne fut que le prélude de la victoire complète qu'il remporta, le 6 juillet 1656, à l'entrée du détroit. Le capitan-pacha parvint à se sauver avec quatorze galères ; mais il perdit soixante-dix vaisseaux et quinze mille hommes. Mocenigo, qui avait eu un œil crevé dans la mêlée, voulut aller lui-même porter à Venise la nouvelle d'un si brillant succès. Il trouva la capitale occupée à célébrer l'élection du doge Bertuce Valieri. Rien ne saurait rendre les transports d'allégresse et d'admiration qui se manifestèrent à la vue du guerrier dont la tête était enveloppée, et de sa galère portant des pavillons turcs renversés. L'enthousiasme était si grand, qu'il n'y eut qu'un seul cri pour déférer le commandement suprême à celui qu'on proclamait le sauveur de la patrie. Mocenigo repartit avec le titre de généralissime.

Pendant son absence, la flotte victorieuse s'était emparée des îles de Ténédos, de Samothrace et de Lemnos. Il apprit en même temps qu'une nouvelle flotte ottomane de cent cinquante voiles se disposait à sortir des Dardanelles. Animé de la noble ambition de pénétrer jusqu'à Constantinople, il mit en mer et courut à la rencontre des vaisseaux ennemis. Le 17 juillet 1657, un combat terrible s'engagea entre les deux escadres à l'embouchure même des Dardanelles ; mais cette fois la valeur et l'habileté ne purent l'emporter sur le nombre. Les Ottomans eurent d'abord le désavantage. Deux fois les vais-

seaux montés par les janissaires, ne pouvant soutenir l'attaque des escadres maltaise et florentine, abandonnèrent le champ de bataille. Deux fois le grand vizir employa les plus humbles instances pour ramener ces soldats indisciplinés à la charge. Un incident heureux pour les vaincus vint changer leur défaite en victoire. Mocenigo était déjà dans le détroit, bravant le feu des batteries du rivage, et se disposant à donner la chasse aux débris de la flotte ottomane, lorsqu'en passant devant le château de Koum-Bournou un canonnier musulman fut assez adroit pour lancer à bord du vaisseau-amiral vénitien un boulet qui mit le feu à la sainte-barbe. L'explosion fut terrible : le navire sauta avec un fracas épouvantable, lançant au loin ses débris et les cadavres de cinq cents hommes. Parmi les victimes de cette catastrophe se trouvaient le brave Lazare Mocenigo et son frère Francesco. La flotte vénitienne, privée de son chef, repassa aussitôt le détroit et s'éloigna. Les Turcs reprirent les îles qui leur avaient été enlevées à la suite de la campagne précédente.

Après ce désastre, le sénat vénitien songea de nouveau à la paix. Il fut question de céder Candie et son territoire aux musulmans et de garder le reste de l'île; mais le procurateur Jean Pesaro, par un discours énergique, fit abandonner cette résolution, qu'il qualifia de déshonorante, et exhorta la république à faire de nouveaux sacrifices, dont il donna l'exemple en offrant un don patriotique de six mille

ducats. La guerre fut continuée. Peu de temps après, le doge Bertuce Valieri étant venu à mourir, on lui donna pour successeur ce même Jean Pesaro. Il ne gouverna que jusqu'en 1660, et fut remplacé par Dominique Contarino, septième doge de sa famille.

Décidée à poursuivre la guerre avec vigueur, la république entama des négociations avec la France pour en obtenir des secours plus efficaces que ceux qu'elle en avait reçus jusqu'alors. Louis XIV, prenant intérêt à une puissance qui montrait tant de fermeté et de constance, lui envoya quatre mille hommes, qui allèrent grossir l'armée du capitaine général Morosini (1660) devant la Canée, où ils soutinrent courageusement quatre combats sanglants dans l'espace de quarante jours. Transportées ensuite devant Candie, ces troupes, à leur arrivée, se précipitèrent témérairement sur le camp ottoman et le mirent en désordre; mais tandis qu'elles étaient occupées au pillage, les Turcs les assaillirent et leur tuèrent quinze cents hommes; le reste périt bientôt de la peste.

Venise, qui ne pouvait pardonner à ses généraux d'être vaincus, rappela François Morosini, et lui donna pour successeur Georges Morosini, un de ses parents. Le nouveau général attaqua près de l'île de Tino la flotte ottomane, déjà mise en déroute par un orage, et lui prit ou détruisit une vingtaine de bâtiments. De 1661 à 1664, les Turcs, occupés de la guerre qu'ils soutenaient contre le roi de Hongrie,

furent obligés de ralentir leurs efforts contre Candie. Ils entamèrent même après la perte de la bataille du mont Saint-Gothard, sur les bords de la Raab, de nouvelles négociations pour un accommodement avec la république; mais leur proposition de ne laisser à cette dernière que la capitale de l'île de Candie et quelques places démantelées fut rejetée par le sénat. De part et d'autre on se prépara à continuer la guerre avec vigueur.

Venise s'étant rapprochée du duc de Savoie, dont le titre de roi de Chypre ne lui faisait plus d'ombrage depuis qu'elle avait perdu cette île, en reçut un secours de deux régiments sous les ordres du chevalier de Ville, à qui son expérience et sa valeur firent donner le commandement général de l'infanterie vénitienne. En arrivant aux atterrages de l'île de Candie, les neuf mille hommes qu'amenait le nouveau général tentèrent de s'emparer de la Canée; mais ils furent repoussés par les Turcs et allèrent débarquer près de Candie, où ils se retranchèrent sous le canon de la place; mais cette position n'étant pas tenable, ils se retirèrent dans l'intérieur des fortifications. La garnison se trouva alors portée de douze à treize mille hommes, auxquels s'étaient réunis les naturels du pays, qu'avait exaspérés la conduite des Turcs à l'égard des habitants de la Canée. Tous ces braves défenseurs furent placés sous les ordres de François Morosini, disgracié quelques années auparavant. Le chevalier de Ville commandait sous lui.

Cependant la Porte, délivrée de la guerre en Hongrie, avait résolu de frapper un coup décisif. Le grand vizir Kupruli-Ahmed partit de Constantinople avec la plus grande partie des forces de l'empire, et prit terre, le 3 novembre 1660, devant la ville de la Canée, dont les Ottomans avaient fait leur place d'armes. Sa présence ranima le courage des troupes retenues depuis vingt-deux ans par une des plus longues guerres dont l'histoire fasse mention. Le 22 mai suivant, il investit la place de Candie avec quatre-vingt mille hommes. Dès ce moment, chaque jour fut marqué par quelque entreprise des assiégeants ou des assiégés. Jamais on n'avait vu tant d'opiniâtreté dans l'attaque d'une place forte, ni tant de courage dans la défense, et jamais l'art des mines n'avait été poussé si loin. Aux approches de l'hiver, le grand vizir ordonna de suspendre les travaux : vingt mille quintaux de poudre avaient été brûlés dans cette campagne, qui avait coûté dix mille hommes aux musulmans.

Le printemps de 1668 vit recommencer le siége avec une nouvelle ardeur. Le marquis Dupuy-Montbrun de Saint-André, officier français qui avait remplacé le chevalier de Ville dans son commandement, fut blessé dans cette campagne. Ce fut alors que la noblesse européenne, qui avait les regards fixés sur le belle conduite des défenseurs de Candie, résolut de s'associer à leur courage et à leur dévouement. Le pape, par ses exhortations, décida les princes de l'Italie à aller combattre les infidèles ; l'Empereur

fournit à la république un renfort de trois mille hommes, et Louis XIV, qui ne voulait pas rompre son alliance avec la Porte, autorisa l élite de sa noblesse à servir sous le drapeau de Saint-Marc. Le chef de cette expédition chevaleresque, comptant dans ses rangs des d'Aubusson, des Beauvau, des Langeron, des Créqui, des Tavannes et des Fénelon, était le duc de la Feuillade, qui consacra sa fortune à payer la majeure partie de ces volontaires, au nombre de six cents.

A peine débarqués, ces jeunes gens, pleins d'une ardeur aveugle, méprisant la circonspection du général vénitien, auquel dix-sept assauts repoussés avec la plus grande peine n'avaient que trop démontré le danger d'attaquer un ennemi si supérieur en nombre, s'élancèrent seuls sur les retranchements turcs. Ils enlevèrent d'abord quelques redoutes, et tuèrent huit cents hommes à l'ennemi; mais bientôt les Turcs, revenus de leur stupeur, assaillirent cette poignée de braves, et la forcèrent à la retraite. Elle comptait quarante tués et soixante-quinze blessés. Peu de jours après, la Feuillade repartit pour la France, et la peste détruisit en route les débris de son expédition.

Au commencement de 1669, le grand vizir reçut du sultan une dépêche qui lui enjoignait de s'emparer de Candie à quelque prix que ce fût. Kupruli-Ahmed communiqua cette lettre à son conseil de guerre, qui décida aussitôt de redoubler d'efforts pour exécuter les ordres du Grand Seigneur. Le 19 juin, la

flotte du capitan-pacha, apportant de nouveaux renforts et des munitions, arriva dans la Canée. Bientôt après parut une escadre chrétienne composée de trente-cinq bâtiments, dont quinze français, sept maltais, quatre dalmates et neuf appartenant au pape. La flotte française était commandée par le duc de Navailles. Il avait sous ses ordres six à sept mille hommes, que le grand roi, gagné par les instances de l'ambassadeur de la république, s'était enfin décidé à envoyer au secours de Candie. Ces renforts, combinés avec les forces des assiégés, auraient pu sauver la ville qu'ils venaient défendre et qu'ils trouvaient dans le plus déplorable état ; mais la mésintelligence éclata bientôt entre le généralissime Morosini et le duc de Navailles ; celui-ci, comme la Feuillade, refusa d'en croire l'expérience du général vénitien. Peu de jours après son arrivée, il voulut faire une sortie, et demanda à Morosini quatre mille hommes qui lui furent refusés. Alors il s'élança seul dans la tranchée à la tête des siens ; il fut bientôt obligé à la retraite. Après cette tentative infructueuse, Navailles, sourd aux représentations de Morosini, aux instances de tous les officiers de la garnison et aux sollicitations de la population éplorée, se rembarqua pour la France. Son exemple entraîna les autres escadres auxiliaires.

La retraite des volontaires étrangers réduisit la garnison à quatre mille hommes en état de porter les armes. Il était impossible que des forces si peu nombreuses pussent défendre plus longtemps des

fortifications ruinées par l'explosion continuelle des mines. Les assiégés comprirent alors qu'il était absolument nécessaire de capituler; mais Morosini était un de ces esprits élevés, une de ces âmes intrépides qu'aucun danger ne peut abattre : il conçut le noble projet de convertir cette capitulation en un traité de paix. Pendant six jours, ses envoyés défendirent courageusement l'honneur et les intérêts de la république contre les plénipotentiaires ottomans : ceux-ci stipulèrent la reddition de la ville et d'une partie de l'île de Candie; mais en même temps ils concédèrent à Venise les trois ports de Spina-Longa, de la Suda, de Karabusa en Crète, de la ville de Clissa en Dalmatie. Le 27 septembre 1669, le grand vizir reçut les clefs de la place, des forts et de tous les édifices publics. Au bout de trois semaines, toute la ville était évacuée non-seulement par la garnison, mais encore par les infortunés habitants, qui voulurent tous abandonner une terre désolée qui allait être occupée par les infidèles. Ils furent reçus à bord des vaisseaux de Morosini avec leurs biens et les objets du culte. Telle fut, après vingt-cinq ans de durée, l'issue d'un siége destiné à faire connaître aux siècles futurs de quoi fut capable la valeur chrétienne contre la fureur et le nombre des Ottomans. Kupruli-Ahmed eut pour le général vénitien toutes les attentions possibles, et lui envoya même de riches présents. Cette politesse, à laquelle les Ottomans avaient si peu habitué les chrétiens, servit plus tard de texte à une accu-

sation de trahison et de malversation que les ennemis de Morosini portèrent contre lui. Le héros de Candie, celui qui avait payé la garnison de ses propres deniers, fut réduit à se constituer prisonnier et à se justifier devant le sénat, qui reconnut son innocence. Il est triste que l'ingratitude publique soit presque toujours la récompense de ceux qui se dévouent au service de la patrie.

Après avoir fait la paix avec les Turcs, Venise jouit pendant un assez longtemps des douceurs du repos, dont elle avait un si grand besoin pour réparer ses pertes, et surtout son trésor, qui ne renfermait plus que cinq cent mille sequins, de sept millions qui s'y trouvaient avant la guerre. Elle put donner un libre cours à son activité, à son industrie commerciale, et redevint la ville des divertissements; les arts de l'esprit y étaient cultivés; les spectacles y attiraient les étrangers. On venait à Venise pour y goûter la liberté et les plaisirs, comme on allait à Rome ou à Florence pour y admirer les monuments des beaux-arts. Pendant cette période de repos à l'extérieur, un léger nuage vint seul troubler la tranquillité intérieure. Le doge Nicolas Contarino étant mort en 1674, on lui donna pour successeur Nicolas Sagredo, qui ne gouverna que deux ans, et qui fut remplacé par Jean Sagredo, son frère. La famille des Sagredo ne jouissait pas de la faveur publique, et celui qu'on venait d'élire n'ayant pas fait au peuple des libéralités suffisantes en prenant possession de sa charge, il s'ensuivit une espèce de soulè-

vement qui fit casser l'élection, ce qui ne s'était pas encore vu à Venise. Le nouveau doge fut Louis Contarino, procurateur de Saint-Marc. Il régna jusqu'en 1683, et eut pour successeur Marc-Antoine Giustiniani.

Le règne de Giustiniani vit commencer une nouvelle guerre contre les Turcs. Le grand vizir Kara-Moustafa, héritier de la haine et du mépris que la plupart de ses prédécesseurs avaient affectés pour les nations chrétiennes, ne cessait de causer des pertes à leur commerce et de prodiguer des outrages aux agents diplomatiques. Une révolte des Hongrois lui ayant fourni une occasion favorable, il fit déclarer la guerre à l'Autriche, qui partageait avec Venise la gloire d'être la plus constante ennemie de la Porte, et marcha sur Vienne. Cette capitale investie était à la veille de succomber, lorsque le roi de Pologne, le fameux Jean Sobieski, accourut à son secours et la délivra. Après la levée de ce siége mémorable, Venise, qui avait à venger les insultes que lui avait prodiguées Kara-Moustafa, céda aux sollicitations de l'Autriche et de la Pologne, et surtout du pape; elle entra dans une ligue formée contre les Ottomans. Ce fut la quatorzième croisade prêchée par le saint-siége contre les infidèles : cette alliance vraiment sainte avait pour but de défendre la religion, la liberté et la civilisation de l'Europe contre la barbarie musulmane. L'envoyé de la république à Constantinople fut chargé de remettre au divan une déclaration de guerre. Aussitôt

qu'il se fut acquitté de sa mission, il se fit raser la barbe et couper les cheveux, et, déguisé en marinier, il s'enfuit secrètement, à force de rames, sur un bâtiment de Chios.

Le procurateur Francesco Morosini, qui déjà deux fois avait exercé les fonctions de général en chef dans l'archipel et dans l'île de Candie, fut nommé commandant de la flotte de la république. Ce grand citoyen, oubliant l'injure qui lui avait été faite, s'empressa de répondre à ce nouvel appel fait à son dévouement. Après avoir rallié quelques galères fournies par le pape, l'ordre de Malte et le grand-duc de Toscane, il commença son expédition par une descente dans l'île de Sainte-Maure (l'ancienne Leucade), dont il s'empara après un siége de seize jours (août 1684). Un mois après, le général Strasoldo, détaché sur le continent avec un corps de troupes, força la place de Prevesa, à l'entrée du golfe Ambracique, à capituler. La flotte ottomane, sortie des Dardanelles, n'osa pas se mesurer avec l'escadre chrétienne; elle se borna à ravager les îles de l'Archipel. La Porte, à cette époque, avait une rude tâche à remplir : elle était obligée de faire face à la fois aux Polonais en Moldavie, aux Autrichiens en Dalmatie et en Hongrie, et aux Vénitiens dans la presqu'île du Péloponèse.

Huit mille Vénitiens venaient d'investir Coron, lorsque Morosini, informé que le pacha de Morée s'avançait pour la délivrer, marcha à la rencontre de l'ennemi, le surprit la nuit, le mit en déroute

complète, et lui prit un drapeau et deux queues de cheval (août 1585). Après un siége de trente jours, la garnison se vit forcée d'arborer le drapeau blanc. Mais pendant qu'on discutait les articles de la capitulation, les Vénitiens, irrités de la mort de quelques-uns des leurs, tués par un coup de canon tiré de la place, escaladèrent les murs, pénétrèrent dans la ville et massacrèrent les Turcs. La grande mosquée fut convertie en église et consacrée à la sainte Vierge.

Pendant le siége de Coron, les Maïnotes, peuplade chrétienne des montagnes de Morée, avaient député leurs primats et leurs archimandrites au général vénitien pour le prier de les aider à reconquérir leur sauvage liberté. Morosini, qui avait conçu le projet d'enlever toute la Morée aux musulmans, se rendit à leur prière, débarqua dans le port de Citres, et de concert avec ces vaillants auxiliaires il s'empara de Zarnata, de Calamata, de Passava et de Chiélafa : il quitta ensuite la Maïna, et fit une descente sur la côte d'Albanie, où il prit le château de Gomenizza.

Au commencement de la campagne suivante (1686) le comte de Kœnigsmark, général suédois, que la république avait pris à sa solde, joignit ses troupes à celles de Morosini; les armées combinées soumirent successivement Navarin, Modon, Argos, et Napoli di Romania, capitale de la Morée. Ces triomphes répandirent l'allégresse dans Venise. Au mois de juillet 1687, Morosini se mit en mer et força les

Turcs à abandonner Patras, chef-lieu de l'Achaïe, le château des Dardanelles sur la côte de Morée et celui qui s'élève sur la côte de Roumélie. Il s'empara ensuite de Lépante, de Castel-Tornèse, de Corinthe et de Misitra. Toutes ces conquêtes rendaient les Vénitiens maîtres du golfe de Corinthe; il ne leur restait plus qu'à s'emparer du port du Lion (le Pirée), que les Ottomans occupaient sur la côte du golfe d'Égine : ce port était celui d'Athènes, la villes des sages, le séjour des Muses. Une nombreuse garnison défendait les remparts. Morosini confia le commandement du siége à Kœnigsmark. Sans respect pour cette patrie des arts, le général suédois foudroya de son artillerie ce qui restait des glorieux monuments de l'antiquité. En peu de jours, toute la ville ne présenta plus qu'une vaste étendue couverte de flammes et de ruines. Dès lors Athènes capitula. Les lions de marbre, qui, en donnant leur nom à l'ancien Pirée, paraissaient préposés à la garde de ce port, furent transférés à Venise, où ils ornèrent la porte de l'arsenal. Cette brillante campagne couvrit de gloire le héros vénitien ; le sénat fit placer son buste dans la grande salle du palais des doges, avec cette inscription : « Le sénat à Morosini le Péloponésiaque, de son vivant. »

Peu de temps après, en 1688, le doge Giustiniani étant mort, Morosini reçut un nouveau témoignage de la reconnaissance nationale : il fut élevé à la magistrature suprême. Ceint de la couronne ducale, il partit du golfe d'Égine pour aller assiéger Négrepont,

dont il essaya vainement de s'emparer. Le siége de cette ville fut très-funeste aux chrétiens : la résistance désespérée de la garnison ottomane et le fléau de la peste firent périr le tiers de l'armée des assiégeants. Le brave Kœnigsmark lui-même, général d'une brillante valeur, succomba à la contagion. Morosini, obligé de lever le siége de Négrepont, se rendit devant Malvoisie, qu'il se mit en devoir d'attaquer ; mais une maladie dont il fut atteint le força bientôt d'aller chercher le repos dans sa patrie, et de laisser le commandement en chef à Cornaro.

A Constantinople, un divan extraordinaire destitua le grand vizir Moustafa, qu'il accusait des désastres des campagnes précédentes, et nomma à sa place Moustafa-Kupruli, fils du vainqueur de Candie, qui se montra jaloux de rétablir l'honneur des armes ottomanes. Tandis qu'il marchait de sa personne contre les Autrichiens en Hongrie, il envoya le capitan-pacha au secours de Malvoisie, dont le siége continuait toujours (1690). L'arrivée de la flotte turque n'empècha pas la chute de cette place : la garnison, réduite à la dernière extrémité, capitula. Cornaro se porta ensuite sur la côte occidentale de la Grèce, où il enleva aux ennemis l'importante place de Valona.

Cornaro étant mort après la conquête de Valona, Dominique Mocenigo le remplaça. Ce nouveau général, convaincu d'incapacité, fût bientôt dépouillé de son grade. Un décret rappela pour la quatrième fois François Morosini au commandement suprême. Le

doge, parvenu alors à sa soixante-quinzième année, reçut avec joie ce nouvel hommage rendu à ses talents et à son expérience. Il partit au mois de mai 1693 avec la flotte de la république; après avoir parcouru l'Archipel sans pouvoir forcer l'escadre ottomane à se mesurer avec lui, il revint pour hiverner dans le port de Napoli di Romania, où il succomba à sa vieillesse et à ses fatigues (1694). Silvestre Valieri fut alors nommé doge, et Antoine Zeno généralissime.

Les succès presque miraculeux que Venise avait obtenus en Morée et en Dalmatie, et qu'elle devait autant à la nécessité où se trouvaient les Ottomans de diviser leurs forces qu'à l'habileté de ses généraux, la rendirent exigeante envers le successeur de Morosini. Antoine Zeno parut devant l'île de Chios, avec les forces navales de la république, le 8 septembre 1694; il y débarqua un corps d'environ neuf mille hommes, qui, après avoir lancé dans la ville près de trois mille boulets, la força à capituler. Son immobilité pendant une partie de la campagne suivante, son refus même d'attaquer les vaisseaux ottomans, sur lesquels il avait l'avantage du nombre et de la position, commencèrent à exciter contre lui l'indignation de l'armée. La reprise de l'île de Chios, à la suite d'un combat sanglant dans lequel les Vénitiens perdirent seize cents hommes et plusieurs vaisseaux, acheva de le déconsidérer : il fut arrêté, et conduit à Venise chargé de fers ; mais il mourut pendant qu'on instruisait son procès.

Le nouveau capitaine général, Alexandre Molino, répara promptement les fautes de son prédécesseur. Il fondit avec vigueur sur un corps ottoman qui s'avançait dans la Morée, le battit et lui fit essuyer une perte de mille morts et de treize pièces de canon (1696); victorieux sur terre, il alla chercher les vaisseaux musulmans dans l'Archipel. Les deux flottes se rencontrèrent au delà de Chios, et, à la suite d'un combat qui dura cinq jours, elles se séparèrent avec une perte égale et un succès balancé. Trois jours après, la lutte recommença plus acharnée et plus sanglante qu'auparavant. Enfin les éléments, la flamme et une violente tempête se réunirent pour arracher aux Vénitiens une victoire qui paraissait assurée; ce combat les rendit cependant maîtres de la mer pour toute la campagne. Deux autres batailles sanglantes livrées dans les années 1697 et 1698, près de l'île d'Andros et du promontoire de Mitylène, attestèrent encore la supériorité de la marine vénitienne, mais n'amenèrent aucun résultat. Il fallut, pour mettre fin à une guerre qui durait depuis seize ans, un nouvel exploit du prince Eugène de Savoie, généralissime des armées autrichiennes. Après la terrible bataille de Zenta en Hongrie, qui coûta plus de vingt mille hommes aux musulmans, la Porte, réduite à demander merci, accepta la médiation de l'Angleterre et de la Hollande. Des négociations s'entamèrent à Carlowitz entre toutes les puissances de l'Europe occidentale intéressées à la paix, c'est-à-dire entre les Turcs,

l'Autriche, Venise, la Pologne et la Russie. Le traité, qui fut signé à la suite de longues conférences (1699), signala la décadence de l'empire ottoman, et le plaça vis-à-vis de l'Europe dans une situation nouvelle. En revanche, il fut glorieux et avantageux pour les puissances chrétiennes, parce qu'il assura à l'Autriche la possession de la Transylvanie et de la Hongrie, et à la république vénitienne celle de la Morée et de la Dalmatie. Dans ce congrès, une circonstance humilia profondément l'orgueil de Venise : elle fut réduite au rôle de puissance de second ordre ; la voix de son ambassadeur ne fut pas écoutée, et le sénat dut se résigner à accepter les conditions qu'on voulut bien lui imposer.

Le doge Silvestre Valieri survécut peu de temps à la conclusion de la paix de Carlowitz. Il mourut en 1700, et fut remplacé par Louis Mocenigo, qui mourut en 1709. Le trône ducal fut alors occupé par Jean Cornaro.

CHAPITRE XII

Conséquences de la neutralité des Vénitiens dans la guerre de la succession d'Espagne.— Perte de la Morée. — Longue paix. — Evénements intérieurs. — Corruption des mœurs. — Venise perd le titre de nation. — (1707-1798).

Les treize premières années du XVIIIe siècle furent remplies par la guerre de la succession d'Espagne. Cette guerre, occasionnée par le second testament de Charles II, qui accordait la couronne d'Espagne à Philippe V, petit-fils de Louis XIV, au détriment de l'archiduc Charles d'Autriche, auquel une première disposition l'avait assurée, avait fait courir presque toute l'Europe aux armes. Venise, par faiblesse plutôt que par prudence, s'abstint d'y prendre part. Il est vrai qu'à cette époque elle n'avait plus d'armée; elle ne pouvait appeler de ce nom quelques régiments de stipendiés étrangers. Loin de pouvoir jouer un rôle actif dans cette grande querelle, il lui fut même impossible de faire respecter sa neutralité; à plusieurs reprises elle vit son territoire tra-

versé par les armées des puissances belligérantes; quelques-unes de ses provinces servirent de théâtre aux terribles combats que se livrèrent les généraux des deux partis. Quand le traité d'Utrecht vint mettre un terme aux hostilités, Venise était si peu redoutée que son plénipotentiaire ne put obtenir la moindre indemnité pour les dommages qu'elle avait essuyés; mais, si les puissances qui venaient de déposer les armes ne tinrent pas compte de ses réclamations, elles n'oublièrent pas son indifférence : chacune d'elles lui garda rancune; et lorsque, bientôt après, le moment du danger fut arrivé, elle se trouva tout à fait abandonnée, et fut obligée de lutter seule contre un ennemi formidable.

Tandis que la république entretenait sur les frontières du Milanais une armée de vingt-quatre mille hommes, qui endurait l'arme au bras les outrages de la France et de l'Autriche, elle avait laissé sans défense sa plus récente conquête, la presqu'île de Morée; elle y comptait à peine huit mille soldats.

En 1713, la Porte, profitant de cette incurie et sans s'inquiéter du traité de Carlowitz, ne voulut pas laisser échapper l'occasion de ressaisir la riche province qu'on lui avait enlevée. Cent mille Turcs, commandés par le grand vizir et secondés par une flotte de plus de cent voiles, surprirent le provéditeur Delfino, qui, avec le peu de forces dont il disposait, se borna à défendre quelques places et laissa le pays entièrement ouvert aux dévastations des

infidèles. Corinthe fut la première place qui succomba. Elle se rendit après cinq jours de tranchée ouverte (juin 1714) ; malgré la capitulation, toute la garnison fut passée au fil de l'épée. La prise de Corinthe annonçait quel sort attendait les autres places. Égine, Argos, Napoli di Romania, Modon et Malvoisie furent attaquées avec une grande vigueur, et n'opposèrent presque pas de résistance, tant les soldats vénitiens, déshérités de la valeur de leurs pères, étaient subjugués par la terreur qu'inspiraient les Ottomans. Tout ce qui se trouvait dans ces malheureuses villes subit les plus odieux traitements. Ceux des habitants qui n'eurent pas la tête tranchée furent chargés de chaînes et emmenés en captivité. Delfino, élevé au commandement suprême, essaya avec sa flotte de secourir les places attaquées ; mais il arriva toujours trop tard ; lorsqu'il ne lui resta plus que Santa-Maura, il en fit sauter les fortifications, et ramena ses vaisseaux dans Corfou sans avoir combattu. La Morée était perdue pour la république ; de tous ses vastes domaines en Orient il ne lui restait plus qu'une portion de l'île de Candie. Là du moins, Louis Magno et François Giustiniani, gouverneurs, l'un de la Suda, l'autre de Spina-Longa, ne succombèrent pas sans gloire : excités par l'exemple des anciens défenseurs de Candie, ils ne capitulèrent que lorsqu'ils eurent perdu tout espoir d'être secourus par la métropole (1715). Après cette reddition, Venise n'eut plus rien à défendre dans le Levant. Ses possessions les plus éloignées se trou-

vèrent être les îles situées à l'entrée de l'Adriatique. Tel était le progrès que la dégradation de l'esprit avait fait en moins d'un demi-siècle, que le capitaine général Delfino rappelé ne fut pas poursuivi. On se contenta de le destituer. André Pisani fut chargé d'aller tenir tête aux Ottomans.

Cependant, à force de sollicitations et d'intrigues, Venise parvint à décider l'empereur d'Autriche à embrasser sa cause; il opéra en Hongrie une diversion qui sauva la Dalmatie. Peu de temps après (1716), le pape et l'Espagne accédèrent à la ligue conclue entre la république et l'Autriche. Il s'agissait d'empêcher les Turcs de s'emparer de Corfou, boulevard de l'Adriatique et de l'Italie. Venise recruta quelques régiments en Allemagne, et prit à son service le Saxon Schullenbourg, connu par sa victoire remportée sur les soldats de Charles XII. Mais les forces confédérées se laissèrent prévenir par les Turcs dans l'occupation de la baie de Corfou; lorsqu'elles se présentèrent, elles trouvèrent les troupes ennemies débarquées et la ville investie. Ce ne fut qu'après un combat sanglant que Pisani et Schullenbourg parvinrent à pénétrer dans la place avec leur convoi de troupes et de munitions. Pendant quarante-deux jours les assiégeants renouvelèrent constamment leurs attaques, que repoussèrent avec vaillance les assiégés. Les efforts de la garnison furent courageusement secondés non-seulement par les habitants, mais encore par les femmes et par les religieux, qui concouraient, aux dépens de leur vie, à repousser

les infidèles. Enfin dans la nuit du 17 au 18 août, les Turcs essayèrent un assaut général; ils étaient sur le point de forcer la place, lorsque Schullenbourg, à la tête de huit cents Allemands et Esclavons décidés à mourir, se précipita sur eux, en fit un horrible carnage et les força à la retraite. Une terrible tempête, qui dispersa la flotte des assiégeants, acheva de les décourager. Ils se hâtèrent d'abandonner une ville devant laquelle ils avaient perdu plus de quinze mille hommes et vingt drapeaux. Venise récompensa la bravoure de Schullenbourg en lui érigeant une statue à la place même où il avait si vaillamment combattu.

A la suite de cette victoire, Schullenbourg et Pisani s'emparèrent de Santa-Maura et de Butrinto, qui se rendirent sans résistance. En 1717, il y eut près de Cerigo un combat naval dans lequel les vaisseaux turcs et vénitiens eurent beaucoup à souffrir, et qui n'amena aucun résultat. Schullenbourg et Pisani attaquèrent ensuite les places de Prevesa et de Wonizza, et s'en rendirent maîtres. Tout présageait à la république qu'elle ne tarderait pas à recouvrer la Morée, lorsqu'elle se vit une seconde fois sacrifiée par son allié le plus puissant. Les victoires de Peterwaradin et de Belgrade, gagnées par le prince Eugène, décidèrent l'empereur d'Autriche à accorder la paix aux Turcs, pour n'avoir plus qu'à s'opposer aux envahissements de la branche de la maison de Bourbon assise sur le trône d'Espagne. Un congrès fut assemblé à Passarowitz, et

la paix signée le 21 juillet 1718, en assurant à l'empereur toutes ses conquêtes, imposa aux Vénitiens la condition d'abandonner la Morée aux Ottomans; le rocher de Cerigo, et quelques points fortifiés sur les côtes de la Dalmatie et de l'Albanie, furent la seule compensation que, malgré toutes leurs instances, ils purent obtenir. « La paix de Passarowitz, dit M. Daru, fixa les destinées de Venise. Cette république, qui ne fit depuis ni perte, ni acquisition, ni échange, comprenait alors le *Dogat*, c'est-à-dire les îles et le bord des lagunes; sur le continent de l'Italie, Bergame, Brescia, Crême, Vérone, Vicence, Rovigo, Trévise, le Frioul, l'Istrie et la Dalmatie; enfin, dans la mer Ionienne, les îles de Corfou, Santa-Maura, Céphalonie, Théaki (Ithaque), Zante et Cérigo. Suivant les recensements d'alors, la population de tout ce territoire s'élevait à deux millions cinq cent mille âmes, et les revenus publics à six millions de ducats d'argent (un peu plus de vingt-quatre millions de francs). » Voilà l'état auquel se trouvait réduit *le seigneur du quart et demi de l'empire romain*. Dès lors Venise cessa tout rapport actif avec le reste du monde. Son existence devint toute passive. Spectatrice indifférente des événements qui se passaient à ses portes, elle perdit le sentiment de sa dignité et de son intérêt, et supporta toutes les injures, pour ne point porter ombrage aux autres États et pour conserver une paix éternelle.

Le doge Jean Cornaro mourut en 1722. On choisit

pour lui succéder Sébastien Mocenigo, qui avait rendu de grands services dans la guerre précédente, et dont la sagesse venait de triompher des difficultés suscitées par les commissaires turcs dans la démarcation des nouvelles limites entre les deux puissances. Ce nouveau règne vit la création d'un établissement maritime à Trieste par l'Autriche, dans le but d'affranchir ses vaisseaux des exactions de la république, et le commencement des hostilités entre l'empereur et les cours de France, d'Espagne et de Turin, au sujet de la succession de Parme. A la mort de Mocenigo, arrivée en 1732, Charles Ruzzini, le négociateur de Carlowitz et de Passarowitz, fut élevé au trône ducal. Pendant toute la durée de son administration, Ruzzini eut la douleur de voir les armées qui combattaient pour la possession du duché de Parme couvrir le territoire de la république; elles n'exigeaient pas seulement qu'on satisfît à leurs besoins, il fallait encore que les Vénitiens supportassent sans se plaindre les dégâts qu'elles faisaient de toutes parts. Cet état de choses dura jusqu'à l'année 1735, qui fut marquée par la paix générale et par la mort de Ruzzini.

Le nouveau doge, Louis Pisani, régna de 1735 à 1741. Dans cet intervalle, l'exemple de l'empereur et du pape, qui avaient déclaré la franchise des ports de Trieste et d'Ancône, détermina la république à faire de Venise un port franc, pour ne pas voir les étrangers l'abandonner. L'établissement de la foire de Sinigaglia, dans le duché d'Urbin,

qui devint la plus célèbre de l'Italie, excita aussi la jalousie de la république ; elle défendit même pendant quelque temps à ses sujets d'aller y trafiquer ; mais les représailles exercées par le pape la forcèrent bientôt à lever cette défense impolitique.

Pierre Grimani succéda à Louis Pisani. Sous ce règne, la lutte héroïque de l'impératrice Marie-Thérèse contre presque toute l'Europe, qui lui disputait les États de son père, fixa particulièrement l'attention du gouvernement vénitien. Sans se départir de son système de neutralité, il prêta à cette femme courageuse une somme considérable, et établit sur sa frontière occidentale une armée de vingt mille hommes, chargée d'observer les coups que les Allemands et les Espagnols allaient se porter. Cette mesure ne servit même pas à faire respecter son territoire ; il fut, à diverses reprises, traversé par des troupes indisciplinées dont on ne put empêcher ni réparer les désordres, et le golfe dont Venise se prétendait reine fut souvent couvert de vaisseaux autrichiens et anglais qui ne respectaient guère sa souveraineté. Lorsque le traité d'Aix-la-Chapelle, conclu en 1737, eut mis fin à la guerre, Marie-Thérèse, désirant établir une communication directe entre ses domaines allemands et ses provinces d'Italie, proposa à la république d'échanger contre quelques possessions en Istrie la portion du territoire vénitien qui séparait le Milanais du Tyrol et de l'évêché de Trente ; cette mesure aurait fait cesser l'inconvénient d'un passage tou-

jours désastreux, qu'elle éprouvait chaque fois que la guerre éclatait en Italie : le sénat n'eut pas le courage de l'adopter.

Un autre événement du règne de Pierre Grimani fut la division en deux archevêchés du patriarcat d'Aquilée, dont la juridiction s'étendait sur les deux parties du Frioul possédées par Venise et l'Autriche. Cette division fut opérée par le pape Benoît XIV, qui, sur les instances de la cour de Vienne, et pour laisser à chacune des deux puissances la jouissance de ses droits, décida de conserver le patriarche à Udine, capitale du Frioul vénitien, et de placer à Aquilée, qui était dans le Frioul autrichien, un vicaire apostolique. Venise, qui s'était accoutumée de regarder comme un droit l'habitude où elle était depuis très-longtemps de pourvoir au siége patriarcal chaque fois qu'il était vacant, refusa d'abord de se soumettre à la décision du saint-siége; mais la cour de Vienne fit peu de cas d'un refus dans lequel elle savait que la république ne persisterait pas pour peu qu'elle-même se montrât décidée à ne pas fléchir. Marie-Thérèse tint ferme : non-seulement elle voulut qu'on se soumît à la sentence du pape, mais elle demanda même avec force la suppression du patriarcat; de là l'établissement des deux archevêchés, celui d'Udine et de Goritz. Venise n'eut qu'à obéir. Ce fut au saint-siége qu'elle garda rancune. Son dépit se manifesta par la guerre de douanes qu'elle fit aux sujets du pape.

Pendant les nombreuses guerres qui désolèrent l'Europe de 1756 à 1778, Venise persista avec une constance qui tenait de l'opiniâtreté à garder sa neutralité. Ni la guerre de France et de l'Angleterre, dont les limites du Canada furent l'occasion ou le prétexte, ni la lutte que le grand Frédéric soutint pendant sept ans contre l'Autriche, la France et la Russie, ni les efforts des Corses et des Américains du Nord pour recouvrer leur indépendance, ne purent ébranler ce qu'elle appelait sa modération, mais ce qui n'était au fond que de la faiblesse. Dans le même temps, une révolte des Monténégrins, peuplade barbare qui habite sur les confins de la Dalmatie, faillit compromettre la république avec la Russie et avec l'Autriche. Ces deux puissances avaient conçu le projet de chasser les Turcs au delà du Bosphore, et de rétablir l'indépendance de la Grèce. C'était dans ce but qu'elles avaient appuyé l'insurrection des Monténégrins; mais, pour arriver à l'accomplissement d'une si vaste entreprise, la coopération de Venise leur devenait indispensable. Il fallait que ses forces navales s'unissent à celles des deux États, ou que du moins ses ports offrissent aux vaisseaux russes envoyés de si loin dans la Méditerranée, un asile et des approvisionnements. Vainement on fit entrevoir au sénat la possibilité de rentrer en possession de Candie et de la Morée, s'il consentait à prêter l'appui qu'on lui demandait; il demeura inébranlable, et provoqua par sa partialité en faveur des Turcs, qu'il redoutait, la colère des

deux empires; mais ce sentiment fit bientôt place à un autre, le mépris; pendant tout le temps de la guerre, les amiraux russes se firent un plaisir d'abaisser l'orgueil des Vénitiens.

Le doge Pierre Grimani était mort en 1752. Pendant les dix années du règne de son successeur, François Loredano, la république, tranquille du côté de la Turquie, put se livrer aux soins de son commerce ; elle eut à réprimer deux révoltes, l'une à Cattaro, l'autre à Céphalonie, occasionnée par une imposition établie au profit des nobles. En 1758, un de ses fils, le cardinal Charles Rezzonico, évêque de Padoue, fut élevé au trône pontifical sous le nom de Clément XIII. Cette élection fut accueillie par des transports de joie extraordinaires, et célébrée par des fêtes solennelles.

Marc Foscarini succéda à François Loredano en 1762. Les dix mois de son administration furent signalés par les vives attaques dirigées contre le conseil des Dix, et surtout contre les inquisiteurs d'État, qui avaient usurpé à peu près toute l'autorité. Les abus de pouvoir qu'on pouvait reprocher à ce tribunal déterminèrent plusieurs hommes de talent et de courage à le poursuivre devant le grand conseil; mais les inquisiteurs étaient trop puissants pour ne pas paralyser l'effet d'une pareille résolution. Le grand conseil se borna à nommer des commissaires, qui, attribuant l'état de langueur de la république à ce que la puissance ducale était énervée, firent adopter quelques règlements qui tendaient à augmenter

un peu l'influence du doge sur l'administration.

Marc Foscarini, protecteur des lettres et des sciences, qu'il cultivait lui-même avec succès, fut remplacé par Alvise de Mocenigo. Sous ce règne, quelques hostilités contre les pirates barbaresques de la côte d'Afrique troublèrent seules ce long sommeil, précurseur de la mort, dans lequel la république était plongée. Les entreprises de ces pirates, encouragés par la protection que leur accordaient les Turcs, étaient devenues si audacieuses, qu'ils avaient surpris le château de Prevesa et l'île de Cérigo, et en avaient enlevé les canons. Venise résolut de venger de pareils outrages ; mais telle était son appréhension d'entreprendre une guerre qui pouvait compromettre sa sûreté, qu'elle acheta de la Porte la permission de poursuivre ses agresseurs. Ses flottes parurent à plusieurs reprises dans les ports de Tripoli, de Tunis et d'Alger, et menacèrent de bombarder ces repaires de pirates ; mais ces démonstrations cessèrent toujours devant les propositions d'arrangement faites par les deys des trois régences. Dans les divers traités qui s'ensuivirent, les Vénitiens se montrèrent plutôt sujets que souverains ; ils crurent avoir obtenu une réparation suffisante en imposant à des gens sans foi la condition de respecter à l'avenir leur pavillon, et se soumirent à leur payer une redevance annuelle.

Paul Renier remplaça, en 1779, Alvise Mocenigo sur le trône ducal. C'était un homme d'une grande érudition et d'une capacité éprouvée par les am-

bassades. Renier s'était précédemment fait remarquer par le zèle qu'il avait mis à demander qu'on posât des limites à la puissance du conseil des Dix et des trois inquisiteurs d'État; son élévation à la dignité suprême le plaça à la tête du parti qui voulait diminuer l'influence des patriciens; sa protection encouragea les novateurs, qui firent entendre dans les conseils, contre les magistratures, objet de l'exécration publique (1), des discours d'une véhé-

(1) C'est ici le lieu de faire connaître de quels moyens se servaient ces hommes de terreur et d'effroi pour arriver à la connaissance des crimes qu'ils voulaient punir. Ils avaient érigé l'espionnage en charge, et ceux qui exerçaient ce ministère d'opprobre, presque tous choisis dans la classe des nobles, prenaient le nom d'*observateurs*. Il y avait des observateurs des Trois, des observateurs des Dix, des observateurs de l'*Avogador di comun*, qui tous s'espionnaient les uns les autres. Le doge lui-même était espionné par ses conseillers. Ses appartements disposés sans qu'il le sût en une sorte de double fond, étaient accessibles le jour et la nuit. On conçoit aussi de quelle circonspection devaient s'armer ceux qui savaient qu'il existait à Venise un canal *Orfano*, d'où l'on retirait souvent des cadavres. Singulière bizarrerie des choses humaines! ces hommes, dont toute la vie se passait à inspirer la terreur, étaient destinés parfois à exercer la bienfaisance et à faire couler les larmes de la reconnaissance. La découverte d'un grand crime politique leur donnait le droit de faire rappeler un banni indiqué par eux-mêmes.

Les *Puits* et les *Plombs* étaient des prisons où allaient gémir les victimes désignées par les explorateurs. Les puits (*piozzi*) étaient des cachots infects où l'on ne tardait pas à tomber malade si l'on y séjournait. Les plombs (*piombi*), créés postérieurement aux puits, qui parurent trop rigoureux, étaient la partie la plus élevée du palais ducal, dont la couverture est de plomb, et dans laquelle les détenus subissaient leur peine sans être aussi exposés à voir leur santé s'altérer.

mence d'expressions et d'une audace de pensées annonçant une grande fermentation dans les esprits. Comme en 1761, on nomma des commissaires pour proposer une réforme ; mais ces commissaires, mandés secrètement devant le tribunal des Trois, en reçurent l'ordre formel de s'abstenir de toute proposition qui tendrait à restreindre son autorité : ils n'eurent pas le courage de désobéir. Les espérances qu'on avait conçues se trouvant déçues, les mécontents continuèrent à s'agiter sous le joug, jusqu'à l'époque où l'exemple des révolutionnaires français leur permit de donner un libre cours à leurs passions.

Ces hommes, qui se disaient appelés à régénérer leur patrie, n'attaquèrent pas seulement l'autorité des Dix et des Trois, ils déclarèrent aussi la guerre au clergé. Jaloux des richesses que possédait ce corps, ils eurent assez d'influence pour faire maintenir les lois qui défendaient aux ecclésiastiques toute acquisition ; on interdit la quête à plusieurs ordres; on empêcha les évêques d'acquitter aucune pension assignée par le saint-siége sur leurs bénéfices, et d'accepter aucune donation de biens-fonds de la part des particuliers.

Outre ces attaques contre le clergé et contre les dépositaires du pouvoir, nous avons à signaler l'excès de la corruption qui avait pénétré dans toutes les classes de la société. Cette liberté de mœurs, qui avait si longtemps attiré les étrangers à Venise, avait dégénéré en un désordre scanda-

leux. Le mariage, ce lien si sacré dans tous les pays catholiques, n'était plus respecté, et avait fait place à la plus honteuse licence. Les casinos étaient devenus le point de réunion de leur société, et les jeux de hasard étaient la principale occupation de ceux qui les fréquentaient. Dans ces lieux, où la musique, les collations et tous les plaisirs attiraient sans cesse une foule désœuvrée, c'était un singulier spectacle que de voir de graves patriciens, ayant seuls le privilége de tenir la banque, aller s'asseoir en robe, et à visage découvert, autour des tables chargées d'or, tandis que tous les autres joueurs, de l'un ou de l'autre sexe, étaient masqués, et passaient, sans proférer une parole, des illusions de l'espérance aux angoisses du désespoir : on eût dit une assemblée de muets. L'usage du masque était devenu si général, qu'on s'en servait pour aller à ses affaires comme pour courir après les plaisirs. « Le moindre déguisement, dit M. Daru, était une sauvegarde plus sûre que le nom, l'âge, la considération personnelle. Une offense faite à un masque était punie plus sévèrement que celle qu'aurait éprouvé un homme à visage découvert. Sous le masque, tout le monde était égal et inviolable; une police qui ne ménageait rien feignait de respecter un burlesque travestissement. Les spectacles, le jeu, la licence des plaisirs, attiraient un concours immense d'étrangers, et, pendant le temps du carnaval, Venise n'était pas moins remarquable par le caractère de sa population que par la singularité de son site. »

Louis Marini succéda, en 1788, à Paul Renier. Ce doge, que la Providence destinait au malheur de voir le sceptre ducal se briser dans ses mains, appartenait à une des familles récemment agrégées à la noblesse. A son avénement, tout révélait la décadence de la république; mais rien ne faisait prévoir sa chute prochaine, lorsque le grand événement qui ébranla le monde vers la fin du siècle dernier vint tout à coup la faire disparaître de la liste des nations.

A la suite du mouvement révolutionnaire qui éclata en France en 1789, les ordres privilégiés dans ce pays avaient été dépouillés de leurs priviléges, et le roi, de tout son pouvoir. Les maximes proclamées par les hommes dont Mirabeau était le chef, avaient excité dans presque toute l'Europe les passions populaires, et les monarques tremblaient pour leurs trônes. Venise, pour prévenir la contagion, se reposa sur la vigilance des inquisiteurs d'État; mais ce tribunal, ordinairement si terrible quand il s'agissait de la sécurité de la ville, ne sut et ne put prendre contre ce danger extérieur que des mesures de police, il empêcha l'introduction des écrits qui inondaient la France, et fit observer la conduite des étrangers. Cette surveillance donna lieu à des plaintes contre la partialité du gouvernement, et n'empêcha pas l'esprit d'innovation de pénétrer dans les Lagunes, et même dans quelques-uns des palais de Venise.

En 1791, Venise eut l'occasion de faire éclater ses

sentiments pour la cause de Louis XVI ; l'arrivée dans cette ville du comte d'Artois, frère du monarque, fut célébrée avec tout le cérémonial et tous les honneurs réservés aux têtes couronnées. Peu de temps après le passage de ce prince, la reine de Naples et l'empereur Léopold vinrent aussi visiter la ville de Saint-Marc. Ce concours d'augustes personnages n'était pas l'effet du hasard : il s'agissait dès lors d'engager la république à s'unir aux potentats de l'Europe contre la révolution française, qu'ils regardaient comme un ennemi commun. Venise dans cette occasion sembla vouloir sortir de son système d'apathie, en choisissant, pour conférer avec le ministre d'Autriche, le procurateur François Pesaro, connu par sa haine contre la France. Bientôt les envoyés des cours du Nord et de celle de Naples signèrent secrètement à Mantoue le traité qui avait pour but de relever la monarchie française ; mais l'Angleterre, qui n'était point intervenue dans ce traité, réussit à le faire annuler et à faire recommencer les négociations sur une nouvelle base. Cette puissance, qui avait à se venger des secours si imprudemment portés aux insurgés d'Amérique, allait devenir l'âme de la coalition qui menaçait la France. Le 27 juillet 1791, les souverains coalisés réunis à Pilnitz, chez l'électeur de Saxe, lancèrent leur fameux ultimatum qui préparait l'invasion de la France, et qui, au lieu d'améliorer le sort du malheureux Louis XVI, ne servit qu'à irriter ses ennemis et à faire redoubler de surveillance à son égard.

Au milieu de l'agitation générale dont l'Europe était menacée, la république de Venise prétendit conserver les avantages de sa neutralité. Cependant elle laissa ses agents accabler de vexations et d'avanies les négociants et les consuls français, sans jamais vouloir écouter les plaintes de ceux-ci. Après le voyage de Varennes elle refusa de recevoir, parce que cette pièce n'était pas au nom du roi, le décret par lequel l'assemblée nationale déclarait aux puissances étrangères que cet événement ne changeait rien aux dispositions pacifiques de la France. En même temps, comme si elle eût voulu couvrir ces actes, elle résista avec opiniâtreté aux pressantes invitations des souverains coalisés d'entrer dans la ligue qui avait pour objet la conservation de l'indépendance des divers États de la péninsule italique.

Les événements qui se passaient en France firent bientôt changer la face des choses. La convention, après avoir détrôné le roi Louis XVI, et repoussé les armées coalisées qui s'étaient avancées jusqu'à cent soixante kilomètres de Paris, du côté de la Champagne, prit tout à coup une attitude menaçante. Dans son délire furieux, elle fit tomber sur un échafaud la tête du plus vertueux des rois, établit la république, et répandit sur notre beau pays un voile de deuil et de terreur. Peu de jours après l'odieux attentat commis par la convention, le sénat de Venise, dominé par un sentiment de frayeur, reconnut le chargé d'affaires envoyé par la république

française. La coalition, qui voyait renaître ses espérances par la victoire de Nerwinde, remportée sur les troupes françaises, pressa de nouveau la république vénitienne de sortir de son imprudente neutralité; elle demanda même par des notes impérieuses le renvoi du chargé d'affaires français, mais la demande fut toujours éludée. La conduite de Venise pendant toute cette période devait être une série continuelle de contradictions.

Vers la fin de 1793, le gouvernement de Venise, effrayé de quelques symptômes d'agitation qui s'étaient manifestés en Italie, fit arrêter les patriciens suspects d'être favorables à la révolution française, et l'on crut qu'il allait se déclarer pour la coalition. Mais bientôt la victoire remportée par les Français à Fleurus inspira au sénat des craintes d'un autre genre; et il s'empressa d'envoyer un ambassadeur à Paris pour féliciter la convention de ses triomphes, et l'assurer de toute sa sympathie.

La France, après avoir forcé la Prusse et l'Espagne à se détacher de la coalition, résolut de lutter corps à corps avec l'Autriche. Pour écraser cette puissance, il ne suffisait pas de l'attaquer de l'autre côté de Rhin; il fallait encore l'éloigner de l'Italie, où elle avait un corps de vingt mille hommes réunis à quatre mille Piémontais. Ce fut dans ce but que, vers la fin de 1795, l'armée française, sous les ordres du général Scherer, prit l'offensive. La brillante journée de Loano, dans le duché de Gênes, qui coûta aux Austro-Sardes toute leur artillerie et

la plus grande partie de leurs troupes, procura aux républicains l'occupation de Finale. Lorsque le Directoire, dont le pouvoir soupçonneux avait remplacé l'autorité sanglante de la convention, vit ses soldats près de s'élancer au pied des Apennins dans les plaines du Piémont, il se plaignit au ministre de la république de Venise, résidant à Paris, de l'asile accordé au comte de Provence, frère de Louis XVI, sur le territoire vénitien, et demanda son éloignement. Le sénat, étranger depuis longtemps aux sentiments généreux, n'osa pas résister. Il intima au prince français l'ordre de quitter les États de la république dans le plus bref délai. L'illustre exilé, se rappelant alors ce qu'il devait à sa dignité de roi de France, répondit qu'il ne partirait qu'à la condition qu'on lui présenterait le livre d'Or, où était inscrit le nom de sa famille, pour qu'il l'y rayât de sa main, et qu'on lui rendrait l'armure dont l'amitié de son aïeul Henri IV avait fait présent à la république. Cette réponse fut portée au sénat, qui ne sut pas en apprécier toute la noblesse; le prince fut obligé de partir sans obtenir satisfaction.

Au moment où le frère de Louis XVI quittait cette terre inhospitalière (février 1796), le Directoire confiait le commandement de l'armée destinée à envahir l'Italie au général Bonaparte. Le nouveau chef, en arrivant à Nice, signala sa prise de commandement par la plus hardie des invasions. L'armée qui passait sous ses ordres, forte au plus de trente mille hommes, était dénuée de tout; mais

elle était jeune, enthousiaste et intrépide. Ce fut avec elle que Bonaparte commença cette série d'exploits qui étonna le monde. En quinze jours, il dispersa les quatre-vingt-dix mille coalisés qui se trouvaient devant lui, prit vingt et un drapeaux, cinquante pièces de canon, et s'empara de la plus grande partie du Piémont.

Une proclamation annonça alors que l'armée française était venue rompre les fers de l'Italie. La cour de Turin, épouvantée, se hâta de se soumettre; on lui accorda la paix. La guerre finie avec le Piémont, Bonaparte marcha contre l'armée autrichienne, à laquelle il ne laissa plus de relâche. Il passa le Pô à Plaisance, et l'Adda à Lodi. Cette dernière victoire, en lui ouvrant les portes de Milan, où il entra le 15 mai en triomphateur, lui valut la possession de la Lombardie.

Après la bataille de Lodi, les Autrichiens se réfugièrent sur le territoire vénitien. L'armée républicaine les y poursuivit, et la victoire de Borghetto lui livra la place de Peschiera, où le général Beaulieu avait jeté quelques troupes. Telle était la terreur répandue par les armes françaises, qu'il suffit à Bonaparte de se présenter devant Vérone pour obtenir du provéditeur Foscarini l'entrée de cette ville. Peu de jours après il occupa Legnago et la Chiuza. Le sénat crut alors qu'il allait avoir à défendre sa capitale; en conséquence il ordonna des mesures militaires qui semblaient annoncer de sa part l'intention de repousser une agression étrangère; ma

pendant que ces préparatifs se faisaient en secret, il envoya auprès de Bonaparte deux négociateurs chargés de calmer la colère que ce général avait manifestée devant le provéditeur de Vérone au sujet de l'occupation de Peschiera par les Autrichiens. Les commissaires s'en revinrent satisfaits de l'accueil que leur fit Bonaparte et de ses dispositions bienveillantes pour leur nation. Quelque temps après, le Directoire fit proposer son alliance à la république; mais le sénat, persuadé que les succès de la France n'étaient que passagers, persista dans son système de neutralité.

Lorsque la retraite du général Beaulieu l'eut laissé maître de la Lombardie, Bonaparte se hâta de porter le centre de ses opérations sur l'Adige, et d'établir le blocus de Mantoue. L'armée française ne comptait guère pourtant que trente mille hommes; l'audace de son général n'en jeta pas moins l'alarme dans le conseil aulique. On songea tout de suite, à Vienne, à retirer des bords du Rhin le maréchal Wurmser, vieux général plein d'audace et d'énergie, et à l'envoyer en Italie avec un renfort de trente mille hommes. Pendant que l'armée française était occupée au siége de Mantoue, le nouveau général autrichien, descendant les Alpes tyroliennes, déboucha tout à coup dans la vallée de l'Adige, et se réunit aux débris de l'armée de Beaulieu. Son apparition fut regardée à Venise comme le signal de la délivrance de l'Italie; cette ville, qui comptait alors dans ses murs et dans les îles des Lagunes vingt

mille soldats étrangers et plus de cinquante mille hommes de milice, s'associa à la jactance des Impériaux, qui, à raison de leur supériorité numérique, célébraient d'avance la défaite des Français et leur expulsion de la Péninsule; elle n'attendait plus qu'une chose pour se prononcer contre eux, c'était que le général républicain éprouvât un échec. Mais l'irrésistible fortune du grand capitaine vint bientôt confondre ces projets. Tandis que Wurmser le croyait encore devant Mantoue, Bonaparte s'échappa, pour ainsi dire, du siége de cette place, et, se portant avec la rapidité de l'éclair du Pô sur l'Adige, de la Chiusa au Mincio, il sembla se multiplier pour se trouver presque en même temps à la rencontre de toutes les divisions ennemies, qu'il culbuta et dispersa dans une suite de combats que ses soldats appelaient *la campagne des cinq jours*, et qui se livrèrent à Salo, à Lonato et à Castiglione. Wurmser fut obligé de rentrer dans le Tyrol.

A peine délivré de l'armée formidable que le cabinet de Vienne avait envoyée pour chasser les Français de l'Italie, Bonaparte se remit à presser le siége de Mantoue. Wurmser, qui avait reçu l'ordre positif de délivrer cette ville, rentra bientôt en ligne avec de nouvelles troupes qu'il avait trouvées dans le Tyrol. Ce ne fut qu'après avoir été battu dans dix combats, dont les plus meurtriers furent ceux de Peschiera, de Roveredo et de Bassano, qu'il parvint à se jeter dans la place assiégée. Le lendemain de son entrée dans Mantoue, les débris de ses troupes

furent encore mis en déroute à *Due-Castelli*, et le combat de Saint-Georges (15 septembre 1796) compléta la ruine de l'armée impériale. Le blocus fut aussitôt resserré avec la plus grande rigueur.

La France, de nouveau maîtresse de l'Italie, réitéra ses propositions d'alliance aux Vénitiens. Son ministre fut chargé de présenter au sénat une note dans laquelle étaient exposés les dangers qui menaçaient la république, et qui lui démontrait qu'elle était, à son insu, en butte à l'ambition de l'Autriche. Le sénat, après une mûre délibération, déclara qu'il était décidé à persister dans ses principes de modération et de bonne intelligence avec les autres puissances, et à préserver la république d'une guerre qui ne pourrait que compromettre sa sûreté. Cette réponse ferma pour jamais toute voie aux négociations d'une alliance entre les deux républiques.

Cependant l'Autriche avait trop à cœur la conservation de ses États italiens pour se laisser abattre par ses revers. Une nouvelle armée, sous les ordres du maréchal d'Alvinzi, fut envoyée au secours de Mantoue. Il ne fallut que quelques jours au vainqueur de Lodi pour renverser toutes les espérances que la coalition avait pu fonder sur la réputation d'Alvinzi. Une bataille de trois jours, qui se termina par la mémorable victoire d'Arcole, acheva de faire reconnaître l'incontestable supériorité des armées françaises. Alvinzi essaya néanmoins de se relever de sa défaite ; il revint, avec Provera, par les gorges du Tyrol, et cette nouvelle agression ne fut

qu'une occasion de nouveaux triomphes pour les Français et pour leur chef. La bataille de Rivoli, les combats de la Favorite et de Saint-Georges, où la victoire se montra fidèle au drapeau républicain, décidèrent du sort de Mantoue; elle capitula le 2 février 1797.

Les revers si multipliés des armées autrichiennes avaient consterné la cour de Vienne; mais elle s'obstina à braver la fortune. L'archiduc Charles, frère de l'Empereur, célèbre déjà par ses victoires et ses talents militaires, fut jugé le seul capable d'être opposé au conquérant de l'Italie. On l'envoya donc pour prendre le commandement des troupes impériales et réparer les désastres de ses prédécesseurs.

A la nouvelle de sa marche, Bonaparte, fatigué de vaincre l'Empereur en Italie sans pouvoir l'amener à négocier, conçut le hardi projet de porter la guerre en Autriche même, dans l'espoir que son apparition sous les murs de Vienne produirait sur le conseil aulique une impression plus vive que n'avaient pu le faire les revers lointains de ses généraux. Forcé à la retraite, le prince autrichien ne parvint à l'effectuer qu'après avoir essuyé, pour ainsi dire, une défaite par jour depuis les bords du Tagliamento jusqu'à la Muer.

Bonaparte était à Clagenfurth, capitale de la Carinthie; il venait de conclure une suspension d'armes avec le prince Charles, lorsqu'il reçut la nouvelle qu'un ennemi secret qu'il avait laissé derrière lui et qu'il épiait depuis longtemps, le sénat de

Venise enfin, venait de jeter le masque. On lui annonçait que les villes de Bergame, Brescia, Solo et Crème, entraînées par l'exemple des Milanais, avaient levé l'étendard de la révolte contre la sérénissime république et proclamé leur indépendance; que sous le prétexte que les Français étaient les instigateurs de cette insurrection, le gouvernement vénitien avait appelé de tous côtés les paysans aux armes ; que le cri de ralliement de ces hommes ignorants était : « Mort aux Français! » et que déjà plusieurs centaines de soldats des garnisons de la haute Italie avaient été massacrés. Ce sang traîtreusement répandu demandait un châtiment. Bonaparte fit aussitôt partir un de ses aides de camp avec une lettre adressée au doge, dans laquelle il déclarait que s'il ne prenait pas sur-le-champ les moyens de dissiper les rassemblements que la république avait organisés, et s'il ne lui livrait pas les auteurs des assassinats qui venaient de se commettre, il en appellerait à son épée, et que, si on le réduisait à la triste nécessité de faire la guerre, il accorderait son appui aux peuples insurgés de la terre ferme, et les seconderait dans la résolution de se soustraire au joug de leurs maîtres.

Le doge, effrayé, soumit l'affaire à la délibération du sénat; cette assemblée fut tellement épouvantée de la franchise et de la rudesse militaires avec lesquelles l'aide de camp Junot remplit sa mission, que le jour même elle répondit au général en chef qu'elle était prête à en passer par tout ce qu'il lui

plairait de prescrire. Elle lui représenta que la nécessité de réprimer la révolte qui avait éclaté dans les provinces de Bergame et de Brescia avait seule fait courir aux armes les paysans de la terre ferme, fidèles à leur gouvernement; que si, dans une confusion aussi grande, quelques malheurs étaient arrivés, la république ne pouvait que les déplorer, puisqu'ils étaient contraires aux sentiments de loyauté et d'amitié sincère qu'elle avait toujours nourris pour la France; que d'ailleurs, afin de satisfaire à la demande du général, elle allait faire rechercher, pour les lui livrer, les auteurs des assassinats commis sur les soldats de l'armée française; mais, qu'en même temps, elle comptait sur son intervention pour l'aider au rétablissement de l'ordre dans les provinces rebelles.

Ces excuses, que Bonaparte ne croyait guère sincères, calmèrent néanmoins sa colère. Un autre soin, d'ailleurs, l'occupait en ce moment : il signait avec le ministre de Vienne, le comte de Merweldt, le traité préliminaire de Leoben. De nouveaux événements le forcèrent bientôt à prononcer l'arrêt du gouvernement vénitien. Le sénat, qui venait de se montrer dans une attitude si suppliante et de protester de son invariable résolution de maintenir la paix, n'eut pas plutôt vu l'aide de camp Junot s'éloigner, que, cédant à l'influence de François Pesaro, il hâta lui-même sa ruine; malgré l'engagement qu'il en avait pris, il n'avait pas rapporté la proclamation qui appelait les provinces de la terre ferme aux armes.

Ainsi toute la population ne s'était pas seulement réunie aux régiments esclavons et albanais au service du lion de Saint-Marc, elle courait encore la campagne, arrêtant et désarmant les détachements français. A Vérone, l'approche du général Landon, qui descendait du Tyrol, où il avait repris quelques positions sur notre armée, excita un soulèvement contre les Français : tous ceux qui ne purent regagner les forts où la garnison s'était retirée, furent impitoyablement massacrés chez leurs hôtes, dans les rues et jusque dans les hôpitaux. Cette horrible répétition des *Vêpres siciliennes*, exécutée pendant la plus grande solennité du christianisme, au milieu des fêtes de Pâques, a reçu de l'histoire le nom de *Pâques vénitiennes*. A cet odieux attentat se joignit une foule de forfaits semblables commis dans les autres villes du territoire vénitien qui n'avaient pas proclamé leur indépendance. Tout semblait concourir à la perte de la république, ses chefs militaires aussi bien que ses chefs politiques. Le 20 avril, un vaisseau français étant venu chercher un refuge sous le canon du Lido contre le mauvais temps et les bâtiments autrichiens, se vit foudroyer par les batteries vénitiennes, et le capitaine Laugier fut tué sur son bord. Le sénat poussa l'aveuglement jusqu'à voter des remercîments au commandant du fort, et accorda une gratification aux marins qui avaient criblé le navire français et égorgé l'équipage.

A la nouvelle de ces assassinats, Bonaparte

s'écria : « La république vénitienne a vécu ! » En vain le sénat, en apprenant la signature des préliminaires de Leoben, offrit au général tout ce que peut offrir pour son salut un gouvernement désespéré ; le sang des victimes criait trop haut pour permettre d'accorder merci à ceux qui l'avaient versé. Libre du côté de l'Autriche, Bonaparte accourut lui-même pour venger ses frères d'armes. Le 3 mai, il publia à Palma-Nova un manifeste qui fut l'arrêt de mort de l'aristocratie vénitienne. Ce manifeste, qui donnait un démenti solennel au bruit répandu par les provéditeurs des villes insurgées, que les Français avaient provoqué les excès dont ils avaient été victimes, enjoignait au ministre de France auprès de Venise de sortir de la ville, et se terminait par une déclaration de guerre. A la lecture de cette proclamation foudroyante, le sénat n'ayant plus rien à attendre de l'Autriche, qui ne l'avait même pas compris dans le traité de Leoben, dut prononcer lui-même sa dissolution et abandonner le pouvoir suprême.

A la réception du manifeste de Bonaparte, presque toutes les villes de la terre ferme se soulevèrent contre la métropole et se municipalisèrent. Bergame, Brescia, Bassano, Padoue, Vicence, Udine, s'érigèrent en républiques. Une division française s'était déjà avancée sur le bord des Lagunes ; Venise, qui comptait quinze mille hommes sous les armes, voulut encore parlementer. Le 1er mai, le grand conseil autorisa deux commissaires à aller traiter

avec le général Bonaparte ; ces deux commissaires trouvèrent le général en chef au pont de Marghera, près des Lagunes ; ils acquirent bientôt la triste certitude qu'il n'y avait plus d'espoir de conciliation. Tout ce qu'ils purent obtenir fut une suspension d'armes de six jours, pour leur donner le temps de venir rejoindre le général à Milan, avec l'adhésion du grand conseil à toutes les conditions qu'il imposait. Il exigeait surtout l'arrestation et le châtiment des trois inquisiteurs d'État et du commandant du Lido. Le grand conseil, épouvanté, s'empressa de mettre l'orgueilleuse constitution de la république aux pieds de Bonaparte. Le 8 mai, il consentit également à la reddition de la capitale, fit embarquer ses douze mille Esclavons pour la Dalmatie, et ordonna qu'une procédure serait commencée contre les trois inquisiteurs d'État et contre le commandant du Lido. Les commissaires se rendirent à Milan munis de pouvoirs qui les autorisaient à traiter toutes les conditions. La première clause d'arrangement posée par le général en chef fut l'abdication du grand conseil et la reconnaissance de la souveraineté populaire. Mais, pendant que les commissaires discutaient à Milan les bases d'un traité, une révolution s'accomplissait dans Venise par la bourgeoisie soulevée contre l'aristocratie. Le 12 mai, un gouvernement représentatif provisoire fut établi, et l'avocat Dandolo, l'un des rares hommes de mérite que Bonaparte déclara avoir rencontrés en Italie, en fut déclaré le chef. Le même jour, le général Baraguay-

d'Hilliers entra dans la ville sur la flottille qui était allée chercher sa division au delà des Lagunes; il débarqua sur la place de Saint-Marc, aux acclamations du peuple. Le terrible conseil des Dix fit place à une municipalité toute démocratique. Le procurateur Pesaro, chef du parti autrichien et objet de l'exécration publique, s'enfuit avec tous les patriciens, pour échapper au ressentiment du vainqueur. Mais les hommes ardents qui avaient salué avec enthousiasme la révolution qui venait d'avoir lieu, parce qu'ils la regardaient comme le réveil de la patrie, ne tardèrent pas à être désabusés : Bonaparte déclara les Vénitiens indignes de la liberté, les traita avec le dernier mépris, et s'arrogea le droit de disposer de la république et de son territoire. Le lion de Saint-Marc et les chevaux de Corinthe, devenus des trophées de victoire, partirent pour Paris; on brûla publiquement le Livre d'Or, ainsi que le bonnet ducal du doge et tous les insignes de l'oligarchie renversée; les îles Ioniennes passèrent sous la domination française; toute la marine vénitienne, forte de douze vaisseaux et d'autant de frégates, fut envoyée à Toulon, d'où elle partit bientôt, chargée de bataillons français, pour aller planter le drapeau tricolore à Corfou et dans les îles de la Grèce. Ainsi finit cette république aristocratique, qui comptait quatorze siècles d'existence comme État indépendant, et qui en avait eu plusieurs de puissance et de gloire. Dès ce jour elle n'eut plus ni amis ni ennemis, et lorsque, quelques mois plus tard, Bo-

naparte conclut avec l'Autriche le traité de Campo-Formio, il regarda comme un avantage pour la France d'abandonner à l'Empereur Venise et ses Lagunes, la Dalmatie et l'Illyrie, en dédommagement des riches et fertiles provinces de la Lombardie. En conséquence, les Français évacuèrent la ville de Saint-Marc le 16 janvier 1798, et furent remplacés par les Autrichiens.

FIN

TABLE

CHAPITRE I

CHAPITRE II

CHAPITRE III

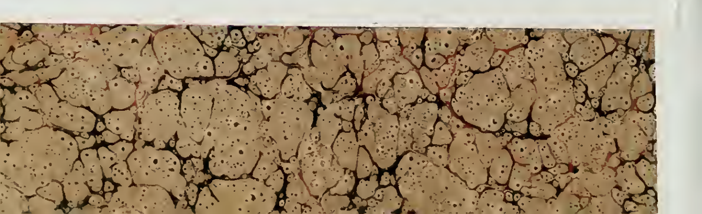
CHAPITRE IX

CHAPITRE X

CHAPITRE XI

CHAPITRE XII

274. — Tours, impr. Mame.




a39003 002734290b

